

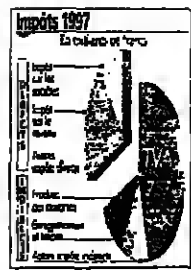
سكنا من الامم



Le Monde

LE MONDE FISCALITÉ

16 pages
pour remplir
sa déclaration et
calculer son impôt



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16190 - 7 F -

JEUDI 13 FÉVRIER 1997

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

La Bourse de Paris dopée par la hausse du dollar

Les taux à long terme à leur plus bas niveau

LA BOURSE DE PARIS a entamé la journée de mercredi 12 février sur une hausse de plus de 1,2 %, l'indice CAC 40, le principal thermomètre du marché, dépassant pour la première fois de son histoire, le seuil des 2 600 points. Cette euphorie traduit le sentiment qu'ont désormais les investisseurs, français et étrangers, sur la reprise de la croissance en France au cours des prochains mois. Ce changement de climat est lié à la poursuite de la baisse des taux d'intérêt à long terme et de la remontée du dollar.

Le taux des emprunts d'Etat français à dix ans est descendu mercredi matin à 5,4 %, son plus bas niveau depuis 1965. Cette baisse devrait soutenir l'activité en favorisant les investissements des entreprises et les achats de logements par les ménages. Derrière le Japon et la Suisse, la France possède le taux d'intérêt à long terme le plus bas du monde. Alors qu'au début de 1996, les rendements obligataires français étaient supérieurs de 1 % à leurs équivalents américains, ils leur sont au-

jourd'hui inférieurs de 1 %. Une telle situation ne s'était plus produite depuis le début du siècle.

Par ailleurs, en dépit des discours des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales des pays du G7, réunis le 8 février à Berlin, sur la nécessaire stabilisation des changes, le dollar a repris sa marche en avant, surtout face aux devises européennes. Il a franchi mercredi dans la matinée le seuil de 1,69 deutschemark et des 5,70 francs français. Cette vigueur de la devise américaine tient pour une bonne part à un affaiblissement du mark alors que des économistes s'interrogent sur la capacité de l'Allemagne à réduire cette année son déficit budgétaire et à respecter les critères de convergence du traité de Maastricht. Dans le sillage du billet vert, la livre sterling s'envolait, cotant mercredi dans la matinée 9,35 francs, son plus haut niveau depuis sa sortie du système monétaire européen, en septembre 1992.

Le Parlement serbe a reconnu la victoire de l'opposition

Les manifestations continueront jusqu'à l'installation des municipalités

LE PARLEMENT SERBE a adopté un projet de loi, mardi 11 février, qui reconnaît la victoire de la coalition Ensemble aux élections municipales du 17 novembre 1996 dans quatorze villes du pays, dont Belgrade. Le président Slobodan Milosevic démissionne ainsi d'une crise politique qui a entraîné la population dans les rues de la capitale durant près de trois mois, et suit les recommandations qu'avait formulées la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, en décembre.

L'annonce de cette victoire électorale a toutefois été accueillie avec prudence par les manifestants. Les marches de protestation devraient se poursuivre jusqu'à l'installation des opposants dans les conseils municipaux. Par ailleurs, la coalition Ensemble et le mouvement des étudiants continuent de réclamer des réformes démocratiques profondes pour la Serbie, notamment sur la liberté des médias et de la justice.



Lire page 17

Lire page 2
et notre éditorial page 14

Les troublantes révélations des archives américaines sur l'« or nazi »

DES DOCUMENTS découverts par les chercheurs du Congrès juif mondial dans les archives américaines, et dont *Le Monde* a eu connaissance, démontrent que les Alliés, et tout particulièrement les États-Unis, étaient parfaitement au courant, dès 1945, du rôle joué par la Suisse dans le blanchiment des biens confisqués aux Juifs par l'Allemagne nazie, pendant la seconde guerre mondiale. En 1946, les Alliés ont accepté que la Suisse ne leur reverse que 58 millions de dollars au titre de l'or illégalement acquis. Six tonnes de cet or, uniquement distribué aux États, sont encore dans les coffres de la Réserve fédérale de New York et de la Banque d'Angleterre. Une mission confiée au département d'Etat par le président Clinton doit déterminer si une partie peut être restituée aux familles juives.

Lire notre enquête page 13

Une pré-retraite pour les médecins

Le ministère du travail a achevé la rédaction du projet de décret sur la cessation anticipée d'activité de prescription des médecins libéraux, à partir de cinquante-six ans. p. 32

Blocage dans les transports

L'Etat refuse d'abaisser l'âge de la retraite dans les transports en commun. La grève se poursuit en province. p. 6

Le surendettement se développe

Le chômage et la précarité ont fait grimper à 87 000 en 1996 le nombre de dossiers examinés par les commissions de surendettement. p. 10

Une nomination contestée

Les écologistes s'indignent de la nomination par le gouvernement d'André-Henri Goustard, dirigeant de Chasse, pêche, nature et tradition, au poste de commissaire à l'espace rural. p. 8

EDF et GDF baissent leurs tarifs

Le prix de l'électricité diminuera de 6 % au 1^{er} avril. p. 16

Une « France en déconfiture »

Le *New York Times* dresse un tableau accablant de la situation économique, sociale et politique de la France. p. 32

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 200 PTA; Grèce, 200 L; Irlande, 200 L; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 Dir; Norvège, 14 KRON; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; République, 9 F; Sénégal, 200 F CFA; Suisse, 15 KRS; Thaïlande, 20 Baht; Tunisie, 1,2 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,30 \$.

M 0147-213-7.00 F

Le gouvernement thaïlandais assiégé par les pauvres

BANGKOK

de notre correspondant

A chaque société ses exclus. Au royaume de Thaïlande, ce sont les laissés-pour-compte d'une croissance très forte de 1986 à 1996. Ils viennent surtout du Nord-Est, du plateau de Korat, région régulièrement victime de sécheresses, où vit le tiers le plus pauvre des 60 millions de Thaïlandais. Faute de pouvoir se faire entendre d'une autre façon, quelques milliers d'entre eux campent, depuis le 25 janvier, en plein Bangkok, aux abords du palais du gouvernement.

Le ministre de l'Intérieur les a mal reçus. Puis, le premier ministre a arrangé un peu les choses lors d'un entretien avec leurs délégués. Le maire de la capitale thaïlandaise leur a dépêché des camions-citernes d'eau. Des comités ont été formés pour étudier leurs revendications : effets de la construction de barrages et de la déforestation ; impact des projets publics de développement ;

chute des prix des récoltes ; problèmes des bidonvilles et risques du travail.

Certes, ce n'est pas la première fois que les pauvres, avant tout des ruraux, viennent ainsi manifester devant le siège du pouvoir. De 1992 à 1996, les deux précédents gouvernements avaient ainsi été sollicités. Des comités mixtes avaient été également formés. Mais, disent les pauvres, rien n'en était sorti. Ils étaient repartis les mains pratiquement vides.

Aussi, cette fois-ci, leurs leaders affichent l'intention de demeurer sur place jusqu'à gain de cause. D'entrée de jeu, Bamrung Khayotha, secrétaire général de l'« Assemblée des pauvres » a déclaré que celle-ci n'acceptera pas que « le gouvernement essaie de gagner du temps en formant des comités, ainsi que l'avaient fait ses prédécesseurs ». Les manifestants ont donc débarrqué de leurs autocars avec l'équipement nécessaire à une longue période de camping à la belle étoile,

puisque les pluies n'interviennent qu'en mai. Le cabinet du général Chaowalit Yongchaiyudh, en place depuis moins de trois mois, n'avait pas besoin de ce soulèvement supplémentaire. La forte expansion, qui a contribué à creuser les inégalités de revenus, s'est évanouie. Il faut donc, avant tout, tailler dans le budget, défendre le baht, la monnaie locale, et trouver les moyens de réduire un dangereux déficit de la balance des paiements courants alors que le taux de croissance s'éloigne des deux chiffres pour se rapprocher des 6 %. L'Assemblée des pauvres n'est pas sensible à ces arguments. « Nous partageons les mêmes souffrances et nous ne sommes payés par personne. Nous sommes prêts à rester indéfiniment. Nous voulons des décisions concrètes », a encore dit Bamrung. Trois semaines après leur arrivée, les pauvres sont toujours là.

Jean-Claude Pomonti

Les masques de l'extrême droite européenne

SUFFIT-IL d'être jeune - autour de la quarantaine -, de s'habiller chez les bons faiseurs, de porter des Ray-Ban - comme Gianfranco Fini -, de rouler en Porsche avec un teint toujours hâlé - comme Jörg Haider -, voire d'être une femme - comme le futur maire (en titre) de Vitrolles -, pour apporter une touche moderne à l'extrême droite ? Dans le cas du Front na-

tional, il est trop tôt pour répondre ; la mue - si mue il doit y avoir - n'est pas encore commencée, à tel point que le mouvement de Jean-Marie Le Pen a été abandonné au cours des dernières années par tous ses « partis frères » européens. Il n'est pas jusqu'aux Republikaner allemands, formation marginale n'ayant jamais réussi à s'imposer dans une élec-

tion nationale, qui ne trouvent M. Le Pen inféquentable. A fortiori Gianfranco Fini, le président de l'Alliance nationale italienne, qui fit pourtant ses classes au Mouvement social italien (MSI) néofasciste, ou Jörg Haider, le chef du Parti libéral autrichien (FPÖ), peu gêné par les accents xénophobes. Aucun d'eux ne veut avoir à faire avec l'extrême droite fran-

çaise et ils ont refusé de siéger dans un groupe commun au Parlement européen. Respectabilité oblige. « Contrairement à Le Pen, nous rejetons toute forme d'appréciation raciste de l'immigration », affirme Jörg Haider, contre toute évidence. « Le Pen ne comprend pas que la politique que je fais n'a rien à voir avec la sienne », déclare Gianfranco Fini, qui ajoute à propos des étrangers : « Si je préconisais les solutions de Le Pen au même de Pasqua en Italie, alors là oui, on me traiterait de fasciste. »

Il n'en a pas toujours été ainsi. Le temps n'est pas si lointain où Gianfranco Fini disputait la mairie de Rome à un candidat Vert en faisant justement campagne sur le thème de l'immigration. C'était en 1993. Seule différence avec Le Pen, le chef du MSI se prononçait pour le regroupement familial, mais il précisait : « En France, on a diabolisé Le Pen, mais je vois aussi que, jour après jour, le gouvernement se rallie à ses thèses : Le Pen a eu le courage de dire tout haut ce que les Français pensent tout bas. » Quelques années plus tôt, le même Fini avait accueilli à Rome le chef du Front national venu demander l'autorisation d'utiliser pour le FN la flamme tricolore, l'emblème du Mouvement social italien de son ami Giorgio Almirante, héritier du parti fasciste.

Daniel Vernet

Lire la suite page 14

Mécanos dans l'espace

POUR LA DEUXIÈME FOIS en six ans d'existence en orbite, le télescope Hubble va subir une cure de rajeunissement. L'opération a débuté mardi 11 février avec le lancement de la navette américaine Discovery. Au terme d'une course-poursuite de deux jours, l'observatoire spatial devrait être saisi à l'aide d'un bras télémanipulateur et armé dans la soute. Les astronautes devraient ensuite effectuer des sorties dans le vide pour quelques réparations et le remplacement de deux instruments qui amélioreront sensiblement les performances de Hubble.

Lire page 21

Un film qui rend heureux



GOLDIE HAWN

VOICI la première comédie musicale signée Woody Allen. Tout le monde dit : « I love you », avec Julia Roberts et Goldie Hawn, offre un moment de magie simple et chaleureux où se mêlent humour et mélancolie. Ce film qui rend heureux tranche avec les deux autres productions notables de la semaine : *Dire l'indicible*, la quête d'Elie Wiesel, de Judith Elek, et *Du jour au lendemain*, de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet.

Lire pages 25 à 27

International	2	Jour	22
France	6	Météorologie	24
Société	10	Culture	25
Régions	12	Annuaire classés	27
Horizons	13	Guide culturel	28
Entreprises	16	Communication	29
Finances/marchés	18	Abonnements	30
Carrel	20	Radio-Télévision	30
Aujourd'hui	21	Kiosque	31

SERBIE Le Parlement de Belgrade a adopté, mardi 11 février, la « loi spéciale » préparée par le président Slobodan Milosevic, qui reconnaît la victoire de l'opposition aux élec-

tions municipales du 17 novembre dans quatorze villes. Il a fallu près de trois mois de manifestations quotidiennes dans les rues de la capitale serbe pour que le pouvoir ad-

mette enfin sa défaite. ● LA COALITION ENSEMBLE, qui organise les manifestations, reste cependant méfiante à l'égard des intentions de M. Milosevic. Elle n'appellera à ces-

ser les cortèges qu'après avoir pu prendre possession des mairies qui lui reviennent et avoir obtenu des garanties sur le respect des libertés publiques. ● AU KOSOVO, la ségré-

gation persiste dans l'enseignement entre les enfants de la minorité serbe et ceux de la majorité albanaise. (Lire aussi notre éditorial page 14.)

Belgrade reconnaît la victoire de l'opposition dans quatorze villes

Après plus de quatre-vingts jours de manifestations dans les rues de la capitale serbe, le Parlement a voté la « loi spéciale » préparée par Slobodan Milosevic. La coalition Ensemble, qui craint d'être flouée, reste vigilante

LA COALITION d'opposition Zajedno (Ensemble) a remporté les élections municipales du 17 novembre dans quatorze villes de Serbie, dont Belgrade. Le Parlement serbe, contrôlé par le parti du président Slobodan Milosevic, a voté, mardi 11 février, la « loi spéciale » reconnaissant ces victoires électorales. Plus de deux mois et demi de protestations intenses, sans précédent en Serbie, ont été nécessaires pour parvenir à ce résultat. Les opposants d'Ensemble et les étudiants vont cependant poursuivre leur mouvement de contestation et se retrouver chaque jour dans les rues de la capitale, tant le sentiment de méfiance est fort à l'égard d'un pouvoir toujours soupçonné de ne pas avoir rendu les armes.

Les protestataires vont attendre dans le froid, le sifflet aux lèvres, que les conseils municipaux soient installés dans leurs fonctions et ils vérifieront la répartition exacte des sièges avant de crier victoire. La loi adoptée par le Parlement doit encore être publiée au journal officiel et surtout appliquée dans

chaque ville. Les manifestations quotidiennes devaient alors s'interrompre mais les opposants politiques et les étudiants ont annoncé leur volonté de continuer à exiger des réformes démocratiques, notamment la liberté des médias et l'indépendance de la justice.

EFFETS DE L'EMBARGO

L'opposition craint que le contrôle des télévisions et radios locales ne soit un nouveau motif de confrontation avec le Parti socialiste (SPS), dans chaque ville où la victoire de l'opposition a été reconnue. Depuis cinq ans, Slobodan Milosevic a largement utilisé les médias audiovisuels pour asseoir son autorité et défendre sa politique, et peu de Serbes imaginent que le président lâchera facilement ses outils de propagande. Enfin, Ensemble doit vérifier qu'elle aura bien les budgets correspondants à la gestion de ces quatorze villes, et que les fonds ne seront pas retenus par le pouvoir central.

Lorsque le pouvoir a pris la déci-



sion d'annuler les victoires de l'opposition en novembre dernier, nul n'aurait pu imaginer que la Serbie allait peu à peu se mobiliser au point de déstabiliser le président Milosevic. En cinq années de guerre, le président serbe était parvenu à réduire au silence son opposition, à museler la majorité des médias indépendants et surtout à étouffer tout débat sur son projet pour l'ex-Yougoslavie.

Une contestation silencieuse est née uniquement lorsque la population a commencé à souffrir des effets de l'embargo économique imposé par la communauté internationale. Finalement, les Serbes qui avaient suivi assez docilement leur chef pendant la guerre, n'ont pas supporté qu'il bafoue le résultat des élections une fois la paix revenue. L'effet « Zajedno » a alors correspondu avec les aspirations populaires, notamment à Belgrade et dans les principales

villes de province. Jusqu'alors éclatée, dispersée, l'opposition est parvenue à s'unir autour d'un objectif clair : obtenir la gestion des municipalités et des médias locaux, là où elle avait gagné.

Tout en votant la loi concoctée par Slobodan Milosevic, le Parlement serbe a marqué, mardi, sa fermeté à l'égard de cette opposition devenue dangereuse. Son président, Mirko Marjanovic, a accusé la coalition Ensemble d'avoir organisé les manifestations pour « prendre le pouvoir par la violence » et lui a reproché d'avoir « entaché la réputation de la Serbie à travers le monde ». Si les députés ont été contraints de suivre les recommandations de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ils n'en ont pas

moins manifesté leur mécontentement. D'où la crainte que, dans les villes et les conseils municipaux, la bataille pour le pouvoir s'annonce aussi rude que la bataille pour la reconnaissance des résultats.

« MÊME ENDROIT » DEMAIN « Même heure demain, même endroit », a déclaré mardi Zoran Djindjic, le futur maire de Belgrade, aux manifestants. « Nous nous verrons souvent et il se peut que nous ne nous séparions pas », a ajouté un autre chef de l'opposition, Vesna Pesic. La coalition Ensemble va tenter de maintenir vivace la flamme qui s'est emparée des Belgradois, pour que l'esprit du mouvement Zajedno survive aux concessions attachées à Slobodan Milosevic.

Les manifestants ont prouvé qu'un changement était possible en Serbie, sans que l'ex-Yougoslavie risque de nouveau de s'embraser. Des pays occidentaux, dont les États-Unis et la France, ont clairement soutenu les dirigeants d'Ensemble en dépit de leur « partenariat Daytonien » avec l'homme fort de Belgrade. Sans programme clair sur la question bosniaque, et encore moins sur la question albanaise au Kosovo, l'opposition a su s'imposer comme une force politique en Serbie. Et elle va se préparer, en tentant de conserver son unité, sous le regard méfiant de la population serbe et sceptique des chancelleries occidentales, à affronter les scrutins nationaux (présidentiel et législatif) de la fin de l'année.

Rémy Ourdan

Plus de deux mois et demi de contestation

La reconnaissance par le Parlement serbe des victoires de l'opposition aux dernières élections municipales intervient après près de deux mois et demi de contestation contre le président Slobodan Milosevic. En voici les principales étapes :

- 15 novembre 1996 : la commission électorale, contrôlée par le pouvoir, confirme la victoire de l'opposition à Belgrade face au Parti socialiste (SPS), ex-communiste, au pouvoir du président Milosevic, mais annule de nombreux résultats des élections municipales du 17 novembre.
- 21-24 novembre : manifestations anti-Milosevic à Belgrade et à Nis (sud), deuxième ville serbe. Annulation des résultats de Belgrade.
- 27 novembre : les manifestants réclament la démission de M. Milosevic. La communauté internationale appelle Belgrade à revenir sur l'annulation des résultats.
- 4 décembre : 200 000 personnes dans les rues de Belgrade.
- 10 décembre : l'annulation des élections municipales est confirmée par la Cour fédérale.
- 24 décembre : le régime appelle ses partisans à venir manifester à Belgrade. Des affrontements parmi 80 000 supporters de M. Milosevic et 200 000 sympathisants de l'opposition font un mort et 91 blessés.
- 27 décembre : l'Organisation

pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) confirme la victoire de l'opposition dans 14 villes dont Belgrade.

- 2 janvier 1997 : l'Eglise orthodoxe serbe condamne le régime.
- 8 janvier : le régime reconnaît la victoire de l'opposition à Nis.
- 11 janvier : Washington gèle ses relations commerciales et officielles avec Belgrade.
- 13 janvier : plus de 300 000 manifestants fêtent le Nouvel An orthodoxe dans Belgrade.
- 14 janvier : M. Milosevic reconnaît la victoire de l'opposition à Belgrade. Le Parti socialiste au pouvoir limoge trois hauts responsables, dont le maire de la capitale, Nebojsa Covic, qui avait apporté son soutien aux étudiants.
- 27 janvier : l'opposition prend la tête de la municipalité de Nis.
- 28 janvier : début d'une grève des enseignants.
- 2 février : intervention brutale de la police contre des manifestants : 80 blessés dont l'une des dirigeantes de l'opposition, Vesna Pesic.
- 4 février : M. Milosevic demande au gouvernement de soumettre au Parlement « un projet de loi spéciale proclamant définitifs » les résultats des élections municipales conformément aux conclusions de la mission de l'OSCE.
- 10 février : renouement au sein du gouvernement serbe.

Les mairies remportées par la coalition, selon l'OSCE

Le rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), publié le 27 décembre à l'issue de la mission de Felipe Gonzalez à Belgrade, dressait une liste de quatorze villes remportées par la coalition Ensemble aux élections municipales de novembre : Pirot, Kraljevo, Uzice, Smederevska Palanka, Vrsac, Soko Banja, Kragujevac, Pančevo, Jagodina, Nis, Zrenjanin, Lapovo, Sabac et Belgrade. Dans la capitale, la victoire de l'opposition a été reconnue au conseil municipal et dans huit mairies d'arrondissement. Un amendement au projet de loi déposé par l'opposition, qui revenait également à deux autres mairies d'arrondissement, a été rejeté par le Parlement.

« Rester ensemble pour que le pays soit doté de bons entraîneurs »

BELGRADE

Tandis que les parlementaires socialistes et radicaux (extrême droite) débattaient encore de l'adoption de la Lex specialis proposée par Slobodan Milosevic afin de résoudre la crise électorale, des colonnes de Belgrado se mettaient en marche en direction de la place de la République. Ils venaient de déposer un cerceau en plastique devant le Parlement afin d'« apporter l'intelligence qui manque aux députés ».

Evitant les forces de l'ordre, la foule des manifestants, qui déplorait déjà l'incapacité du nouveau gouvernement remanié dans l'après-midi, était réunie pour écouter les chefs de l'opposition. Après avoir critiqué « le simulacre de démocratie » qui se jouait au Parlement, Vuk Draskovic a indiqué qu'« il conviendrait peut-être de faire une pause dans les manifestations », enchaînant, face au tollé suscité par ses propos : « Mais je crains qu'on ne doive rapidement ressortir dans les rues. » Prenant à son tour la parole, Vesna Pesic a

immédiatement souligné que Slobodan Milosevic avait « hissé le drapeau blanc », avant d'insister sur la nécessité pour les citoyens d'avoir « des dirigeants compétents et réellement démocrates » et « de connaître la vérité sur la situation économique, sur la guerre et sur les malversations financières ». Elle a terminé son intervention en assurant, conformément au désir de la foule, qu'il fallait rester « ensemble ».

UN POUVOIR « INCAPABLE DE SE CHANGER »

Zoran Djindjic, après avoir constaté que la fraude électorale n'était qu'une des raisons ayant poussé les gens à sortir dans la rue, soulignait que ce mécontentement général trouvait en fait « sa seule et unique cause » dans le « pouvoir malfaisant », et que « les citoyens n'auraient cessé de chasser ce pouvoir incapable de se changer lui-même ». Dénonçant le gouvernement prêt à brader les biens publics pour calmer la crise sociale, il a averti que « le peuple ne s'apaisera que lorsque ceux qui l'ont insulté, longtemps mal-

traité et lui ont menti, auront été punis pour leurs actes ». Il a, lui aussi, appelé les protestataires, « face à l'ampleur des problèmes, à rester ensemble pour que le pays soit doté de bons entraîneurs capables de le mener aux compétitions internationales ».

En adoptant la Lex Specialis reconnaissant la victoire de l'opposition, le Parlement serbe aura évité une nouvelle fête nocturne dans les rues de Belgrade. Il n'en reste pas moins que les manifestations devraient se poursuivre dans les prochains jours. Aux sympathisants de l'opposition qui continueront leur marche de protestation jusqu'à la reconnaissance finale de leur victoire, et aux étudiants qui réclament encore la destitution du recteur de l'université, se sont joints les télespectateurs allergiques au journal télévisé, les enseignants non payés, les éparpillés floués, et l'on voit déjà polindre, ça et là, quelques colonnes d'ouvriers sortis d'entreprises à court de fonds.

Pierre Benvenuto

Serbes d'un côté et Albanais de l'autre, dans les écoles du Kosovo

PRISTINA de notre envoyé spécial Le collège du quartier de la « colline du soleil » a deux directeurs, comme la plupart des écoles du Kosovo. Mahmut Brecaj règne sur les douze classes du premier et

REPORTAGE

Les lycées privés se multiplient pour faire face à un système à deux vitesses

du second étage, et Milun Novakovic sur les six autres du rez-de-chaussée. Le premier est Albanais, et le second Serbe. Ils travaillent dans le même bâtiment depuis sa construction, en 1986. Pendant les cinq premières années, M. Novakovic avait comme adjoint M. Brecaj. Mais, depuis 1991, les deux enseignants, de l'équivalent du cours primaire jusqu'à la quatrième, sont totalement séparés et se font dans leurs langues respectives.

Par une porte de l'école, les

1200 élèves albanais suivent chaque jour leurs cours en trois rotations, de 7 heures jusqu'à 19 heures le soir. Par l'autre entrée, les 225 élèves serbes assistent aux leurs, entre 8 heures et 15 heures. Seuls la salle de gymnastique, le laboratoire de chimie et celui de physique sont communs aux deux groupes. Les deux directeurs ne font « que se croiser dans les escaliers », assure M. Brecaj. « Nous nous voyons aussi de temps en temps pour déterminer l'emploi du temps, des salles communes, ou le calendrier des fêtes et des vacances », précise M. Novakovic, qui déplore « cette maison à deux maîtres ».

Ils assurent cependant d'un commun accord que cette séparation « est plus simple, car chacun a ses locaux, ses enseignants et son budget, et personne ne gêne personne », mais ils divergent en revanche sur les charges qu'ils supportent. Le directeur serbe affirmant que l'Etat finance seul les employés communs, le chauffage ou l'électricité, alors que son homologue albanais explique qu'il

est tenu de participer aux frais généraux. Dans certains établissements de Pristina, un mur séparant les deux parties a même été édifié en plein milieu des locaux.

« Avec un partage qui est toujours en défaveur des Albanais », souligne M. Brecaj, car nos élèves sont beaucoup plus nombreux. Ils étudient dans des classes surchargées, et nous sommes obligés d'organiser des rotations pour faire défiler jusqu'à trois groupes d'élèves dans une même journée, alors que les Serbes disposent d'espaces dont ils ne savent que faire. » Mais cette ségrégation, déjà peu ordinaire, se complique de manière beaucoup plus intense dans les classes supérieures.

DANS LES SALLES DANS LE GARAGE

« Nous sommes contraints de multiplier les lycées privés car nous ne disposons que de deux bâtiments dans toute la ville », explique un responsable de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK). Beaucoup de maisons individuelles ont ainsi été installées à la hâte et sans grands moyens.

Les élèves de préparation en médecine disposent par exemple, toujours dans le quartier de la « colline du soleil », de salles rudimentaires aménagées dans le garage et le rez-de-chaussée d'un pavillon. Des bancs et des tables, fabriqués d'une seule planche, et un tableau noir en constituent l'unique mobilier. Officiellement, près de 57 000 élèves étudient en serbe dans le primaire et le secondaire au Kosovo, et près de 340 000 en albanais, ces derniers grâce à un financement privé de la seule communauté albanaise.

L'université de Pristina concentre à elle seule toutes les difficultés et les dérives que peut engendrer un tel système. Le recteur serbe, Radivoje Papovic, récemment blessé dans un attentat, se battait depuis des années « pour l'expulsion de tous les universitaires albanais des facultés », explique un observateur, en soulignant que M. Papovic « s'était même opposé à l'accord sur l'enseignement signé entre M. Rugova et M. Milosevic ».

Le recteur albanais Ejup Statovci, n'a, lui, plus d'états d'âme en

soulignant que « pratiquement plus un seul étudiant albanais ne suit des cours dans les facultés serbes. Nous avons donc aujourd'hui organisé notre université avec treize facultés disséminées dans plus de 200 bâtiments privés dans la ville, où étudient 15 000 étudiants. Notre financement, ajoute-t-il, provient du gouvernement albanais du Kosovo, des travailleurs à l'étranger et d'une participation symbolique des étudiants qui paient l'équivalent de 250 à 500 francs par trimestre, les professeurs se contentant de salaires très faibles, de 350 à 1 000 francs. »

PAS D'ILLUSIONS

Le recteur ne se fait plus aucune illusion sur l'éventuelle restitution de bâtiments universitaires qui appartiennent à sa communauté avant la suppression de l'autonomie de la province « après avoir passé plusieurs semaines en prison, en 1992 et 1993, pour avoir simplement demandé leur restitution ». « Le retour à la situation antérieure est tout simplement impossible, conclut-il, et nous regardons dorénavant vers le futur. »

Cette situation concernant l'enseignement se reproduit aussi dans le secteur de la santé. C'est l'association humanitaire de Mère Teresa - financée au Kosovo par les États-Unis à hauteur de 6 millions de dollars (33 millions de francs) par an - qui assure l'essentiel de l'aide sanitaire et sociale, aux côtés d'autres organisations non gouvernementales, ou de dispensaires privés installés dans des maisons particulières. « Et même la Croix-Rouge est l'objet de cette situation politique », explique Michael Frey, qui dirige au Kosovo l'équipe du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). « Car entre 1991 et 1994 le représentant serbe de la Croix-Rouge locale avait une politique anti-albanaise très radicale. Il a licencié l'ensemble du personnel albanais qui travaillait souvent depuis de nombreuses années, ce qui fait qu'aujourd'hui la Croix-Rouge est boycottée par les Albanais. Car ils la perçoivent aussi comme un élément de l'occupation serbe. »

Denis Hautin-Guiraut

Le PS francophone belge tente de se sortir des « affaires »

L'avocat d'un des socialistes écroués pour corruption confirme la découverte d'un compte suspect au Luxembourg

BRUXELLES
de notre correspondant
Philippe Busquin, le président du Parti socialiste, devrait être réélu pour deux ans, lors d'un congrès qui tiendra sa formation le 1^{er} mars. Le chef du principal parti francophone de Belgique espère ainsi obtenir un mandat clair pour réformer un PS plongé dans la tourmente des « affaires » et affaibli par les révélations mettant en cause plusieurs de ses dirigeants.

« En pénétrant au 13, boulevard de l'Empereur (le siège du parti), on a l'impression d'entrer dans la maison d'un mort », relevait, mardi 11 février, le quotidien *La Libre Belgique*. Les socialistes francophones traversent, il est vrai, une crise sans précédent. L'enquête judiciaire menée à Liège sur l'attribution du marché militaire « Carapace », d'un montant de 1,25 milliard de francs français, conclu en 1989 avec la société Electrologie Serge Dassault (ESD) a déjà entraîné trois épisodes douloureux pour le PS : l'inculpation pour concussion de François Pirot et Merry Hermanus, deux hauts fonctionnaires très influents ; la démission de Guy Spitaels, ancien numéro un du parti, de son poste de président du Parlement régional wallon ; enfin, la récente incarcération de Fernand Detaille qui, pendant vingt ans, a géré les comptes du parti. Detaille a été inculpé de corruption, de faux et usage de faux.

L'enquête du juge Jean-Louis Prieon met en évidence le fait que le PS aurait, au total, touché quelque 8,5 millions de francs de commissions versées par Dassault. La société avait décroché un marché d'équipements radars pour soixante-douze chasseurs F-16 de la Force aérienne belge. Les investigations du juge ont révélé l'existence à Luxembourg de trois comptes suspects, ouverts à l'Union des banques suisses (UBS), aux noms des inculpés.

Merry Hermanus et Fernand Detaille ont indiqué à la justice que Guy Spitaels aurait été au courant d'un ou de deux comptes. L'ancien président du parti dément. Le PS, qui redoute que d'autres de ses dirigeants ne soient éclaboussés, ne peut plus

s'en tenir à sa première version : un simple « don » de Dassault effectué après la conclusion du contrat « Carapace ».

Des indices de corruption apparaissent clairement, dont l'ouverture par Detaille et Pirot (qui était alors le chef de cabinet du président du parti, Guy Spitaels) d'un compte au siège de la filiale luxembourgeoise de l'UBS, quatre jours avant la conclusion du contrat litigieux, au mois d'avril 1989. L'avocat de Detaille a confirmé la découverte de ce compte par les enquêteurs.

CASCADE D'INCUPLICATIONS
Face à la cascade des inculpations, au désarroi de ses militants et à l'énervement de certains de ses partenaires gouvernementaux, le président du Parti socialiste avait tardé à réagir. Un mois après les premières arrestations, il a donc décidé de hâter sa réélection, de demander au bureau du parti d'expédier les affaires courantes jusqu'à un congrès ordinaire et d'interroger toutes les sections de son parti sur l'opération de refondation à mener.

Philippe Busquin évoque la limitation du pouvoir des puissantes fédérations, un renforcement de la direction nationale, une déclaration de patrimoine pour tous les dirigeants, une limitation du cumul des mandats, l'adoption d'un code de déontologie qui forcerait les mandataires inculpés à présenter leur démission.

« La messe basse va se transformer en happening », estimait *Le Soir*. Un ministre ajoute : « Tout va dépendre désormais de la capacité du président, que l'on n'a jamais vu dans un tel exercice, de négocier un virage très dangereux. » Plongé dans un troisième scandale après les affaires Inusop et Agusta, qui concernaient aussi le financement illicite du parti et impliquaient de hautes personnalités socialistes, rongé depuis 1991 par les doutes sur les raisons de l'assassinat du ministre d'Etat André Coles, le PS n'a pour un bon nombre de ses militants, plus le choix. Il doit se réformer radicalement ou se soumettre à une longue cure d'opposition. — (Interim.)

En Espagne, un troisième assassinat en deux jours est attribué à l'ETA

La classe politique espagnole serre les rangs pour appuyer la fermeté du gouvernement

Alors qu'il se promenait avec son jeune fils, un homme d'affaires a été assassiné en pleine rue mardi 11 février à Tolosa, au Pays basque, d'une

balle dans la tête, par deux hommes qui ont pris la fuite. Ce troisième attentat en deux jours, après ceux qui avaient coûté la vie à un juge et

un employé de l'armée, la veille à Madrid et à Grenade, porte à cinq le nombre des victimes de l'ETA depuis le début de l'année.

MADRID

de notre correspondant
L'organisation séparatiste basque ETA n'a pas fini de régler ses comptes. A l'heure des premiers bilans après les deux attentats de Madrid et de Grenade, qui, la veille, avaient coûté la vie à un juge du Tribunal suprême et à un employé civil de l'armée, un nouvel assassinat attribué aux terroristes endeuillait l'Espagne. Cette fois, c'est un chef d'entreprise, Francisco « Pato » Arraóbel, qui était tué d'une balle dans la tête, à Tolosa, au Pays basque, alors que, sortant d'un café, il allait prendre part aux festivités locales du carnaval, en compagnie de son jeune fils.

L'entrepreneur avait eu maille à partir avec la justice pour avoir servi d'intermédiaire avec l'ETA

dans l'enlèvement d'un industriel basque, Emiliano Revilla, en 1988. Il avait déjà échappé lui-même à plusieurs tentatives d'attentat. L'organisation séparatiste basque le soupçonnait apparemment d'avoir gardé une part de la rançon de l'industriel.

UN DÉBAT INCESSANT

Qu'elle soit lancée dans une spirale aveugle de violences comme le jugent certains, ou qu'elle essaie, au contraire, de faire naître un dialogue imposé par l'intimidation, l'ETA, avec cinq victimes depuis le début de l'année — autant que durant toute l'année 1996 —, a obtenu un résultat : rallier toute la classe politique espagnole autour de l'attitude de fermeté du gouvernement conservateur. José María Aznar,

qui a réaffirmé, mardi soir, qu'il ne négocierait pas tant que l'ETA poursuivait dans la voie de la violence, a reçu le soutien de son principal opposant, le secrétaire général du Parti socialiste (PSOE), Felipe Gonzalez.

L'ancien président du gouvernement a estimé que le problème du terrorisme en Espagne est en ce moment « pire que dans les années 1992 et 1993 », où il fut très fort. Il profite d'une « fracture entre les forces politiques dans leur lutte contre la violence ». Déclarant que la solution à ce problème « n'était pas uniquement policière », Felipe Gonzalez a lancé un appel à l'unité de la classe politique. Il a critiqué l'attitude du Parti nationaliste basque (PNV) au pouvoir à Bilbao, « un parti qui ne sait pas ce qu'il veut », a-t-il dit.

Le PNV, officiellement allié du Parti populaire de M. Aznar, passe pour un parti modéré, mais il n'en ressent pas moins un grave malaise, parce qu'il est partagé entre ses profondes sympathies nationalistes basques et ses alliances gouvernementales, que certains de ses membres trouvent « contre-productives » pour son image de marque au Pays basque. D'ici ce débat interne incessant au sein du parti, qui complique sans doute encore un peu plus la résolution de l'équation basque pour le gouvernement espagnol. Il y a quelques jours, certaines voix au PNV avaient proposé un dialogue entre l'ETA et le gouvernement. La proposition avait été vivement repoussée.

Marie-Claude Decamps

La coopération antiterroriste entre Paris et Madrid n'a cessé de se renforcer

SYMBÔLE de l'engagement croissant de Paris aux côtés de Madrid dans la lutte contre l'ETA, la reconquête de la frontière de militants basques espagnols recherchés par

ANALYSE
Quinze ans de rapprochements pour mieux lutter contre le terrorisme

la justice de leur pays est la dernière innovation notable de la coopération entre les deux États. Le recours à cette procédure inédite, y compris quand Charles Pasqua était ministre de l'Intérieur, illustre la décision prise par Jacques Chirac d'accroître encore, au nom de l'entraide due à un État de droit membre de l'Union européenne, la collaboration répressive avec l'Espagne. Ces derniers mois, plusieurs activistes basques ont ainsi été directement conduits devant le juge antiterroriste qui avait délivré à leur encontre un mandat d'arrêt national.

Selon les avocats des accusés, ces transferts forcés seraient des « extraditions déguisées » visant à leur détention et à leur condamnation dans leur pays. Pour le Syndicat de la magistrature, ils sont opérés « au mépris des règles de droit nationales

et internationales ». Saisie par un Basque espagnol, qui avait été remis le 3 mai 1996 par la police française à son homologues espagnole et aussitôt placé en garde à vue, la Commission européenne des droits de l'homme a déclaré la requête « irrecevable », en précisant qu'« une procédure d'expulsion n'implique aucune décision (...) sur le bien-fondé d'une accusation en matière pénale dirigée contre lui » par son gouvernement.

La coopération antiterroriste avec l'Espagne n'a cessé de se renforcer au cours des quinze dernières années. Analysée dans une série de documents confidentiels émanant des services français spécialisés dans la lutte antiterroriste, l'histoire de ce rapprochement montre que Paris s'est laissé convaincre, étape par étape, par la légitimité des accusations de Madrid visant le « sanctuaire français ».

LE TOURNANT DES ANNÉES 80

Quand les activistes de l'ETA, pour échapper à la répression française, ont commencé à s'installer dans les Pyrénées-Atlantiques, à partir de 1963, les autorités françaises ont d'abord observé une longue période de bienveillante passivité. La qualité de réfugié politique était alors accordée sans difficulté à ces militants. Dès cette époque, la police se doutait pourtant bien que le Pays basque français était utilisé comme base arrière par des équipes allant commettre en Espagne des attentats contre des responsables du régime de Franco.

Les premiers changements sont intervenus après la mort de Caudillo, avec la démocratisation des institutions espagnoles et la reconnaissance d'un statut d'autonomie aux provinces basques : le gouvernement français n'a plus octroyé qu'à titre exceptionnel, à dater de 1979, le statut de réfugié politique aux réfugiés basques. Cela n'a nullement empêché des commandos de l'ETA

de continuer à s'implanter en France, reconnaissant aujourd'hui les responsables policiers français. Par solidarité avec le jeune gouvernement socialiste espagnol, les gouvernements socialistes se sont, à partir de 1982, engagés plus résolument dans la coopération antiterroriste. Première concession de taille faite à Madrid : datée du 13 janvier 1983, une circulaire de la chancellerie a admis qu'une demande d'extradition présentant des éléments de nature politique pouvait obtenir une suite favorable pour des faits particulièrement graves (assassinat, prise d'otages).

Dès septembre 1984, ce revirement majeur a permis de développer les extraditions de Franco vers l'Espagne. Parallèlement, une instruction ministérielle de mars 1984 a interdit aux demandeurs d'asile, quand ils étaient basques espagnols, de s'installer dans les neuf départements du Sud-Ouest français. Dans ces années 1983-1986, la pression habituellement exercée par Madrid sur Paris était encore accentuée par les assassinats perpétrés en France par les commandos « antiterroristes » du GAL dans des conditions de collaboration à ce jour non éclaircies entre les polices des deux pays. A cette époque, les autorités françaises privilégiaient les assignations à résidence ou les expulsions vers d'autres pays (Algérie, Cuba ou Venezuela).

Il faudra attendre l'automne 1987, et l'arrivée d'un gouvernement de droite à Matignon, pour que l'action de la police française prenne une réelle ampleur. L'événement marquant est l'arrestation dans les Pyrénées-Atlantiques d'un membre du comité exécutif de l'ETA, considéré comme le responsable des commandos terroristes en partance vers l'Espagne. Une liste de 563 membres présumés de l'ETA est trouvée et permet l'interpellation d'une petite centaine de militants. Mais c'est surtout, en avril 1990, l'arrestation en Espagne

du commando « itinérant » d'Henri Parot, très meurtrier et uniquement composé de Français, qui produit l'effet d'un électrochoc sur Paris.

FUTURES EXTRADITIONS

Une série de découvertes policières françaises ont, depuis, confirmé la plupart des allégations de Madrid sur l'organisation de commandos partant opérer en Espagne. Les plus importantes ont eu lieu dans les Pyrénées-Atlantiques : l'interpellation, en mars 1992 à Bidart, de trois des membres les plus influents du comité exécutif de l'ETA ; la mise au jour, en mars 1993 dans la même ville, d'un vaste atelier de fabrication d'engins explosifs et de pistolets mitrailleurs ; ou encore, en juillet 1996, la découverte d'un centre d'entraînement pour les commandos de l'ETA avant leur passage en Espagne et l'interpellation d'un Français, Daniel Derigny, présenté de longue date par Madrid comme l'un des dirigeants de l'organisation clandestine. Cinquante et un membres espagnols de l'ETA étaient encore écroués en France à la fin du mois de janvier, et Madrid estime que d'autres responsables de l'organisation clandestine s'abritent dans l'Hexagone, ce qu'admet la police française, sans avoir réussi à les localiser.

Jusqu'à présent, aucun attentat commis par l'ETA n'a fait de victimes sur le sol français. Les attaques à l'explosif revendiquées par les Basques français d'Iparretarrak ont toujours pris pour cibles des bâtiments. Comme l'a révélé un courrier trouvé en possession d'un militant, le 26 novembre à Bayonne, l'événement d'un attentat contre une personnalité française (Charles Pasqua, Jean-Louis Debré, ou encore un responsable de la lutte antiterroriste) a été directement envisagé, pour la première fois de son histoire, par la direction de l'ETA.

Erich Inciyan

La Turquie va commander trente hélicoptères au groupe franco-allemand Eurocopter

LA TURQUIE devrait prochainement passer commande de trente hélicoptères Cougar AS-532 au groupe franco-allemand Eurocopter pour une somme supérieure à 2 milliards de francs. Ces hélicoptères sont destinés aux armées turques : une dizaine sont voués au transport (commandos et fret) et la vingtaine d'autres servira à récupérer des combattants en milieu hostile ou à sauver des personnes en difficulté en mer.

Ce contrat se négocie depuis deux ans. Les changements de gouvernement consécutifs aux élections législatives de décembre 1995 en Turquie, qui devaient finalement amener au pouvoir le chef du parti islamiste, en ont retardé l'issue. La prochaine conclusion de ce marché intervient alors qu'Ankara et Athènes, qui sont membres de l'OTAN, s'accusent mutuellement de s'armer au-delà de leurs stricts besoins de défense et d'entretenir la tension entre les communautés grecque et turque à Chypre.

DIX ANS DE MODERNISATION

Depuis une dizaine d'années maintenant, la Turquie s'est lancée dans un important programme de modernisation de ses armées et, en matière aéronautique, l'essentiel du marché a profité aux industriels américains avec, notamment, l'achat d'avions F-16 et d'hélicoptères Black Hawk. Mais la France a pu placer des canons et des tourelles (de GIAT in-

dustries) pour véhicules blindés, des radars mobiles de Thomson-CSF.

En 1992, Ankara avait commandé à Eurocopter vingt hélicoptères Cougar AS-532 — dont la version armée A2 — pour 1 milliard de francs environ. La livraison de ces hélicoptères a été achevée en mai 1996.

Le nouveau marché prévoit que les trente Cougar seront partiellement assemblés localement par le groupe Turkish Aerospace Industries (TAI), dont les usines sont dans la région d'Ankara, et par Turkish Engine Industries (TEI), pour les turbines de propulsion. Ce qui pourrait représenter une charge de travail de l'ordre de 30 % du marché ainsi confiée aux entreprises turques. Quand Tansu Ciller, alors premier ministre de la Turquie et actuellement vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, avait rencontré Jacques Chirac à Paris, en juin 1995, il avait été imaginé de faire directement livrer la totalité des Cougar par Eurocopter.

Aujourd'hui, la Turquie envisage de consacrer quelque 40 milliards de francs, en dix ans, à l'acquisition de matériels militaires modernes, à commencer par des chars, des avions de surveillance et des hélicoptères. Des appels d'offres internationaux seront lancés avant la fin de l'année. Nombreux sont toutefois les industriels, invités à soumissionner, qui doutent de la capacité de la Turquie à mener à bien tout ce

programme. En effet, en 1986, Ankara avait déjà conçu un plan équivalent. Mais, peu à peu, les difficultés budgétaires, l'évolution du cadre géo-stratégique régional et des changements de gouvernement ont limité les ambitions.

Pour ce qui concerne les hélicoptères, Ankara souhaiterait apparemment disposer, outre une flotte logistique de Black Hawk et de Cougar, d'une centaine d'hélicoptères d'attaque avant l'an 2010.

LARGE COMPÉTITION

Le groupe franco-allemand propose le Tigre. Des concurrents russes et italiens se sont manifestés. Des discussions préliminaires ont eu lieu avec les groupes américains Boeing-McDonnell Douglas, Sikorski et Bell. Si la Turquie ouvre aussi largement la compétition, c'est, entre autres raisons, parce qu'elle ne tient plus à se retrouver dans la situation de 1995, où les Américains — qu'elle avait sollicités — ont exprimé des réserves, à l'époque, pour lui fournir la dizaine de Super Cobra AH-1W qu'elle estimait nécessaires.

Dans le domaine des blindés, la compétition est tout aussi ouverte, avec, face au français GIAT industries, des constructeurs américains, allemands et britanniques. Les besoins seraient de l'ordre de huit cents véhicules, avec l'obligation contractuelle de les produire sur place.

Jacques Isnard

VOLS

DEPART DE PARIS

PISE	860F
PORTO	890F
MARRAKECH	1260F
MONTREAL	1900F
LE CAIRE	1990F
BAMAKO	2490F
ABIDJAN	2690F
*LA REUNION	3290F
ST DOMINGUE	3290F
LES COMORES	4200F
TAHITI	5450F

ALLER RETOUR

A CHEVALETS DATES
BOES TAIES AERIENNES
* DEPART DE LYON, MARSEILLE
ET TOULOUSE 3 490 F
180 AGENCES EN FRANCE
0 803 33 33 33 (1,49F LA MINUTE)
3615 NF (1,29F LA MINUTE)

NOUVELLES FRONTIERES

distributeur d'énergie

Israël a libéré trente et une prisonnières palestiniennes

Cette mesure, longtemps retardée, aurait dû intervenir en 1995, selon les accords de Washington. Contrairement à ces mêmes engagements, des centaines d'hommes sont toujours détenus

Au terme d'une journée au cours de laquelle se sont succédés ordres et contre-ordres, trente et une militantes palestiniennes ont été libérées, mardi 11 février, par les autorités israéliennes. La libération de détenues, prévue par les accords

de Washington, aurait dû intervenir en 1995 mais elle avait été retardée par le refus du président israélien de signer la grâce de trois d'entre elles. Par solidarité, les autres prisonnières avaient refusé leur libération. Durant la

même journée, l'armée israélienne a mené plusieurs raids aériens au Liban, notamment dans la plaine de la Békaa, contre des positions du Hezbollah pro-iranien, ainsi que contre celles du Front populaire de libération de la Palestine-

commandement général (FPLP-CG), un groupe palestinien pro-syrien. Ces initiatives interviennent une semaine après la mort accidentelle de soixante-trois soldats de Tshahal en route vers le Liban sud.

RAMALLAH

Certains jours, pour garder le moral, les Palestiniens préféreraient ne pas entendre les nouvelles. Prenez Rafik Abdallah, ce petit quinquagénaire bedonnant rencontré mardi 11 février à Ramallah devant le gouvernement de la ville autonome. Blouson de cuir écru, mains calleuses de paysan, il est là depuis ce matin 10 heures, avec une centaine d'autres hommes, femmes et enfants, à attendre le retour d'une parente emprisonnée. Depuis l'aube, les radios l'annoncent toutes les heures : « La libération des prisonnières palestiniennes est imminente ». Avec quinze mois de retard sur le calendrier agréé en septembre 1995 à Washington, Israël s'est décidé à honorer une partie de son engagement. Il était également attendu que les mineurs, les vieillards et tous ceux qui ont accompli deux tiers de leur peine seraient également libérés en septembre 1995. Seule une petite partie d'entre eux l'a été.

« Avant 11 heures », avaient annoncé les médias israéliens pour les femmes. Mais à 14 heures, toujours rien. La radio annonce des « difficultés procédurales ». A l'intérieur du monstrueux bâtiment qui abrite naguère les services de l'autorité occupante, le rais Yasser Arafat, arrivé le matin même d'Hébron dans son gros hélicoptère blanc, attend lui aussi la libération des « héroïques combattantes de la Palestine ». Une fête, des discours et quelques flonflons ont été prévus. Benjamin Nétanyahou l'a promis :

conformément aux accords passés par son prédécesseur travailliste, les femmes seront toutes libérées sauf une, une gamine de quinze ans arrêtée il y a quelques semaines à Jérusalem-Est pour avoir essayé de poignarder un militaire israélien.

Adel Mahmoud Karaosbe, « maçon quand il y a du travail », n'a pas vu son épouse depuis plus

pour un jet de pierres sur une patrouille ou une participation avérée à une « organisation terroriste » devenue aujourd'hui « parti politique » toléré (le Fatah). Elles auraient dû sortir de prison il y a quinze mois.

Plusieurs dizaines d'hommes, à cette époque, avaient accepté leur élargissement contre un engage-

Nouveaux raids israéliens au Liban

L'aviation israélienne a mené quatre raids, mardi 11 février, contre des bases libanaises et palestiniennes pro-syriennes dans des régions libanaises contrôlées par la Syrie, blessant quatre personnes. Deux de ces raids ont visé des positions du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG d'Ahmed Jibril), hostile au processus de paix, à 5 kilomètres de la frontière syrienne. Des missiles air-sol ont également été tirés, dans la plaine de la Békaa sous contrôle syrien, sur une position du Hezbollah pro-iranien, fer de lance de la résistance anti-israélienne au Liban sud.

Le chef du FPLP-CG, qui réside à Damas et dont les apparitions sont très rares au Liban, a inspecté les lieux bombardés. Il a assuré que « les raids israéliens visent à remonter le moral de l'armée israélienne fortement entamé par la collision il y a une semaine entre deux hélicoptères israéliens qui a fait soixante-trois morts ». Dimanche, l'aviation israélienne avait déjà mené trois raids au Liban sud. (AFP)

seurs mois. Impossible d'obtenir un permis d'entrée en Israël. Et Zahara, son épouse, est emprisonnée là-bas, non loin de Tel-Aviv, avec les autres. « Avant, j'allais la voir tous les quinze jours », se souvient Adel. Zahara a trente-huit ans et deux jeunes enfants attendent à la maison. Elle fait partie de ce groupe de vingt-huit femmes condamnées par les tribunaux militaires d'occupation pour « délit de sécurité » - la plupart du temps

ment écrit de ne plus avoir recouru à la violence. Zahara, comme toutes les autres détenues féminines avaient refusé. Par solidarité avec leurs trois camarades qui ne pouvaient pas sortir parce que le président de l'Etat juif refusait, contre l'avis du gouvernement travailliste, de signer leur grâce. Le président Ezer Weizman a changé d'avis, il y a deux mois, après une rencontre avec Yasser Arafat. Tout devrait être en ordre maintenant.

« Oh, vous savez, avec les Israéliens, on ne sait jamais, lâche Adel. Je crois à la libération de ma femme quand je la verrais... »

COMPTE À REBOURS

17 heures. La nuit tombe déjà sur Ramallah. Le froid transperce les vêtements, les enfants ont faim et les nouvelles ne sont pas bonnes. Ragallardi par la visite que vient de rendre le premier ministre aux militaires stationnés au Liban sud, l'aviation militaire a lancé quatre raids successifs de bombardement sur des « objectifs terroristes » jusqu'aux alentours de Beyrouth. La tension monte. Près de Jérusalem-Est, poursuit la radio, l'armée a dû évacuer manu militari plusieurs familles de bédouins qui campaient depuis trente ans au même endroit. Leur nouvelle voisine, la colonie juive de Maale Adoumim voulait s'agrandir, la justice a évidemment tranché en sa faveur. Dehors les bédouins...

Autre nouvelle du jour : près de Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie, « plusieurs manifestants palestiniens ont été blessés » par les soldats israéliens alors qu'ils protestaient, à trois ou quatre cents, contre la confiscation d'une terre arabe domaniale vendue par la puissance occupante à des intérêts privés pour établir une carrière destinée aux chantiers d'Israël. Costume cravate, Abou Ala, le vieil homme digne qui préside l'Assemblée législative palestinienne, choisit cet instant pour sortir du vernoraz.

Les gens l'informent, des micros

se tendent. « C'est toujours la même chose avec eux : un petit pas en avant, deux en arrière. Avec leurs colonies, leurs projets de construction réservés aux juifs à Jérusalem-Est, les confiscations de terres arabes et toutes les autres provocations, Israël joue constamment avec le feu. Croyez-moi, la confiance entre nous est loin d'être établie. »

19 heures. Rafik Abdallah est parti sans apercevoir sa belle-sœur. Lamia Marouf, 32 ans, détenue depuis onze ans pour « complicité » dans l'enlèvement et le meurtre d'un soldat en 1985, est porteuse d'un passeport brésilien. Elle a été emmenée directement à l'aéroport et expulsée vers son pays d'adoption. Son époux, Taoufik Abdallah, condamné à vie pour le même meurtre reste en prison en compagnie d'au moins trois mille autres détenus politiques palestiniens.

20 heures. Saisie pour la seconde fois dans la journée par une association se réclamant des « victimes du terrorisme arabe », la Cour suprême d'Israël a bloqué huit des trente et une libérations prévues. Trois femmes seulement sont sorties. Une fois de plus, la solidarité féminine a joué, les autres prisonnières refusent de quitter les cellules si les huit ne sortent pas. Trois heures plus tard, les magistrats ont à rejeter le dernier recours introduit. Les Palestiniennes sortent de prison en pleine nuit sous les exclamations, sans flonflons, mais la tête haute. Certains jours, les nouvelles sont bonnes en Terre sainte.

Patrice Claude

L'Autorité palestinienne presse l'Europe d'agir dans le processus de paix

LORSQU'ELLE RÉCLAME un rôle européen et plus spécifiquement français dans le processus de paix, l'Autorité palestinienne « veut aller au-delà des slogans ». Dans un entretien accordé au Monde, mardi 11 février, à l'occasion d'un séjour à Paris, Hanane Achraoui, ministre de l'enseignement supérieur de l'Autorité, précise que « les positions politiques, juridiques et de principe » devraient se traduire par des « actions pratiques ».

L'ancienne - et très médiatique - porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix, se demande, par exemple, pourquoi l'Europe et par exemple, pourquoi l'Union européenne ne résistent-elles aux conditions et objections d'ordre « sécuritaire » soulevées par Israël à propos de la construction d'un port et d'un aéroport à Gaza. M^{me} Achraoui souligne que l'Union européenne - et singulièrement la France et les Pays-Bas, qui soutiennent et doivent financer ces projets - ne devrait pas admettre que ses relations avec les Palestiniens soient tributaires de la volonté d'Israël. Elle devrait accepter la proposition faite par Yasser Arafat : « Participer à la garantie ou à la surveillance de la sécurité » au sein des deux in-

frastructures « vitales pour les Palestiniens, dont la portée est à la fois économique et politique et qui sont un attribut de souveraineté ».

M^{me} Achraoui voit une autre porte d'entrée pour l'Europe dans le processus de paix en cours : « le cadre » de ces pourparlers [qui se déroulent formellement sous le coparrainage des Etats-Unis et de la Russie, mais réellement sous la seule tutelle des Américains]. Dès le début dudit processus, il était entendu, et la lettre de garanties américaine le prévoyait, que ce « cadre » était « provisoire » et qu'il pourrait être « révisé » dès lors que s'engageraient les négociations sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza.

« Nous ne voulons pas briser le cadre actuel des pourparlers, ni égarer les Etats-Unis, ni leur trouver un substitut. Mais les négociations sur les statuts définitifs des territoires palestiniens sont d'une importance telle pour l'avenir de l'ensemble du processus de paix et de la région tout entière, qu'il faut élargir le cercle des participants ». Si l'on suit son regard, M^{me} Achraoui voit se profiler une place pour l'Union européenne (UE) à la table des négociations.

Elle se demande aussi pourquoi

l'UE, qui a conclu un accord d'association avec Israël « ne demande pas des comptes » à l'Etat juif quant à respect des engagements pris dans le cadre du processus de paix, alors qu'Israël de sa part ne se prive pas de réclamer des « stimulants et le prix de son engagement dans ledit processus ». « Nous ne réclamons, précise-t-elle, ni un bras de fer [entre l'UE et Israël] ni que soit mis fin aux encouragements fournis à l'Etat juif, nous voulons que ce prix soit tributaire du respect par ce dernier de ses engagements ».

L'Europe, souligne encore M^{me} Achraoui, ne doit accepter ni de voir gaspiller l'aide envoyée aux Palestiniens du fait du blocage par Israël de la Cisjordanie et de Gaza, ni l'interminable redéfinition ou renégociation par l'Etat juif des accords conclus avec les Palestiniens sur le redéploiement de Tshahal dans ces deux territoires, ni les entraves à la liberté de circulation des personnes, ni les délais apportés à la libération de plus de 3 000 prisonniers palestiniens, dont l'élargissement avait fait l'objet d'un accord avec le gouvernement travailliste israélien.

Et surtout, l'UE, estime la responsable palestinienne, doit refuser la politique de colonisation is-

raélienne, « en particulier à Jérusalem ». « Politique de création de faits accomplis, de défiguration et de falsification de l'Histoire, qui s'apparente à une véritable escalade avec l'accélération de mesures qui visent à vider la partie orientale de la ville de ses habitants palestiniens, à les priver de leur carte d'identité, à exproprier les terres, à faire encercler la ville par un chapelet de colonies qui l'étouffent ».

Selon M^{me} Achraoui, « l'Union européenne doit refuser la politique de colonisation, en particulier à Jérusalem »

Il faut que les Européens, dont la position politique est claire sur le sort de Jérusalem-Est, « traduisent cette attitude en un soutien concret », demande M^{me} Achraoui, pour qui la continuité historique

de la population palestinienne de la Ville sainte a été brisée par les saisies de terres, les vexations, la destruction de quartiers entiers. « 60 000 à 80 000 Palestiniens s'étant repliés pour ces raisons sur les banlieues de la Cité sainte, l'Etat juif a unilatéralement décidé qu'ils n'en étaient plus originaires et les a privés de leur carte d'identité », déplore-t-elle. Les Israéliens pourrissent débattre à l'infini entre eux de l'avenir de Jérusalem-Est, seule la négociation avec les Palestiniens permettra d'aboutir à une solution, ironise le ministre palestinien à propos d'un récent document élaboré par des membres du Likoud et du Parti travailliste, proposant de faire de la localité d'Abou Dis, proche de Jérusalem, la capitale d'un futur Etat palestinien.

« Nous ne sommes pas des agneaux et n'avons pas besoin qu'on redéfinit pour nous [les contours] de Jérusalem », lance M^{me} Achraoui. « Jérusalem-Est est Jérusalem-Est. Elle est juridiquement et internationalement définie. Elle a été occupée par Israël en 1967 ». Et les Palestiniens entendent fermement exiger la capitale de leur futur Etat.

Mouna Naïm

Droits de l'homme bafoués dans les territoires

Les atteintes aux droits de l'homme dans les territoires palestiniens sont « une affaire extrêmement douloureuse », assure Hanane Achraoui, ministre de l'enseignement supérieur palestinien. Des décisions très fermes ont été prises à ce sujet au sein du Conseil législatif et du gouvernement palestinien, affirme-t-elle. « Il est inadmissible que les services de sécurité, ou une partie de ces services, ou même certains de leurs membres, se livrent à de telles pratiques », contraires aux droits de l'homme, estime-t-elle. « Nous n'acceptons pas de les passer sous silence, [...] ni l'absence de mécanisme de contrôle et d'instruction signifié aux organes de sécurité ». « Mais il ne suffit pas de critiquer et nous devons prendre au sérieux tous les rapports relatifs à ce sujet et demander des comptes d'abord à nous-mêmes », estime M^{me} Achraoui.

Le maire adjoint du Cap, en Afrique du Sud, reste dans son bidonville

LE CAP

de notre correspondant

34, rue Lee-Bozalek. Le chauffeur connaît maintenant l'adresse par cœur. Tous les matins, il gare la Mercedes de fonction devant la « maison », assemblage savant de tôles et de planches de récupération. Costume-cravate impeccable, Arthur Jacobs en sort d'un pas pressé. Il s'engouffre dans la berline climatisée et fonce vers le centre-ville. Une demi-heure plus tard, « monsieur le Maire adjoint du Cap », la troisième ville du pays, est assis dans son imposant bureau, presque aussi grand que sa cabane du township de KTC (Kakaza Trading Center).

Depuis les élections municipales de mai 1996, ce militant du Congrès national africain (ANC) a choisi de continuer à vivre parmi les siens malgré la promotion sociale que représente sa fonction politique. « C'est encore la meilleure façon de ne pas oublier les besoins des gens qui vous ont élu », estime M. Jacobs. Au moment où la lenteur des changements dans les quartiers noirs commence à créer un mécontentement à l'égard de l'ANC, le nouvel élu affirme sa volonté de rester à l'écoute des préoccupations de son électorat.

« C'est parfois un chapeau difficile, car vous êtes en première ligne », avoue le maire adjoint, resté fidèle à son township. De plus en plus, les habitants du quartier se plaignent, après de lui, du peu d'amélioration de leurs conditions de vie. « Vous avez beau expliquer qu'un ne peut pas redresser trois cents ans d'inégalité du jour au lendemain, les gens ont du mal à le comprendre », constate M. Jacobs.

UN DISCOURS POSITIF

Il est vrai que KTC attend toujours les effets de la « nouvelle » Afrique du Sud. La connexion au réseau électrique, en 1995, représente le seul changement majeur depuis l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela en 1994. Le quartier, né sous l'appartheid d'une invasion de sans-logis, porte encore tous les attributs d'un bidonville. A l'image du maire adjoint, les 15 000 habitants de cette parcelle de terrain en bordure de l'aéroport continuent à vivre dans leurs cabanes de squatters, rafistolées et agrandies d'année en année. Certains ne bénéficient toujours pas de l'eau courante et des sanitaires partiellement installés en 1993.

Comme partout ailleurs, la construction de nouveaux logements a pris un retard considé-

table et constitue la principale raison de la grogne naissante à l'égard du pouvoir. Deux malheureuses maisons « témoins », unanimement jugées trop petites, représentent le seul signe avant-coureur du programme gouvernemental dans le quartier. Amers mais pragmatiques, certains habitants de KTC ont décidé de s'en remettre à leur propre initiative.

« Si on compte sur le gouvernement, on risque d'attendre jusqu'à la fin de nos jours », affirme Cyril Maryamala. La cinquantaine, ce père de famille au chômage est président de l'association récemment créée pour collecter de l'argent et construire des logements dans le quartier.

Comme la majorité des Noirs sud-africains, il reste attaché à l'ANC et il lui coûte de critiquer l'organisation qui a représenté pendant des années l'espoir de toute une population opprimée. Son discours se veut positif, mais il en dit long, malgré lui, sur sa déception : « Nous avons voté pour Nelson Mandela. Cela ne sert à rien maintenant de passer notre temps à le blâmer. Il faut prendre les choses en main nous-mêmes. »

Frédéric Chambon

Le président ougandais M. Museveni campe sur ses positions au sujet du Zaïre

PERSONNAGE-CLÉ dans la crise des Grands Lacs, le président ougandais, Yoweri Museveni, s'est entretenu pendant plus d'une heure avec Jacques Chirac, mardi 11 février, au cours d'un bref passage à Paris. Il a fait des efforts pour se montrer conciliant, en se déclarant notamment favorable à une médiation pour un cessez-le-feu au Zaïre et attaché au respect de l'intégrité territoriale de ce pays, mais, pas plus qu'à Washington, les jours précédents, il n'a répondu à l'attente de ses interlocuteurs qui souhaitaient le voir agir concrètement pour mettre au moins un frein à la rébellion zaïroise.

Les dirigeants américains, la semaine dernière, l'avaient pourtant clairement mis en garde - ainsi que le gouvernement rwandais, dont il est très proche - mais il s'était refusé à prendre un quelconque engagement précis. A Washington, on avait guère dissimulé une certaine déception, d'autant que les Etats-Unis, depuis plusieurs années, jouent manifestement la carte de l'Ouganda, qu'il s'agisse de contenir les menées islamistes du Soudan ou d'appuyer le Rwanda. M. Museveni, d'origine tutsi, est considéré comme le parrain du nouveau régime de Kigali. Des combattants tutsis rwandais - qui ont formé le Front patriotique rwandais, dominant aujourd'hui le gouvernement de Kigali - l'avaient aidé à s'emparer du pouvoir à Kampala, voici onze ans.

M. Museveni a affirmé, mardi soir, au cours d'une conférence de presse, n'avoir aucune influence sur la rébellion zaïroise, à laquelle il dit ne pouvoir prodiguer que des « conseils ». Il a souligné que « ce dont on avait besoin, c'était des médiations et des rencontres spécifiques conduisant à un cessez-le-feu ». Il a ajouté qu'il n'y a et n'y aura jamais aucun soldat ougandais sur le sol zaïrois. Il précisait cela avant qu'un responsable du ministère zaïrois de la défense d'affirme qu'un avion militaire ougandais chargé de soldats s'était écrasé, lundi soir, en territoire zaïrois.

Le Zaïre, en dépit des démentis opposés par les intéressés, n'a cessé d'accuser les armées ougandaises et rwandaises d'avoir envahi l'est de son territoire. M. Museveni a évoqué la possibilité de déployer des observateurs internationaux dans l'est du Zaïre et expliqué qu'une telle démarche « lui épargnerait la peine de répondre constamment à des questions concernant la présence de soldats ougandais ou zaïrois ».

D'autre part, le président ougandais a déclaré qu'il ne croyait pas qu'une conférence internationale sur la région des Grands Lacs, vivement souhaitée par la France, permettrait de résoudre rapidement la crise. « C'est une démarche à moyen ou long terme, a-t-il dit. Elle ne peut pas régler des problèmes particuliers dans le court terme, et il faut quelque chose de plus spécifique pour briser la situation du Zaïre ». Les Etats-Unis soutiennent maintenant l'idée française d'une conférence internationale, pour éviter notamment l'effondrement du Zaïre. Mais M. Museveni a estimé qu'une solution plus immédiate serait de charger l'émissaire de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine, Mohamed Sahnoun, épaulé par un « poids lourd politique », de négocier un cessez-le-feu entre le Zaïre et les rebelles.

Francis Cornu

■ ZAÏRE : la ville d'Isiro est tombée aux mains des rebelles zaïrois. C'est ce qu'a affirmé, mercredi 12 février, leur chef, Laurent-Désiré Kabila, en indiquant que ses hommes continuaient de progresser dans cette région du nord-ouest du Zaïre, et avaient pour objectif Gbadolite, village natal du président Mobutu Sese Seko - ce dernier y séjourne actuellement. La chute d'Isiro n'a pu être confirmée de source indépendante, mais des membres d'organisations humanitaires présents dans la ville ont déclaré que de violents affrontements avaient opposé les forces armées zaïroises aux rebelles. (Reuters)

Les Croates expulsent des Musulmans de Mostar

MOSTAR. De nouveaux incidents ont eu lieu, mardi 11 février, à Mostar, après la flambée de violence de la veille au cours de laquelle la police croate avait ouvert le feu sur une foule de Musulmans (un mort, trente blessés). Selon l'ONU et la SFOR (Force multinationale de l'OTAN), vingt-six Musulmans ont été expulsés du secteur croate. Des sources croates, on indiquait que des véhicules croates avaient également été pris à partie dans le secteur musulman. Des responsables occidentaux ont toutefois clairement indiqué que la reprise des hostilités était due aux forces de police croates, et Sarajevo a accusé les nationalistes croates d'Herzégovine de saboter le processus de paix dans la région, notamment la mise en œuvre des accords sur une Fédération croato-musulmane. Les présidents bosniaque et croate, Alija Izetbegović et Franjo Tudjman, ont convenu lors d'un entretien téléphonique qu'il fallait « rechercher la vérité et déterminer les responsabilités » après ces incidents, promettant que les coupables seraient traduits en justice. — (AFP, Reuters.)

Le gouvernement albanais renonce à instaurer l'état d'urgence

TIRANA. Le gouvernement albanais a cherché l'apaisement, dans la soirée du mardi 11 février, en renonçant à instaurer l'état d'urgence à Vlorë, ville du sud du pays désertée par la police après de violentes émeutes liées à la faillite de plusieurs sociétés d'usure. La décision est intervenue après que des députés du Parti démocratique au pouvoir eurent fait pression sur le gouvernement, assurant que l'instauration d'un état d'urgence ne ferait qu'attiser la contestation. Le premier ministre, Aleksander Meksi, a par ailleurs lancé un appel au calme, ajoutant : « Le gouvernement sera au côté des citoyens pour atténuer leur peine. Dans le cadre légal et des possibilités financières de l'Albanie, nous allons soutenir les égarés ». Des manifestations anti-gouvernementales ont repris, mardi soir, à Vlorë, où trois personnes ont trouvé la mort dimanche et lundi. — (AFP.)

Préparation des élections législatives en Algérie

ALGER. Le président Liamine Zeroual a reçu, mardi 11 février, les représentants de dix partis pour préparer le prochain scrutin législatif. Le chef de l'Etat a demandé aux partis présents de se prononcer sur une date pour cette élection, en proposant celles du 29 mai ou du 5 juin pour le premier tour. Si le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït-Ahmed et le mouvement Ettahadi (communiste) avaient décidé de boycotter la rencontre, en revanche le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), le Front de libération nationale (FLN, ex-parti unique) et le premier parti islamiste légal, le Mouvement de la société islamique (MSI-Hamas) participaient à la réunion. Selon l'un des participants, le chef de l'Etat a réitéré ses critiques contre « l'Appel pour la paix », signé par plusieurs des responsables de l'opposition, dont des dirigeants du FFS, qui réclamaient une solution politique négociée, incluant le FIS. — (AFP.)

Les fonctionnaires colombiens déclenchent une grève illimitée

BOGOTÁ. Au moins 300 000 salariés du secteur public ont entamé, mardi 11 février, une grève illimitée dans toute la Colombie, exigeant une hausse des salaires et rejetant le programme de privatisation du gouvernement Samper. Ils réclament également la libération de syndicalistes emprisonnés sous l'accusation d'entretenir des liens avec des groupes de guérilla. Dans les manifestations où, expression d'un profond malaise, des militaires à la retraite avaient également pris place, des pancartes faisaient allusion au président équatorien écarté à la suite d'une grève générale proclamant : « Samper, Bucaram l'attend ! ». La première journée de grève s'est passée dans le calme, en dépit de quelques échauffourées sans gravité dans le centre de la capitale. — (Corresp.)

Sécurité renforcée

autour du dalaï lama en Inde

DHARAMSALA. La police indienne a renforcé la sécurité du dalaï lama, le chef spirituel tibétain, à la suite de l'assassinat le 4 février de trois de ses partisans près de sa résidence. « L'incident s'étant passé tout près de la résidence de sa sainteté, la police a accru le nombre d'hommes (affectés à sa protection). C'est sans doute une mesure provisoire », a déclaré M. Tethong qui dirige le bureau du dalaï lama à New Delhi. Les assassins de Lobsang Gyatso, érudit tibétain, et de deux de ses étudiants n'ont pas été retrouvés mais il pourrait s'agir d'un groupe de Tibétains qu'une querelle religieuse oppose au dalaï lama. — (AFP.)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE :** pour la première fois depuis la réunification allemande, des soldats américains basés en Allemagne ont participé, dans la nuit du mardi 11 au mercredi 12 février, à un exercice militaire sur le sol de l'ex-Allemagne de l'Est. Une cinquantaine de GI's de la 1^{re} division d'infanterie, stationnés à Bamberg, en Bavière, devaient prendre part, sans armes, à une marche d'orientation en Thuringe. Les accords « 4+2 » de réunification prévoient, à la demande des Russes, que les forces de l'OTAN ne peuvent être stationnées dans les nouveaux Länder.

■ **ROUMANIE :** un texte autorisant les étrangers à posséder des terres en Roumanie a été adopté par le Sénat roumain, mardi 11 février, à l'issue de débats animés. Le projet de loi doit encore être approuvé par la Chambre des députés. Aux termes de ce texte, les compagnies roumaines à capitaux étrangers ou les firmes dont le capital est en partie étranger ont le droit de posséder les terrains nécessaires pour mener leurs activités. — (AFP.)

ASIE

■ **CORÉE DU SUD :** le ministre de l'Intérieur sud-coréen Kim Woo-Suk a démissionné, mercredi 12 février, en raison de son implication présumée dans le scandale financier du groupe Hanbo, ont annoncé les services du premier ministre. M. Kim est soupçonné d'avoir reçu des pots-de-vin du fondateur de Hanbo, Chung Tae-Soo, alors qu'il était ministre de la construction. — (AFP.)

MAGHREB

■ **ALGÉRIE :** le quotidien *La Tribune*, suspendu depuis le 3 juillet 1996 par le tribunal d'Alger après la publication d'une caricature de Mohamed Amari jugée « offensante » pour l'emblème national, est reparu mardi 11 février. M. Amari avait par la suite passé plusieurs semaines en détention alors que le directeur de la publication Kheireddine Ameyar était condamné à un an de prison avec sursis. — (AFP.)

Fabian Alarcon présidera l'Equateur par intérim pendant dix-huit mois

Nommé par le Parlement, il devra procéder à une réforme constitutionnelle

Le président du Congrès équatorien, Fabian Alarcon, a été élu, mardi 11 février, président par intérim de l'Equateur jusqu'au 10 août 1998, par le

Congrès des députés réuni en session extraordinaire. La vice-présidente Rosalia Arteaga, qui avait été désignée quelques jours plus tôt prési-

dente provisoire, a présenté sa démission. Quant à l'ancien président, Abdala Bucaram, il a quitté l'Equateur pour une tournée sud-américaine.

LA CRISE POLITIQUE qui avait commencé en Equateur, au début du mois, par une grève générale suivie de la destitution, pour incapacité « physique et mentale », du président Abdala Bucaram, paraît en voie de règlement avec l'élection à la tête de l'Etat, mardi 11 février, du président du Congrès, Fabian Alarcon. Nommé par le Parlement président par intérim jusqu'au 10 août 1998, M. Alarcon devra organiser durant son mandat de nouvelles élections générales ainsi qu'une révision constitutionnelle.

L'ancienne vice-présidente Rosalia Arteaga, qui s'était proclamée présidente après la mise à l'écart d'Abdala Bucaram, avant d'être confirmée, pour quelques jours seulement, par l'armée, a démissionné, acceptant de laisser la place à Fabian Alarcon juste avant que le Congrès, réuni en session extraordinaire, ne le désigne à la tête de l'Etat. Alors que l'ancien président, Abdala Bucaram, quittait l'Equateur pour une tournée sud-américaine au cours de laquelle il compte défendre son action, M^{me} Arteaga a annoncé qu'elle allait reprendre ses

fonctions de vice-présidente. Elle a également exigé la tenue, dans les quatre-vingt-dix jours, d'une consultation populaire qui, demande-t-elle, devrait décider du successeur en cas de vacance du pouvoir.

REDÉFINIR LES PRÉROGATIVES

Cette dernière exigence, qui a peu de chance d'être satisfaite, ainsi que sa volonté de reprendre ses responsabilités de vice-présidente promettent de susciter de nouvelles tensions au sein de l'équipe dirigeante équatorienne. Une des raisons de la crise après la mise à l'écart d'Abdala Bucaram tenait précisément à l'obscurité des textes quant aux prérogatives des uns et des autres. C'est finalement l'armée qui a imposé le compromis d'où est née la désignation de M. Alarcon, ce que les exigences de M^{me} Arteaga paraissent vouloir remettre en question.

Même si elle semble momentanément vaincue, M^{me} Arteaga a, durant ces derniers jours, fait preuve d'une pugnacité exceptionnelle. Mardi, alors qu'elle entendait pro-

noncer un discours devant les parlementaires, elle s'était vu interdire les portes du Congrès fermées par un cadenas, au prétexte qu'elle n'est pas député. Elle s'était aussitôt indignée devant les caméras de télévision de ces « procédés », ainsi que du « machisme » de certains Equatoriens qui « ne veulent pas d'une femme à la tête du pays », promettant d'écrire bientôt un livre pour dénoncer « la corruption et les mensonges d'un certain nombre de députés ».

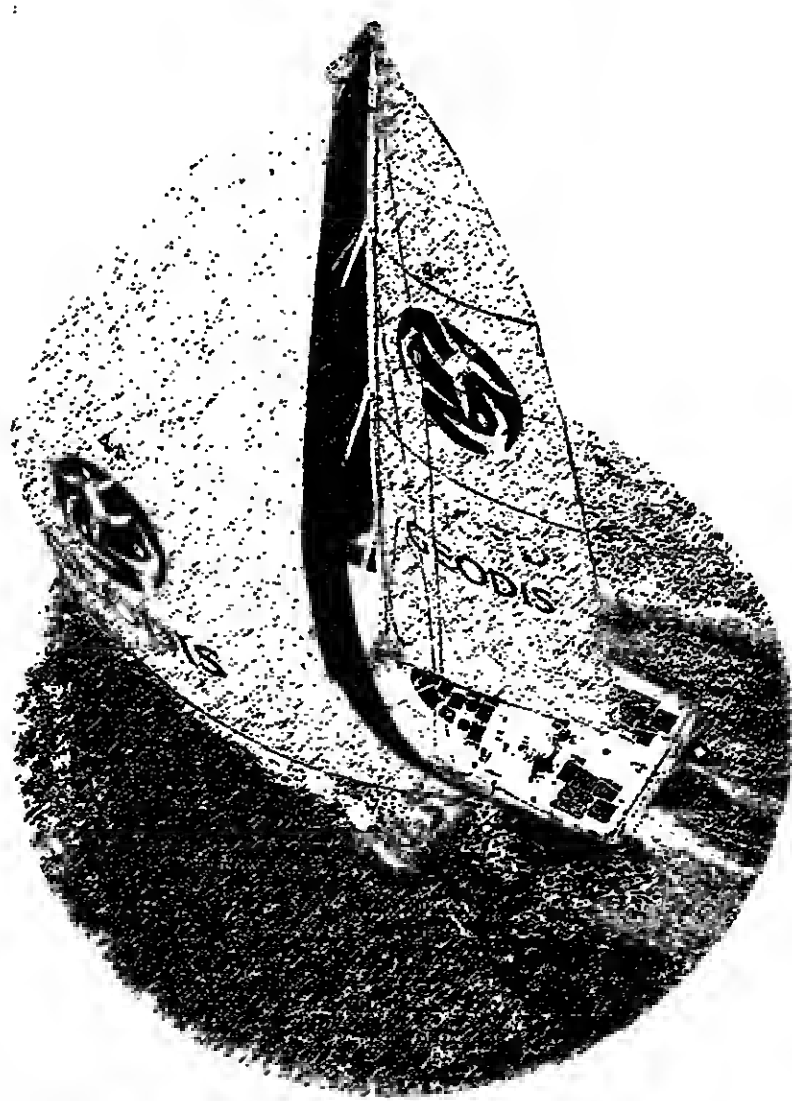
Femme aux convictions politiques fluctuantes, spécialiste de l'éducation, qu'elle veut strictement séparée de la religion, Rosalia Arteaga avait rallié à la dernière minute le président Bucaram durant la campagne électorale de 1996. Les péripéties de ces derniers jours montrent qu'il faudra encore compter avec elle.

Fabian Alarcon, de même, ne paraît pas vouloir jouer les utiles. Désigné comme président, une première fois, par le Congrès, démis, puis réélu, il a, une fois de plus, fait preuve de ses dons manœuvriers. Cet avocat avait déjà montré son

savoir-faire lorsque, leader d'un minuscule parti, le Frente radical Alfariista (FRA), qui ne compte que deux parlementaires sur les quatre-vingt-deux qui composent le Congrès, il avait réussi à presider l'Assemblée grâce à l'alliance du FRA avec le parti de l'ancien président Bucaram.

C'est finalement l'armée, et particulièrement son chef, le général Páez Moncayo, qui feront la différence entre les deux politiciens équatoriens. En refusant d'imposer l'état d'urgence ordonné par le président Bucaram, les militaires ont provoqué sa chute sans vouloir, dans un premier temps, privilégier l'un ou l'autre de ses successeurs. A l'origine du compromis provisoire qui a porté Fabian Alarcon à la tête de l'Etat, l'armée, qui contrôle la gestion d'une soixantaine d'entreprises publiques et perçoit aussi de considérables redevances provenant de l'exploitation pétrolière, pourrait ne pas rester indéfiniment neutre si la crise institutionnelle ne trouvait pas de solution stable.

Pour Geodis, faire la course en tête est une performance au quotidien.



Christophe Auguin, skipper de Geodis, en tête du Vendée Globe 96/97.

CONFLIT La grève des transports urbains régionaux se poursuit, mercredi 12 février, dans onze villes de province. ● **LES NÉGOCIATIONS** entre l'Union des transports publics

et le gouvernement ont échoué, Bernard Pons, ministre de l'équipement, refusant toute généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans. Les discussions sur la réduction de la du-

rée du travail sont renvoyées à la branche qui ne bénéficie pas de la loi Robien. ● **À TOULOUSE**, les tramotins veulent continuer, après seize jours de grève, à se battre

« pour tout le monde ». ● **JACQUES AUXIETTE**, maire (PS) de La Rochelle-sur-Yon (Vendée) et président du Groupement des autorités responsables de transport (GART), in-

mine l'Etat et voit dans la poursuite du conflit un « mauvais coup porté aux transports publics ». ● **TROIS GROUPEMENTS** se partagent 61 % du marché du transport urbain.

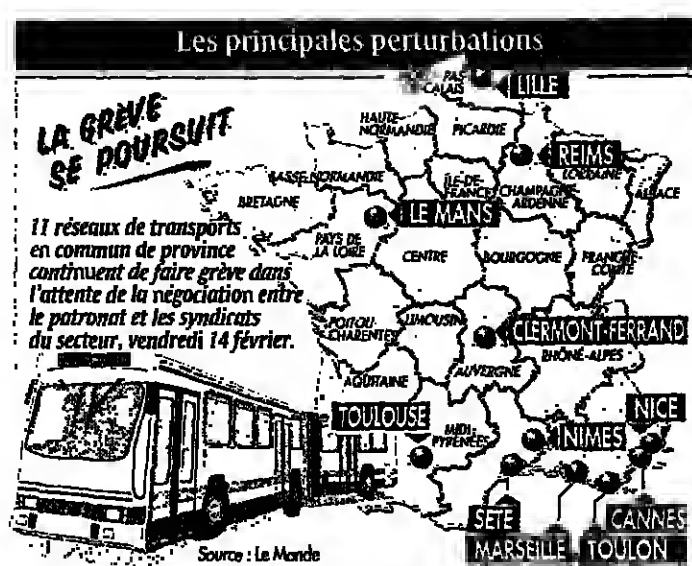
L'Etat refuse d'abaisser l'âge de la retraite dans les transports en commun

La grève des conducteurs de bus et de métro se poursuit dans onze villes de province. Toulouse continue d'être à la pointe du mouvement. Bernard Pons, ministre de l'équipement, laisse le patronat et les syndicats négocier sur une réduction du temps de travail

LE GOUVERNEMENT a npté pour la fermeté dans le conflit des transports en commun qui perturbe les réseaux de onze villes de province. Pas question en effet de céder aux deux revendications principales des tramotins en grève: la retraite à cinquante-cinq ans et la semaine de trente-cinq heures, sans perte de salaires, de peur des effets de propagation à d'autres secteurs économiques. Soutenus par Alain Juppé, Bernard Pons, ministre des transports, et Jacques Barrot, ministre du travail, se sont répartis les rôles. Recevant, mardi 11 février à leur demande, Marc Blondel, secrétaire général de FO, et Roger Polletti, secrétaire de la Fédération des transports, M. Pons a clairement refusé la généralisation de la retraite à cinquante-cinq ans. « Il n'apparaît pas que la spécificité du transport routier de marchandises se retrouve dans l'activité des transports urbains pour le compte de fin d'activité », est-il indiqué dans le communiqué du ministre, à l'issue de la rencontre. De son côté, M. Barrot s'arc-boute sur la cir-

culaire du 9 octobre 1996 qui « recadre » sérieusement le texte de la loi Robien, pour en bannir strictement le champ d'application. Le gouvernement tient aussi à opérer une distinction nette entre ce qui relève du national et du local. Ayant donné ses consignes sur la retraite à cinquante-cinq ans, il laisse aux partenaires sociaux, collectivités territoriales et entreprises gestionnaires de transports publics, le soin de négocier sur la réduction du temps de travail. N'étant pas employeur dans ces métiers-là, l'Etat n'a pas à apparaître en première ligne et laisse la responsabilité aux autorités compétentes. Pour justifier sa fermeté, M. Pons a rappelé que, dans le conflit des routiers, l'Etat n'a pas eu d'argent à mettre au pot. Les acteurs concernés peuvent donc recourir à toutes les mesures de cessation progressive d'activité déjà en vigueur.

L'Union des transports publics (UTP), la fédération patronale du secteur, qui a été, à nouveau, reçue, mardi 11 février, au ministère des affaires sociales, n'a pas en-



tendu un autre discours. Face au refus du gouvernement d'inclure les transports urbains dans le champ de la loi Robien, elle espérait cependant des mesures de substitution spécifiques au secteur. Aux partenaires sociaux,

donc, qui doivent se retrouver pour une nouvelle séance de négociations, vendredi 14 février, de trouver ensemble des solutions. Mardi, Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, est venu à la rescousse de sa fédération des

transports pour dénoncer « les conciliabules entre gouvernement et employeurs, dont les syndicats sont écartés ». « Il s'agit là d'un jeu dangereux qui ne peut susciter que colère et détermination, parmi les personnels », a-t-il estimé. Reste que sa demande « d'ouvrir de rapides et véritables négociations » dans le conflit des transports urbains a peu de chance d'être entendue. Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui soutient aussi sa branche des transports urbains pour demander l'application de la loi Robien et a même écrit en ce sens au premier ministre, le 16 janvier, n'a pas non plus été écoutée.

PAS D'UNITÉ SYNDICALE

Contrairement au conflit des routiers de novembre 1996, l'unité syndicale fait défaut, ce qui pèse sur l'établissement d'un rapport de force. L'appel à la grève de la CGT et de FO n'a été lancé que le 6 février. Depuis, la CFDT et la FNCR (autonomes) appuient certes le mouvement, mais les initiatives en commun se sont limitées à l'envoi d'une lettre cosignée à quatre, pour demander l'avancée de la commission paritaire. La CFDT garde ses distances, même si localement comme à Toulouse, elle se situe dans l'action.

Soulignée par M. Pons, « la grande diversité locale des situations » se fait jour. Au cas par cas, des négociations sont en cours et avancent selon la bonne volonté

des interlocuteurs. Les salariés des transports en commun d'Evreux (Eure) ont repris le travail mercredi, après avoir obtenu le passage aux trente-cinq heures au 1^{er} janvier 1998.

Sur le terrain, le mouvement ne montre pas de signe d'essoufflement ni d'extension. En revanche, il s'est à la fois durci en intensité et circonscrit en nombre. Onze réseaux de villes de province, grandes et moyennes, sont désormais paralysées, mais il s'agit quasiment des mêmes depuis lundi. Pour la majorité d'entre eux, ils ont reconstruit leur mouvement, jusqu'à vendredi, date des nouvelles négociations de branche. Avec Nice, Cannes, Toulon, Marseille, Sète, Nîmes et Toulouse, c'est le sud de la France qui est principalement touché. Le mouvement a aussi été reconstruit à Lille, Le Mans et Clermont-Ferrand. A Reims, les chauffeurs de bus observent une grève deux fois deux heures par jour. En revanche, les piquets de grève qui bloquaient les dépôts de bus à Dijon ont été levés, après décision de justice. A Marseille, comme à Toulouse, un service partiel de substitution a été mis en place. A Toulouse, où le conflit dure depuis trois semaines, aucune réunion n'a été fixée entre la société exploitante Semvat et les tramotins grévistes. Des tensions plus fortes sont apparues sur le terrain.

A. B. - M.

Les tramotins toulousains veulent se battre « pour tout le monde »

TOULOUSE

de notre correspondant
L'air grave, ils sortent d'une longue assemblée générale que l'on devine tendue. Maurice est un de ces trois cent cinquante tramotins toulousains qui viennent de voter à l'unanimité, mardi 11 février, la poursuite de la grève,

REPORTAGE

Après seize jours de conflit, Maurice, cinquante ans, assure que les grévistes iront « jusqu'au bout »

pour la seizième journée consécutive. « On ira jusqu'au bout », assure ce conducteur au poil grisonnant et à la barbe rase, qui décompte les années de service manquantes avant la retraite. « Encore dix ans jusqu'à l'âge légal », marmonne-t-il, les dents serrées, en retraçant une vie professionnelle ayant débuté très jeune.

Il se souvient encore de sa première inscription à la Sécurité sociale, « le 23 janvier 1962 » précisément. Maurice avait alors à peine seize ans. Voilà vingt-huit ans qu'il est entré à la

Semvat pour échapper au chômage qui sévissait alors dans le bâtiment. Aujourd'hui, il veut travailler moins, avoir des loisirs. « Tant le monde a la même aspiration, non ? »

Maurice a véritablement l'impression de se battre, non seulement pour lui ou sa corporation, mais « pour tout le monde ». Il n'arbore aucun badge sur sa veste de cuir noir, et se dit sans étiquette politique ou syndicale. « Maintenant, il y a beaucoup de chômage. Alors, si on travaille moins, on libère des emplois. A condition que les employeurs embauchent... », lâche-t-il. Presque à mi-voix, il concède qu'il était prêt, à titre personnel, à voir son salaire baisser pour travailler moins. La majorité des tramotins en ont décidé autrement, et Maurice le comprend : « Je suis presque un privilégié, avec ma femme qui est fonctionnaire. Tant le monde n'a pas deux salaires à la maison. » Et puis, ses deux enfants ont déjà chacun un travail. Pas à la Semvat, non.

« PLUS NERVEUX QUE PHYSIQUE »

Déconseillerait-il à des jeunes de tenter l'embauche dans la société de transports en commun toulousaine ? « Avec un salaire de départ de 6 800 francs nets, n'exagérons pas. D'autant qu'avec le chômage actuel il n'y a pas

vraiment le choix », rétorque-t-il. Mais lui, « arrivé au demi-siècle », sent la fatigue s'accumuler. « C'est plus nerveux que physique », ajoute Maurice, qui se refuse à entrer dans le détail du comptage des heures supplémentaires, officiellement inexistantes dans le secteur des transports, au profit d'une amplitude de travail calculée sur des roulements de plusieurs semaines, ou des jours de congé et de repos compensateurs. « Voyez ça avec l'intersyndicale », déclare-t-il prudemment, peu enclin à reprendre le débat, parfois boueux, qui a agité les organisations syndicales sur les dernières propositions de la direction. Après une journée de tergiversations, l'unité syndicale s'est ressoudée, mardi soir, autour du slogan de la CGT : cinq journées de sept heures de travail, et deux jours de congé d'affilée.

Maurice reste sourd à la position de la direction, pour laquelle une telle organisation coïnciderait trop cher à la société. Il en est persuadé : « L'argent, il y est ». De plus, la demande de l'intersyndicale créerait environ deux cent quarante emplois, au lieu des cent cinquante proposés par la direction. Aux yeux de Maurice, il n'y a pas à hésiter.

Stéphane Thépot

Trois groupes privés se partagent 60 % du marché

LES COMMUNES, ou les groupements de communes, sont responsables de l'organisation des transports publics urbains. Elles peuvent exercer cette mission en direct (régie) ou la déléguer à des sociétés d'économie mixte ou à des sociétés privées. La gestion directe, qui était la règle dans l'après-guerre principalement sous le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial, est devenue l'exception. Deux des plus grandes entreprises de transport urbain en France ont toutefois conservé ce statut : la Régie autonome des transports parisiens et la Régie des transports de Marseille.

4,3 milliards de voyageurs par an

Les transports urbains français desservent une population de 28 millions d'habitants et transportent 4,3 milliards de voyageurs chaque année sur 31 000 kilomètres de lignes, grâce à un parc de 23 000 autobus, tramways et métros mis en œuvre par 73 000 salariés. ● **Organisation.** La charge d'organiser les transports urbains hors Ile-de-France appartient aux communes ou aux groupements de communes (district, syndicat intercommunal) appelés « autorités organisatrices des transports ».

Les autorités organisatrices (AO) ont préféré déléguer progressivement la gestion du transport urbain, mais, conformément aux principes régissant les services publics, elles définissent les obligations des contractants : zones à assurer, fréquence, amplitude, qualité du service, tarification, etc. Les sociétés d'économie mixte, ou cohabitent capitaux publics et privés, contrôlent environ le quart des réseaux de transport urbain, mais la moitié de ceux des villes de plus de 250 000 habitants. La gestion déléguée à des sociétés privées est devenue la règle dans plus des deux tiers des communes ou groupements de communes

(Syndicat intercommunal à vocation unique ou multiple). En contrepartie des servitudes de service public et de l'encadrement des tarifs, les communes se sont engagées à garantir l'équilibre financier des cocontractants. En moyenne, les recettes commerciales et les recettes publicitaires ne couvrent que 33 % des coûts d'exploitation. Le partage des risques varie d'un type de contrat à l'autre. Dans un contrat de gestion, l'opérateur n'assume aucun risque et la collectivité lui garantit un niveau de rémunération minimum, même si l'entreprise peut être intéressée par les résultats. Dans les contrats à « prix forfaitaire » ou à « garantie de recettes », l'entreprise assume l'essentiel des risques industriels, mais le risque commercial (fréquentation du réseau) est couvert par l'autorité organisatrice. Le niveau de rentabilité de l'entreprise de transport dépend donc principalement de son aptitude à maîtriser les coûts. Enfin, le risque maximal est pris par le cocontractant dans les contrats « risques et pertes » ou à « compensation financière forfaitaire ». La collectivité se contente en effet de verser un montant forfaitaire, fixé par le contrat. Toute évolution des coûts ou des recettes, dans un sens positif ou négatif, est supportée par le gestionnaire du réseau de transport urbain.

Rodés à ces mécanismes de relation contractuelle avec des collectivités publiques, trois groupes se partagent 61 % du marché. Via Transport, filiale du groupe Paribas, contrôle à lui seul 30 % du marché. Son mode d'intervention privilégié est celui de la « garantie de recettes ». A l'inverse, son concurrent CGEA-CGFTE, filiale de la Générale des eaux, privilégie les contrats à compensation forfaitaire. Le troisième acteur, Transcet-Transdev, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, recourt essentiellement à des sociétés d'économie mixte assumant ou non le risque commercial.

Christophe Jakubyszyn

Jacques Auxiette, président (PS) du Groupement des autorités responsables de transport « Un mauvais coup porté aux transports publics »

« En quoi êtes-vous concernés par la grève des transports en commun de province ? »

« Les questions de transport public sont devenues un des axes les plus importants des politiques menées par les cent cinquante agglomérations de toutes tendances politiques confondues que rassemble le Groupement des autorités responsables de transport (GART). Les collectivités locales déterminent la nature et le financement de leur politique de transport de manière autonome, avant d'en déléguer l'exploitation à des entreprises qui, dans 91 % des cas, sont privées. Les élus que nous sommes s'inquiètent des perturbations sur l'activité économique et sociale générées par le conflit. »

« Ce mouvement est un mauvais coup porté aux transports publics. Au moment où la fréquentation fléchit, la loi sur l'air, les alertes à la pollution, les directives de l'Union européenne incitent à faire des transports publics une grande cause nationale. D'autant plus que le secteur est exceptionnellement créateur d'emplois. Avec cette grève, la baisse des recettes tarifaires risque de remettre en cause le financement des investissements et donc de péjorer l'emploi. »

« Les revendications des tramotins sont-elles justifiées ? » « Les attentes des salariés sont largement nourries par le sentiment d'insécurité. Nous avons tenté, à notre niveau, d'apporter des réponses à cette importante question, mais le respect de l'ordre public est une des fonctions régaliennes de l'Etat. Nous avons alerté le gouvernement, mais les mesures de prévention et de dissuasion prises ne sont à la hauteur ni de ce qui avait été annoncé ni de ce qui est nécessaire. »

« La réduction et l'aménagement du temps de travail sont souhaitables si cela améliore la qualité du service offert au client, les conditions de travail des salariés, et surtout si cela crée des emplois durables. Le financement ne peut être

supporté par les collectivités locales, d'où la nécessité d'utiliser la loi Robien ou un dispositif équivalent, inconnu à ce jour. Les retraites ne sont pas un attribut des collectivités locales. Les dispositions favorisant la retraite anticipée doivent être utilisées. Elles le sont déjà dans la plupart des réseaux. Elles peuvent être réactives localement avec des dispositions particulières. »

« Où en sont les négociations avec le premier ministre sur l'application de la loi Robien ? »

« La loi Robien est une loi de la République, et je ne vois pas pourquoi elle ne s'appliquerait pas aux transports publics. L'objectif est donc qu'elle soit utilisée ou que soit mis en place un dispositif équivalent permettant de faire jouer la solidarité nationale. Nous n'avons pas à ce jour de réponse satisfaisante du gouvernement. Nous souhaitons un programme national pour le développement des transports publics. »

« Les contribuables des municipalités concernées ne risquent-ils pas d'être les payeurs en dernier ressort ? »

« Les finances des collectivités locales ne disposent actuellement d'aucune marge de manœuvre fiscale. Elles sont sollicitées de toutes parts et ne peuvent combler les déficits que créerait ce conflit. Or l'inertie du gouvernement est inquiétante. Je ne crois pas qu'il observerait une telle passivité si la région parisienne était touchée. L'Etat octroie quelque 5 milliards de francs aux transports publics de la région parisienne alors que les transports publics de province ne reçoivent pas un centime de l'Etat pour leur fonctionnement. Le gouvernement ne peut pas se désintéresser d'un conflit qu'il a en partie contribué à ouvrir en accordant la retraite à cinquante-cinq ans aux routiers et en votant la loi Robien. La province, c'est aussi la France. »

Propos recueillis par Alain Beau-Méry

صكنا من الامل

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997 / 7

**CREDIT
SUISSE**

GROUP

MUSCLEZ VOS FINANCES

Le CREDIT SUISSE est la banque qu'il vous faut, là où vous en avez besoin. Compétent, inventif, global. Un secteur financier de premier plan, fort de plus d'un siècle d'expérience et d'un solide capital social. Un partenaire de confiance, quel que soit le marché ou le pays dans lequel vous opérez. Nous faisons démarrer vos projets, nous transposons vos plans dans la réalité, nous vous rapprochons des sommets. Nos nouvelles structures vous donnent accès à un monde de services financiers différents. CREDIT SUISSE FIRST BOSTON vous fait profiter de l'assise et de la créativité d'une grande banque d'entreprise et d'investissement. CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT allie les méthodes d'analyse les plus modernes à une longue expérience de la gestion des capitaux à l'échelle mondiale. CREDIT SUISSE PRIVATE BANKING est une référence internationale en matière de gestion de fortunes privées. Le CREDIT SUISSE est la première banque de Suisse. CREDIT SUISSE. Pour muscler vos finances.

**CREDIT
SUISSE** FIRST
BOSTON

**CREDIT
SUISSE** ASSET
MANAGEMENT

**CREDIT
SUISSE** PRIVATE
BANKING

**CREDIT
SUISSE**

M. Juppé nomme commissaire à l'espace rural le dirigeant de Chasse, pêche, nature et tradition

Le choix d'André-Henri Goustat pour cette nouvelle fonction est critiqué par les écologistes

Le gouvernement vient de créer une nouvelle fonction de commissaire à l'espace rural. Cette nouvelle structure empiète sur les responsabi-

tés des ministères de l'agriculture, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. La nomination à cette fonction d'André-Henri

Goustat, dirigeant national de Chasse, pêche, nature et tradition, est vivement contestée par les écologistes.

ALAIN JUPPÉ vient de créer un poste de commissaire à l'espace rural. Par arrêté, publié au *Journal officiel* du mardi 11 février, du ministre de l'agriculture et du ministre de l'aménagement du territoire, cette nouvelle fonction a été confiée à André-Henri Goustat, vice-président (Chasse, pêche, nature et tradition) du conseil régional d'Aquitaine. Placé auprès de ces deux membres du gouvernement - Philippe Vasseur et Jean-Claude Gaudin -, il aura pour tâche de leur faire des propositions sur l'ensemble des questions relatives à l'espace et à l'environnement rural.

Ce défenseur des chasseurs, précise le décret, veillera également, dans la formulation de ses propositions, à prendre en compte les contraintes sociales et économiques qui pèsent sur les activités qui s'exercent en milieu rural ainsi que l'appréciation de l'efficacité économique des mesures suggérées. Pour ne pas froisser le ministre de l'environnement, Corinne Lepage,

qui a en charge de nombreux dossiers à cheval sur les attributions de ses deux collègues (la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole, la délimitation des réserves naturelles, les grands projets d'infrastructure comme les autoroutes ou le projet de canal Rhin-Rhône, par exemple), il est précisé que le commissaire peut aussi « être consulté » par le ministre de l'environnement.

« POSTE REDONDANT »

Alors que, dans le cadre de la réforme de l'Etat, le gouvernement cherche à simplifier l'architecture politico-administrative et à regrouper des organismes qui, par suite d'empilements au fil du temps, font double ou triple emploi, la création d'une nouvelle technocratie centrale vient compliquer le dispositif. La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) est précisément en charge de la préparation d'un plan pour le monde rural, et son « patron » ac-

tuel, Raymond-Max Aubert, fut lui-même secrétaire d'Etat au développement rural dans le premier gouvernement d'Alain Juppé. La création de ce nouveau « poste redondant » est considérée comme une « obscurité » chez les spécialistes de la DATAR qui suivent les questions rurales.

Des « commissaires de massif » dépendant de la DATAR sont en place sur le terrain, dans les Vosges, les Alpes, le Massif central, les Vosges, le Jura et les Pyrénées. Au sein du ministère de l'agriculture existe une direction de l'espace rural et de la forêt, dont beaucoup s'accrochent à penser qu'elle fait preuve de dynamisme, d'innovation et de réalisme. Le ministère de l'environnement est lui aussi doté d'une direction de la nature et des paysages.

Cette nomination de M. Goustat n'est guère appréciée par les écologistes. Yves Cochet, le porte-parole des Verts, a déclaré au Monde qu'elle était « tout à fait stupéfiante, scandaleuse et inquiétante ».

Il a ajouté : « Elle est d'abord délibérément politique, en essayant de légitimer Alain Juppé en Aquitaine auprès des chasseurs les plus extrémistes. Pour les associations locales de protection de la nature, c'est enfin le parti pris d'un interlocuteur qui représente la frange la plus anti-écologiste des groupes politiques et sociaux ».

Pour sa part, Gérard Charolais, président de la Société d'études, de protection et d'aménagement de la nature du Sud-Ouest, a souligné qu'au vu « des positions très dures du leader du parti de l'extrême droite tout dialogue avec les protecteurs de la nature en France et les écologistes est impossible ». Pierre Hurmic, président du groupe des élus écologistes pour l'Aquitaine, a fait remarquer que « prétendre protéger l'environnement et céder en même temps aux pressions des adversaires réels du développement durable relève d'une duplicité politique étonnante ».

F. Gr.

En Dordogne, la carte du RPR dans sa poche

BORDEAUX

de notre correspondant régional
« C'est le type même du corréiste. » Il est difficile d'obtenir un autre jugement sur André-Henri Goustat, auprès de ses amis comme de ses adversaires. Il est depuis 1965 élu de Mauzac, sur la rive droite de la Dordogne, à l'est de

personnage est ambigu : « Il est tel qu'on le sent. Il a toujours vécu au milieu des poissons. » Ou encore : « Il vit très bien dans l'hostilité. Il est fort de caractère, mais il sait aussi se glisser dans un chas d'aiguille. » Unanimité sur un point : « Celui qui dit du mal de lui à Mauzac est un ingrat. »

« L'IMBROGLIO EUROPÉEN »

Le nouveau commissaire à l'espace rural est un bel exemple de réussite comme on les aime en Dordogne. Fils d'une famille de paysans, il a fait carrière dans l'une des grandes industries traditionnelles de ce pays, la papeterie Ausseaud-Rey, qui s'est reconvertie dans le revêtement plastifié pour devenir Polirey dans les années 50. Syndicaliste, agent de maîtrise, cadre, il a quitté Polirey en 1980 pour devenir directeur de la chambre de commerce de Bergerac quand le PDG de la société en devenait président. Il a alors mené un combat efficace, et apprécié en Bergeracois, au service des PME et du petit commerce. Un zeste de poudlardisme et beaucoup de chauvinisme face aux « places » rivales que sont Bordeaux, Périgueux, Libourne et Sarlat. Bilan général : l'homme est dur, sec-

taire et ne supporte pas la contradiction. Reproche de ses adversaires : il aurait largement utilisé la logistique de la chambre de commerce pour servir ses desseins politiques.

La chasse serait d'abord affaire d'atavisme. En 1976, il a été élu président de la fédération de la Dordogne. Amis et adversaires considèrent tous qu'il a vu dans ce thème de la chasse une formidable opportunité et qu'il a su la saisir au moment opportun, pour les élections européennes puis régionales. Mais André-Henri Goustat jure qu'il s'est trouvé engagé malgré lui dans une jacquerie provoquée par « l'imbroglie européenne » : « Toujours plus d'Europe, mais de moins en moins de liberté. C'est là-dessus que nous sommes partis, dans la diversité, et il suffit de goronir ce que nous demandons pour que nous disparaissions. »

Même s'il s'en défend, André Goustat est toujours considéré en Dordogne comme un membre à part entière du RPR et un « omi de toujours », bien qu'il soit « un peu en retard de cotisation depuis un ou deux ans ».

Pierre Cherruau

Le poids électoral d'un mouvement apparu en 1989

CHASSEUR IMPÉNITENT, André Goustat a trois gibiers favoris. L'Europe, dont la présidence est à l'origine de son mouvement Chasse, pêche, nature, tradition (CPNT, créé en 1989), ce qui l'a conduit à se prononcer contre la ratification du traité de Maastricht. Les écologistes, ces « ruts des villes » à la « conception anglo-saxonne de la nature, biocentrique et zoophilie », que ses amis n'ont de cesse de dénoncer. Et les opposants à la chasse aux tourterelles, qui ont la prétention de défier chaque printemps, dans le Médoc, les adeptes de cette pratique.

André Goustat s'est lancé dans

l'action politique nationale en 1989 en constituant une liste aux élections européennes. Président du Syndicat national des chasseurs, il fait alors une percée inattendue : avec 4,13 % des voix, il est juste en dessous de la barre des 5 % qui lui aurait permis d'entrer au Parlement européen. Il obtient ses meilleurs scores dans la Somme (14,97 %), les Landes (14,58 %), la Gironde, la Dordogne, le Lot-et-Garonne et la Charente-Maritime.

Son influence s'affirme trois ans plus tard, lorsque, aux élections régionales de 1992, son mouvement fait élire 29 des siens dans 13 conseils régionaux. L'Aquitaine, surtout, s'affirme

comme son principal point d'ancrage : avec 10 élus, les chasseurs deviennent la troisième force après la majorité et le PS. Pour en prendre la présidence, Jacques Valade (RPR) est contraint de composer : s'ils ne votent pas directement pour lui, les élus de CPNT obtiennent deux des treize vice-présidences et la présidence d'une nouvelle commission des espaces naturels. Aux élections européennes de 1994, soutenus par les bouilliers de crus, ils marquent le pas avec 3,95 % des voix. Mais à l'approche des régionales de 1998 ils redevennent des alliés potentiels de la droite.

Cécile Chambraud

La loi d'orientation agricole définit « un contrat durable »

PHILIPPE VASSEUR devait présenter au conseil des ministres, mercredi 12 février, une communication relative à la future « loi d'orientation pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ». C'est le 15 mars 1996, à l'occasion du 50^e anniversaire de la FNSEA, que Jacques Chirac avait demandé au ministre de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation de mettre en chantier ce texte. Depuis les lois d'orientation de 1960, 1962 et 1980, le paysage français et européen a fondamentalement changé, les comportements des consommateurs se sont modifiés, le nombre de paysans diminue rapidement, les exploitations deviennent de véritables entreprises, l'industrie agroalimentaire est un des fleurons à l'exportation. Tout en préservant sa « compétitivité », l'agriculture a une fonction « sociale » à remplir puisque les exploitations et les

forêts occupent 85 % du territoire. M. Vasseur a indiqué que l'Europe, même si elle forme un ensemble « plus compliqué à gérer et à administrer », constitue l'un des plus grands espaces commerciaux du monde. La loi devra « concilier des logiques différentes, voire opposées, contradictoires ». Le gouvernement, qui reconnaît « la diversité des solutions à mettre en œuvre », se fixe quatre objectifs.

« RÉFÉRENCE MONDIALE »

Première priorité : produire et vendre en répondant aux attentes des consommateurs, en France, en Europe et dans le monde : il faudra « améliorer l'option interprofessionnelle et la politique contractuelle », accentuer l'« organisation commerciale des producteurs », fortifier l'exportation tout en assurant les responsabilités de la France envers les pays les plus démunis.

Outre sa fonction économique, l'agriculture « joue un rôle primordial dans l'équilibre du territoire ». La loi définira un statut pour l'entreprise et pour les personnes. Dans la valorisation des espaces ruraux et des paysages, une « place essentielle revient à la forêt, point de départ d'une filière bois ». Troisième voie à explorer : les « créations d'emplois » sont possibles. Il faut maintenir la spécificité de l'enseignement et de la recherche agronomique et obtenir leur « reconnaissance internationale ». Enfin, selon Philippe Vasseur, la France doit être « la référence mondiale » en matière de qualité alimentaire.

En conclusion le gouvernement veut, à travers ce texte, définir un « modèle français et un contrat durable de société », en proposant une « nouvelle éthique » pour les prochaines années.

F. Gr.

Strasbourg se mobilise contre le congrès, fin mars, du Front national

Plusieurs pétitions circulent à l'initiative de collectifs

STRASBOURG

de notre correspondant
Le congrès du Front national, qui se tiendra à Strasbourg, les 28, 29 et 30 mars, soulève une forte opposition en Alsace. Le maire de la ville, Catherine Trautmann (PS), a indiqué, vendredi 7 février, qu'elle soutiendra toutes les initiatives qui, pendant ces trois jours, feront vivre Strasbourg à une autre heure que celle de l'extrême droite. Le collectif Front citoyen, qui a collecté plus de 12 000 signatures de personnes opposées à la tenue de ce congrès, dont celles d'élus UDF, PS et écologistes, prévoit de les aggraver sur un mannequin géant représentant Jean-Marie Le Pen. Celui-ci sera installé dans le centre-ville, le 1^{er} mars, jour de la signature symbolique d'une charte entre la municipalité et le conseil consultatif des étrangers. Une exposition d'artistes empruntera, dès le 20 mars, le parcours d'un « bus de la citoyenneté » chaque samedi.

Un autre collectif Justice et Libertés, qui regroupe une soixantaine d'associations, des partis de gauche et des syndicats, organisera un forum de réflexion sur le Front national ; il appelle à une manifestation européenne dans les rues de Strasbourg, le 29 mars. Il s'agit, explique Michel Kraft, de la FSU (syndicat d'enseignants), de mener « une lutte d'ordre culturel contre la lépénisation des esprits ». De nom-

breux collectifs se sont déjà créés à travers la France pour organiser des déplacements vers la capitale alsacienne.

Le président du conseil régional d'Alsace, le député (UDF-FD) Adrien Zeller, a lancé un « Manifeste pour une Alsace fraternelle » dans lequel il condamne l'idéologie du parti de M. Le Pen. Pierre Pflimlin, ancien maire de Strasbourg et ancien président du Parlement européen, a été l'un des premiers signataires.

Les responsables religieux, autant heurtés par l'idéologie du Front national que par les dates choisées (du vendredi saint à Pâques), ont décidé une veillée œcuménique, le 24, soit à la cathédrale de Strasbourg, soit dans un temple protestant. Un message commun devrait être cosigné par les dirigeants catholiques, luthériens, réformés et israélites. L'idée d'un jeûne public est en discussion.

L'addition de ces différentes démarches devrait donner un visage particulier à Strasbourg pendant que les députés du Front national tiendront leurs travaux. L'objectif commun, juge Michel Taube, l'un des initiateurs du Front citoyen est que « le congrès du FN, conçu comme une provocation et un défi, soit en fin de compte une erreur ».

Jacques Fortier

M. Pasqua et M. de Villiers critiquent l'attitude de la majorité à Vitrolles

L'ANCIEN MINISTRE de l'Intérieur Charles Pasqua a déclaré à l'AFP, mardi 11 janvier, au lendemain de la victoire du Front national à Vitrolles, que « la stratégie du front républicain est une très mauvaise chose ». C'est « dans la mesure où le RPR réaffirmera son attachement à la nation, à la patrie et à un certain nombre d'idées, qu'il récupérera une partie de l'électorat », a dit M. Pasqua. « Je souhaite que le RPR se ressaisisse et affirme à nouveau ses valeurs. Moi, je le ferais », a-t-il indiqué en ajoutant, dans la perspective des élections de 1998, qu'« il faut élargir et pas rétrécir » les contours de la majorité.

De son côté, Philippe de Villiers (MDF) a jugé, mardi, que l'élection de Vitrolles « démontre la nécessité de l'existence d'une force de rassemblement autour des idées nationales et libérales abandonnées par les partis compères cohabitant à Vitrolles ».

DÉPÊCHES

■ JEUNES : Pierre Moscovici, secrétaire national du Parti socialiste chargé des études, a estimé, mardi 11 février, que la conférence sur l'emploi des jeunes est « l'aveu d'une non-politique ». Pour M. Moscovici, Alain Juppé « vient de confirmer jusqu'à la caricature qu'il défend d'une stratégie pour l'emploi il disposait d'une stratégie de communication ». M. Moscovici souligne qu'il faut « sortir de la logique actuelle de non-emploi ».

■ RHÔNE : Jacques Chirac devrait effectuer, vendredi 14 février, un déplacement à Gleizé, près de Villefranche-sur-Saône (Rhône), « dans le cadre de sa croisade pour l'emploi des jeunes ». Le 27 janvier, le président de la République avait visité l'Espace Cyber Jeanes de Boulogne-Billancourt, une mission locale innovante proposant notamment des offres d'emploi sur Internet.

■ LANGUE FRANÇAISE : Alain Juppé a souhaité, mardi 11 février, lors de l'installation de la commission générale de terminologie et de néologie donner « une nouvelle impulsion » à la promotion de la langue française, en soulignant qu'il était du devoir de l'Etat « de préserver sa place comme langue de communication internationale » et de veiller « à sa vitalité ».

■ LÉGISLATIVES : André Lajoinie, membre du secrétariat du Parti communiste français, a confirmé que son parti réfléchissait, « au niveau local, dans quelques circonscriptions », à des « accords de réciprocité » avec le Mouvement des citoyens (Le Monde du 12 février).

■ PARTI RADICAL-SOCIALISTE : Fanden ministre de la santé, Bernard Kouchner, a indiqué, le 11 février sur RTL, que, le 8 mars, à l'issue des assises du Parti radical-socialiste, dont il est président délégué, il « partirait dans le Sud-Soudan, où il a un hôpital ». Confirmant qu'il renouait à se présenter aux élections législatives, il a indiqué à l'attention pour eux, vive la vie, salut ».

■ GAUCHE : quinze jeunes militants politiques et associatifs de gauche (PS, PCF, Verts, CAP CES) ont lancé, le 12 février, un appel « pour une alternative en 1998 ». Ces jeunes élus et responsables associatifs, dont Vincent Clergeau, membre du bureau national du PS, ne veulent pas laisser le projet de la gauche à « quelques leaders et leurs multiples conseillers ».

■ REPRÉSENTATIVITÉ : la loi du 16 décembre vient de produire un nouveau contentieux (Le Monde daté 9-10 février), dans le secteur des finances : le ministère a déclaré irrecevables, mardi 11 février, les listes déposées par Sud-Douanes, en vue des élections aux commissions administratives paritaires nationales du 25 mars. Ses directions régionales ont refusé, pour des motifs différents, douze des seize listes déposées en vue des élections aux commissions locales. Sud-Douanes a déposé une dizaine de recours devant les tribunaux administratifs.

■ PRÉFETS : François Lépine, préfet de la région Franche-Comté, devrait être nommé préfet de la région Haute-Normandie, en remplacement de Jean-Paul Proust, par le conseil des ministres du mercredi 12 février.

■ TAXIS : cent cinquante taxis ont manifesté, mardi 11 février, à Paris pour réclamer « le droit à une protection sociale » pour les chauffeurs salariés de sociétés. Une délégation syndicale a obtenu d'un représentant du ministre Jacques Barrot l'organisation prochaine d'une table-ronde pour discuter des revendications des chauffeurs.

COMMENTAIRE CLIENTÉLISME

On connaît depuis Alphonse Daudet le sous-préfet aux champs. Voilà maintenant le commissaire aux champs. Le gouvernement a choisi, pour occuper cette fonction bucolique un lieutenant de l'ovellerie, un chasseur qui n'hésite pas à violer la réglementation, un élu d'Aquitaine, une région chère à Alain Juppé, le dirigeant d'un mouvement hostile à la construction européenne.

L'avenir de l'espace rural n'est certes pas un enjeu mineur dans une France dont 80 % du territoire est encore recouvert de prés, de champs, de forêts et de landes. Et puis - ne manquent pas d'augmenter les multiples représentants du lobby rural -, il existe bien un délégué interministériel à la ville, un secrétaire général à la mer, un délégué interministériel au projet Eurodisney. Il y a même eu, jusqu'en juillet 1996, un délégué interministériel à l'espace aérien. Alors, pourquoi pas un interlocuteur spécial pour les habitants, les travailleurs et... les électeurs des campagnes et des petites villes ? Mais le choix du nouveau commissaire parmi les défenseurs de la vision traditionnelle de l'espace rural est politique. Faire naître la colère des écologistes, que Corinne Lepage, ministre de l'environnement, avait pourtant pour mission d'attirer dans la majorité, est peut-être, une réponse du pouvoir à l'engagement des Verts au côté des socialistes. C'est en tout cas, apparemment, le prix à payer pour bénéficier des bonnes grâces électorales d'un néo-ruralisme archaïque.

François Grosrichard

VIENT DE PARAÎTRE
LE 1101
L'empire américain

CE MOIS-CI

PRÉCARITÉ Le chômage et la dégradation de la situation sociale ont entraîné un développement du surendettement. L'ODAS a mis en évidence la mutation des publics

s'adressant aux commissions départementales de surendettement. **NORIA ET MARIE**, pour devenir propriétaires, avaient contracté des emprunts. Après la perte de

son emploi, pour l'une, l'arrêt-maladie de longue durée, pour l'autre, elles connaissent l'angoisse de remboursements supérieurs aux revenus. **L'ALSACE ET LA MOSELLE**

autorisent le recours à la faillite personnelle. Plus de six cents cas se présentent chaque année. **LE PRÊT À TAUX ZÉRO**, créé en 1995, a séduit 131 000 ménages la première

année. Les trois quarts des bénéficiaires ont des revenus nets mensuels inférieurs à 15 000 francs, ce qui rend la démarche d'accèsion « plus que périlleuse ».

L'essor du chômage a créé de nouveaux types de surendettement

Les commissions offrant une procédure de règlement à ceux qui ne peuvent plus honorer leurs emprunts ont examiné 87 000 dossiers en 1996. Elles sont désormais confrontées à une population frappée par la pauvreté et dans l'incapacité d'assurer le paiement de certaines charges courantes

LES ANNÉES 80 avaient vu apparaître la « nouvelle pauvreté ». Pour les mêmes causes, chômage et dégradation de la situation économique, les années 90 auront donné naissance à un « nouveau surendettement ». Un document de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS), fondé sur des comparaisons avec des études antérieures et sur des enquêtes dans trois départements, met en évidence la profonde mutation des publics qui se sont adressés, ces dernières années, aux commissions départementales de surendettement.

Celles-ci, chargées d'offrir aux débiteurs de bonne foi (...) une procédure de règlement amiable et global des dettes, qu'ils ne pouvaient honorer, avaient été mises en place dans le cadre de la loi du 31 décembre 1989, dont l'instigatrice fut Véronique Néiertz (PS), alors secrétaire d'Etat à la consommation du gouvernement de Michel Rocard. A l'époque, l'option la plus courante était que ce texte, comme celui, à peine plus ancien, instituant le RMI, donnerait lieu à un afflux immédiat puis à une décroissance régulière du nombre de ses bénéficiaires.

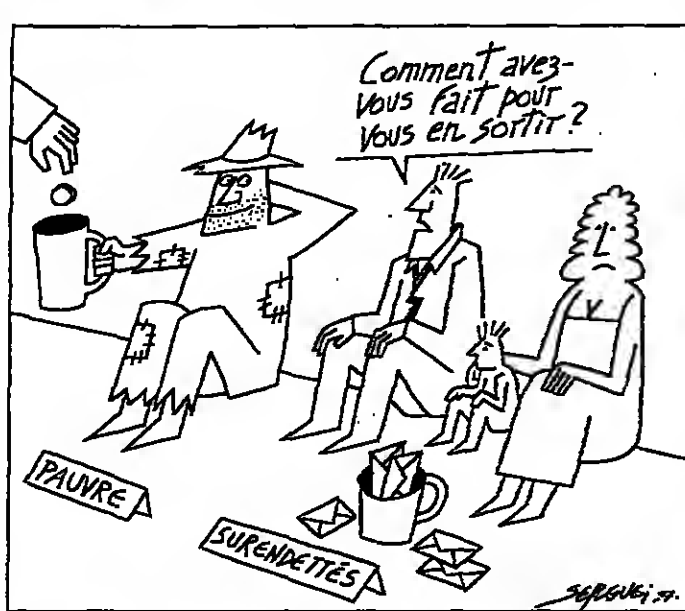
L'étude de l'ODAS, intitulée « Travail social et surendettement », montre qu'il n'en a rien été. Après avoir culminé à 90 000 dès 1990, le nombre de dossiers annuels de dossiers auprès des commissions n'a jamais vraiment reculé. Il a stagné autour de 68 000 les quatre années suivantes, puis il

est remonté à 70 000 en 1995 avant d'approcher 87 000 en 1996. Cet essor récent ne s'explique pas seulement par la réforme du 8 février 1995, permettant d'adresser aux commissions des dossiers qui allaient auparavant directement devant le juge d'instance pour une « procédure collective de redressement judiciaire civil ». « Il s'agit, constate l'ODAS, d'une augmentation essentielle due à un afflux de demandes nouvelles. »

ACCIDENT DE PARCOURS

Cette hausse trouve son origine dans le changement de nature des demandes. En 1989, la loi avait été conçue à destination des surendettés « actifs ». Ceux-ci creusaient eux-mêmes le trou budgétaire dans lequel ils finissaient par tomber en cumulant imprudemment leur endettement immobilier avec les multiples possibilités de crédit à la consommation, offertes sans contrôle. Sept ans plus tard, après un retournement que la plupart des observateurs situent aux alentours des années 1992-1993, ces « actifs » ont cédé la place, dans la majorité des cas recensés, aux « surendettés passifs ». Ceux-ci, au moment de la signature de leur prêt, pouvaient se penser capables de le rembourser sans trop de difficulté jusqu'à ce qu'un accident de parcours, provoquant des pertes de revenus, ne vienne les démentir.

Cet accident peut être dû à une maladie ou à une séparation provoquant l'éclatement de la famille. « Il peut s'agir de la baisse, mal an-



ticipée, des allocations familiales ou de l'aide au logement », précise Alain Simon, de l'association des consommateurs de la CFTD. La raison principale en est toutefois la progression du chômage, comme en témoignent des statistiques relevées dans le département de la Savoie. La perte d'un emploi y était la cause déterminante de surendettement dans 22 % des cas en 1990. Ce taux est passé à 41 % en 1993, puis à 43 % en 1995. Ce surendettement passif ne touche pas forcément les milieux les plus défavorisés. « Il peut atteindre des personnes qui n'ont pas l'habitude

de se trouver dans la difficulté », explique Nadia Rousseau, responsable de la fédération du Val-d'Oise du Secours populaire, qui n'a jamais eu de rapports avec une assistante sociale et dont on dit qu'elle ne savait pas cuisiner les restes. Elles se retrouvent alors particulièrement démunies face à la gêne.

L'ODAS constate que les ressources financières des familles frappées de surendettement ont eu plutôt tendance à se dégrader au cours des dernières années. Ainsi, entre 1990 et 1995 en Savoie, le revenu médian des ménages su-

rendettés est passé de 8 600 francs à 7 600 francs mensuels. Cette baisse des ressources, favorisée par l'extension du nombre de familles monoparentales, explique l'apparition récente d'un nouveau type de surendettés passifs. Ceux-ci n'ont pas eu recours à des prêts ou à des crédits à la consommation. Ils se sont endettés sur des postes budgétaires de la vie courante : l'électricité, l'eau, les impôts ou le loyer. « Leurs dossiers ne devraient rien avoir à faire en commission de surendettement », constate Alain Simon. Ils ne sont pas de leur ressort, ils devraient être réglés en amont. »

PRÉCARISATION AGGRAVÉE

Is déstabilisent encore davantage le système mis en place par la loi Néiertz, impuissant face à l'aggravation de la crise sociale. Si le dispositif demeure efficace pour permettre de passer une période difficile aux ménages qui disposent encore de ressources, il est voué à l'échec face aux familles confrontées à une grave précarisation de leurs moyens d'existence. Ainsi, ajoute l'ODAS, dans le département de la Loire, la capacité de remboursement par ménage « serait, en 1995, négative dans 32 % des cas et inférieure à 500 francs dans 41 % des cas ».

Cette baisse des ressources conduit à mettre en place des plans conventionnels de règlement aux termes irréalistes, que les familles ne parviennent à respecter que pendant quelques mois. « En

1992, déjà, dit Véronique Néiertz, aujourd'hui député dans la Seine-Saint-Denis, j'avais été obligée d'envoyer une circulaire aux commissions pour leur demander de laisser au moins l'équivalent du RMI aux personnes surendettées pour leur permettre de survivre. » L'ODAS ne penche guère en faveur d'une révision de la loi qui permettrait d'introduire une mesure telle que la faillite civile (lire ci-dessous). « La présence de représentants des milieux économiques et bancaires donne à ces commissions de surendettement plus de poids que n'importe quel autre dispositif social lorsqu'il s'agit de renégocier les dettes », dit Jean-Louis Sanchez, délégué général de l'observatoire. Mais elles se sont parfois trop coupées du social. Il vaudrait mieux utiliser les textes et développer une politique efficace de prévention du surendettement. »

Pour y parvenir, l'ODAS plaide pour la présence de travailleurs sociaux lors des délibérations des commissions, mais aussi pour une meilleure articulation avec, par exemple, le Fonds de solidarité pour le logement (FSL). Cette mobilisation de l'action sociale pourrait contribuer à adapter la loi Néiertz à son nouveau public. « Celui-ci, conclut toutefois le texte, ne pourra souvent reprendre confiance qu'au prix d'une réelle restructuration de ses dettes, même si celle-ci appelle des efforts plus substantiels des créanciers. »

Jérôme Fenoglio

Dans l'engrenage qui suit la baisse des revenus

NORIA, désormais, fait passer directement les publicités qu'elle reçoit de la boîte aux lettres à la poubelle. Elles lui rappellent trop les privations et les angoisses

PORTRAITS

Noria et Marie n'ont pu assurer les échéances de remboursement

d'une période encore récente pour courir le risque de les lire. Elle sait à présent qu'il n'est même pas besoin de consommer follement pour se placer en danger de tout perdre. Avec son mari et leurs cinq filles, Noria a quitté, en 1989, une HLM de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) pour se couler dans l'unitiformité résidentielle de Vauréal (Val-d'Oise), où les pavillons, construits à l'identique, semblent poser une immense toile d'araignée sur le plateau qui domine Cergy-Pontoise. La maison avait été achetée, 645 000 francs, presque entièrement grâce à un prêt bancaire. L'équipement de la cuisine, l'adoucisseur d'eau, la nouvelle voiture avaient également été financés grâce à des crédits calculés au plus juste.

En vivant sans excès, le couple ne doutait pas de pouvoir honorer les 10 000 francs de remboursements mensuels cumulés, grâce aux revenus du père, coiffeur pour environ 9 000 francs par mois, à ceux de Noria, assistante maternelle pour 5 000 francs par mois, aux allocations familiales et à l'aide au logement. Jusqu'à ce qu'en 1991 la perte de l'emploi de Noria ne vienne fracasser cette construction fragile.

Avec des revenus presque équivalents aux remboursements, les retards de paiement se sont immédiatement accumulés, aggravés par les pénalités. « Nous avons continué à payer les traites de la maison, explique la mère de famille. Pour le reste, il a fallu s'habituer à vivre avec moins de 30 francs par jour par personne. J'ai dû me résoudre à aller aux Restos du cœur et aux distributions alimentaires du Secours populaire. » A la période des sacrifices librement consentis

a succédé celle d'un apprentissage de la pauvreté. A la perspective d'accéder à la propriété se sont substituées les angoisses d'une situation sans issue, fatalement compliquée par des tensions au sein du couple puis une grave maladie de Noria.

Le passage en commission de surendettement, en 1993, a permis d'éviter le pire. Rééchelonnées et ramenées à environ 6 000 francs mensuels, les dettes sont redevenues compatibles avec le budget familial. « Nous les payons avant tout le reste, en début de mois. Tant qu'elles ne seront pas entièrement payées, nous vivrons dans l'angoisse. » D'autant que le marasme du bâtiment contraind le mari de Noria à des périodes de chômage technique. La mère de famille, devenue bénévole au Secours populaire - « Je voulais donner un peu de mon temps en contrepartie de l'aide reçue », a toutefois appris que son surendettement était loin d'être le plus dramatique de la commune.

OBLIGÉS DE VENIRE

Au local de l'association, Noria a reçu Marie, qui vit avec ses trois enfants et les deux fils de son aînée, à quelques rues de son pavillon. Elle a fait construire sa maison en 1986 pour 570 000 francs grâce à un prêt d'accèsion à la propriété remboursé au début sans trop de difficulté. Puis l'asthme de Marie a dégénéré en grave insuffisance respiratoire. Son salaire d'infirmière (11 000 francs) a été rogné par les arrêts-maladie. « Sans cela, dit-elle, je pense que j'aurais pu continuer à rembourser régulièrement, malgré les taux d'intérêt progressifs. »

Le montant de ses impayés atteint désormais 100 000 francs, alors que Marie a été placée, depuis un an, en arrêt de longue durée. « L'en veux surtout aux constructeurs de la maison, dit-elle, qui m'ont conseillé de ne pas signaler ma maladie ou moment où j'ai sollicité mon prêt. Ils m'ont dit que, si je le faisais, je n'obtiendrais rien. Et lorsque j'ai commencé à ne plus pouvoir payer, on m'a refusé le droit de faire jouer l'assurance-maladie, parce que j'avais fait une fausse déclaration. »

Marie s'est ainsi retrouvée, à partir de 1993, avec des remboursements mensuels souvent supérieurs à ses ressources. Elle a accepté, lors du passage de son dossier en commission de surendettement, début 1996, de vendre sa maison. Pour couvrir la totalité de son prêt, auquel s'ajoutent les intérêts et les pénalités de retard, elle doit en tirer 700 000 francs. A ce prix, Marie n'a jamais reçu une offre sérieuse. Elle voit approcher avec inquiétude la fin du mois de mars, date-butoir après laquelle la banque procédera à une vente aux enchères. Elle y courra le risque de toucher une somme bien moindre que celle qu'elle espère, et de devoir louer un nouveau logement sans avoir effacé ses dettes. En s'enfonçant encore davantage dans l'exclusion à laquelle l'a condamnée son rêve inabouti de devenir propriétaire.

J. Fe.

Six cents faillites personnelles en Alsace et en Moselle

EN VERTU d'une loi qui remonte à la période de leur rattachement à l'Allemagne, entre 1870 et 1918, les deux départements alsaciens et celui de la Moselle bénéficient d'un dispositif original en matière de règlement du surendettement. Les débiteurs confrontés à une situation financière sans issue peuvent y être placés en faillite civile, à l'image des entreprises dans tout le pays. Après la vente de leurs biens, cette loquace procédure les conduit devant un tribunal, qui finit par prononcer l'annulation de toutes leurs dettes.

PUBLICATION LÉGALE

Jusqu'au début des années 90, cette possibilité était très rarement utilisée. Dans le cadre du débat sur la loi Néiertz, son adaptation à l'ensemble des départements français avait été envisagée. Mais cette idée s'était heurtée à un large refus, des banques et des organismes de crédit, effrayés par le principe de l'effacement des créances, mais aussi des associations de consommateurs, des syndicats et de Véronique Néiertz, rebûtes par la brutalité et le coût du procédé comme par le manque de discrétion à cause de la publication d'annonces légales dans la presse.

Sept ans plus tard, la dégradation du contexte économique a largement modifié ces positions. Dans les trois départements concernés, des débiteurs ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer d'un passage de-

vant le tribunal qui leur permet au moins de repartir de zéro. Le nombre de recours à la faillite personnelle a très fortement augmenté. Il dépasse désormais les six cents cas par an.

Surtout, les situations inextricables auxquelles doivent répondre les commissions ont provoqué un revirement presque général des opinions. Les banques et les entreprises de crédit persistent dans leur hostilité. Mais syndicats et associations de consommateurs ont fini par se convertir à l'intérêt de la faillite personnelle « dans les cas extrêmes et à condition que les aspects les plus traumatisants de la procédure soient adoucis », selon Hélène Guideau, responsable de la Confédération syndicale des familles.

Véronique Néiertz est elle aussi désormais convaincue de l'intérêt du système. « La loi telle qu'elle a été conçue ne peut pas répondre aux nouveaux types de surendettement, dit-elle. Parce qu'à l'époque il y avait des ressources qui n'existent plus aujourd'hui. Lors de la discussion sur la loi de cohésion sociale, je déposerai un amendement visant à aligner tous les départements français sur le système de l'Alsace et de la Moselle. S'il n'est pas accepté, je demanderai au moins que l'on accorde aux personnes surendettées des moratoires de longue durée. »

J. Fe.

Les effets pervers du prêt à taux zéro pour l'accèsion à la propriété

À L'OCCASION du premier anniversaire du prêt à taux zéro, créé en octobre 1995 pour relancer l'accèsion à la propriété, le ministre du logement, Pierre-André Périssol, n'avait pas caché sa satisfaction. Le nouveau dispositif est un succès, expliquait-il, parce qu'il a séduit 131 000 ménages la première année - plus que les 120 000 prévus - et parce qu'il permet à des familles modestes de devenir propriétaires.

Les trois quarts des bénéficiaires d'un prêt à taux zéro ont effectivement des revenus nets mensuels inférieurs à 15 000 francs. Faut-il s'en réjouir ? Il y a quelques semaines, l'Association nationale d'information sur le logement (ANIL), qui dépend du ministère du logement, s'était inquiétée de voir des ménages s'embarquer dans l'aveuglisme de l'accèsion avec d'aussi faibles marges de manœuvre financières (Le Monde du 6 décembre 1996). Le Centre régional de la consommation (CRC) du Nord-Pas-de-Calais enfoncé le clou avec une étude basée sur 3 341 dossiers. Pour une grande

partie des personnes concernées, constate le CRC, « la démarche d'accèsion est plus que périlleuse ».

Les opérations réalisées sont, en moyenne, d'un montant élevé (569 000 francs) ; l'endettement est prévu sur des durées longues (vingt ans en moyenne) ; l'apport personnel des ménages est très faible. Tel est le tableau général, qui s'assombrit encore dans la région Nord-Pas-de-Calais. Les caractéristiques des emprunteurs y sont plus accentuées : davantage d'ouvriers, en moyenne plus jeunes, des revenus plus faibles - 13 % ont des revenus égaux ou inférieurs à 6 000 francs par mois -, encore moins d'apport personnel, des familles plus nombreuses.

« RISQUE ÉLEVÉ »

L'achat de logements anciens avec travaux est aussi deux fois plus fréquent dans ce département, ce qui inquiète les experts du CRC, qui parlent de « projets d'accèsion paupérisés ». « Bien souvent, signale l'étude, il s'agit de ménages à faibles ressources qui achètent un logement ancien avec

travaux (...). On assiste ainsi, de plus en plus, à des accèsions à la propriété qui, en termes de confort, sont nettement en deçà de ce que la famille avait connu précédemment dans le locatif social. »

Dans le Nord-Pas-de-Calais comme ailleurs, la quasi-totalité des emprunteurs bénéficie, pour leur prêt principal, d'un prêt à l'accèsion sociale (PAS), ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL). L'étude du CRC ne tient pas compte de la solvabilité supplémentaire induite par l'APL, ce qui est discutable. En revanche, elle souligne, à juste titre, un paradoxe : les taux pratiqués par les banques pour ces familles modestes restent élevés (9,2 % en moyenne). Or l'autorisation accordée à tous les organismes de crédit de distribuer le prêt à taux zéro était censée faire baisser les taux. « En réalité, souligne le CRC, bien des financeurs ont pris conscience du risque que représentent de nombreux accédants. A risque élevé, taux d'intérêt élevé... »

Le CRC dénonce un autre effet pervers. Le prêt à taux zéro repose

sur un système de modalités de remboursement modulées selon les ressources du ménage. Dans la mesure où ils reçoivent une subvention sur le prêt accordé d'autant plus élevée que le différé d'amortissement est long, les organismes de crédit auraient tout intérêt à accorder ces prêts garantis par l'Etat - donc sans risque pour eux - à des ménages à faibles revenus. « Initialement, rappelle le CRC, le prêt à taux zéro ciblait les classes moyennes. Or ce sont les ménages jeunes et modestes qui se sont massivement appropriés ce prêt. » C'est pour ce type d'accédants qu'avait été annoncée la mise en place d'un système de « sécurisation » qui n'a jamais vu le jour, faute de financement.

Y a-t-il danger de surendettement massif, comme le prédit le CRC ? Le filet de sécurité annoncé risque, en tout cas, de manquer d'autant plus cruellement dans les années à venir que le dispositif touche une clientèle beaucoup plus « sociale » que prévu.

Christine Garin

L'avocat général demande le rejet du pourvoi formé par le directeur de la PJ parisienne

En ordonnant aux OPI de ne pas assister le juge Halphen, M. Foll a eu un comportement « fautif »

L'avocat général a demandé à la chambre criminelle de la Cour de cassation, mardi 11 février, le rejet du pourvoi formé par Olivier Foll, directeur de la police

judiciaire parisienne, contre l'arrêt de la chambre d'accusation lui retirant pour six mois son habilitation d'OPI. Il avait ordonné à ses policiers de ne pas

assister le juge Eric Halphen lors de la perquisition effectuée par ce dernier au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi.

L'AVOCAT GÉNÉRAL Germain Le Foyer de Costil a demandé à la chambre criminelle de la Cour de cassation, mardi 11 février, de rejeter le pourvoi formé par Olivier Foll, directeur de la police judiciaire parisienne, contre l'arrêt de la chambre d'accusation de Paris lui retirant, pour six mois, son habilitation d'officier de police judiciaire (OPI). Le 27 juin 1996, le juge Eric Halphen avait demandé l'assistance des policiers afin de procéder à une opération au sujet de laquelle il avait refusé de donner des précisions. Une fois sur place,

le magistrat les avait informés qu'il s'agissait de mener une perquisition au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi.

Les OPI en avaient immédiatement référé à leur supérieur hiérarchique, Olivier Foll, qui leur avait donné l'ordre de ne pas participer à la perquisition. Le 21 octobre, cette attitude avait été sanctionnée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par Martine Anzani (Le Monde du 23 octobre 1996). Tout en regrettant à demi-mot le silence du juge Halphen, qui trouvait, selon elle, sa justification « dans les très nombreuses fuites constatées dans les affaires », particulièrement sensibles, la chambre avait estimé que, dans certains dossiers, il était « indispensable que les intentions de perquisition au tous actes projetés par le magistrat instructeur revêtent la plus parfaite confidentialité ». « Il apparaît en réalité, concluait l'arrêt, que le directeur de la PJ a agi avec précipitation et sans discernement. »

DÉRANCE

A l'audience de la chambre criminelle, Alain Monod, le défenseur d'Olivier Foll, a présenté trois moyens de cassation. Dans un premier temps, il a estimé que le directeur de la police judiciaire n'avait pas eu droit à un « procès équitable » au sens de la Convention européenne des droits de l'homme. Cet argument a été écarté à la fois par le conseiller-rapporteur et par l'avocat général : selon eux, ce texte international ne s'applique pas à la procédure particulière de la chambre d'accusation saisie en matière disciplinaire. Le deuxième moyen reposait principalement sur l'absence de commission rogatoire délivrée par le juge. Il lui a été répondu que la commission ro-

gatoire délivrée au début de l'instruction, le 25 janvier 1995, était suffisante et qu'aucun document spécifique n'était nécessaire.

Le troisième moyen ramenait au cœur du sujet car, même s'il comportait nécessairement un fondement juridique, il était surtout fondé sur la « défiance » du juge envers la police. Selon M. Monod, le fait que le magistrat ait eu les détails de l'opération justifiait le refus de l'OPI, qui ne pouvait dès lors apprécier la légalité de l'assistance qu'il devait fournir. L'argument avait un aspect chicaneur, mais l'avocat général en profitait pour dénoncer une situation courante que l'affaire a eu le mérite de mettre en lumière. « Il est navrant qu'à tort ou raison, dans un but louable au nan, un magistrat instructeur s'entoure d'un secret tant à l'égard des policiers qu'à l'égard du parquet », soupçonnait Germain Le Foyer de Costil.

Si le magistrat admettait que la discrétion parfois excessive des juges était justifiée par le souci d'éviter les « fuites » et qu'en l'occurrence la perquisition n'était

« pas ordinaire », il n'en jugeait pas moins ce secret « désolant ». « Il a pu s'effusquer (...) et considérer cette défiance comme péjorative », observait-il. Adoptant cependant « le regard froid du juriste », le magistrat ajoutait aussitôt : « C'est une explication, pas une justification. L'ordre donné par le juge n'était pas illégal, [mais] l'ordre donné par le directeur de la police judiciaire était fautif. »

Le magistrat a donc conclu au rejet du pourvoi en profitant de l'occasion pour répondre à la question de la date d'application du retrait d'habilitation. Cette question avait placé le parquet général de Paris dans l'embarras, mais, pour M. Le Foyer de Costil, le pourvoi est suspensif. En cas de rejet, la sanction n'aura d'effet qu'après la décision de la Cour de cassation, c'est-à-dire après le 26 février. Par précaution, aucune commission rogatoire n'est plus personnellement adressée à Olivier Foll depuis la décision de la chambre d'accusation.

Maurice Peyrot

Mis en examen, Nessim Gaon implique Michel Mouillot

Le financier exploitait un grand casino cannois

LE JUGE de Grasse Jean-Pierre Murciano a mis en examen, le mardi 11 février, l'homme d'affaire suisse Nessim Gaon pour « corruption active et complicité d'abus de biens sociaux » dans l'affaire des casinos cannois. Ce témoin-clé a été laissé en liberté contre le versement d'une caution de 300 000 francs après avoir été entendu par le magistrat.

Lors de son audition, ce financier, âgé de soixante-quatorze ans, a confirmé les informations contenues dans une lettre qu'il avait lui-même envoyée au juge au mois de décembre 1996. Il a reconnu que son groupe, qui exploite le Grand Casino Riviera de Cannes, avait bien versé 550 000 francs, destinés à Michel Mouillot, le 29 avril 1996, soit deux jours avant un conseil municipal qui devait délivrer l'autorisation d'étendre à 200 le nombre de machines à sous dans l'établissement installé dans le luxueux hôtel Noga Hilton.

M. Gaon, qui a fait état des multiples pressions exercées par Michel Mouillot sur la direction du casino, a également déclaré s'être

opposé personnellement, après l'obtention de l'accord municipal, à une nouvelle demande de versement de 500 000 francs formulée par le maire de Cannes. Selon les enquêteurs, une rencontre entre les deux hommes, qui a eu lieu le 26 juin 1996 sur un parking de la zone commerciale d'Antibes, aurait, au contraire, conduit au versement, en liquide, de la somme exigée.

Michel Mouillot a déjà été mis en cause dans une première affaire de corruption liée au Carlton Casino Club de Cannes, au cours de laquelle il a été mis en examen et incarcéré, le 19 juillet 1996, à Draguignan pour corruption passive.

Prenant acte de l'évolution de ces deux instructions et de l'arrêt de la Cour de cassation rejetant le pourvoi de l'ancien maire de Cannes dans l'affaire Botton, son intérim, Maurice Delauney, premier adjoint (RPR), lui a demandé « de clarifier les choses » en démissionnant.

Jacques Follorou

DÉPÊCHES

■ **AFFAIRES** : Jean-Pierre Boidé, directeur commercial des sociétés Sicra et Sogea, filiales de la Compagnie générale des eaux (CGE), a été mis en examen et écroué par le juge Jean-Marie Charpiet, le 4 février, pour « abus de confiance, complicité d'abus de biens sociaux et usage de faux », selon Libération du 12 février. M. Boidé est soupçonné d'avoir payé des fausses factures à un bureau proche du RPR.

■ **ABUS DE BIENS SOCIAUX** : le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, Hubert Flahault, a affirmé, mardi 11 février, qu'on ne pouvait « se reposer » de l'arrêt de la Cour de cassation rendu dans l'affaire Crasnianski, qui restreint le champ d'application de l'abus de biens sociaux (ABS). Cette « embellie doit être confirmée par le législateur », a ajouté M. Flahault.

■ **JUSTICE** : un pédophile a été condamné, mardi 11 février à Nancy, à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle (Le Monde du 12 février). Michel Chrétien, quarante-huit ans, avait été confondu par un cambrioleur qui avait envoyé anonymement à la Ddass une cassette dérobée à son domicile le montrant abusant de deux fillettes.

■ **DÉLINQUANCE SEXUELLE** : le ministre de la justice, Jacques Toubon, s'est déclaré « étonné », dans un entretien au quotidien Impact-Médecin du 11 février, de la réaction hostile de nombreux psychiatres à son projet de loi créant une peine de suivi médico-social pour les délinquants sexuels. Assurant que « persanne ne prétend à l'efficacité à 100 % », le garde des sceaux a affirmé que, « s'il y a récidive, le médecin n'en sera pas tenu pour responsable ».

■ **MEURTRE** : un lycéen de seize ans a été arrêté et placé en garde à vue, lundi 10 février, après la découverte, à son domicile rennais, du corps d'un jeune homme de dix-huit ans lardé d'une vingtaine de coups de couteau. La victime serait venue lui réclamer une somme de 500 francs pour du haschisch. L'adolescent, qui avait lui-même appelé les pompiers, devait être déferé au parquet de Rennes dans la soirée de mardi. — (Carresp.)

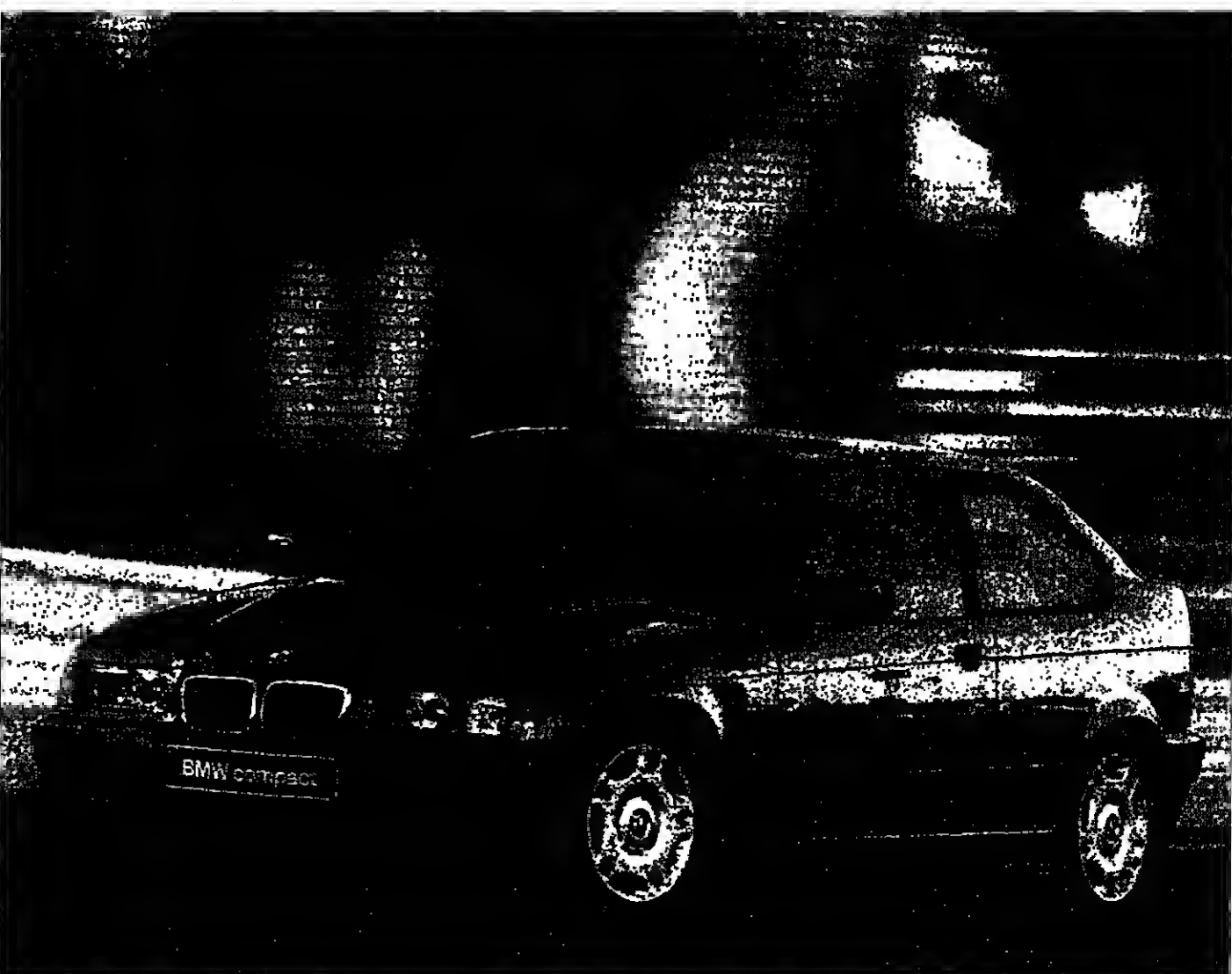
CORRESPONDANCE

Une lettre de l'avocat de Serge Crasnianski

Après la publication, dans Le Monde du 8 février, d'un article intitulé « La Cour de cassation restreint le champ des abus de biens sociaux », M. Jean-Pierre Versini-Campinchi nous a adressé la lettre suivante :

Vous avez très abondamment écrit sur Serge Crasnianski, que j'ai eu l'honneur de défendre successivement devant le tribunal et la cour d'appel de Lyon. Vos articles ont été fort pertinents et très exacts. Cependant, certains de vos lecteurs pourraient considérer la corruption, par Serge Crasnianski, de Michel Noir, ministre du commerce extérieur de l'époque, comme un

fait établi et même reconnu dans le sens où M. Crasnianski aurait fait plaider la prescription du délit de corruption. Aussi, je souhaite vivement que vous puissiez rappeler quelle a été sa vérité constante : les factures Botton ont été de vraies factures ; il a servi d'instrument à Pierre Botton dans son conflit avec Michel Noir ; il n'a jamais imaginé offrir quoi que ce soit à Michel Noir pour obtenir un passe-droit ; contrairement à ce qui a été dit et répété (y compris par les juges), la société Kis n'a jamais obtenu un avantage financier de l'Etat indu, et considère que la preuve en a été rapportée.



Offre spéciale⁽¹⁾ "compact 316i CS" : 129 900 F et 4,9 % de 12 à 60 mois. Climatisation, Lecteur CD, ABS, Airbag⁽²⁾

La BMW compact 316i CS : c'est l'assurance de trouver tout le confort et la sécurité BMW à un prix compact. En plus de ses nombreux équipements de série (ABS, Airbag[®], vitres électriques, direction assistée...), la compact 316i CS vous offre la climatisation et un lecteur CD.

⁽¹⁾Offre valable pour toute BMW compact 316i CS à 129 900 F commandée entre le 1^{er} et le 28 février 1997. Exemple de modalités de financement pour une BMW compact 316i CS au prix de 129 900 F avec apport de 51 960 F : crédit, TEG 4,9 % sur 60 mois. 80 mensualités de 1 467,26 F (hors assurances facultatives), soit un coût du crédit de 10 095,60 F. Exemple de financement pour 10 000 F empruntés : crédit, TEG 4,9 % sur 60 mois. 60 mensualités de 188,25 F (hors assurances facultatives), soit un coût du crédit de 1 295 F. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW Finance, SNC au capital de 80 000 000 F, RCS Paris B 343 606 448.

La même offre spéciale est disponible pour la compact 318tds CS à 138 900 F chez votre concessionnaire. FINA partenaire de BMW. 3615 BMW (1,29 F/mn).

⁽²⁾Coussin gonflable de sécurité



RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997

ÉCONOMIE Le ministre de l'aménagement du territoire et de la ville, Jean-Claude Gaudin, devait rendre publique, mercredi 12 février, une étude de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) sur les conséquences des investissements étrangers en France. ● 22 814 EMPLOIS ont ainsi été créés ou maintenus

grâce à l'apport de capitaux étrangers en 1996, représentant 350 projets d'investissements. C'est 15 % de plus qu'en 1995. ● LES INVESTISSEMENTS concernent l'ensemble des

régions françaises et principalement, cette année, le Nord-Pas-de-Calais. ● LES SECTEURS les plus porteurs s'avèrent être l'électronique, les télécommunications et l'informa-

tique. ● LES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE sont les premiers investisseurs en France. Mais la part de l'Amérique du Nord et des pays asiatiques n'est pas négligeable.

Les emplois dus aux investissements étrangers sont en hausse de 15 %

Selon le bilan de la Datar, les capitaux européens, américains et asiatiques ont permis de créer ou de maintenir 22 814 emplois en France en 1996. Le Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, l'Alsace, la Lorraine et l'Île-de-France en sont les principaux bénéficiaires

22 814 EMPLOIS NOUVEAUX ont été créés ou maintenus (c'est-à-dire non détruits, comme ils auraient pu l'être sans l'apport de nouveaux capitaux) en France, en 1996, grâce aux investissements étrangers, contre 19 818 en 1995, soit une progression de 15 %.

Tel est le bilan positif que Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, devait présenter mercredi 12 février. Cheville ouvrière de cette action de promotion à l'étranger, via son association

Invest in France Network, la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) a en effet recensé 350 projets d'investissements en 1996. Ce qui est considéré par son délégué, Raymond-Max Aubert, comme une « performance » dans un contexte économique morose.

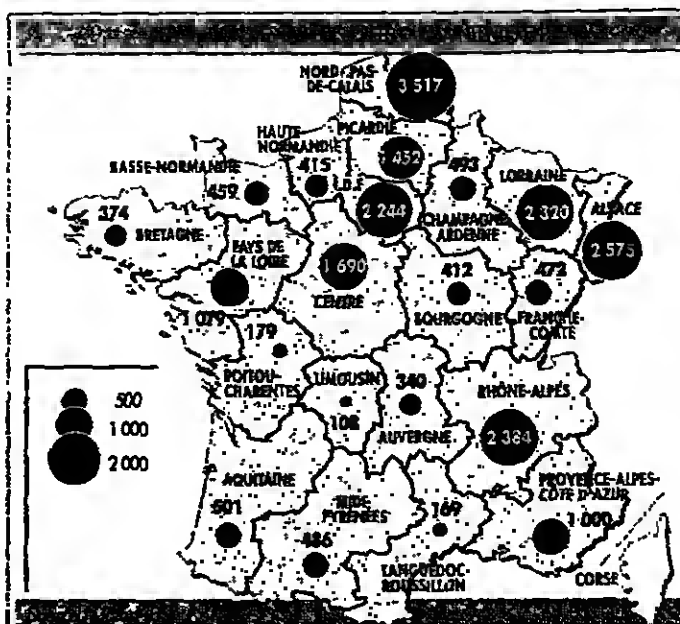
Chargé de la promotion, la prospection et l'accueil des investisseurs étrangers, qu'elle souhaite « réels et directement source de richesse, de croissance et d'emplois ».

La Datar a dressé un palmarès des régions les plus favorisées par cette manne venue d'ailleurs. Alors que, en 1995, Provence-Alpes-Côte d'Azur avait créé la surprise en détrônant Rhône-Alpes, c'est le Nord-Pas-de-Calais qui arrive en tête en 1996 en termes de créations d'emplois (3 517 emplois créés, soit 15,5 % du total), grâce, notamment, à l'extension de l'unité de production de l'équipementier automobile américain Delphi.

Le développement de Federal Express Corporation (FedEx), à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, fait figure de poids lourd avec 1 200 emplois créés, 3 000 en tenant compte des emplois induits dans les dix prochaines années. Autre projet significatif : Philips a annoncé l'extension de la capacité de production de tubes cathodiques couleur dans son usine de Dreux (Eure-et-Loir) avec la création de 80 emplois et l'extension au Mans (Sarthe) de l'unité de production des terminaux téléphoniques numériques mobiles avec 700 emplois à la clé.

DES SECTEURS PORTEURS Enfin, le géant américain Motorola a décidé d'installer à Gif-sur-Yvette (Essonne) le seul laboratoire de recherche hors des États-Unis spécialisé dans les communications sans fil, les composants et matériaux pour systèmes mobiles. A la clé : 110 emplois.

La Datar se réjouit par ailleurs des investissements de l'équipementier Delphi à Donchéry (Ardennes), à Sarreguemines (MO-



(22 % des emplois créés) vient ensuite, suivie par les pays asiatiques (15 % des emplois créés).

A la Datar - où l'on ne fait cureusement pas cas des entreprises nouvellement arrivées en France qui, primes empochées, se délocalisent -, les perspectives pour 1997 sont jugées bonnes. Elles devraient venir conforter la tendance ascendante observée depuis quatre ans. Les voyages de Jacques Chirac pour « vendre » l'Hexagone, les prévisions optimistes de l'OCDE en matière de croissance, l'annonce récente par le ministre de l'économie de la mise en place d'un régime fiscal ne pénalisant plus les sièges sociaux d'entreprises étrangères seraient des éléments de confiance non négligeables. « Les investissements étrangers sont l'un des éléments moteurs de la création d'emplois », souligne Raymond-Max Aubert. Pour les accueillir, la Datar s'est professionnalisée. Notre réseau de prospection compte dix-sept bureaux à l'étranger. Nous allons bientôt ouvrir celui de Singapour.

La Datar a amorcé un effort de regroupement des initiatives des collectivités locales, des sociétés de coopération ou du ministère de l'économie, soit plus d'une centaine d'intervenants. Un projet commun permettant de fédérer tous les acteurs de la prospection hors frontières vient de voir le jour sous la houlette de l'association Invest in France Network. Son nom : Win in France.

Jean Menanteau

COMMENTAIRE TOUT EST RELATIF

Le chiffre est incontestablement positif : 22 814 emplois, par les temps qui courent, ce n'est pas rien. Une vraie « performance », comme l'affirme la Datar. D'autant plus que les raisons qui justifient les choix des investisseurs étrangers sont porteuses d'avenir. C'est parce que la France est dépositaire d'une double qualité - celle du savoir-faire et celle du savoir-vivre - que la tendance est à la hausse.

Le chiffre est cependant à relativiser. D'abord parce qu'il n'est pas celui d'une création nette d'emplois. Il comptabilise aussi nombre (combien ?) d'emplois « maintenus » grâce à l'apport de capitaux étrangers. Ensuite, parce que 22 814 emplois, ce n'est jamais que 0,1 % du total

de l'emploi en France. Enfin, le succès ne tient pas compte des échecs, c'est-à-dire de ces entreprises étrangères qui, une fois empochées les primes à la création d'emplois, ont mis la clé sous la porte, ou encore celles qui ont préféré des lieux fiscaux plus cléments pour se délocaliser.

Les exemples récents d'Akal installé à Honfleur, du britannique ICI-Corona à Valenciennes, du japonais JVC en Lorraine, du suisse Bally à Moulins et Villeurbanne ou de l'américain Hoover en Côte-d'Or, tous présentés comme exemplaires lors de leur installation, mais vite disparus comme des voleurs, sont encore suffisamment présents dans les mémoires pour que l'hirondelle des investissements étrangers ne soit pas prise pour le printemps de l'emploi.

Jean-Paul Besset

La fiscalité locale devrait augmenter de 4,5 % en 1997

UNE « NETTE DÉCÉLÉRATION de la croissance » de la fiscalité directe des collectivités locales en 1997, selon l'expression de Pierre Richard, président du Crédit local de France (CLF), et une bonne santé financière : tels sont les enseignements de la note de conjoncture présentée par le CLF mardi 11 février.

Le principal banquier des collectivités locales table sur une progression des produits votés pour les quatre taxes locales (taxe d'habitation, foncier bâti et non bâti, taxe professionnelle) de 4,5 % en francs courants (contre 7 % en 1996), dont 3 % dus à la croissance des bases. L'augmentation de la pression fiscale proprement dite - c'est-à-dire l'effet des taux - serait donc de 1,5 %. Pour 1996, les pourcentages étaient beaucoup plus forts, par exemple +4,2 % pour le taux de la taxe d'habitation.

Les prémices de cette inversion de tendance avaient déjà été décelées (Le Monde du 11 décembre 1996). Les potentiels déclenchés par l'augmentation des impôts locaux en 1996 (18,3 milliards, presque autant que l'allègement de l'impôt sur le revenu promis par le gouvernement pour 1997) ont achevé de convaincre les élus qu'ils devaient freiner une hausse qui suscitait d'année en année, de plus en plus de critiques.

En revanche, Philippe Valletoux, conseiller de Pierre Richard, a souligné l'« excellente santé financière » des collectivités, malgré de fortes disparités et une persécution des richesses insuffisante : pour M. Valletoux, les collectivités sont « prêtes pour les critères de Maastricht ». Pour la première fois, leur « besoin de financement » devrait être « proche de zéro », ce qui serait « historique ».

Or le « besoin de financement » des collectivités locales est l'un des éléments pris en compte pour le calcul des déficits publics, au sens du traité de Maastricht : il leur est interdit de présenter des budgets en déficit. Le « besoin de financement » est calculé en comparant dépenses et recettes, abstraction faite des flux financiers liés aux emprunts et aux

remboursements. Quant à l'endettement (686 milliards au début de l'année), qui entre également dans le calcul de la dette publique française selon les critères de Maastricht, il sera stable en francs constants, pour la première fois, passant de 8,6 % du PIB en 1996 à 8,4 %.

EFFORTS D'ASSAINISSEMENT

Cette stabilisation intervient après des efforts d'assainissement consentis depuis plusieurs années, notamment pour profiter de taux d'intérêt devenus très bas. En trois ans, les frais financiers des collectivités locales ont ainsi diminué de 10 milliards. Dans ce contexte, le CLF juge que celles-ci ont la possibilité d'opérer une légère relance de leurs investissements, à la baisse depuis plusieurs années. Mais la banque reconnaît qu'elle avait pêché par optimisme sur ce point, dans ses prévisions pour 1996.

Les chiffres des budgets effectivement votés dans les régions et les départements vont plutôt dans le sens du CLF : l'Association des présidents de conseils généraux (APCG) vient de publier une enquête portant sur 64 assemblées, qui montre que « le produit de la fiscalité directe devrait progresser globalement de 4,3 % pour les gros départements et 5,2 % pour les petits ». Quant aux investissements, les départements augmentent « leurs dépenses d'équipement de 4,4 % après trois années consécutives de régression ».

Du côté des régions - dont les prélèvements représentent peu de choses par rapport aux communes et aux départements -, la « pause fiscale » semble prévaloir : ainsi la Lorraine, la Franche-Comté, les Pays de la Loire, ont voté des taux d'impôts inchangés. En Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) a fait adopter une baisse de la fiscalité directe de 10 %. Dans la région Centre, les taux baissent de 2 %. Il est vrai que si les maires ont encore quatre ans devant eux, les élections régionales sont prévues pour 1998...

Jean-Louis Andreati

DÉPÊCHES

■ **ALPES** : plus d'un mois après deux ruptures consécutives intervenues sur la canalisation, l'administration n'a toujours pas donné son feu vert à la remise en service du pipeline reliant Villeneuve-de-Vienne (Isère) à Saint-Julien-le-Roux (Haute-Savoie). Le 1^{er} janvier, une fuite de fioul s'était produite à Saint-Julien-Chaleysin (Isère), suivie, le 8 janvier, d'une nouvelle fuite sur la commune de La Ravoire (Savoie). Cette dernière avait provoqué une pollution du torrent de la Leyse qui traverse la ville de Chambéry (Savoie), menaçant le lac du Bourget. -(Corresp.)

■ **PARIS** : Jean Tiberi a demandé « ou directeur général de l'Assistance publique de suspendre immédiatement les travaux entrepris ou à venir à l'Assistance publique de Paris ». « Les motifs juridiques invoqués » (pour ouvrir ce chantier gelé sous la précédente mandature) « ne sauraient justifier l'interruption des études et de la nécessaire concertation engagée pour trouver une solution acceptable pour tous », souligne la mairie. Cette décision intervient au moment où les Verts dénoncent « le retour des bulldozers au jardin Villamin ».

■ **SEM** : la Fédération nationale des sociétés d'économie mixte (FNSEM) a présenté, mardi 11 février, à Paris, un guide pratique à l'usage des élus locaux, actuels ou futurs administrateurs de Sem. Intitulé « Sem, mode d'emploi », ce fascicule de 135 pages, élaboré en partenariat avec le Crédit local de France et la Caisse des dépôts et consignations, avec le soutien de l'Association des maires de France, est un précieux instrument pour « un bon usage » des Sem.

■ **VAL-DE-MARNE** : la première convention de développement économique et d'aménagement de la zone franchisée de Bois-l'Abbé - Les Mordacs, la seule du département du Val-de-Marne, à cheval sur les communes de Champigny et de Chennevières, a été signée. Les excoérations fiscales devraient assurer le succès de la ZAC des Nations où 800 emplois pourraient être créés. -(Corresp.)

PROFITEZ VITE DES OFFRES EXCEPTIONNELLES DU CENTENAIRE EMI

JOE COCKER CHARLIE CHUTURE DE PALMAS SINEAD O'CONNOR MARIA CALLAS BARBARA HENDRICKS ALFA BLONDY CHARLES AZNAVOUR THE BEATLES BLUR MICHEL FUGAIN JACQUES HIGELIN MICHEL JONASZ PAUL MC CARTNEY PINK FLOYD QUEEN RADIOHEAD SHARON TURNER JOHN LENNON...

DANS VOS MAGASINS HABITUELS !



Du 10 au 14 février, écoutez CHÉRIE FM et gagnez chaque jour vos 100 CD de légende.

HORIZONS

ENQUÊTE

Grâce à l'opération « Project Safehaven », les Alliés connaissaient le rôle des banques suisses dans le blanchiment des biens confisqués aux juifs. La consultation des Archives nationales des Etats-Unis alimente de légitimes interrogations sur leur silence et ce que fut leur attitude après la guerre

GREG BRADSHAW a marqué d'une croix blanche ce jour de la troisième semaine de mars 1996 où un collaborateur du sénateur républicain de New York Al D'Amato, le très puissant président de la commission bancaire du Sénat américain, appela les Archives nationales à Washington. « Il voulait savoir, se souvient M. Bradshaw, s'il existait des documents concernant les biens des survivants de l'Holocauste et s'il était possible de les consulter. »

Ce simple coup de téléphone n'allait pas seulement changer la vie de Greg Bradshaw, l'un des responsables du département « textes » des Archives nationales des Etats-Unis ; il allait aussi ouvrir les vannes de l'Histoire. Un demi-siècle après la fin de la seconde guerre mondiale, la volonté de faire toute la lumière sur les tribulations de l'or confisqué par les nazis et sur les appropriations des biens juifs, et particulièrement par les banques suisses, replonge le monde occidental dans les eaux troubles du passé. Pour Elan Steinberg, directeur exécutif du Congrès juif mondial (CJM), c'est « le dernier chapitre de l'Holocauste » qui est, sous nos yeux, en train de s'écrire.

Aux Archives nationales, reconnaît Greg Bradshaw, les recherches sur l'« or nazi » constituent désormais « une industrie à part ». Jamais, en soixante ans d'existence, « même pour le Vietnam », ces services n'ont connu une telle affluence sur un sujet précis. Chaque jour, quinze à vingt personnes en moyenne viennent fouiller dans les dizaines de milliers de documents qui se rapportent à ces sujets : « Deux à six personnes de la commission bancaire du Sénat — elles étaient dix par jour l'été dernier —, deux du Congrès juif mondial, six du département du Trésor, quatre ou cinq des cabinets d'avocats qui représentent les banques suisses, plus les intermittents : représentants des plaignants qui ont attaqué les banques en justice, universitaires, journalistes, parlementaires suisses... » Les plus avancés dans leurs recherches, ceux qui y sont plongés depuis dix mois pour la commission du sénateur D'Amato, « n'ont encore qu'effleuré la surface », estiment les archivistes. Et, pourtant, ce que révèlent ces archives est déjà accablant. Le doigt inquisiteur de l'Histoire s'est déplacé : après l'Allemagne, il s'est tourné vers les pays neutres — la Suisse, la Suède —, et s'apprête aujourd'hui à pousser les Alliés sur le banc des accusés. « Cinquante ans après, ce ne sont plus les assassins qui sont en cause, ce sont les complices », relève Abraham Foxman, président de l'Anti-Defamation League, grande organisation juive dont le siège est à New York.

La Suisse est accusée d'avoir servi de banquier au III^e Reich. De l'avoir aidé à financer son effort de guerre en blanchissant l'or, voire les œuvres d'art, volé aux pays occupés. De couvrir le silence de ses banques qui, depuis cinquante ans, refusent de faire la lumière sur les avoirs déposés dans leurs coffres par les juifs avant de périr dans les fours crématoires. Sous la pression des organisations juives et de la commission du sénateur D'Amato, les banques suisses viennent finalement d'accepter d'ouvrir un fonds pour les victimes de l'Holocauste. Les Alliés, eux, sont tout simplement suspects d'avoir fermé les yeux, puis de s'être tus pendant cinquante ans.

Des documents d'archives découverts par les chercheurs du

Congrès juif mondial et communiqués au Monde montrent que les Alliés, et tout particulièrement les Etats-Unis, étaient parfaitement au courant du rôle financier joué par la Suisse pendant la seconde guerre mondiale, grâce à une opération de renseignement baptisée « Project Safehaven » (« Projet zone de refuge ») : la mission des agents de l'opération Safehaven était d'identifier, de localiser et, si possible, de récupérer les avoirs transférés par les nazis en Suisse et dans les pays neutres. Le 21 mai 1946, l'un de ces agents rend ainsi compte au département d'Etat américain et à celui du Trésor, dans un document classé « secret », de l'interrogatoire de M. Landwehr, ancien chef du département des changes du ministère de l'économie du Reich.

« Dr Landwehr » y avance des chiffres sur le montant des avoirs transférés en Suisse pendant la guerre bien supérieurs à ceux que suggèrent les autorités suisses. « Landwehr a rejeté d'un sourire ironique l'estimation suisse d'un milliard de reichmarks », rapporte l'agent américain. Avant même la fin de la guerre, la légation américaine à Berne câblait à Washington d'inquiétantes informations sur des transferts d'or, d'argent ou d'œuvres d'art entre l'Allemagne et la Suisse. Dès décembre 1941, l'ambassade britannique à Washington avertissait les Etats-Unis que les puissances de l'Axe se servaient allégrement du système bancaire suisse. Un autre rapport du projet Safehaven, le 27 janvier 1945, souligne « la formidable assistance apportée par les Suisses à

les priorités sont déjà ailleurs. Rien mieux que la manière dont les Alliés occidentaux ont réglé le sort de l'« or nazi » n'illustre ces ambiguïtés — et c'est sans doute là l'une des questions les plus troublantes posées par les archives. »

Aux termes de l'accord de Paris sur les réparations, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne créent, en 1946, la Commission tripartite de l'or, qui sera chargée de redistribuer l'or saisi par les nazis dans les pays occupés et récupéré par les Alliés. En 1948, ce sont 306 tonnes d'or (représentant une valeur d'environ 4 milliards de dollars aujourd'hui) qui ont été récupérées et qui, en attendant d'être réparties, sont entreposées à Londres et à New York.

RECULANT devant l'ampleur de ce que risquent d'être les revendications de particuliers, la commission décide que les bénéficiaires de ces restitutions ne pourront être que des Etats. Aucune des archives de cette commission n'a encore été rendue publique, ni à Londres, ni à Paris, ni à Washington ; celles de la partie américaine, déclassées en janvier, viennent d'être transférées du secteur « sécurité » au secteur « déclassifié » des Archives nationales, nous ont précisé les archivistes. Quels secrets renferment-elles pour justifier qu'on ne les ouvre qu'au bout de cinquante ans, alors que le délai de déclassification pour l'ensemble des autres archives est de trente ans aux Etats-Unis ?

Le CJM affirme disposer de documents prouvant que la commis-

l'ennemi » et « les dégâts ainsi infligés à l'effort de guerre allié ».

Les Alliés ont eu très vite une idée assez claire de l'étendue du pillage nazi. En 1945, un rapport de l'Office of Strategic Services (OSS, le prédécesseur de la CIA) cite le directeur du Metropolitan Museum of Art, Francis Taylor, qui évalue à 2,5 milliards de dollars la valeur des chefs-d'œuvre volés par les Allemands. Un autre document énumère 79 « collections d'art juives saisies » en France, avec les noms et adresses de leurs propriétaires, dont les cinq plus importantes totalisent à elles seules 21 903 objets d'art. « Le plus grand cambriolage de l'histoire de l'humanité », résume Elan Steinberg dans son bureau du Congrès juif mondial, sur Madison Avenue, entre deux encouragements prodigués par téléphone à un membre du conseil municipal de New York, engagé lui aussi, dans le sillage du sénateur D'Amato, dans un bras de fer avec les banques suisses. Pris individuellement, ces documents ne sont pas forcément infaillibles, mais ils confirment le degré d'information des Américains et des Britanniques.

La rapidité avec laquelle les Alliés se sont ensuite détournés de cet aspect de la guerre n'en est que plus déconcertante. Après de difficiles discussions, ils acceptent que la Suisse ne leur reverse que 58 millions de dollars en 1946 au titre de l'or illégalement acquis, alors qu'ils savent qu'elle en possède beaucoup plus. L'opération Safehaven est abandonnée vers 1947. La guerre froide se profile,

sion a inclus dans ce qu'elle définissait comme « or monétaire » non seulement les lingots d'or volés aux banques centrales, mais aussi des pièces d'or confisquées à des juifs, des alliances et même des dents en or arrachées par les nazis sur les corps des victimes de l'Holocauste. Cet or nazi monétaire aurait été fondu puis transformé en lingots pour être mêlé à l'or monétaire, dont il pourrait avoir constitué, selon M. Steinberg, de 5 % à 10 %. En août dernier, les chercheurs du CJM réalisent que, des 306 tonnes d'or récupérées par la commission tripartite, deux tonnes reposent encore dans les coffres de la Réserve fédérale de New York et quatre autres dans ceux de la Banque d'Angleterre. Le reste a été progressivement distribué, depuis cinquante ans, aux pays dont les banques centrales avaient été pillées par les nazis.

Selon l'historien Arthur Smith Jr, auteur du livre le plus documenté sur la question (*Hitler's Gold*, Berg Publishers, 1989), cette redistribution s'est d'ailleurs faite davantage sur les critères du nouvel ordonnancement Est-Ouest que sur ceux de la justice : l'Autriche et l'Italie furent, par exemple, rapidement remboursées. Les six dernières tonnes (soit 70 millions de dollars) devaient être restituées à divers pays en décembre 1996, la plus grosse partie, 26,5 millions, revenant à la France.

Le 16 septembre 1996, puis à nouveau le 25 octobre, Edgar Bronfman, le président du CJM, écrit aux chefs des diplomatie



Les troublantes révélations des archives sur l'« or nazi »

française, britannique et américaine pour leur demander de geler le processus en attendant que des experts puissent déterminer si l'or en question est ou n'est pas entièrement d'origine monétaire.

Au cours des négociations qui s'ensuivent entre les trois pays et les dirigeants juifs, « l'un des gouvernements concernés fait visiblement pression pour que l'or soit rapidement distribué aux banques centrales afin de créer un fait accompli ». C'est de la France qu'il s'agit. « Chirac, il emmerde le monde », confiera Edgar Bronfman au magazine américain *Vani-*

française, britannique et américaine pour leur demander de geler le processus en attendant que des experts puissent déterminer si l'or en question est ou n'est pas entièrement d'origine monétaire. Au cours des négociations qui s'ensuivent entre les trois pays et les dirigeants juifs, « l'un des gouvernements concernés fait visiblement pression pour que l'or soit rapidement distribué aux banques centrales afin de créer un fait accompli ». C'est de la France qu'il s'agit. « Chirac, il emmerde le monde », confiera Edgar Bronfman au magazine américain *Vani-*

La commission tripartite ne s'est finie aucune échéance et les Etats-Unis n'ont besoin d'aucune assistance : « Ce n'est pas nécessaire », répond Nick Burns. Nous avons la commission tripartite et nous avons l'administration américaine, qui recherche ses propres archives pour voir ce que nous avons fait et pas fait dans les années 40. Donc, les Etats-Unis ont tout mis en œuvre pour servir la cause de la justice. »

Aux Etats-Unis, la coadjuration de l'intérêt politique du sénateur D'Amato dans cette affaire et du poids du Congrès juif mondial constitue un formidable levier. Quitte à ériger en « révélations » des informations déjà connues des historiens ou déjà publiées dans quelques livres. Quitte à accréder l'idée, comme l'a fait Edgar Bronfman lors de la première audition de la commission bancaire du Sénat, le 23 avril 1996, que « s'il a fallu attendre cinquante ans pour agir, c'est parce que les archives, classées secrètes pendant cinquante ans, se sont subitement ouvertes ».

C'est faux : n'importe qui pouvait, depuis vingt ans, se rendre aux Archives nationales américaines et consulter les mêmes documents, déclassés au bout de trente ans ; un plus grand nombre de survivants de l'Holocauste auraient pu alors profiter de la vérité. Mais, comme le souligne Abraham Foxman, après un tel traumatisme, « il faut du temps ».

Sylvie Kauffmann
Dessin : Sergueï

« Cinquante ans après, ce ne sont plus les assassins qui sont en cause, ce sont les complices »

ty Fair. Le secrétaire général du CJM, Israël Singer, est dépêché, fin janvier, auprès d'Hervé de Charette. Le 4 février, finalement, les trois pays membres de la commission tripartite acceptent de geler les versements de l'or restant en attendant que la lumière soit faite.

La Suisse est alors dans l'œil du cyclone et la détermination des dirigeants juifs et du sénateur D'Amato, dont la circonscription (l'Etat de New York) abrite la plus grande communauté juive d'Amérique, ne fait aucun doute. A l'automne 1996, l'administration américaine a pris la décision de

« Nous avons l'obligation, explique, début février, le porte-parole du département d'Etat, Nick Burns, d'essayer de voir s'il est possible de prouver qu'il reste des fonds ou des biens en or ayant appartenu aux familles juives en Europe et aux Etats-Unis. Et nous prendrons des mesures pour essayer de faire en sorte que justice soit faite. A un moment où à un autre, la commission tripartite devra prendre une décision : si une partie quelconque de l'or qu'elle a actuellement en réserve était de l'« or nazi », comment peut-il être restitué à ceux qui le revendiquent ? »

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-20. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Victoire en Serbie

LE régime de Belgrade a décidément bien du mal à assouvir les rudiments de la démocratie. Après avoir admis la victoire de l'opposition aux élections municipales du 17 novembre 1996, puis décidé quelques jours plus tard de l'annuler dans les circonscriptions où ces succès ne lui plaisaient pas, il vient, mardi 11 février, de revenir à la case départ. Le Parlement serbe a enfin entériné le verdict des urnes, mais toutes ces tergiversations relèvent de la farce politique.

Sans doute, Slobodan Milošević n'avait-il pas prévu que les volets de ses commissions électorales allaient déclencher une vague de protestation d'une telle ampleur. Dans la rue d'abord. Depuis près de trois mois, des dizaines de milliers – des centaines de milliers parfois – d'étudiants et de sympathisants de l'opposition, accusés de « fomentation d'un coup d'État », ont manifesté dans la capitale et d'autres villes du pays. Ils voulaient récupérer les victoires qui leur avaient été « volées » et ils réclamaient la démocratie. Après les années de guerre, durant lesquelles beaucoup d'entre eux ont été contaminés par la fièvre nationaliste – la haine de l'Albanais, puis du Slovène, du Croate et du Bosniaque ne les avait guère épargnés –, les jeunes Serbes aspirent maintenant à vivre dans un État « normal », où les élections soient libres, les radios et télévisions indépendantes du pouvoir, la presse d'opposition à l'abri des tracasseries administratives et

policières. Bref, un État qui leur offre une vie décente et la liberté d'expression.

L'homme fort de Belgrade n'avait sans doute pas imaginé non plus que la condamnation internationale prendrait une telle ampleur. Jusqu'au mois de novembre, il était un partenaire plutôt choyé par les Occidentaux qui avaient besoin de lui dans leur laborieuse recherche d'une paix stable dans les Balkans. En trahissant les résultats du scrutin de novembre, il a été blâmé tour à tour par les Américains qui ont gelé leurs relations commerciales avec Belgrade, puis par les Européens, dont la France, qui a reçu officiellement, geste inhabituel, les trois dirigeants de l'opposition, Zoran Djindjic, Vuk Draskovic et Vesna Pestic.

Le régime serbe a finalement accepté les recommandations de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui, sous la direction de Felipe Gonzalez, s'était rendue à Belgrade, en décembre, pour constater que l'opposition avait été éliminée. Toutefois, le dernier mot n'est pas encore dit.

Slobodan Milošević, qui doit appréhender les élections générales promises cette année, n'a sans doute pas épuisé toutes les astuces pour s'accrocher au pouvoir. Washington reste prudent et les contestataires de Belgrade poursuivent leurs rassemblements quotidiens. L'expérience montre que seule une pression continue, de l'opposition comme de la communauté internationale, peut contraindre le président serbe à respecter les règles du jeu.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aubry, directeur général ;
Nolwène Bergeron, directrice générale adjointe

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhoteau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Bruno de Cazaubert, Pierre Gaspard, Laurent Griboulet, Erik Izacevlev, Michel Korman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynet
Rédacteur en chef technique : Erik Azam
Secrétaire générale de la rédaction : Alain Fournier

Mémoires : Thomas Perrenet
Directeur exécutif : Erik Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verdet

Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 950 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, L'Espresso, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Crise du charbon en Grande-Bretagne

LA CRISE charbonnière préoccupe de plus en plus l'opinion britannique : les coupures de courant qui ont été opérées dans les journées de lundi et de mardi, et surtout dans cette dernière, n'ont pas donné les économies qu'on en attendait. C'est pourquoi on envisage d'étendre les coupures aux régions britanniques jusqu'ici épargnées.

On a fait appel à l'armée, qui a mis à la disposition des autorités les bulldozers nécessaires pour dégager les routes, des lance-flammes pour faire fondre la neige. A Londres, le ministère des combustibles reste ouvert jour et nuit afin de pouvoir répondre aux coups de téléphone réclamant certaines priorités. De nombreux magasins londoniens se sont éclairés hier à la bougie. Dans les ministères eux-mêmes, il a fallu recourir à cette extrémité. Ce sont là des

choses qui ne surprennent guère les Parisiens. Mals les Anglais n'ont, depuis fort longtemps, pas connu cela. Ajoutons que l'hiver britannique est singulièrement plus sombre que l'hiver français et que, de ce fait, le manque d'éclairage est beaucoup plus vivement ressenti. C'est à la lumière d'une bougie que je tape actuellement cet article.

Trois semaines d'hiver un peu rude ont désorganisé davantage l'économie britannique que plusieurs mois de Blitz. Tous les journaux britanniques (du matin, du soir et du dimanche) paraîtront, à dater de mercredi, sur le nombre de pages réduit et sur le format en vigueur pendant la guerre. Les hebdomadaires cesseront de paraître pendant deux semaines.

Jean Lequiller
(13 février 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfiches du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

سكنا من الامل

Une émeute à la ligne de partage des mondes

L'ÉMEUTE qui s'est produite les 5 et 6 février à Yining, au Xinjiang, près de la frontière entre la Chine et le Kazakhstan, entraînant l'imposition d'un couvre-feu et, selon des résidents locaux cités par l'AFP, une centaine d'exécutions de « meneurs » musulmans, est le dernier incident en date dans une région où les troubles interethniques, les renversements d'alliances politiques et les massacres délibérés remontent littéralement à la nuit des temps. Elle suggère que la situation n'est pas aussi tranquille que le voudraient, en particulier, Pékin et Moscou au cœur d'une région d'une importance stratégique cruciale.

Au centre du problème, il y a le contrôle de la vallée de l'Ili, un fleuve chargé de valeur symbolique qui parcourt le « milieu des empires » pour se jeter, loin de l'autre côté de la frontière kazakh, dans le lac Balkhach. C'est très exactement le point du continent euro-asiatique, où les cours d'eau décident d'eux-mêmes d'aller vers l'est ou vers l'ouest. La ligne de partage des mondes.

L'histoire commence là en l'an 155 avant notre ère, quand les Wusun, Indo-Européens aux yeux bleus et à la chevelure rousse, maîtres des lieux, reçoivent un ambassadeur chinois, Zhang Qian. Celui-ci leur propose une alliance contre les tri-

bus Xiongnu, les oomades qui mènent guerre contre le jeune empire des Han sur ses frontières occidentales. En guise de bonne volonté, l'empereur chinois Wu Di va même jusqu'à donner à leur prince une de ses filles, première demoiselle d'une longue série de jeunes gages féminins qui seront échangées pour raisons politiques dans les deux sens à travers les âges.

Si la diplomatie semble prévaloir au cours des siècles qui suivent, le premier affrontement militaire sérieux entre la Chine et des occupants de la région date de 751, quand l'empereur Tai Zong, de la dynastie Tang, envoie ses troupes jusqu'au lac Balkhach pour s'y frotter, pour leur malheur, aux forces arabes qui règnent plus au sud, sur les rives de la rivière Talas (près de Dzhambul, au Kazakhstan, sur la frontière du Kirghizistan).

La région est islamisée par les Turcs qarakhnides au XI^e siècle avant de passer sous le contrôle des Mongols de l'Empire qarakhitai en 1130. Les premiers missionnaires chrétiens s'y montrent à partir de 1246, peu avant qu'un des plus spectaculaires massacres de l'histoire de ces parages n'y soit perpétré par Tamerlan en 1389. Massacre qui n'est que le premier d'une longue série, dont celui de 1757, destiné à illustrer de

manière pédagogique l'imposition de la loi sino-mandchoue de Pékin sur ordre de l'empereur Qian Long. Il fera, selon les historiens, un bon demi-million de morts, principalement d'ouïgares.

Le texte composé alors par l'empereur de Chine pour célébrer sa victoire est d'une étonnante actualité dans le langage de Pékin face aux nationalités rétives au présent ordre chinois : « De génération en génération, vous fûtes des voleurs ! Les forts opprimaient les faibles, et ceux qui s'assemblaient en nombre opprimaient ceux qui étaient isolés. Maintenant, la nation mandchoue a reçu le mandat du ciel » pour régner sur ces lieux. Et d'ajouter : « D'ailleurs, la volonté des hommes n'y est pour rien ». On croirait lire un texte du département de la propagande du comité central du Parti communiste concernant le Tibet.

Le pouvoir sino-mandchou va repeupler la région d'une multitude d'éthnies qui caractérisent encore aujourd'hui la composition démographique particulière des environs de Kuldja – on ne l'appelle plus Yining – : quatorze peuples, pas moins, répartis entre deux croyances religieuses, l'islam et le bouddhisme tibétain. Les complications « modernes » autour de la vallée de l'Ili ne datent pas non plus d'aujourd'hui puisque, dès 1853, le ministère des affaires étrangères de Saint-Petersbourg présentait qu'il y avait là terrain propice aux frictions avec l'empire chinois, dans l'idée que des incidents habilement suscités dans les populations locales permettraient d'arracher la Kashgarie à Pékin. L'arrivée au pouvoir des communistes chinois en 1949 ne règle en rien le problème que pose ce coin de terre à la charnière des civilisations.

« COUPS TORDUS »

Au printemps de 1962, alors que Pékin et Moscou commencent à se regarder de façon plus acrimonieuse, le KGB réussit à Yining un des « coups tordus » les plus fumants de son histoire en faisant évacuer, en grande partie dans l'illégalité, plus de 100 000 Kazakhs soudainement attirés par la « prospérité » soviétique, pour la plus grande fureur des maîtres de Pékin. L'instrument de ce « kidnapping de population » aura été une révolte savamment orchestrée par les agents soviétiques, qui prit la forme d'une quasi-guerre civile à Yining et aboutira à la fermeture des consulats de Moscou au Xinjiang et à la suspension des projets de développement sino-soviétiques dans toute la région.

Quelque apparemment sérieuse, l'émeute récente de Yining, à laquelle auraient pris part plus d'un millier de personnes, n'intervient pas dans un contexte aussi incertain. La Russie postsoviétique et la Chine partagent à présent une hantise : la déstabilisation de ces contrées où elles savent leur emprise peu populaire ; et les deux pays se sont donné des moyens diplomatiques destinés à y calmer le jeu. En particulier, Moscou a encouragé les anciennes Républiques soviétiques d'Asie centrale – le Kazakhstan surtout – à établir un dialogue régulier avec Pékin pour éviter des malentendus entre gouvernements.

Mais l'extrême instabilité de la région, en grande partie causée par la difficulté matérielle à la désenclaver économiquement, limite encore fortement la marge de manœuvre des gouvernements des deux géants voisins. Derrière les sourires de la diplomatie sino-russe, la méfiance réciproque est au moins aussi vivace que l'envie circonstancielle de faire des affaires ensemble, notamment pour damer le pion à Washington. Plus que jamais, le « milieu des empires » continue de receler un fort potentiel de déstabilisation politique.

Francis Deron

Le demandeur d'emploi par Philippe Bertrand



Les masques de l'extrême droite européenne

Suite de la première page

A la même époque, Gianfranco Fini affirmait que « Mussolini était le plus grand homme d'État » que l'Italie ait jamais eu, et, depuis, il peine à se débarrasser de cette citation, toujours avancée à charge par qui doute de sa conversion à la démocratie.

Car les temps ont changé depuis que, bras levé « à l'ancienne », les troupes du MSI défilent, en 1992, dans les rues de la capitale italienne pour célébrer le soixante-dixième anniversaire de la marche sur Rome des chemises brunes de Mussolini. Le MSI s'est transformé en Alliance nationale (AN) ; il a participé au gouvernement aux côtés de Forza Italia de Silvio Berlusconi ; il est devenu le deuxième parti de la droite sur les décombres de la Démocratie chrétienne, dont il a pris la place dans le Sud. Au congrès de Fiuggi, en janvier 1995, auquel assistait un représentant du PDS (ex-Parti communiste), il a renié le vocabulaire, la mythologie et les excès du fascisme. « Nous sommes un parti son équivalent en Europe », dit Gianfranco Fini, une droite populaire, sociale, avec cer-

taines valeurs spirituelles. » Non seulement l'Alliance nationale se veut « responsable », mais son chef se plaît à apparaître plus modéré que Silvio Berlusconi, plus coopératif avec la coalition de centre gauche dans le débat sur la réforme constitutionnelle. Comble de l'ironie, c'est l'Alliance nationale qui, en septembre 1996, s'est mobilisée pour défendre la république et la démocratie contre les phantasmes séparatistes de la Ligue du Nord.

Néofasciste ou postfasciste ?

« Je voudrais que l'Italie soit postfasciste, postantifasciste aussi, moderne en somme », répond Gianfranco Fini. Le débat est largement académique. La vraie question est de savoir si le loup s'est fait agneau pour entamer une longue marche à travers les institutions ou si l'attrait et l'exercice du pouvoir l'ont amené à renouer sincèrement aux thèmes traditionnels de l'extrême droite européenne. L'électorat de l'Alliance nationale s'est diversifié, mais les militants sont souvent restés les mêmes. M. Fini a su tirer profit des particularités de la situation italienne : un Silvio Berlusconi en mal d'alliés, pas très regardant sur les appuis qu'il pouvait obtenir pour remporter les élections de 1994 ; les nostalgiques du MSI et dans un autre registre les « chemises vertes » d'Umberto Bossi, qui par comparaison le font apparaître comme modéré et raisonnable ; la volonté – parallèle – des anciens communistes de dépasser eux aussi le fascisme et l'antifascisme pour s'intégrer dans la communauté nationale et gagner leurs galons de parti de gouvernement.

Tout cela a joué en faveur de l'intégration de l'AN dans la vie politique italienne. Le Parti libéral autrichien (FPÖ) n'a pas eu à parcourir le même chemin. Bien qu'ayant, après la guerre, accueilli d'anciens nazis, peut-être plus que tout autre parti autrichien, il fait néanmoins partie du paysage politique depuis les débuts de la II^e République, instaurée à l'issue du conflit.

« DÉRAPAGES »

C'est l'arrivée à sa tête de Jörg Haider, en 1986, qui a transformé une petite formation sans grandes ambitions en un mouvement aspirant à diriger le gouvernement. Avec les 27 % de voix obtenues aux dernières élections municipales, le FPÖ est assez fort pour troubler la coalition entre les deux grands partis, social-démocrate et conservateur, qui se partagent traditionnellement le pouvoir à Vienne. A l'instar de Gianfranco Fini, Jörg Haider se présente volontiers, surtout à l'étranger, comme un dirigeant responsable.

Mais il lui est difficile de chasser le naturel et d'éviter les « dérapages ». Un jour, il fait l'éloge de la « politique correcte du plein emploi sous le III^e Reich » ; un autre, il demande de « rendre hommage aux Waffen SS, en tant que partie de la Wehrmacht allemande » ; le lendemain, il n'exclut pas un référendum sur la peine de mort car, dit-il, « je préfère que le peuple vote avec ses émotions plutôt qu'il ne mette le feu au Parlement ».

Contre le système des partis, contre le parlementarisme « pourri », contre les étrangers qui défilent

gurent Vienne, contre l'Europe de Maastricht, il emploie un langage qui rappelle celui du Front national, mais que Gianfranco Fini ne peut plus se permettre d'utiliser. Ses adversaires idéologiques eux-mêmes pensent cependant que Jörg Haider est plus un opportuniste qu'un nostalgique du national-socialisme. Il sait adapter son discours à son public, plaire à ses interlocuteurs ; il est prêt à tout pour arriver à la chancellerie, y compris à s'allier avec le diable social-démocrate, puisque « il importe peu qui participera au gouvernement, si c'est sous ma direction », dit-il sans fausse modestie.

Avec des discours différents, l'extrême droite et ses héritiers exploitent des situations comparables : une classe politique ébranlée par la corruption, un système politique bloqué, en Italie par la valse des gouvernements, en Autriche par le partage des privilèges entre les partis de gouvernement et leurs affidés, en France par une alternance sans vrai changement de politique, un sentiment d'insécurité croissante et une perte d'identité. Parmi ces héritiers, certains ont pris leurs distances avec la thématique lancinante du racisme et de l'autoritarisme, ne serait-ce que parce que la conquête du pouvoir leur paraît à ce prix.

Daniel Verdet

Marianne contre fascisme par Patrick Kessel

NO pasaran ! L'histoire ne se répète pas, elle bégaye. N'avons-nous tiré aucune leçon du passé, quand l'extrême droite arrivait démocratiquement au pouvoir ? Qui ne voit que les barbares ne sont pas à nos portes, mais déjà dans la tête de trop nombreux citoyens ? Marignane, Orange, Toulon, désormais Vitrolles... demain la France ? Qu'un électeur sur deux d'une petite ville en vienne au point psychologique qui le conduit à porter ses suffrages aux héritiers de la « bête immonde », c'est qu'il est plus tard que nous le pensions. C'est qu'il ne s'agit plus, contrairement au dire de politologues, d'une perpétuité locale, momentanée, accidentelle, mais bel et bien d'un mouvement en profondeur dont l'objectif clairement affiché est de mettre à bas la démocratie et la République.

Curieusement, cette irrésistible ascension ne suscite pas de réactions en profondeur des républicains. Tout se passe comme si la démocratie tournait à vide, comme si la République sonnait le creux. Déconsidérée, la politique apparaît à beaucoup de citoyens comme un petit jeu de professionnels, impuissants à régler les problèmes de l'heure : le chômage, l'exclusion, mais aussi le mal-vivre, la perte de repères individuels et collectifs, la peur de l'autre et de son avenir. Le discours sur la « mort des idéologies » a fait des ravages. Face à la « mandralisation », au « tout-argent », aux déstructurations sociales qu'elle induit, n'y aurait-il

plus que les communautarismes, xénophobes ici, intégristes là, objectivement complices pour proposer un avenir alternatif ? La « culture de gouvernement » a fait le reste, comme si un irrationalisme implacable réduisait à néant toute velléité progressiste. Les hommes, en esclaves des temps modernes, ne seraient-ils plus maîtres de leur destin ?

La décomposition est suffisamment avancée pour que l'idée européenne qui portait un immense espoir de paix et de fraternité, après les deux immondes boucheries que l'on sait, se trouve réduite à l'unique destin des « critères de convergence » en vue d'une monnaie unique. Quel symbole ! Après le socialisme, après l'Europe, est-ce le tour de la République d'être aspirée par le vide ?

Marianne fut très présente dans la campagne présidentielle. Qu'en reste-t-il quand douze millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, que dans la patrie des droits de l'homme se trouvent de plus en plus de femmes et d'hommes dont on dit qu'ils sont en « fin de droits » ? Si les mots ont un sens, cela signifie qu'ils ne sont plus citoyens, qu'ils ne sont plus rien. Qu'est-ce qu'un citoyen sans droits sociaux ? Quelle perspective, quel espoir ouvrons-nous à ceux qui ont vingt ans et doivent naviguer au plus près entre les écueils du chômage, du sida, de la débrouille, de la violence, de l'intégration difficile dans la société des adultes ?

La réside l'essentiel de la respon-

sabilité de la classe politique qui se coupe de la population par les « affaires », mais plus encore par son incapacité à traiter de la réalité du quotidien, par son refus de s'impliquer dans les grands débats sur les valeurs, la culture et l'éthique qui font le lien social.

Il n'est que temps de réhabiliter la politique en lui donnant du contenu en termes d'idées, de valeurs, disons le mot, d'idéologie

Il n'est que temps de réhabiliter la politique en lui donnant du contenu en termes d'idées, de valeurs, disons le mot, d'idéologie

l'absence de la classe politique, un espace qui porte toutes les questions du « vivre ensemble », de l'intégration à la sécurité, de l'école à la formation, de l'éthique collective à la morale des comportements quotidiens de chacun d'entre nous, d'avoir tissé des mailles de proximité et de solidarité particulièrement efficaces. D'où la nécessité de réagir par la réhabilitation de la politique et d'une authentique démocratie.

Dans ces moments de doute collectif, il faut savoir se ressourcer, non pour entretenir une image mythique du passé, mais pour élaborer

une espérance moderne, pour « dessiner un moulin », comme disait le Petit Prince. Les valeurs républicaines universelles qui font de l'homme libre la mesure de l'homme, la laïcité qui en est le moyen, la citoyenneté qui en constitue la forme se posent aujourd'hui en unique rempart contre les totalitarismes aux visages multiples, de Vitrolles à Alger, de Tchernobyl à Jérusalem, de Belgrade à Sarajevo, de Kaboul à Varsovie.

La laïcité, on le sait, c'est d'abord la liberté de conscience, grâce à la séparation des Eglises et de l'Etat,

la liberté de disposer de sa pensée, de son corps, de sa sexualité, de sa créativité, de sa vie et aussi de sa mort. C'est la primauté de l'homme, maître de lui, sur tout système. C'est l'économie, la technique, le progrès au service de l'homme et non le contraire. C'est là un projet inachevé.

On le dit moins, c'est aussi la composante essentielle d'une citoyenneté faisant de chaque homme l'égal des autres en droit, quels que soient sa naissance, son origine, son sexe, sa couleur, ses appartenances diverses. La laïcité confère à la citoyenneté sa dimen-

sion universelle, fraternelle, ouverte à l'autre au-delà des communautés, qu'elles soient sociales, culturelles, ethniques ou religieuses. Elle ouvre à toute femme et à tout homme la liberté de choisir sa vie, de prendre sa place dans la nation, de jouir des mêmes droits, dès lors qu'ils en acceptent les mêmes devoirs. A ce titre, elle se pose en adversaire déterminé de toute volonté de diviser les hommes en catégories aux droits différents. C'est pourquoi elle rejette les communautarismes qui conduisent à des droits différenciés. C'est là un creuset philosophique offert à l'humanité pour combattre toutes les ségrégations. A la condition que, par démagogie ou mauvaise conscience, on n'oublie pas les devoirs sous peine d'assassiner les droits.

Pour ces mêmes raisons, la laïcité ne peut accepter la logique économique du « tout-libéral », qui déstructure les Etats, met à bas les droits sociaux et la protection sociale et réduit l'homme à une marchandise. C'est là le début d'un programme. Ainsi, la laïcité ne se contente pas de dénoncer le fascisme d'un point de vue moral. Elle constitue la pierre angulaire d'une éthique, d'un projet de société dont l'homme libre, le citoyen est le sujet. C'est en cela que la laïcité est le fer de lance du combat contre les fascismes, rejetant son enracinement xénophobe et tribal par l'intégration de celles et ceux qui souhaitent participer à la nation. Laïcité contre fascisme, tel est l'enjeu du combat.

L'élection de Vitrolles atteste l'urgence d'un front de résistance culturelle autour de ces valeurs porteuses d'un projet collectif pour le XXI^e siècle qui ne se réduit pas à l'Hexagone, mais porte aussi l'espérance d'une Europe de la citoyenneté et, peut-être, d'une utopie universelle. Une partie de la droite aura toujours pour son extrême la tentation de Chimène pour Rodrigue. Les difficultés rencontrées par le garde des sceaux pour inscrire son projet de loi contre le racisme ou bien encore les amendements dignes de Vichy déposés par la majorité parlementaire à propos des immigrés en témoignent. Les authentiques républicains, heureusement nombreux à droite, ont l'immense responsabilité d'empêcher toute bascule et d'éviter aujourd'hui toute nouvelle concession aux thèses de l'extrême droite.

La gauche, dans son souci de reconquérir le pouvoir, doit avoir bien présent à l'esprit que son éventuelle incapacité à incarner l'espoir pourrait bien ouvrir un boulevard au Front national. Tel pourrait être le cas si, dans sa marche électorale, elle laissait se diluer le message qu'elle est censée incarner, et en particulier la laïcité. Elle devrait se souvenir de ce qu'écrivait Léon Blum : « Le socialisme, c'est la République jusqu'au bout. » Marianne peut encore semer l'espoir pour le XXI^e siècle. Dépêchons-nous.

Patrick Kessel est président du Comité Laïcité République.

Résistants et collaborateurs par Jean-Claude Villain

EN bonne santé, un organisme résiste plus facilement à l'agression d'un germe, se défend mieux au passage d'une épidémie. Si la montée de l'extrême droite est le symptôme d'un mal qui menace en profondeur le corps de la nation, on peut se demander s'il s'agit d'une affection éphémère ou s'il ne révèle pas plutôt une maladie de terrain, une dégénérescence causée par un affaiblissement insidieux rendant possible, par la baisse des défenses naturelles, la multiplication sur cet organisme malade d'autres tumeurs malignes comme déjà celles de Toulon, Marignane, Orange, Vitrolles.

Les politologues, les sociologues, les historiens se sont attachés à expliquer les causes multiples de la naissance et du développement de cette maladie qui métastase la République. Les colloques organisés à Châteauneuf par Gérard Paquet dans le cycle « L'urgence de comprendre » ont fourni l'occasion de voir converger toutes les analyses, malgré la diversité, tant politique qu'intellectuelle, des intervenants. De Jean Viard à Edgar Morin, de François Léotard à Elisabeth Guigou. Ne manquent donc pas les discours convaincants mettant en exergue la crise économique d'un monde en pleine mutation, européenne et mondiale, le chômage, la dégradation du lien social dans la nouvelle structure du tissu urbain, les interrogations identitaires, la remontée des nostalgies réactionnaires, la décredibilisation des appareils et responsables politiques, ou encore la fin des idéologies, jadis porteuses d'un espoir qui manque aujourd'hui cruellement.

Recenser les causes du mal ne suffit pas à le traiter. La victoire du Front national à l'élection municipale de Vitrolles est la pour le rappeler. Le sursaut des partis politiques dans un front républicain de circonstance est certes une mesure de salubrité publique pour la défense vitale de la démocratie car on ne vient à bout des maladies les plus graves qu'en mobilisant et en concentrant toutes les thérapies. Cependant cette stratégie du bon sens court aujourd'hui le risque de se trouver neutralisée par l'irresponsabilité et la négligence, la complicité objective ou la collusion active de ceux qui, tout en se défendant de favoriser le Front national, contribuent à élargir son influence et à banaliser ses thèmes. La question qui est posée n'est plus seulement celle de la persistance

des causes de l'ascension de l'extrême droite, mais celle des relais qui contribuent à sa progression.

Soyons clairs ! Il y a d'un côté les résistants au Front national : citoyens ordinaires, associations, partis politiques, syndicats, ils sont nombreux à se mobiliser chaque jour davantage, offrant un bel exemple d'élan citoyen et de responsabilité populaire dans la défense des valeurs essentielles qui ont fait l'histoire de notre pays et de notre droit.

Toutes ces petites choses et ces négligences qui contribuent à banaliser le Front national

De l'autre côté - et ce n'est pas recourir à une rhétorique simpliste qu'on aurait pu croire historique - il y a les collaborateurs. Il y eut d'abord ces alliances électorales de la droite conservatrice qui, ici ou là, se fit élire avec l'appui des voix du Front national. Il y eut ces pactes de majorité qui permirent - comme en région Provence-Alpes-Côte d'Azur - de garder le pouvoir dans les assemblées territoriales. Il y eut la loi électorale socialiste qui permit au parti de Jean-Marie Le Pen de constituer un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale et de tirer ainsi une légitimité formelle.

Cela, c'est le passé : ils le jurent, ils ne le feraient plus. Mais il y a aujourd'hui, véritable allié objectif, par ailleurs défendu par le chef de l'Etat, un préfet de la République sans les manœuvres duquel le maire Front national de Toulon n'aurait jamais pu déstabiliser le Théâtre national de la danse et de l'Opéra de Châteauneuf ; il y a un administrateur nommé par un tribunal de grande instance qui exécute méthodiquement un plan de désorganisation d'un site culturel prestigieux, d'éviction de son directeur, et pour tout dire de mise au pas de la culture dans la région toulonnaise. Il y a des médias qui, sous pressions, acceptent de programmer des émissions comportant des enquêtes trop parlantes ; il y a un ministre de l'Intérieur qui obéit du Parlement le vote d'une loi par laquelle la France, en réalisant des objectifs du programme du Front national,

sacrifie les valeurs qu'elle a, la première, posées à la face du monde et qui lui ont valu une souveraineté morale incontestée.

Et puis il y a toutes ces petites collaborations de proximité, cet acquiescement plus ou moins passif qu'on peut observer à Toulon, à Orange, à Marignane, toutes ces petites choses et ces négligences qui contribuent à banaliser le Front national. Ce sont des libraires qui participent à une fête du livre devenue hall de propagande d'extrême droite ; c'est un peintre qui accepte d'exposer, un auteur de signer dans des lieux administrés par le Front national ; c'est la participation à un comité de quartier, à un banquet d'anciens où le maire parade. La liste serait longue si l'on dressait l'inventaire de la collaboration ordinaire qui, en contribuant à sa banalisation, permet au mal d'envahir insidieusement, chaque jour un peu plus, le corps de la nation. Inconscience ? Négligence ? Lâcheté ? C'est ainsi que, dans les années 40, des millions de Français donnèrent leur caution à la gestion fasciste et collaborationniste de notre pays.

Gérard Paquet, aujourd'hui bannié à cause des manœuvres politico-judiciaires de l'extrême droite, avait donc bien raison, le lendemain même de l'accession du Front national à Toulon, du haut de la colline de Châteauneuf, d'« entrer en résistance » et de couper solennellement le fil de la subvention qui liait son théâtre à la ville. C'est cet exemple et ce symbole qu'avec l'appui du préfet du Var le maire FN Jean-Marie Le Chevallier veut éliminer. On comprend donc mieux, aujourd'hui, que c'est en termes de résistance ou de collaboration que se trouve posée l'attitude des citoyens, des associations, des partis, et des autorités de la République, devant la menace lepéniste. La mobilisation de ces derniers jours, non seulement à Toulon et à Vitrolles, mais dans tout le pays, la manifestation du 13 février sur la place de la Liberté, à Toulon, montrent la volonté de la plus large partie de l'opinion de stopper enfin cette dérive qui attende déjà aux libertés fondamentales. Une fois de plus la France, pays sage, saura, entre résistants et collaborateurs, faire la juste part que son histoire lui indique.

Jean-Claude Villain est professeur de philosophie et écrivain.

L'ABS : question de volonté politique par Alain Etchegoyen

LE feuilleton de l'abus de biens sociaux (ABS) continue. A un an des élections législatives, la confirmation récente d'une décision de la Cour de cassation fait désormais entrer l'ABS dans une phase beaucoup plus politique. Résumons en quelques mots la situation créée par cette décision : en tant que délit dont le délai de prescription ne commence qu'à la connaissance des faits - donc imprescriptible de facto -, l'ABS était la voie royale vers la corruption pour tout juge d'instruction.

Dans une première phase, on reprochait seulement au chef d'entreprise d'avoir utilisé de l'argent de son entreprise sans justification. Cette phase a pu blesser des entrepreneurs, mais il leur suffisait de révéler la destination des fonds pour que la pression se relâchât contre eux. Ils risquaient alors l'accusation de trafic d'influence actif ou de corruption active dès lors que le destinataire était connu. Et depuis le procès Carignon, la justice s'était fait justement plus indulgente pour les corrupteurs que pour les corrompus. Mais comme le trafic d'influence et la corruption, soumis à la loi commune quant aux délais de prescription des délits (trois ans), ne pouvaient être retenus, on en restait bizarrement aux délits d'abus de biens sociaux (pour le corrupteur), non prescriptibles de facto. Le code du commerce se substituait ainsi au code pénal défectueux.

Considérant qu'un chef d'entreprise n'agit pas contre l'intérêt de sa société en distribuant une commission occulte et corruptrice, la Cour de cassation crée une situation nouvelle : désormais le chef d'entreprise a tout intérêt à obtenir la réqualification de son délit, d'ABS en corruption ou trafic d'influence. Pour ce faire, il lui suffit de désigner le plus vite possible le destinataire des sommes pour lesquelles il est accusé d'ABS. S'il peut en faire la preuve, s'il a versé l'argent à l'Etat dans l'intérêt économique et social de l'entreprise, si le délit date de plus de trois ans au moment du début de l'instruction, trois conséquences apparaissent : l'ABS ne peut plus être retenu ; le recel n'existe plus puisqu'il n'y a plus d'ABS ; les délits de corruption active et passive sont prescrits. Mais chacun s'en retournerait-il chez soi alors, libre et content ?

Certes non. En un premier temps, on pourrait se réjouir de voir les dirigeants d'entreprise

poussés à révéler les noms de nos élus corrompus, beaucoup plus vite qu'ils ne le faisaient auparavant. Nous saurions sans doute à quel point nous en tenir quant à leurs vertus ou leurs vices. Mais, à n'en pas douter, la situation serait catastrophique pour notre démocratie : convaincus de corruption mais laissés en liberté pour cause de prescription, nos élus pourraient continuer à assumer leurs tâches et à représenter la République. Le Front national pourrait faire son miel d'une telle situation. Non seulement il dénoncerait la corruption en général, mais il pourrait montrer du doigt de nombreux hommes politiques qui, sans même bénéficier d'une intervention maintenant routinière du garde des sceaux, tourneraient en ridicule notre démocratie.

Pendant la présidentielle de 1995, les trois candidats principaux ont laissé le champ libre au Front national sur le terrain, comme si le thème de la corruption les gênait ou gênait leur organisation. Il ne suffit plus de dénoncer ceux qui dénoncent, il est aujourd'hui grand temps d'agir et de prendre des engagements avant les élections de 1998. Ces engagements me semblent être de deux ordres. D'abord, et dès avant les échéances électorales, il me semble nécessaire de s'engager à balayer devant sa propre porte : tout responsable politique convaincu d'une corruption, même prescrite, devrait être démis de ses fonctions et ne plus obtenir aucune investiture de son parti. Cela trancherait avec les protections passées accordées à Boucheron ou à Média. Ensuite, dans les programmes politiques, des positions nettes devraient être prises pour que les juges soient aidés dans leur lutte civique contre la corruption : il suffirait pour cela d'allonger les délais de prescription pour le trafic d'influence et la corruption tels qu'ils sont définis dans le nouveau code pénal. Soit ils seraient alignés sur l'ABS, soit on les considérerait comme des crimes contre la République - qu'ils sont - et l'on formulerait pour ces trois fautes - et les recels qui s'ensuivent - un délai de prescription de dix ans.

Le rapport du sénateur RPR Marini allait dans ce sens, mais il a trouvé bien peu d'échos dans les rangs de son propre parti. Quant à Pierre Mazeaud, il a fait de récentes déclarations qui laissent penser qu'il ne serait pas insensible à l'allongement des délais de prescriptions pour le trafic d'influence

et la corruption. Les partis qui n'approuveraient pas ce type de projet se monteraient bien incertains sur l'état de leurs troupes ou sur l'issue des affaires en cours qui les concernent.

Pour ma part, je suis convaincu qu'en profitant sournement d'une telle décision de la Cour de cassation ils n'hésiteront pas à favoriser l'essor de l'extrême droite antiparlementaire et antirépublicaine. C'est seulement une question de volonté politique. Sans cette volonté, toutes les invectives contre le Front national ne sont que pure rhétorique de meeting.

Alain Etchegoyen est professeur de philosophie, il est l'auteur de plusieurs essais.

Ce n'est pas parce que vous avez lu une information que vous l'avez retenue !

les dépêches de l'AFP
La Croix
Les Echos
L'Entreprise
L'Expansion
L'Express
Le Monde
La Tribune
L'Usine Nouvelle
La Vie Française

Avec REVUPRESSE
Faites vous-même votre revue de presse sur Minitel

• Deux ans de presse en texte intégral
• Envoi des articles et dépêches par fax en moins d'une heure

REVUPRESSE
08 36 29 00 00
Retrouvez l'info qui vous intéresse

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997

ÉNERGIE Des « contrats d'objectifs » d'une durée de quatre ans pour EDF et de trois ans pour GDF ont été présentés, mardi 11 février, aux organisations syndicales, à des fins de concer-

tation. Ces documents seront adoptés fin février par les conseils d'administration des deux sociétés - le 26 pour GDF, le 28 pour EDF - et devraient être signés début mars. ● CE MOUVEMENT

s'inscrit « dans la réforme de l'Etat voulue par le président de la République », a expliqué au Monde Franck Borotra, le ministre de l'Industrie. La France entend maintenir ses services publics mal-

gré le mouvement de privatisation mais elle doit les redéfinir et les préciser dans des « contrats » clairs. ● LES TARIFS de l'électricité et du gaz devront être abaissés chaque année, au rythme

des gains de productivité. ● DES CHANGEMENTS du même type sont engagés à l'Anvar et dans les chambres de commerce et d'industrie, qui devront aussi signer des contrats d'objectifs.

Le gouvernement précise les nouvelles missions d'EDF et de GDF

Les deux entreprises s'engagent à abaisser leurs tarifs tous les ans, explique au « Monde » Franck Borotra, le ministre de l'industrie. Elles conservent des obligations de service public en France et pourront investir à l'étranger afin de devenir des opérateurs internationaux de l'électricité et du gaz

CONFRONTÉS à la déréglementation européenne, EDF et GDF vont disposer d'une liberté de manœuvre plus grande, dans un cadre défini par des « contrats d'objectifs » d'une durée de quatre ans pour le premier, de trois ans pour le second. Présentés mardi 11 février aux organisations syndicales, à des fins de concertation, ces deux documents seront adoptés fin février par les conseils d'administration

sident de la République », au même titre que les changements en cours pour l'Anvar (Agence nationale de l'innovation) ou les chambres de commerce et d'industrie. La France entend maintenir ses services publics malgré le mouvement de privatisation mais, pour ce faire, elle doit les redéfinir dans des « contrats » clairs.

Point central à cet égard, l'Etat ne pourra plus ponctionner EDF et

effectivement été le cas. Pour un bénéfice net de 2,7 milliards de francs, l'entreprise s'est acquittée de 1,5 milliard de francs, gardant pour elle 1,2 milliard. Selon le nouveau système, EDF paiera d'abord l'impôt sur les sociétés, ce qui aura représenté un montant de l'ordre de 900 millions en 1996. Sur la somme restante, soit 1,8 milliard, 40 % auraient dû être reversés, à l'Etat-actionnaire cette fois. Lui serait donc resté 1,1 milliard, au lieu de 1,2 milliard.

L'Etat ne s'est pas lésé. Mais EDF y gagne un horizon prévisible. Ces derniers mois, l'idée d'imposer un « redressement » de... 95 milliards de francs avait ressurgi au ministère des finances. GDF avait conservé en 1996 2,6 milliards de francs de bénéfice net après avoir reversé à l'Etat 3,1 milliards de francs au titre de l'impôt et de la rémunération de l'actionnaire. A compter de cette année, l'entreprise gazière reversera 5 % de sa dotation en capital, et s'acquittera de 35 % de son résultat net après impôt.

DÉSENDERMENT

La vocation d'EDF d'être un grand opérateur électrique international mais contrôlé à 100 % par l'Etat est confirmée. Cet « avenir exceptionnel comme groupe industriel et de services de dimension mondiale » ainsi défini « va permettre à EDF de faire face à la concurrence et de s'engager dans un programme d'investissement et de désendettement », estime M. Borotra. Actuellement de 133 milliards de francs, la dette d'EDF devrait être ramenée à 100 milliards de francs en quatre ans. L'entreprise devrait dégager

UN SILENCE SUR GDF

Sa mission de service public en France et son rôle dans l'aménagement du territoire sont fixés, expose M. Borotra. « Le contrat d'objectif pose pour principe que les baisses de tarifs dégagées par les gains de productivité doivent profiter à tous, y compris aux ménages », souligne le ministre. Selon ce texte, les tarifs d'EDF seront réduits de 6 % cette année (le 1^{er} avril), de 3,5 % en 1998, puis de 2,25 % en 1999 et à nouveau en 2000.

Libéré des ponctions hasardeuses de l'Etat, engagé comme EDF dans un processus de désendettement qui lui permettra de réduire sa dette de 13 à 9 milliards en trois ans, GDF devra lui aussi consentir des baisses régulières de tarifs, à hauteur de 1,6 % par an sous certaines conditions. Moyennant quoi il pourra aussi « devenir un opérateur de niveau international », indique M. Borotra, qui reconnaît que GDF évolue dans un contexte très différent de celui d'EDF. Alors que la directive européenne prévoyant l'ouverture de 30 % du marché de l'électricité d'ici à 2003 a déjà été adoptée (Le Monde du 22 juin 1996), les négociations sont tou-

jours en cours concernant le gaz. Par ailleurs, relève le ministre de l'Industrie, « les obligations de service public de GDF, réaffirmées par le contrat d'objectif, ne sont pas exactement les mêmes que celles d'EDF ». Assés sur la qualité et la sécurité, ces obligations ne conduiront jamais GDF à raccorder toutes les communes de France à son réseau, alors qu'EDF en a le devoir.

Autre différence, GDF risque

ans pour prendre part à des projets ou acquérir des participations dans d'autres entreprises. Le contrat fait en revanche silence sur l'ouverture de son propre capital à d'éventuels partenaires industriels. Un silence qu'il faut interpréter comme un discret acquiescement, alors que le maintien d'EDF comme entreprise publique à 100 % est clairement réaffirmé.

Avant de conclure ces deux

Dépoussiérage en vue dans les chambres de commerce

Le 25 février, lors de l'Assemblée générale des 183 chambres de commerce et d'industrie (CCI) françaises, le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, et Jean-Pierre Raffarin, son collègue chargé des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, présenteront leur projet de réforme de ces organismes consulaires.

Dotées d'un budget de 22 milliards de francs, employant 26 000 personnes, les CCI gèrent des ports, des aéroports, des zones d'activités, et 400 écoles professionnelles, mais leur gestion est souvent critiquée. Le projet Borotra-Raffarin vise à leur donner plus de souplesse, tout en renforçant le contrôle par la tutelle, laquelle ne sera plus exercée par l'Etat, mais par les régions. Les CCI seront incitées à travailler en réseau, voire à se regrouper, et signeront des « contrats d'objectifs ». Une réforme électorale destinée à renforcer la représentativité des dirigeants doit compléter ce dispositif.

d'être plongé beaucoup plus vite et plus violemment qu'EDF dans le monde de la concurrence. Il lui faut donc être offensif. GDF pourra se développer aussi bien dans la production de gaz - possibilité que l'entreprise a anticipée en concluant la semaine dernière un accord-cadre avec Elf-Aquitaine lui donnant accès aux champs gaziers de la mer du Nord - que dans la production d'électricité à partir du gaz.

Pour ce faire, GDF pourra consacrer 5 milliards de francs en trois

contrats d'objectifs, EDF et GDF ont mené une négociation sociale permettant d'instaurer pour certains personnels la semaine de 32 heures, et de compenser les départs en retraite par l'embauche de 15 000 jeunes. C'est le prix à payer pour convaincre que, tout en s'alignant sur des modes de gestion normaux, EDF et GDF restent des entreprises pas tout à fait comme les autres.

Anne-Marie Rocco

L'Anvar recadrée

L'Agence nationale de l'innovation (qui porte toujours le nom d'Anvar) sera, elle aussi, dotée d'un « contrat d'objectif ». Il est actuellement en discussion entre son PDG, Philippe Jurgensen, et les ministères de l'Industrie, du commerce et de la recherche, et vise à réorienter les aides de l'organisme vers « les entreprises qui ont le meilleur potentiel de croissance et d'emplois ». Jusqu'à présent, l'Anvar accordait des prêts remboursables aux entreprises qui présentaient des « projets innovants » (1,4 milliard de francs en 1996).

L'Anvar doit devenir l'intermédiaire central entre les 20 000 PMI et l'ensemble des acteurs qui leur sont nécessaires : organismes de recherche publique, financiers, sociétés de capital-risque, pouvoirs publics régionaux... Avec encore 40 % de ses effectifs (440 personnes) à Paris, l'Agence devra se décentraliser, et promouvoir en priorité les « technologies-clés » retenues comme stratégiques par le gouvernement.

des deux sociétés - le 26 pour GDF, le 28 pour EDF - et devraient être signés début mars. Le ministre de l'Industrie, Franck Borotra, artisan de cette nouvelle donne, en a exposé au Monde les raisons : « Il s'agit d'ouvrir des perspectives claires à EDF et GDF, de faire évoluer les relations entre l'Etat et les grandes entreprises publiques, par des contrats qui les libèrent dans leur fonctionnement quotidien ». Mouvement qui, explique-t-il, s'inscrit « dans la réforme de l'Etat voulue par le pré-

GDF à son gré. EDF lui reversera 3 % de sa dotation en capital et 40 % de son résultat net comptable, le total ne devant pas dépasser 6 % de la dotation. Au préalable, cette dotation sera portée de 36 à 50 milliards de francs, EDF devenant propriétaire de son réseau de transport (les lignes à haute tension) dont elle est actuellement concessionnaire.

EDF, au total, ne risque-t-elle pas de payer plus à l'Etat qu'elle ne le faisait avant ? En 1996, cela aurait

Après Toyota, Unilever menace de reconsidérer ses investissements britanniques

AMSTERDAM de notre correspondant

Après le constructeur automobile japonais Toyota, le groupe anglo-néerlandais Unilever menace à son tour de remettre en cause sa présence en Grande-Bretagne, si celle-ci ne participe pas à l'Union monétaire européenne. « Si la Grande-Bretagne est absente, cela amènera certainement à reconsidérer certaines décisions d'investissements », a averti Niall Fitzgerald, coprésident d'Unilever, dans un entretien au Guardian, mercredi 12 février. Le groupe, pourtant, a de fortes attaches au Royaume-Uni et y emploie 21 000 personnes.

Morris Tabaksblat, l'autre coprésident, a tenu mardi 11 février, lors de la présentation des résultats annuels du groupe, un langage aussi direct, concernant, cette fois, la France. « Nous nous inquiétons des retards que prend la France pour s'adapter structurellement au marché européen, a-t-il déclaré. Non seulement les consommateurs ont peu confiance dans leur économie, mais aussi et surtout les coûts y sont trop élevés et la flexibilité y est encore trop faible », a déclaré M. Tabaksblat.

D'un point de vue stratégique, Unilever a annoncé la mise en vente de ses quatre filiales spécialisées dans les produits chimiques : National Starch and

Chemical, principalement active dans les adhésifs, Quest, l'un des leaders mondiaux dans les armées et fragrances, Unilever, et Croscell.

Ces cessions représentent 7,7 milliards de florins de chiffre d'affaires, soit 9 % du total annuel de 1996, et 1,1 milliard au titre de résultat d'exploitation (3,3 milliards de francs). « Cette cession permettra de concentrer nos ressources pour assurer la croissance à long terme de nos produits sur le marché des biens de grande consommation, particulièrement dans les pays émergents », affirme Morris Tabaksblat, coprésident d'Unilever.

RÉSULTATS EN HAUSSE

Les analystes estiment que la vente (en bloc ou à plusieurs sociétés) rapportera entre 8 et 10 milliards de florins, qui serviront à désendetter le groupe et à réinvestir dans les sept métiers sur lesquels Unilever veut se reconcentrer : les boissons à base de thé, les crèmes glacées, les lessives, les corps gras, les cosmétiques-parfumerie, les produits de soin et d'hygiène.

En 1996, Unilever a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 10 %, à 87,8 milliards de florins (240 milliards de francs). Le résultat d'exploitation a atteint 8,1 milliards (+17 %), et le béné-

fice net à taux de change courant 4,2 milliards (+13 %). « L'affaire de la vache folle et le mauvais été ont eu un effet négatif sur le résultat d'environ 150 millions de florins », Unilever a également accusé ses dépenses en recherche et développement (1,6 milliard), et en publicité et promotion (9,9 milliards contre 8,5 milliards en 1995). « C'est une forte augmentation, reconnaît Morris Tabaksblat, qui s'explique par l'accent mis sur les nouveaux marchés » dans les pays émergents où Unilever souhaite accroître sa présence. L'Asie, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est sont au premier plan, alors qu'Unilever affiche un rétablissement aux Etats-Unis mais éprouve de nombreuses difficultés en Europe.

Alain Franco

M. Calvet entretient le suspense sur son départ de PSA

L'AFFAIRE était entendue. A la tête du directeur du groupe PSA Peugeot-Citroën depuis septembre 1984, Jacques Calvet, l'un des patrons les plus célèbres de France doit, selon les statuts, quitter ses fonctions avant le 30 septembre 1997. Son successeur, Jean-Martin Folz, est en place depuis un an et demi. Il a intégré la maison en juillet 1995 puis a remplacé Jean-Yves Helmer à la direction de la division automobile du groupe. M. Helmer, qui était le candidat interne à la succession de M. Calvet, a préféré, depuis, quitter le groupe et rejoindre la délégation générale de l'armement au ministère de la Défense.

« Ah bon ! Parce que vous croyez qu'il va partir, vous ? » La boutade est lancée par un cadre supérieur. Jacques Calvet, qui n'enviait pas de rester dans ses fonctions au-delà de la date statutaire, il y a encore quelques semaines, s'est mis à entretenir le suspense depuis le début de l'année. A sa façon, il multiplie les déclarations ambiguës. Le 10 février, en présentant un utilitaire Peugeot à des journalistes, il tortille : « Si je sens que l'an commence à trop penser à l'avenir dans la société, j'anticiperai mon départ. En revanche, si ceux qui pourraient me succéder préféraient que je reste six mois de plus au volant, je le ferais. Il y a 70 % de chances pour que je parte normalement le 30 septembre, 20 % avant cette date et 10 % après. »

Alain Franco

Comprenez qui pourra. Reste qu'une prolongation dans ses fonctions de M. Calvet impliquerait un changement de statuts. Ce que Pierre Peugeot, directeur général du directoire et représentant de la famille propriétaire (22,7 % et 33,74 % des droits de vote), a toujours dit ne pas vouloir faire.

Jacques Calvet aime tenir son audience en haleine. Songe-t-il sérieusement à prolonger ? Il aurait aimé partir en laissant à son successeur un groupe en pleine forme. En quinze ans, l'ancien directeur de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre des finances, puis PDG de la BNP, a incontestablement fait de PSA un groupe, avec deux marques généralistes, largement désendetté et bénéficiaire. Mais certains signaux sont au rouge. Les analystes prévoient un résultat net pour 1996 d'environ 1,2 milliard de francs, en baisse de 30 % sur 1995, année pendant laquelle le bénéfice du groupe avait déjà reculé de 45 %. Les perspectives pour 1997 ne sont pas très encourageantes : la prime à la casse ayant été supprimée, le marché français devrait reculer de 10 %, le marché européen devrait être stable. La guerre des prix s'est en outre intensifiée depuis le début de l'année, engageant les marges des constructeurs. L'avenir n'est plus si assuré.

Virginie Malingre

Le cabinet d'audit KPMG est condamné à indemniser Albin Michel

LE TRIBUNAL de grande instance de Paris a condamné, le 22 janvier, KPMG Fiduciaire de France, premier cabinet français de révision comptable, dans le litige qui l'opposait à Albin Michel. L'éditeur affirmait avoir repris les éditions Magnard, en janvier 1993, en se fiant, à tort, aux comptes 1993 de la société. Son commissaire aux comptes, KPMG, les avait certifiés, tout en portant deux réserves sur l'évaluation des stocks de l'entreprise. Albin Michel, ayant trouvé Magnard dans une situation financière plus dégradée que prévu, réclamait à KPMG 80 millions de francs de dommages et intérêts.

Avant de reprendre Magnard, Albin Michel n'a pas pu, comme c'est la tradition, procéder à un audit d'acquisition : Magnard était dans les mains du CIRI (ministère de l'Industrie) et les banques menaçaient de couper les vivres. Albin Michel a dû prendre sa décision très rapide-

ment. Dans leurs attendus, les juges déclarent faire leurs « les conclusions parfaitement motivées » de l'expert Edouard Salustro, qui avait estimé dans un rapport d'expertise que les comptes de Magnard étaient inexacts à hauteur de 51 millions de francs et que KPMG avait dû refuser de les certifier à cause d'une incertitude sur les stocks (Le Monde du 3 décembre 1996).

Comme M. Salustro, les juges remettent en cause la qualité du travail de KPMG, notant que « les commissaires aux comptes ont manqué à la mise en œuvre de l'obligation de moyens pesant sur eux, en ne suivant pas, de manière suffisante, les zones de risques (...) ; en ne remontant pas en synthèse générale des anomalies relevées par leurs collaborateurs ; en ne vérifiant pas certaines affirmations de la direction du groupe Magnard et en ne procédant pas à une revue indépendante des principaux documents liés à leur mis-

sion ». Ils ajoutent que « les commissaires aux comptes sont malvenus à opposer [à Albin Michel] l'état de survie artificielle du groupe Magnard », alors qu'eux-mêmes, connaissant la situation financière très dégradée de ce groupe, se devaient de faire preuve d'une plus grande prudence pour danner à d'éventuels investisseurs un repère sur une image fidèle de la situation financière et du patrimoine du groupe Magnard ».

Le tribunal a ainsi déclaré KPMG « responsable des conséquences financières dommageables » pour Albin Michel et a ordonné une expertise, confiée de nouveau à M. Salustro, pour évaluer le préjudice subi.

C'est l'une des rares fois où l'un des Big Six, ces grands cabinets anglo-saxons qui règnent sur le métier de l'audit dans le monde, voit sa responsabilité civile engagée en France alors que les mises en cause

sont légion dans les pays anglo-saxons. La mauvaise qualité du travail de KPMG, qui appose sa marque partout dans le monde comme gage de garantie, a été démontée par le tribunal.

Sur le fond, les juges ont signifié aux commissaires aux comptes qu'il ne suffisait pas d'émettre quelques réserves sur les comptes pour énoncer sa responsabilité : il faut refuser de les certifier. Enfin, le tribunal a de facto jugé qu'un acquiescement à des comptes d'une entreprise lorsqu'il n'est pas possible de procéder à un audit d'acquisition. Ce qui signifie que les états financiers doivent refléter la réalité économique de l'entreprise et que les commissaires aux comptes peuvent être tenus pour responsables des dommages subis par des tiers qui se fient à ces comptes.

Arnaud Leparmendier

MAÎTRE FRANCHISE TECHNOLOGIES BMS
Commercial, Résidentiel et Restitution d'Assurance

- En activité depuis 1988
- Spécialiste en services d'environnement intérieur
- Spécialiste en recouvrement de chèque d'assurance
- Propriétaire d'un système efficace pour construire un réseau de franchise
- 22 propriétaires de points et 11 centres de franchise
- Finances disponibles quasiment à travers toute l'Europe
- Formation complète et support professionnel

Pour un rendez-vous avec Scott, présent dans votre région, contactez Bill Gilman.

1-817-332-1575 FAX: 1-817-335-5118 USA une division de Shematic, Inc.

Les taux à long terme français sont au plus bas depuis 32 ans

Le rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans est tombé, mercredi matin 12 février, à 5,40 %.
Les perspectives de reprise économique n'inquiètent pas les investisseurs

Le mouvement de détente des taux d'intérêt à long terme s'accélère en France. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) s'inscrivait, mercredi matin 12 février, à 5,40 %, son plus bas niveau

depuis 1965. Cette baisse devrait soutenir la croissance en favorisant les investissements des entreprises et les achats de logements par les ménages. Le marché des obligations françaises profite de l'absence

totale de tensions inflationnistes. Il est également soutenu par la défiance croissante des investisseurs internationaux à l'égard de l'Allemagne, où l'entreprise d'assainissement des finances publiques

connaît de grandes difficultés en raison de l'envolée du chômage. Les taux français s'inscrivent enfin nettement au-dessous de leurs homologues allemands, ce qui ne s'était pas vu depuis le début du siècle.

POUR LE GOUVERNEMENT français, les bonnes nouvelles monétaires s'accumulent, susceptibles de permettre à la croissance économique d'atteindre sans difficulté, voire de dépasser sensiblement, l'objectif de 2,3 % qu'il s'est fixé pour 1997.

Alors que le dollar a repris son ascension, un mouvement favorable aux exportations des entreprises françaises, les taux d'intérêt atteignent des niveaux historiquement bas, offrant à l'économie des conditions de financement exceptionnellement avantageuses. Derrière le Japon et la Suisse, la France possède les taux d'intérêt à long terme les plus bas du monde. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est tombé, mercredi 12 février, jusqu'à 5,40 %, son plus bas niveau depuis 1965.

La détente des rendements obligataires français soutiendra les investissements des entreprises et les

achats de logements des ménages. En allégeant la charge de la dette publique, elle facilitera aussi le respect par la France des critères de convergence imposés par le traité de Maastricht.

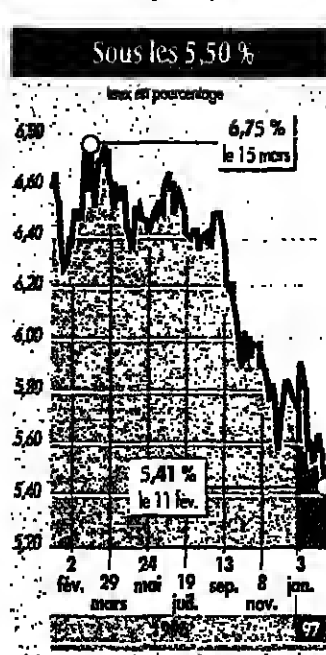
Le marché obligataire français profite d'un environnement économique et monétaire très favorable, caractérisé par une absence totale de tensions inflationnistes et le niveau historiquement bas des taux directeurs de la Banque de France. L'indice des prix à la consommation s'est établi à 1,7 %, en glissement annuel, au mois de décembre. Et, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, aucun signe de tension n'est perceptible. La masse monétaire M2, qui mesure la quantité de liquidités en circulation dans l'économie, s'est inscrite en recul de 1,5 % au mois de décembre, alors que la Banque de France s'est fixé un objectif de croissance à moyen terme de 5 %. Le taux d'utilisation des capacités de

production industrielle est par ailleurs suffisamment bas pour écarter tout risque d'étranglement en cas de reprise rapide de la demande. Enfin, le niveau très élevé du chômage rend peu probable un dérapage de l'inflation par les coûts salariaux.

L'assainissement des finances publiques connaît plus de succès en France qu'en Allemagne

Le franc, de son côté, fait montre d'une grande stabilité vis-à-vis de la monnaie allemande. La stabilité interne et externe du franc permet à l'institut d'émission français de poursuivre l'assouplissement de sa politique monétaire. Il a ramené, jeudi 30 janvier, de 3,15 % à 3,10 %, le taux de ses appels d'offres, et d'autres mouvements ne sont pas exclus au cours des prochains mois. Le maintien d'une telle atmosphère de détente, d'autant plus remarquée que la Bundesbank reste immobile depuis la fin du mois d'août, est apprécié par les acheteurs d'obligations, qui peuvent compter sur une diminution progressive de leurs coûts de financement.

Le marché obligataire français est également soutenu par la défiance croissante des investisseurs internationaux à l'égard de l'Allemagne. L'entreprise d'assainissement des finances publiques connaît plus de succès en France qu'outre-Rhin. Le



déficit public a augmenté de 3,5 %, en 1995, à 4,1 % en 1996 en Allemagne, alors qu'il a été réduit de 4,8 % à 4 % en France durant la même période. Et l'envolée du chômage enregistrée en janvier outre-Rhin devrait encore accroître les maux budgétaires allemands. Cette situation incite les gestionnaires américains et asiatiques à se défaire des emprunts allemands qu'ils possèdent en grande quantité (près de 40 % de la dette publique allemande est détenue par des investisseurs étrangers).

Pierre-Antoine Delhommlas

DÉPÊCHES

■ **PHILIPS** : l'ancien président du groupe d'électronique néerlandais, Jan Timmer (62 ans), a démissionné du conseil de surveillance pour des « raisons personnelles ». Présenté comme l'homme de la continuité, Cor Boonstra (57 ans), qui lui a succédé le 1^{er} octobre 1996, a depuis remis en cause plusieurs aspects de la stratégie de M. Timmer.

■ **MICHELIN** : la Commission européenne a ouvert une enquête sur certaines pratiques commerciales du fabricant de pneumatiques en Europe, qui pourraient constituer un abus de position dominante. Par ailleurs, Michelin et l'allemand Mannesmann ont signé une lettre d'intention pour coopérer dans le secteur des roues. Michelin devrait acheter 51 % de la société Mannesmann Kronprinz AG, qui produit des roues acier et aluminium.

■ **BP** : le groupe pétrolier britannique a enregistré pour l'exercice 1996 un résultat net de 2,55 milliards de livres (23,4 milliards de francs) contre 1,12 milliard de livres l'année précédente. BP qui a profité de la hausse des cours du pétrole, a aussi dégagé d'importants gains de productivité (3,36 milliards de francs), tout en portant ses investissements à plus de 31 milliards de francs, en hausse de 21 %.

■ **CROWN CORK & SEAL** : le groupe américain d'emballage a plus que triplé son résultat net à 284 millions de dollars (1,6 milliard de francs) en 1996 contre 74,9 millions l'année précédente, à la suite de l'intégration de CarnaudMetalbox. Crown Cork a engagé une charge de restructuration de 10,2 millions de dollars à la fin de l'année, en vue de poursuivre la réorganisation du groupe.

■ **EQUITABLE** : la compagnie d'assurances américaine détenue à 60 % par AXA, affiche un bénéfice net de 99,1 millions de dollars (561 millions de francs) pour 1996 contre 365,4 millions un an plus tôt. Le groupe a essuyé une perte nette de 207,9 millions de dollars au dernier trimestre 1996 suite à un renforcement substantiel de ses réserves dans ses activités invalidité et retraite.

Le dollar reprend sa marche en avant

La stabilisation des cours du dollar après la réunion, samedi 8 et dimanche 9 février à Berlin, des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales du G7 aura été de courte durée. Le billet vert a repris sa marche en avant mardi 11 et mercredi 12 février dans la matinée. Le dollar a atteint mercredi 1,6889 mark, son plus haut niveau face à la monnaie allemande depuis avril 1994. Il a également frôlé le seuil des 5,70 francs. Le billet vert s'est aussi apprécié face au yen, atteignant 124,23 yens, à peu de distance de son niveau record depuis quatre ans de 124,75 atteint avant la réunion du G7.

Pourtant, mardi après-midi, Robert Rubin, le secrétaire américain au Trésor, a déclaré que le dollar avait « *achevé sa correction* ». Peu avant le G7, M. Rubin avait indiqué que le dollar était « *fort depuis quelque temps déjà* ». La devise américaine a notamment bénéficié d'un affaiblissement du mark. La monnaie allemande a souffert d'une estimation annoncée mardi par la BNC, et contestée ensuite par le gouvernement allemand, selon laquelle le déficit budgétaire allemand atteindrait 3,5 % du PIB cette année.

Et quand il a eu son CAP d'agent de qualité de l'eau, j'ai été aussi content que si c'était moi.

Roger Dupont-Rosand, ingénieur à Chalon-sur-Saône, tuteur de Nicolas Brégand.



3000 tuteurs pour qu'aujourd'hui les jeunes aient un métier.

Tous les jours, de nouvelles exigences apparaissent en matière d'environnement. Pour y répondre, Lyonnaise des Eaux crée notamment des formations qualifiantes, comme le CAP d'agent de qualité de l'eau en partenariat avec l'Education nationale. Des centaines de jeunes reçoivent ainsi une formation en alternance. Ils sont suivis dans l'entreprise par des tuteurs : des salariés qui leur transmettent leur savoir-faire et les accompagnent tout au long de leur parcours, tel Roger Dupont-Rosand, ingénieur à Chalon-sur-Saône.

Les jeunes, l'entreprise : chacun s'investit, chacun y gagne. Lyonnaise des Eaux s'engage, en deux ans, à accueillir 6 000 jeunes.

"Imagons l'emploi", direction des ressources humaines 72, avenue de la Liberté 92753 Nanterre cedex.



Créons des métiers. Ouvrons des portes.

<http://www.lyonnaise-des-eaux.fr>

■ **TOKYO** a terminé en hausse, mercredi 12 février, grâce à une forte demande créée par la baisse du yen. L'indice Nikkei a gagné 228,79 points (1,26 %), à 18 409,96 points.

■ **LE DOLLAR** s'appréciait face au yen mercredi en fin de séance à Tokyo. Il cotait 124,17 yens, contre 123,82 yens plus tôt et 123,74 yens mardi soir à New York.

■ **L'OR** a ouvert en baisse mercredi sur le marché de Hongkong. L'once de métal fin s'échangeait à 338,70-339 dollars contre 339,40-339,80 dollars la veille en clôture.

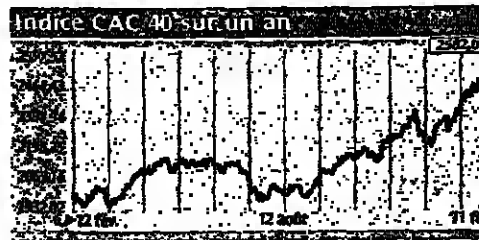
■ **LES COURS DU PÉTROLE BRUT** ont terminé en baisse mardi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de référence a perdu 4 cents à 22,42 dollars. Lundi, il avait gagné 23 cents.

■ **LE MATIF** a terminé mardi à un nouveau record historique, le contrat notional échéance mars terminant à 131,64, en hausse de 18 centimes, après un plus haut de 131,80.

LES PLACES BOURSIÈRES

Nette reprise à Paris

DOPÉE PAR LE DOLLAR qui, dans la matinée, a franchi à Paris la barre des 5,70 francs, la Bourse de Paris était en nette hausse mercredi après deux séances de prises de bénéfices. L'indice CAC 40, en hausse de 0,60 % à l'ouverture, s'est très vite rapproché de son record absolu atteint lundi en cours de séance (2 615,68 points) à 2 614,56 points. Deux heures et demie plus tard, cet indice atteignait 2 604,70 points en progression de 0,88 %. Le marché était très actif avec un chiffre d'affaires de 3,4 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Sur le Matif, le contrat sur les bons du Trésor à 10 ans était en hausse de 10 centimes à 131,74, soit un nouveau record. Aux Etats-Unis, le climat était favorable mardi aux actions, le Dow Jones gagnant 0,76 %. Les taux à long terme ont fini à 6,70 % contre 6,69 % lundi. Les opérateurs n'ont pas réagi aux résultats proches des attentes de l'adjudication trimestrielle de bons du Trésor à trois ans, attendait plutôt celles de



bons à dix et trente ans. Du côté des valeurs, le GAN continue à progresser sur des rumeurs récurrentes de restructurations dans le secteur de l'assurance. Le titre

monte de 8,4 % et les AGF de 5,8 %. Dassault Systèmes, recommandé par les sociétés de bourse Warburg et Cheuvreux de Virieu, monte encore de 4,9 %.

AGE, valeur du jour

L'ACTION AGF a encore gagné 5 % à 189 francs, mardi 11 février à la Bourse de Paris. La hausse de la valeur est constante depuis la fusion Axa-UAP en novembre. Les analystes s'attendent à de nouveaux mouvements dans le secteur et les AGF sont, dans cette perspective, les plus fragiles. Le capital de la Compagnie d'assurances, privatisée fin 1996, n'est pas verrouillé. La Banque Lazard, conseil de l'allemand Allianz, ne cache pas l'intérêt de son client pour les AGF,

bien qu'une action hostile semble improbable. Enfin, les assureurs oerlendaient cherchent aussi à se renforcer en France.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 12/02	Var. %	Var. %
GAN	121	+0,58	+15,28
Cap Gemini	332,10	+0,28	+32,36
SPM	1145	+0,48	+11,16
Dev R.N.P. Cal Li	53,30	+0,34	+22,98
AGF Ass. Gen. France	199,50	+0,58	+19,16
Pedivier	255	+0,48	+17,28
SETA	233	+0,47	+7,37
Galeries Lafayette	2305	+0,48	+24,86
Marine Wende	604	+0,48	+26,88
Sofimes	398	+0,48	+5,88

BAISSES, 12h30	Cours au 12/02	Var. %	Var. %
Elfage	304	-0,48	+48,29
Renault	123,10	-0,48	+10,40
Sauquière (NS)	665	-0,48	+6,16
Zodiac ex. div. div.	1510	-0,48	+4,79
CCMI (CEMCO) Ly	50,10	-0,48	+18,87
Axa	373	-0,48	+13,03
Lapeyre	353,40	-0,48	+16,65
Dumont	400	-0,48	+13,35
UAP/COMPAGNIE	148,10	-0,48	+6,93

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	12h30 Times	Capitalisation en K€
B.N.P.	105648	2504621
Alcatel Alsthom	20994	1712781
L'Oréal	79154	15875928
Axa	41694	15718740
Talca	17945	15161670
BT Aquitaine	320163	14055558
LYMHP Mot. Hist.	100888	14845212
AGF Ass. Gen. France	670109	13342621,10
Eaux (Gie des)	159611	120157296
Pedivier	45467	11688622,40

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

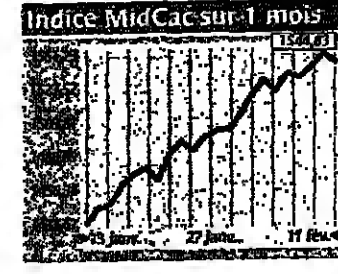
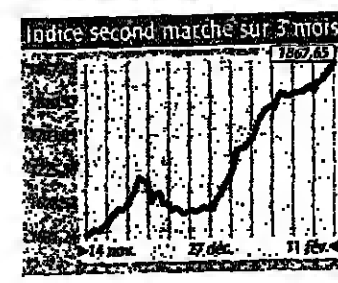
HAUSSES, 12h30	Cours au 12/02	Var. %	Var. %
Stora	7405	+0,58	+29,25
Guyonarch N.A.	340,30	+0,58	+31
Pier Imp. (Denmark)	39,90	+0,58	+1,48
Orat 1	1115	+0,58	+17,58
Altea (NS)	141	+0,58	+6,51

BAISSES, 12h30	Cours au 12/02	Var. %	Var. %
Grainograph	56	-0,58	+19,14
Del 2000	65,60	-0,58	+5,61
Pier. Deloyard	86	-0,58	+26,65
RUFA	335	-0,58	+9,63
CECIS (ex. Cebest)	230	-0,58	+7,58

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

IND. GEN. SBF 120	1795,76	3007,61	-0,27
Ind. 2nd. M. SBF 250	1725,04	2728,42	-0,63
Ind. Second Marché	1867,65	2869,67	+0,42
Ind. MidCAC	1544,83	2351,25	-0,41

Valeurs Index	1964,67	-0,36
1 - Energie	204,01	-0,76
2 - Produits de base	1953,44	-0,63
3 - Construction	1761,41	-0,45
4 - Biens d'équipement	1395,91	+1,20
5 - Automobile	2064,77	-1,69
6 - Biens de consommation	3332,27	-0,54
7 - Indus. agro-alim.	1691,90	-0,15
8 - Services	1953,44	-0,32
9 - Distribution	2655,27	-0,36
10 - Autres services	1281,12	+0,10
Sociétés financières	1276,80	+0,06
11 - Immobilier	776,92	-0,11
12 - Services financiers	1250,99	-0,02
13 - Sociétés invest.	1737,73	+0,37



Nette hausse à la Bourse de Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé en nette hausse, mercredi 12 février, grâce à la persistance d'une forte demande sur les sociétés qui bénéficient de la baisse du yen. L'indice Nikkei, qui est brèvement monté jusqu'à 18 520,76 points, a terminé à 18 409,96 points, soit un gain de 228,79 points (1,26 %). La veille, Wall Street a annulé ses pertes enregistrées lundi grâce à une reprise partielle du secteur de la haute technologie. Le marché dans son ensemble a été plus calme, les opérateurs attendant la publication jeudi et vendredi des ventes de détail, de l'indice des prix à la production et de la production industrielle. En recul d'une vingtaine de points en début d'après-midi, l'indice Dow Jones s'est redressé pour finir en hausse de 51,57 points (+0,76 %), à 6 558,11 points.

En Europe, la Bourse de Londres a fini sur une légère baisse. L'indice Footsie a finalement perdu 3,4 points, soit 0,08 %, à 4 304,3 points. Outre-Rhin, la Bourse de Francfort a poursuivi sur sa lancée, inscrivant son huitième record de clôture consécutif, grâce à la détente du redoublement obligataire. L'indice DAX a gagné 0,10 %, à 3 187,58 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 12/02	Var. %
Paris CAC 40	2582,20	+0,58
New York NYSE	6833,87	+0,76
Tokyo Nikkei	18181,20	+1,26
Londres FT100	4299	-0,08
Francfort DAX 30	3187,58	+0,10
Frankfurt Commer.	1099,40	+0,34
Braunschweig 30	2490,10	+0,37
Bruxelles C20	2690,25	+0,37
Bruxelles C20	2690,25	+0,37
Madrid IBEX 35	474,44	+0,23
Stockholm OMXS30	2625,25	+0,25
Copenhague C20	2442,10	+0,25
Hong Kong Hang Seng	13454,20	+1,41
Singapore Straits	2197,05	+0,29

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

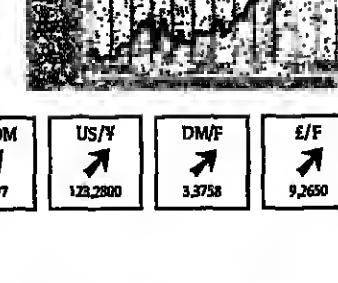
	11/02	10/02
Alcoa	64,64	66,87
Allied Signal	71	71
American Express	67	65
AT & T	38,87	39
Bethlehem	61,2	62,25
Boeing Co.	107,12	107,25
Caterpillar Inc.	79,12	79,12
Chevrolet Corp.	67,37	65,25
Coca-Cola Co.	59,25	58,37
DuPont	75,12	75,75
Du Pont Nemours & Co.	110,37	109,12
Eastman Kodak Co.	90,37	89,75
Exxon Corp.	101,62	100,12
Gen. Motors Corp.	35,62	35,50
Gen. Electric Co.	104,37	104,12
Goodyear Ty & Rubber	53,62	53,25
IBM	144,75	142,75
Int. Paper	42,37	42
J.P. Morgan Co.	103,75	104,25
K.C. Donnell Corp.	45,75	46
Merck & Co. Inc.	93,27	93
Minnesota Mining & Mfg.	84,12	83,50
Philip Morris	120,75	120,25
Procter & Gamble Co.	123,87	122,75
Sealed Roebuck & Co.	52,37	53
Telexco	103,37	102,50
Union Carb.	45,37	45,50
Union Carb.	45,37	45,50
Westingh. Electric	17,87	17,37
Woolworth	19,62	20

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	11/02	10/02
Allied Lyons	4,26	4,17
Barclays Bank	11,74	11,77
B.A.T. Industries	5,32	5,18
British Aerospace	12,27	12,56
British Airways	5,89	5,97
British Gas	2,58	2,43
British Petroleum	6,56	7,20
British Telecom	4,39	4,35
B.T.R.	2,48	2,50
Cadbury Schweppes	4,82	4,76
Eurotunnel	0,78	0,81
Forte	10,12	10,12
Glaxo Wellcome	10,12	10,12
Grain Processing	8,91	8,93
Grand Metropolitan	4,45	4,44
Guinness	4,35	4,29
Hanson Plc	0,87	0,88
Greif	6,25	6,32
H.S.B.C.	14,40	15,40
Imperial Chemical	7,40	7,38
Legal & Gen. Corp.	4,13	4,03
Marks & Spencer	4,92	4,91
National Westminster	6,28	6,31
Peninsula Orient	6,62	6,61
Reunert	6,24	6,44
Sainsbury and Sainsbury	1,03	1,02
Shell Transport	10,54	10,65
Tate and Lyle	4,38	4,39
Unilever Ltd	14,68	13,90
Zeneca	17,76	17,60

FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

	11/02	10/02
Allianz Holding N	3155	3174
Basf AG	63,04	62,94
Bayer AG	66,42	66,30
Bay Hypo/Werkbank	51,80	52,40
Bayer Verkehrsbank	52,60	52,60
BauWV	11,25	10,94
Commerzbank	43,30	43,30
Daimler-Benz AG	123,30	121,80
Deutsche Bank AG	84,70	85,15
Deutsche Telekom	32,58	32,70
Dresdner Bank AG FR	51,30	51,35
Haniel WZ	88,40	88,40
Hoechst AG	74,75	74,15
Karstadt AG	527,90	525
Linde AG	1106	1115
DT. Lufthansa AG	23,60	24,20
Man AG	69,50	69,50
Mannesmann AG	69,50	69,50
Micro	131,30	134,20
Muench. Rue N	3900	3815
Preussag AG	413	416,50
RWE	73,60	71,95
Sap VZ	253,20	256
Scherling AG	145,40	143,20
Siemens AG	86,60	87,02
Thyssen	321,50	327,50
Veolia AG	92,30	92,30
Vitag	707	715
Volkswagen VZ	628,50	633



LES TAUX

Niveau record pour le Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'Etat français, a inscrit un nouveau record, mercredi 12 février. Des les premières transactions, le contrat échéance mars gagnait 20 centimes, à 131,84. La veille, le marché obligataire français avait continué de voler de record en record, confiant dans la bonne tenue du marché américain et dans le maintien en Europe des taux d'intérêt à des bas niveaux. Le Matif avait

inscrit un nouveau record historique, le contrat mars terminant à 131,64, en hausse de 18 centimes. En cours de séance, il avait même atteint un plus haut niveau, à 131,80. Lundi, le contrat avait clôturé à 131,46, battant son précédent record du 13 janvier 1994 (131,38). Au comptant, le rendement de l'OTAT de référence à dix ans (avril 2007) est resté sous le seuil des 5,50 %, à 5,48 %. Son taux reste de 10 centimes inférieur aux taux du Bund de même échéance.

Notionnel 10 ans	11/02	10/02
1 mois	3,24	3,24
3 mois	3,26	3,26
6 mois	3,28	3,28
1 an	3,32	3,32
PIBOR FRANCS		
Pibor France 1 mois	3,3125	3,3125
Pibor France 3 mois	3,3125	3,3125
Pibor France 6 mois	3,3125	3,3125
Pibor France 9 mois	3,3125	3,3125
Pibor France 12 mois	3,3164	3,3164
PIBOR ECU		
Pibor Ecu 3 mois	4,0938	4,1250
Pibor Ecu 6 mois	4,0938	4,1250
Pibor Ecu 12 mois	4,0938	4,1250

TAUX DE RÉFÉRENCE	Taux au 11/02	Taux au 10/02	Indice des prix
France	3,12	3,12	1,70
Allemagne	3,06	3,06	1,40
Grande-Bretagne	6	7,25	2,50
Italie	7,42	7,30	2,50
Japon	0,50	0,45	0,20
Etats-Unis	5,13	5,48	2,90

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 11/02	Taux au 10/02	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,12	4,11	99,92
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	4,87	4,88	100,14
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,35	5,37	101,43
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,71	5,72	102,57
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,30	6,35	103,83
Obligations françaises	5,69	5,70	101,36
Fonds d'Etat à TME	2,29	2,20	99,41
Fonds d'Etat à TRE	2,02	1,91	99,44
Obligat. franc. à TME	2,10	2,33	99,65
Obligat. franc. à TRE	+0,07	+0,08	100,07

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)	Achat	Vente
11/02	1102	1092
12/02	1102	1092
13/02	1102	1092
14/02	1102	1092
15/02	1102	1092
16/02	1102	1092
17/02	1102	1092
18/02	1102	1092
19/02	1102	1092
20/02	1102	1092
21/02	1102	1092
22/02	1102	1092
23/02	1102	1092
24/02	1102	1092
25/02	1102	1092
26/02	1102	1092
27/02	1102	1092
28/02	1102	1092
29/02	1102	1092
30/02	1102	1092

MATIF					
échéances 11/02	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 97	97183	131,66	131,80	131,58	131,60
Jun 97	3344	130,36	130,40	130,30	130,30
Sept. 97	2	128,62	128,62	128,62	128,62
Déc. 97	—	—	—	—	—

صوتنا من الامم

FINANCES ET MARCHÉS

• LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997 / 19

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 12 FÉVRIER
Liquidation : 21 février
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12h30

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P.)	970	970	-	200,00
Crédit Lyonnais (T.P.)	855	855	-	200,00
Renault (T.P.)	1710	1710	-	200,00
Rhône-Poulenc (T.P.)	1981	1981	-	200,00
Saint-Gobain (T.P.)	1275	1275	-	200,00
Thomson SA (T.P.)	1040	1040	-	200,00
Accor	730	730	-	200,00
AGF-As. Gen. France	189	189	-	200,00
Air Liquide	913	913	-	200,00
Alcatel Alsthom	357	357	-	200,00
Axa	370,80	370,80	-	200,00
Adm.	700	700	-	200,00
Bail Inverness	784	784	-	200,00
Banque (Cie)	700	700	-	200,00
Bazar Hol. Ville	520	520	-	200,00
Bertrand Faure	240,30	240,30	-	200,00
BIC	407	407	-	200,00
BIS	407	407	-	200,00
B.N.P.	229,50	229,50	-	200,00
Bollore Techno.	659	659	-	200,00
Bouygues	500	500	-	200,00
Bouygues Off.	152	152	-	200,00
Canal	1165	1165	-	200,00
Cap Gemini	310	310	-	200,00
Carbone Lorrain	1126	1126	-	200,00
Carrefour	3336	3336	-	200,00
Casino Guichard	247	247	-	200,00
Casino Guichard ADP	200	200	-	200,00
Cassandre D.I.H.	1169	1169	-	200,00
C.C.F.	264,50	264,50	-	200,00
CCM (ex-CCM) Ly.	57,50	57,50	-	200,00
Cegid (Ly.)	791	791	-	200,00
CEP Communication	400	400	-	200,00
Cens. Europ. Reun.	138	138	-	200,00
Cetelem	691	691	-	200,00
CGIP	1590	1590	-	200,00
Chargem Int'l	39,50	39,50	-	200,00
Christian Dior	892	892	-	200,00
Ciments Fr. P.H.	197,50	197,50	-	200,00
Cie France Ly.	707	707	-	200,00
Chirac	795	795	-	200,00
CLF-Delta France	521	521	-	200,00
CLF-Mediterranee	377	377	-	200,00
Colson	294,50	294,50	-	200,00
Colas	781	781	-	200,00
Compt. Entrep.	12,30	12,30	-	200,00

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
ABN-Amro Hol.	383,50	383,50	-	200,00
Adidas AG	1715	1715	-	200,00
Adidas AG	310	310	-	200,00
American Express	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Paiement dernier coup. (1)
ABN-Amro Hol.	383,50	383,50	-	200,00
Adidas AG	1715	1715	-	200,00
Adidas AG	310	310	-	200,00
American Express	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00
Anglo-American	344,50	344,50	-	200,00

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

MERCREDI 12 FÉVRIER

BFCE 9% 91-02	101,05	101,05	DAT ESOT TRA CA	107,15
CEPME 5% 98-01	112,16	112,16	DAT 104585-00 CA	118,15
CEPME 5% 99-01	122,17	122,17	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 9% 90-03	125,15	125,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 92-03	122,15	122,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 93-01	120,15	120,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 94-01	118,15	118,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 95-01	116,15	116,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 96-01	114,15	114,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 97-01	112,15	112,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 98-01	110,15	110,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 99-01	108,15	108,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 00-01	106,15	106,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 01-01	104,15	104,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 02-01	102,15	102,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 03-01	100,15	100,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 04-01	98,15	98,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 05-01	96,15	96,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 06-01	94,15	94,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 07-01	92,15	92,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 08-01	90,15	90,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 09-01	88,15	88,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 10-01	86,15	86,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 11-01	84,15	84,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 12-01	82,15	82,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 13-01	80,15	80,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 14-01	78,15	78,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 15-01	76,15	76,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 16-01	74,15	74,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 17-01	72,15	72,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 18-01	70,15	70,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 19-01	68,15	68,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 20-01	66,15	66,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 21-01	64,15	64,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 22-01	62,15	62,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 23-01	60,15	60,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 24-01	58,15	58,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 25-01	56,15	56,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 26-01	54,15	54,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 27-01	52,15	52,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 28-01	50,15	50,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 29-01	48,15	48,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 30-01	46,15	46,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 31-01	44,15	44,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 32-01	42,15	42,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 33-01	40,15	40,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 34-01	38,15	38,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 35-01	36,15	36,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 36-01	34,15	34,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 37-01	32,15	32,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 38-01	30,15	30,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 39-01	28,15	28,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 40-01	26,15	26,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 41-01	24,15	24,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 42-01	22,15	22,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 43-01	20,15	20,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 44-01	18,15	18,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 45-01	16,15	16,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 46-01	14,15	14,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 47-01	12,15	12,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 48-01	10,15	10,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 49-01	8,15	8,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 50-01	6,15	6,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 51-01	4,15	4,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 52-01	2,15	2,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 53-01	0,15	0,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 54-01	-1,15	-1,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 55-01	-3,15	-3,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 56-01	-5,15	-5,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 57-01	-7,15	-7,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 58-01	-9,15	-9,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 59-01	-11,15	-11,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 60-01	-13,15	-13,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 61-01	-15,15	-15,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 62-01	-17,15	-17,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 63-01	-19,15	-19,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 64-01	-21,15	-21,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 65-01	-23,15	-23,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 66-01	-25,15	-25,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 67-01	-27,15	-27,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 68-01	-29,15	-29,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 69-01	-31,15	-31,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 70-01	-33,15	-33,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 71-01	-35,15	-35,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 72-01	-37,15	-37,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 73-01	-39,15	-39,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 74-01	-41,15	-41,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 75-01	-43,15	-43,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 76-01	-45,15	-45,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 77-01	-47,15	-47,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 78-01	-49,15	-49,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 79-01	-51,15	-51,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 80-01	-53,15	-53,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 81-01	-55,15	-55,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 82-01	-57,15	-57,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 83-01	-59,15	-59,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 84-01	-61,15	-61,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 85-01	-63,15	-63,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 86-01	-65,15	-65,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 87-01	-67,15	-67,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 88-01	-69,15	-69,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 89-01	-71,15	-71,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 90-01	-73,15	-73,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 91-01	-75,15	-75,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 92-01	-77,15	-77,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 93-01	-79,15	-79,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 94-01	-81,15	-81,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 95-01	-83,15	-83,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 96-01	-85,15	-85,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 97-01	-87,15	-87,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 98-01	-89,15	-89,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 99-01	-91,15	-91,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 00-01	-93,15	-93,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 01-01	-95,15	-95,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 02-01	-97,15	-97,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 03-01	-99,15	-99,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 04-01	-101,15	-101,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 05-01	-103,15	-103,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 06-01	-105,15	-105,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 07-01	-107,15	-107,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 08-01	-109,15	-109,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 09-01	-111,15	-111,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 10-01	-113,15	-113,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 11-01	-115,15	-115,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 12-01	-117,15	-117,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 13-01	-119,15	-119,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 14-01	-121,15	-121,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 15-01	-123,15	-123,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 16-01	-125,15	-125,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 17-01	-127,15	-127,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 18-01	-129,15	-129,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 19-01	-131,15	-131,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 20-01	-133,15	-133,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 21-01	-135,15	-135,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 22-01	-137,15	-137,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 23-01	-139,15	-139,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 24-01	-141,15	-141,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 25-01	-143,15	-143,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 26-01	-145,15	-145,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 27-01	-147,15	-147,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 28-01	-149,15	-149,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 29-01	-151,15	-151,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 30-01	-153,15	-153,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 31-01	-155,15	-155,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 32-01	-157,15	-157,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 33-01	-159,15	-159,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 34-01	-161,15	-161,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 35-01	-163,15	-163,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 36-01	-165,15	-165,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 37-01	-167,15	-167,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 38-01	-169,15	-169,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 39-01	-171,15	-171,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 40-01	-173,15	-173,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 41-01	-175,15	-175,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 42-01	-177,15	-177,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 43-01	-179,15	-179,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 44-01	-181,15	-181,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 45-01	-183,15	-183,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 46-01	-185,15	-185,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 47-01	-187,15	-187,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 48-01	-189,15	-189,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 49-01	-191,15	-191,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 50-01	-193,15	-193,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 51-01	-195,15	-195,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 52-01	-197,15	-197,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 53-01	-199,15	-199,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 54-01	-201,15	-201,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 55-01	-203,15	-203,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 56-01	-205,15	-205,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 57-01	-207,15	-207,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 58-01	-209,15	-209,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 59-01	-211,15	-211,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 60-01	-213,15	-213,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 61-01	-215,15	-215,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 62-01	-217,15	-217,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 63-01	-219,15	-219,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 64-01	-221,15	-221,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 65-01	-223,15	-223,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 66-01	-225,15	-225,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD 5% 67-01	-227,15	-227,15	DAT 104585-00 CA	118,15
CFD				

DISPARITIONS

■ **LOU BENNETT**, organiste de jazz américain, est mort lundi 10 février à l'hôpital du Chesnay (Yvelines) à l'âge de soixante-dix ans. Martiniquais par son père - son vrai nom était Jean-Louis Benoit -, il était né le 18 mai 1926 à Philadelphie (Pennsylvanie). Elevé par un grand-père pasteur baptiste dans le Maryland, il s'initie des son plus jeune âge au gospel, apprend le piano et l'harmonium pour accompagner les chants de l'église. Après son service militaire (1943-1946), où il tient le tuba dans l'orchestre de l'armée, il s'établit un temps comme cordonnier (son métier d'origine) avant de s'acheter un orgue et de former un trio inspiré par celui de Nat King Cole. Devenu professionnel au début des années 50, il parcourt les Etats-Unis et, sur recommandation du chanteur Babs Gonzales, se fait engager au Blue Note à Paris en 1960. Lou Bennett fait ensuite l'essentiel de sa carrière en Europe, et en France en particulier - il était notamment un habitué du Petit Opéra à Paris -, où il se produit avec des musiciens américains,

« exiliés » comme lui, dont le batteur Kenny Clarke et le guitariste Jimmy Gourley. Fêré d'électronique, ce disciple de Wild Bill Davis et de Jimmy Smith, avait mis au point en 1978 un orgue, la « Bennett Machine », qui lui permettait de dupliquer divers instruments (piano, cordes, cuivres, vibrapone...) comme un véritable orchestre.

■ **BRIAN CONNOLLY**, chanteur du groupe britannique de rock Sweet, est mort, lundi 10 février, à l'âge de quarante-sept ans. Avec Slade, T. Rex ou Gary Glitter, Sweet fut un des principaux représentants du courant glam-rock (pour glamoriser), très en vogue au début des années 70 en Grande-Bretagne et dont l'incarnation la plus célèbre fut Ziggy Stardust, le personnage créé par David Bowie. Proche du hard-rock, ce genre souligne le thème répétitif de la guitare ; les musiciens, aux visages outrageusement maquillés, portent vestes à paillettes et bottes à semelles composées. Sweet signe en 1971 chez RCA et, avec l'aide du tandem d'auteurs-compositeurs Nicky Chino et Mike Chapman, s'impose grâce

aux tubes *Little Willy*, *Wig Wam Bam*, *Blockbuster* - très proche de *Jean Genie* de David Bowie -, *Ballroom Blitz* et *Teenage Rampage*. En 1974, le groupe se sépare de Chinn et Chapman pour valoriser ses propres compositions. Victime d'une attaque cardiaque en 1981, Connolly avait quitté le groupe en 1979, mais continuait de jouer les grands succès de Sweet sur scène.

■ **MARIO HENRIQUE SIMONSEN**, économiste brésilien, est mort dimanche 9 février d'un cancer du pouton à Rio de Janeiro à l'âge de soixante et un ans. Il était considéré comme un des artisans du « miracle économique brésilien » des années 70, pendant la dictature militaire. Il avait pour-tant été nommé ministre des finances et de la planification par le président Ernesto Geisel en 1974, au moment où ce « miracle » prenait fin, pour faire place à une très forte inflation. Mario Henrique Simonsen avait été administrateur de nombreuses sociétés. Il avait également été professeur à la Fondation Getúlio Vargas, un institut de recherches économiques, où il a formé de nombreux responsables économiques brésiliens.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 10-mardi 11 février sont publiés :
● **Zones franches** : un décret relatif à l'exonération d'impôt sur les bénéfices dans les zones franches urbaines, pris en application de la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville.
● **Finances** : un décret fixant à 3,87 % le taux de l'intérêt légal pour l'année 1997.
● **Agriculture** : un décret et un arrêté relatifs à l'aide de démarrage aux groupements pastoraux et aux associations foncières pastorales.
● **Espace rural** : un décret relatif à la création du commissaire à l'espace rural ; placé auprès du ministre de l'Agriculture et du ministre de l'aménagement du territoire, il est chargé de faire des propositions sur les questions relatives à l'espace et à l'environnement ruraux ; un arrêté portant nomination du commissaire à l'espace rural ; il s'agit d'André Gous-

tat, président de Chasse, pêche, nature et traditions (lire page 8).

Au *Journal officiel* du mercredi 12 février sont publiés :
● **Logements sociaux** : un décret portant définition des logements sociaux en accession à la propriété.
● **Habitat** : un décret relatif aux modalités d'application du plan de sauvegarde d'ensembles d'habitat privé institué par la mise en œuvre

du pacte de relance pour la ville.
● **Assurance-maladie** : un arrêté fixant au 1^{er} mars la date d'entrée en vigueur du codage des actes de biologie médicale.
● **Sécurité sociale** : un arrêté portant nomination au Haut comité médical de la Sécurité sociale.
● **Bons du Trésor** : un arrêté relatif à la création de bons du Trésor en compte courant à taux fixe et intérêts annuels 4,75 %, remboursés le 12 mars 2002.

NOMINATIONS

PROTESTANTISME
Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, deviendra pasteur de la paroisse Saint-Jean de Mulhouse (Haut-Rhin), qui appartient à l'Eglise réformée d'Alsace et de Lorraine. En annonçant son intention de ne pas dépasser dix années à la tête de la Fédération protestante, Jacques Stewart avait annoncé son souhait de revenir en paroisse. Le 1^{er} juillet,

le pasteur luthérien Jean Tartier lui succédera (*Le Monde* du 24 décembre 1996).
[Né le 24 juillet 1936 à Cannes (Alpes-Maritimes), Jacques Stewart, licencié de théologie à la faculté protestante de Montpellier, a été pasteur à Strasbourg (1970-1974), à Nancy (1974-1982), président du conseil de la région Est de l'Eglise réformée de France. C'est en 1987 qu'il est devenu président de la Fédération protestante et, à ce titre, coprésident du Conseil d'Eglises chrétiennes en France.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

De Nouchka et Erat.
Du Burkina à l'Inde. On y avait qu'un pas... Nous avons franchi la Volta.
Happy Birthday !

Mariages

Etodie
a la joie d'annoncer le mariage de ses parents.
Patricia BLANCHON
et
Bruno CHEVALIER,
qui se sont mariés le 1^{er} février 1997, à Paris-20.
2, square Göt,
75020 Paris.

Décès

— **Sos-en-Albert**
M^{me} Pauline Batz, sa mère,
M^{me} Clémence Batz, son épouse,
M^{me} Alexandra Batz, sa petite-fille,
Jean-Léon et Marlène Batz, son fils et sa belle-fille,
et leur fille Marianne (†).
Les familles Barre, Gonilou, Roux. Ainsi que tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BATZ,
commandeur de la Légion d'honneur,
survenu le 6 février 1997, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques ont eu lieu, le 8 février, à Sos-en-Albert (Lot-et-Garonne).
M. Novarini,
47170 Mézin.
Tél. : 05-53-65-83-02.

— **Les familles Buchsenschutz, René et Sanchez**
ont la douleur d'annoncer le décès accidentel de

Nicolas BUCHSENSCHUTZ,
à Paris, le 6 février 1997, dans sa vingt-sixième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.
1, rue des Lilas,
77600 Guermantes.

— **Nous sommes priés d'annoncer le rappel à Dieu de**
Robert CARVALLO,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
vice-président de la Democrite historique,
survenu le 9 février 1997, et en union avec

Marguerite CARVALLO (†),
née d'ESTIENNE d'ORVES.

De la part de
Ses enfants,
Martine Carvallo,
Louis et Dorothée Champion,
Henri et Angélique Carvallo,
Du personnel du château de Villandry.
Et de toute la famille.

La levée du corps aura lieu au château de Villandry, le vendredi 14 février 1997, à 14 h 30, sera suivie d'une cérémonie religieuse, en l'église de Villandry.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— **La famille de**
M. Charles CASSIGNOL,
docteur d'Etat,
ingénieur de recherches au CEA,
vous informe de son décès, le 31 janvier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Il a donné son corps à la science.

— **Odile et Frédéric Billon-Chierne** et leurs enfants,
Sylvie et François Murnio-Chierne et leurs enfants,
Sophie et François Peyne-Chierne et leurs enfants,
Isabelle Pasty et son fils Antoine Chierne,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Marc Chierne,
sa sœur et son beau-frère,
Les familles Doyen, Dolé, Leclercq-Mahieu,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Jean CITERNE,
ancien élève de l'Ecole polytechnique promotion 1951,
ingénieur général des Ponts et Chaussées en retraite,
survenu à Eyraudiers (Haute-Vienne), le 9 février, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 13 février, à 16 heures, en l'église Saint-Louis, 63, avenue Jules-Ferry, à Cimetière (Nord).

Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue de la Piroisie,
78400 Chateau.

— **M^{me} Jean Fourné**, née Annette de Scornille.

M. et M^{me} Patrick Boiron,
Maxime, Alexandre, Benjamin Boiron.

M. et M^{me} Paul Fourné,
leurs enfants et petits-enfants.

Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean FOURRÉ,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille de l'aéronautique.

La levée du corps aura lieu au domicile mortuaire à Marbou, le vendredi 14 février 1997, à 12 h 45, suivie de l'incinération dans l'incinérateur familial.

Ni fleurs ni couronnes.
Chantrelle,
route de Grasse,
16380 Marbou.

— **M^{me} Anne-Marie Quantin**,
M. et M^{me} Henri Quantin,
M. et M^{me} Paul Quantin,
Le docteur et M^{me} André Quantin,
ses enfants,
M. et M^{me} Jean-Christophe Quantin,
M. et M^{me} François Quantin,
M. Becharoni et M^{me} le docteur Catherine Quantin-Becharoni,
M. et M^{me} François Pottecher,
M^{me} Françoise Quantin
et M. Frédéric Vaillant,
Le docteur et M^{me} Xavier Quantin,
M. et M^{me} Pascal Bourdon,
M. et M^{me} Paul-Emmanuel Quantin,
ses petits-enfants,
Et ses dix-sept arrière-petits-enfants,
M^{me} Germaine Barin,
M^{me} André Rondelet,
Les familles Febvre, Pasquier et Roussin,
font part du décès de

M. André QUANTIN,
inspecteur central
du Trésor honoraire,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier dans l'Ordre national du Mérite,

survenu le 11 février 1997, dans sa centième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 15 février, à 14 heures, en l'église de Savigny-sous-Maizilly (Côte-d'Or).

Il rappelle à votre souvenir
Paul Quantin,
son épouse,
décédée en juillet 1988

et
Bernard Quantin,
son petit-fils,
décédé en septembre 1996.

— **Les éditions Présence africaine** ont la profonde douleur de faire part du décès de l'écrivain guinéen

Williams SASSINE,
le dimanche 9 février 1997, à Conakry, à l'âge de cinquante-trois ans.

O est et demeure l'un des plus grands écrivains de son temps.

Sa disparition est une immense perte pour les lettres africaines.

(Œuvres : *Saint-Monsieur Baly* (1973), *Worjuma* (1976), *Le jeune Homme des sables* (1979), *L'Alphabète* (1982), *Le zèbre n'est pas à l'importance qui* (1985).
A paraître : *La Mémoire d'une peau*.
[*Le Monde* du 12 février])

Avis de messe
— Le mardi 18 février 1997, à 18 heures, à la crypte du couvent des dominicains, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e, l'eucharistie sera célébrée à la mémoire de

Geneviève CAMPREDON,
décédée le 5 février 1996,
et en souvenir de sa mère.

Manon MARCHAL,
décédée le 27 décembre 1995.

— Une messe sera célébrée le jeudi 20 février 1997, à 18 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Orléans de Fassy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e, à l'intention de

M. Bernard GAUJAL,
chevalier de la Légion d'honneur,
décédé le 13 janvier 1997.

De la part de
M^{me} Bernard Gajjal,
son épouse,
M. et M^{me} Jacques-Christophe de Bary,
M. et M^{me} Bernard Joseph,
M. Emmanuel Gajjal,
M. et M^{me} Alain Gajjal,
ses enfants et petits-enfants.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Services religieux

— La cérémonie des chochim de
Léon LENEMAN
aura lieu à la synagogue, 14, place des Vosges, Paris-4^e, le 16 février 1997, à 18 h 15.

Anniversaires de décès

— Le 13 février 1996,
le doyen
Jacques CEDRAS,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
commandeur dans l'Ordre des Palmes académiques,

nous quitte.
En ce jour anniversaire, toutes nos pensées vont vers lui.

Richard ROUD,
fondateur directeur émérite du New York Film Festival,
disparu le 13 février 1989.

fut l'auteur (américain-USA) de premiers livres sur Godard, J.-M. Straub, H. Langlois, Cinema - a Critical Dictionary, en 1983, de la première biographie officielle de

François TRUFFAUT,
inédite encore à ce jour.

Conférences

Transformations des armées au XVII^e siècle
par André Corvisier, professeur émérite à l'université Paris-IV, le lundi 17 février 1997, à 18 heures, palais abbatial, 5, rue de l'Abbaye, Paris-6^e. Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense, dans le cadre du cycle de conférences « Armées professionnelles et citoyennes : une perspective historique ».

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE
● **Séminaires**
Denis Guesnon : « Théâtres, philosophiques, poétiques », 17 février, 17 mars, 20 h 30-22 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Stéphane Argillière : « Atelier de traduction : introduction à la lecture des textes philosophiques en langue allemande », 19 février, 12 mars, 17 heures-19 heures, annexe de la V^e section EPHE, bld. du Crous, 29, rue David, Paris.

Barbara Cassin, Jean-François Courtine, Alain de Libera : « Ce que les philosophes disent de leur langue », 20 février : Denis Thonard : « Autour de Hamann, Jacobi, Herder », 21 février : Pierre Penisson : « Kant, sur la langue allemande », 20 heures-22 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Paul Ricoeur : « Le temps passé : mémoire, histoire, oubli », 20 et 26 février, 18 heures-20 heures, amphithéâtre B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Elisabeth Rigal : « Questions wittgensteiniennes - I. La question du sujet », 21 février, 20 heures-22 heures, amphithéâtre A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Olivier Lecour Grandmaison : « Sur la langue : pouvoirs idéologiques et poétiques de la dénotation. Avec Spinoza », 20 février, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, répondre : 01-44-61-46-85. Autres renseignements : 01-44-61-46-80.

Communications diverses
— **M. R.S. Strat**, grand rabbin de France, traitera « Le judaïsme face à deux ans de shoa » au CBL, 10, rue Saint-Charles, Paris-3^e, ce jeudi 13 février 1997, à 20 h 30. Tél. : 01-42-71-68-19.

ART : L'EMPT du Mans
Rituel son
cinquantième
le samedi 3 mai 1997, au Mans.
Contact : 06-07-97-69-58
ou 02-43-87-91-36

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard
75242 Paris Cedex 05
Renseignements :
01-42-17-29-94
ou 29-96 ou 38-42
Télécopieur : 01-42-17-21-36
Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Thèmes étudiants 65 F
Les lignes en capitales grasses sont insérées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

POUR COMPRENDRE
LE FUTUR
MIEUX VAUT CONNAÎTRE
LE PRÉSENT

BILAN DU MONDE
Édition 1997

L'année économique et sociale 1996
L'analyse de 174 pays
et des 22 régions françaises

Un véritable atlas économique et social
du monde d'aujourd'hui

Préfaces de Raymond Barre et de Michel Rocard

- 174 pays analysés par les correspondants du Monde
- Le panorama des 22 régions françaises
- Les mutations de l'économie française et mondiale
- La situation des grands secteurs industriels mondiaux
- L'évolution des marchés financiers

Une publication du **Monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 200 PAGES - 50 F

AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997

ASTRONOMIE Le télescope spatial Hubble va recevoir, jeudi 13 février, la visite de la navette américaine Discovery. L'équipage procédera au changement de divers

équipements, au cours de quatre sorties. ● CETTE MISSION D'ENTRETIEN devrait permettre de doter le télescope d'une nouvelle caméra à infrarouge, qui lui permettra de

mieux évaluer la vitesse d'expansion de l'Univers, et d'un spectrographe plus sensible offrant la possibilité de traquer, entre autres objets célestes, les trous noirs super-

massifs. ● LES SEPT MEMBRES de l'équipage se sont entraînés pendant deux ans pour mener à bien cette opération, dont le coût approche 4 milliards de francs. ● EN

1993, une première réparation en orbite avait permis de rendre la vue à Hubble, qui s'était révélé myope à la suite d'une erreur de polissage de son miroir de 2,4 m de diamètre.

Des opticiens de l'espace s'élancent vers le télescope Hubble

Les astronautes américains embarqués sur la navette Discovery vont capturer pour la deuxième fois l'observatoire astronomique lancé en 1990. Ils vont procéder, en orbite, au changement de plusieurs de ses instruments afin d'améliorer ses performances

HUBBLE est décidément très courtisé. Trois ans après avoir été guéri de sa myopie, le télescope spatial Hubble reçoit à nouveau la visite d'opticiens de l'espace. L'équipage de la navette Discovery, lancée mardi 11 février depuis le Centre spatial Kennedy de Cap Canaveral (Floride), revient au chevet de l'observatoire astronomique, afin de remplacer deux instruments optiques et divers équipements de bord, ce qui devrait lui permettre de sonder avec plus de précision les tréfonds de l'Univers.

Hubble revient de loin : conçu par la NASA et l'Agence spatiale

des meilleurs télescopes terrestres, et observer des objets cinquante fois moins lumineux.

Hélas ! on devait rapidement s'apercevoir qu'il était atteint de tremblements, de trous de mémoire et de troubles de la vue. En passant du jour à la nuit, ses panneaux solaires se déformaient et le rendaient instable, tandis que ses enregistreurs de bord étaient sensibles aux perturbations électromagnétiques de la « ceinture de Van Allen ». Plus grave, un défaut de courbure de quelques microns de son miroir de 2,4 mètres de diamètre l'empêchait de concentrer

à bord de Discovery, n'hésite pas à comparer « à la conquête lunaire ».

Grâce à une nouvelle caméra et à l'adjonction de miroirs, Hubble a pu, dès lors, accomplir pleinement sa mission et régaler les astronomes d'images d'une qualité inégalée. L'Institut scientifique du télescope spatial (STIS) de Baltimore (Maryland), qui coordonne les recherches menées à partir des données de Hubble, recense pas moins de 5 000 publications scientifiques.

OPÉRATION DANS LE VIDE

Pourquoi, alors, retourner en orbite ? Il s'agit cette fois de simples mesures d'entretien et de remise à niveau des performances de cet engin, dont l'espérance de vie est de quinze ans. D'ores et déjà, deux missions supplémentaires sont prévues, en 1999 et 2002. La première sera l'occasion de changer une caméra et les panneaux solaires, et de remonter le satellite sur une orbite plus élevée, mais l'objectif de la seconde n'est pas encore défini.

Si les réparations en orbite doivent devenir routinières, les dix jours qui viennent ne seront pas pour autant de tout repos pour l'équipage de Discovery. La première opération concerne l'arrimage des 11 tonnes du satellite et de ses deux fragiles panneaux solaires. Pour mener à bien cette manœuvre délicate, l'expérience acquise lors des différents apogées effectués avec la station orbitale Mir devrait être la bienvenue.

Le lendemain, au quatrième jour de la mission, aura lieu la première des quatre sorties extravéhiculaires au cours desquelles les astronautes, perchés à l'extrémité d'un bras articulé ou agrippés à l'une des 76 poignées qui ornent le satellite, procéderont aux réparations et aux échanges d'instruments optiques.



L'équipage de Discovery, après avoir placé le satellite dans la soute de la navette à l'aide d'un bras articulé, devra procéder au remplacement de plusieurs équipements du télescope spatial. Ce même bras permettra aux astronautes, perchés à son extrémité, de manipuler des pièces de rechange pesant 150 kg. Quatre sorties extravéhiculaires seront nécessaires pour remettre à neuf le télescope spatial.

Les quatre astronautes qui opéreront dans le vide, à 580 km d'altitude environ, se préparent à cette intervention depuis deux ans. Ils ont passé plus d'une centaine d'heures dans leur scaphandre malcommode (135 kg), au fond de piscines censées reproduire l'apesanteur. Leurs mains sont devenues calleuses, affirmant-ils, à force de manier les quelques 150 outils qui doivent leur permettre de mener à bien les quatre séances de Meccano spatial.

Au titre des réparations usuelles,

les astronautes procéderont au changement de plusieurs équipements obsolètes. C'est le cas du système de pointage de Hubble, qui permet également d'effectuer des mesures astronomiques.

VOIR LES TROUS NOIRS

Un nouvel enregistreur de données, doté d'une mémoire électronique, sera capable de stocker dix fois plus d'informations que les actuels enregistreurs à bande magnétique. Côté mécanique, l'une des quatre roues à inertie servant à sta-

biliser le satellite sera remplacée, même si, en principe, trois de ces volants suffisent à orienter et maintenir l'engin en place.

Mais le plus délicat concerne la partie proprement scientifique de la mission. Deux instruments - un spectromètre et un spectrographe - seront remplacés par des modèles plus performants : Nicmos (Near Infrared Camera and Multi-Object Spectrometer) et STIS (Space Telescope Imaging Spectrograph).

Les trois caméras de Nicmos doivent recueillir des images dans le spectre infrarouge - entre 0,8 et 2,5 micromètres - dans une gamme d'onde permettant de mesurer le « décalage vers le rouge », qui traduit la vitesse d'éloignement d'un objet lointain. Cet instrument pourra détecter des objets trop distants pour les instruments travaillant en lumière visible et ultraviolet, et offrira une idée plus précise de la vitesse d'expansion de l'Univers.

Le spectrographe STIS décomposera la lumière captée par le télescope en diverses franges permettant d'analyser la composition, la température, la vitesse et les propriétés physiques et chimiques des astres auscultés par Hubble. Ses deux détecteurs pourront conjointement collecter trente fois plus de données spectrales et cinq cents fois plus de données spatiales que les précédents spectrographes, assure la NASA.

Grâce à lui, les astrophysiciens espèrent, en visitant les centres galactiques, étudier plus en détail les trous noirs supermassifs, ces étranges objets célestes qui avaient constitué l'une des découvertes offertes par Hubble première formule.

Hervé Morin

Edwin Hubble et l'expansion de l'Univers

L'astrophysicien américain Edwin Powell Hubble fut le premier à observer, grâce au télescope du mont Wilson, les étoiles variables appelées Céphéides, dans la nébuleuse M 31 d'Andromède, mettant ainsi en évidence en 1924 l'existence de galaxies extérieures à la Voie lactée.

Sa principale contribution fut son interprétation des observations du Hollandais William de Sitter sur le « décalage vers le rouge » des galaxies. Hubble émit en 1929 l'hypothèse que ce phénomène était la conséquence de l'effet Doppler-Fizeau, qui se manifeste, par exemple, par la déformation du son de la sirène d'une ambulance en mouvement. Cet effet traduisait, selon lui, l'éloignement croissant des galaxies les unes des autres. Il confortait ainsi la théorie de l'expansion de l'Univers, et donnait son nom à une constante indiquant la vitesse de cette expansion. L'inconnue de Hubble serait sans doute un terme plus adéquat, dans la mesure où ses successeurs n'ont pas encore trouvé sa valeur exacte.

européenne, lancé en 1990, avec sept ans de retard sur le calendrier initial, cet instrument de la taille d'un autobus à impériale est le plus grand télescope jamais mis sur orbite.

En s'affranchissant de l'atmosphère terrestre, qui opère une distorsion sur les rayons lumineux, il devait pouvoir atteindre une résolution (précision) de 0,1 seconde d'arc, dix fois plus élevée que celle

convenablement la lumière ! La NASA faillit ne pas se relever de cette boue, incocevable pour un engin dont le prix dépassait les 10 milliards de francs. Ce fut la navette Endeavour, qui, en décembre 1993, pour 3,8 milliards de francs supplémentaires, devait rendre sa clairvoyance au télescope. Un authentique exploit, que l'astronome Steve Hawley, qui y prit part et se trouve actuellement

liards de francs dans ce programme et, outre les équipes nationales, dispose d'une équipe permanente de 15 personnes à Baltimore.

Souvent époustouflantes - comme cette « nurserie » galactique où des étoiles sont saisies à peine écloses -, ces images ont une valeur scientifique inégalée. A l'actif de Hubble, on peut citer la découverte d'oxygène sur Europe, l'une des lunes de Jupiter, ainsi que de nouvelles lunes autour de Saturne. Il a également identifié des trous noirs, dans les galaxies NGC 4261 et M 87. Il a, enfin, trouvé des indices de l'existence d'une planète extra-solaire autour de l'étoile Beta Pictoris.

Sa contribution à la cosmologie passe par l'observation des lentilles gravitationnelles, ces objets massifs qui, en inflectant la lumière émise par des astres placés derrière eux, permettent de voir des galaxies vieilles de près de 6 milliards d'années. Le télescope a pu observer la collision d'une galaxie et d'un quasar. Plus brillants que 1 million de millions de soleils, ces

quasars peuvent aussi servir de cible à Hubble : en analysant le rayonnement ultraviolet qui en est issu, les astronomes ont constaté la présence d'hélium dans l'univers lointain. Ces nuages d'hélium, plus abondants qu'on ne le pensait jusqu'alors, constituent peut-être une piste pour résoudre l'énigme de la masse manquante de l'Univers, ces fameux 90 % de matière qui restent invisibles aux télescopes.

Les données reçues par le télescope spatial sont utilisées par les cosmologistes, qui tentent de calculer la constante définie par l'astronome auquel il doit son nom, Edwin Hubble. Deux équipes ont ainsi trouvé récemment deux valeurs différentes pour ce paramètre qui détermine la vitesse d'expansion de l'Univers et permet, avec deux autres constantes, de déterminer son âge. Peut-être les nouveaux instruments du télescope permettront-ils de les départager...

H. M.

Un formidable outil pour les cosmologistes

RAREMENT instrument scientifique aura été autant sollicité. Depuis que sa vue a été corrigée, Hubble a transmis plus de 100 000 clichés, pointant ses caméras aussi bien vers les planètes du système solaire que vers les points les

ANALYSE

L'instrument explore l'énigme de la masse manquante : 90 % de la matière est invisible

plus éloignés de l'Univers. L'Institut scientifique du télescope spatial de Baltimore recueille ses images, qui sont exploitées par des centaines d'astronomes.

Les Européens, qui bénéficient en principe de 15 % du temps d'observation, ne sont pas en reste. L'Agence spatiale européenne a investi, depuis le début des années 80, plus de 3 mil-

L'utilisation des produits issus des cadavres humains est réglementée

LE PROFESSEUR Jean-François Girard, directeur général de la santé, a signé un arrêté, publié au Journal officiel daté du 5 février, qui établit des interdictions dans l'usage thérapeutique de produits issus de cadavres humains. Ces interdictions se fondent sur les recommandations du conseil médical et scientifique de l'établissement français des greffes.

Elles visent à prévenir tout risque de transmission à l'homme, dans le cadre de l'exercice chirurgical, des affections causées par les « agents transmissibles non conventionnels » que sont les prions. C'est notamment la transmission accidentelle via un geste chirurgical de la maladie de Creutzfeldt-Jakob qui est ici visée.

La bibliographie médicale témoigne de l'existence non négligeable d'un risque lors de gestes neurochirurgicaux impliquant l'usage de produits issus du corps humain. L'affaire de l'hormone de croissance contaminée a démon-

tré, à partir de l'usage des glandes hypophysaires humaines, la réalité de ce risque infectieux très long-temps comme quantité négligeable. Aujourd'hui, l'affaire de la « vache folle » donne à ce dossier une actualité.

Les autorités sanitaires françaises interdisent dorénavant, aux termes de l'arrêté, « la transformation, l'importation, l'exportation, la distribution, la cession à titre gratuit ou onéreux et l'utilisation à des fins thérapeutiques des hypophysés, des tympans et des rochers d'origine humaine ».

« Il sera procédé au retrait des hypophysés, des tympans et des rochers d'origine humaine destinés à l'utilisation thérapeutique en tout lieu où ils se trouvent, précise ce texte. Seuls les osselets d'origine humaine, prélevés par le conduit auditif externe, peuvent être utilisés à des fins thérapeutiques chez l'homme ».

Le professeur Didier Houssin, directeur de l'établissement fran-

çais des greffes, avait réuni à deux reprises sur ce thème, en 1995, les experts de l'activité chirurgicale. Leurs réflexions sont résumées dans un document interne en date du 13 novembre 1996, approuvé le 26 novembre par les membres du comité médical et scientifique de cet établissement, que préside le docteur Dominique Durand.

INCERTITUDES PERSISTANTES

« La commission insiste sur les incertitudes qui persistent concernant les maladies à agents transmissibles non conventionnels. D'une part, la fréquence de ces maladies dans la population générale est faible : la fréquence de la maladie de Creutzfeldt-Jakob est d'environ un cas par million d'habitants, et cette fréquence apparaît stable depuis plusieurs années. D'autre part, il n'existe pas de tests accessibles pour le dépistage biologique de ces infections chez les sujets atteints et chez les sujets en phase d'incubation », peut-on lire dans le document.

Les experts insistent pour que les décisions prises aujourd'hui soient réévaluées dans deux ans en fonction des connaissances qui pourraient être apparues.

Le document de l'établissement français des greffes aborde les problèmes pratiques soulevés par l'utilisation de différents tissus. Les cornées posent un problème majeur, puisque plusieurs milliers de personnes sont en France en liste d'attente pour être greffées. Il n'existe ici aucune solution thérapeutique, et le risque infectieux est minime. Les experts estiment que les personnes concernées doivent être informées du rapport bénéfice-risque, et que, dès lors, l'utilisation thérapeutique de ces tissus peut être poursuivie.

Concernant les glandes hypophysaires, les experts estiment que les besoins et les bénéfices sont nuls, et que le risque est majeur. Un excellent substitut existe grâce aux techniques de biologie moléculaire. L'utilisation des hypo-

Quatorze années agitées

● Octobre 1983 : le lancement du télescope spatial Hubble est retardé pour des raisons techniques et économiques.

● Janvier 1986 : l'explosion en vol de la navette Challenger, qui entraîne la mort de sept astronautes, retarde l'ensemble du programme spatial américain, piloté par la NASA.

● Avril 1990 : mise sur orbite du télescope spatial par la navette Discovery. Un mois plus tard, Hubble transmet ses premières images, un amas d'étoiles proches situé non loin de la Terre, dans la constellation de la Carène.

● Mai 1993 : face à la médiocrité des images transmises, un comité d'experts réunis à l'initiative de la NASA conclut à la nécessité d'une

réparation du télescope.

● Octobre 1993 : Perkin-Elmer Corporation, le fabricant du miroir défectueux responsable des résultats décevants de Hubble, s'engage à verser un dédommagement de 140 millions de francs à la NASA.

● Décembre 1993 : l'équipage de la navette Endeavour procède à la réparation en orbite du télescope.

● Juillet 1996 : Hubble capture sa 100 000^e image.

● Février 1997 : seconde mission d'entretien de Hubble, effectuée par la navette Discovery.

● 1999 et 2002 : nouvelles réparations et mises à niveau de l'observatoire spatial.

● 2005 : fin de vie théorique du télescope spatial Hubble.

FUTURS INGÉNIEURS

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des « meilleurs ».

La FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous accordant une bourse et/ou un parrainage.

Elle sélectionne des candidats qui ont fait à un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes espoirs pour l'industrie française. Les lettres de candidature devront être envoyées avant le 31 mars 1997, à l'adresse suivante :

FONDATION
GEORGES BESSE
BP 3 - 78142 VÉLIZY CEDEX

Sauf exception, cette aide ne s'adresse ni aux créateurs d'entreprise, ni aux chercheurs.

Jean-Yves Nau

Miami, lunettes roses et roman noir

La Floride est une destination hivernale prisée des Français. Leurs préjugés très favorables les empêchent de voir les travers de la société

IL N'Y A PLUS de visa pour les citoyens de l'Union européenne (sauf les Portugais) allant aux États-Unis. Théoriquement, car, à l'arrivée sur le sol nord-américain, il faut solliciter une « exemption de visa » et répondre à sept longues questions. Tout y passe : les maladies contagieuses, les troubles mentaux, la toxicomanie, les « crimes réprouvés par la morale publique », les condamnations à la prison, le trafic de « substances contrôlées » (lesquelles ?), l'intention de se livrer aux États-Unis à des « activités criminelles ou immorales », l'espionnage, le sabotage, le terrorisme, les génocides, les persécutions nazies, le projet secret de trouver un travail aux États-Unis, la fraude ou les fausses déclarations pour entrer dans ce pays, l'enlèvement d'un enfant confié à un Américain, etc.

Si une réponse n'est pas satisfaisante aux yeux de la police états-unienne, l'étranger peut être réexpédié chez lui sans autre forme de procès. Encore la demande d'exemption de visa à la frontière est-elle gratuite, la demande de visa dans un consulat américain coûtant 100 F, non remboursés en cas de refus, tandis que le passeport du débouté est tamponné significativement.

Le côté inquisitorial ou absurde des questions ne suscite aucune remarque des voyageurs français, en cette journée tiède de l'hiver floridien, à l'aéroport de Miami. Loin de l'Hexagone, les rouspéteurs congénitaux se tuent en écoliers timides. Admis en Terre promise, ils se retournent sur le premier métier surpris par leur regard : dans ce Nouveau Monde, parangon de modernité.

L'aéroport de Miami, comme

ceux d'autres villes américaines, comporte un décroiteur, apte à transformer vos chaussures en soleil pour 3 dollars. Autre surprise, le premier produit proposé à la vente par un système économique qui se flatte d'inventer une spécialité comestible industrielle par jour est un yaourt... *Dannan*, la marque française, pour ne pas trop le paraitre, ayant troqué ici son « e » contre un « n » supplémentaire.

Un haut-le-cœur secoue quand même le visiteur ayant loué une voiture lorsqu'on lui remet une feuille dans sa langue maternelle, « recommandant », après « divers incidents criminels dont ont été victimes à Miami des étrangers, de ne s'arrêter en aucun cas, même pour des demandes d'aide ou des feux d'alarme, même si vous êtes tamponné à l'arrière. Mettez dans la malle vos objets de valeur. Contrôlez l'intérieur de votre véhicule avant d'y monter, etc. » De quoi vous ficher les jetons, mais la plupart des destinataires de la note la reçoivent comme s'ils visionnaient pour la première fois, à la télévision, une de ces fictions américaines qui romanisent l'univers trouble des gangsters et des flics miamans.

CASQUETTES ET « TICHEURTS »

Et puis les Français vont à Miami-Beach, sorte de réserve, bourgeoise et blanche, séparée de Miami-Ville, de la Petite-Haïti et des quartiers « africains-américains » (selon la formulation « correcte ») par des lagunes et par des légions de vigiles. A Miami-Plage s'égrenent, les pieds dans l'Atlantique, plus de mille hôtels, motels et condominiums formant le plus vaste complexe balnéaire de la planète, mais nos gens de la Vieille Europe n'ont pas pous-



se jusqu'ici seulement pour les immuables 20 degrés hivernaux, un littoral immaculé ou le rôt d'alligator (d'élevage).

Ils sont venus en Amérique avec une fringale d'achats qui laisse parfois car on trouve dans les célèbres malls commerciaux géants - Bayside Market, Bal Harbour, Aventura, Fashion Island, etc. - exactement les mêmes jeans, chandails, casquettes, baskets, blousons et « ticheurts » qu'à Paris ou à Milan ; les mêmes fibres ; les mêmes marques portées sur le cœur ou dans le dos ; les mêmes étiquettes *Made in Taiwan* ou *Salvador*.

Les rares vêtements fabriqués aux États-Unis font du coup l'unicité parmi les étrangers soudeux de rapporter des cadeaux vraiment du cru. Toutes ces fringues ne présentent qu'un seul avantage par rapport aux nôtres : elles sont en moyenne 20 % moins chères. Sauf, évidemment, si on prend en compte le prix du déplacement. On peut passer cinq jours à

Miami, avion, voiture et hôtel compris, pour 5 000 F.

Certains voyageurs devront y ajouter les droits de douane que les gabelous français exigent d'eux de temps en temps, ainsi ce reporter francilien qui ramenait récemment des *Stanes* en toute innocence des habits d'enfant d'une valeur globale de 2 135 F et qui a dû acquitter 1 500 F à la douane de Roissy. « J'aurais payé le double si ma bonne foi n'avait pas été admise... » En définitive, outre un survetement particulièrement criard, ou un portable en avance d'un mois sur ceux de Bonygues ou d'Alcatel, que rapportent nos Français de leurs virées d'hiver en Floride ou d'été en Californie ? Cette « forte impression » faite sur eux par le respect général du code de la route et des interdictions de fumer, deux comportements civiques que même les plus américanisés de nos compatriotes se gardent bien d'imiter, une fois de retour chez eux.

Deux interrogations aussi, presque exclusivement d'ailleurs, parmi les jeunes Européens : l'exemplaire *metting pot*, le creuset

américain, où est-il ? Ils ne l'auront vu nulle part, et surtout pas à Miami où la majorité cubaine (plus de la moitié des deux millions d'habitants), basanée clair, catholique et latine ne prise guère les *Anglos*, protestants ou juifs, et encore moins les *Negros*, Noirs locaux, ou haïtiens, ceux-ci et ceux-là rendant bien aux *Cubanos* leur animadversion. Chaque ethnie vit retranchée dans son district, se marie chez elle, a ses temples et ses commerces. Leur seul lien, outre la bannière étoilée qui flotte tant sur les voitures d'occasion que sur les superettes pour animaux ou les néfastes-fonds, est le billet vert frappé de la devise sans équivoque *Novus ordo seclorum*, « Nouvel ordre du siècle ». En un sens au moins, les cinquante États sont plus avancés que l'Europe, puisqu'ils ont déjà la monnaie unique.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

★ Lire : *Le Sud*, de Michel Bandry, Presses universitaires de Nancy ; *Guide Floride aujourd'hui*, de Halya Odolant, Ed. du Jaguar.

PARTIR

■ **ECLIPSE DE SOLEIL EN MONGOLIE.** Le 9 mars, à 0 h 50 GMT, peu après l'aube, la Lune masquera le disque solaire pendant plus de deux minutes. Spectaculaire : les ténèbres couvriront la steppe, la température chutera et le Soleil deviendra un astre noir ceint d'une couronne lumineuse. Les principales planètes, les étoiles les plus brillantes seront visibles et la comète de Hale-Bopp sera, à cette époque, le plus près de la Terre. Marc Moniez, astrophysicien au CNRS, sera au voyage. Du 6 au 13 mars, 12 500 F.

★ Esprit d'aventure, tél. : 01-53-73-77-99.

■ **QUAND LE BHOUTAN DANSE.** Fêtes de Paro au petit royaume himalayen du Bhoutan. Un pays où les moines dansent. En prélude, les plantations de thé de Darjeeling et la visite des principaux monastères tibétains du Sikkim. Avant les dzongs du Bhoutan, la découverte du Bumthang, très préservé, et une excursion au nid d'aigle de Taksang, qui garde l'empreinte du passage de Padmasambhava, introducteur du bouddhisme tantrique dans les régions himalayennes. Du 8 au 27 mars, 14 jours, 30 700 F.

★ Assinter, tél. : 01-45-44-45-87.

■ **ÉGLISES D'ARMÉNIE.** Association culturelle et humanitaire créée à la suite du séisme de 1988. Solidarité protestante France-Arménie organise plusieurs fois par an un voyage de découverte de l'Arménie ouvert à tous. Du 10 au 17 avril prochain, elle propose la visite d'Erevan, la capitale, et notamment du Musée des manuscrits anciens, et des excursions vers le monastère de Geghard, les églises d'Etchmiadzin, siège du catholicosat arménien, et les abords du lac Sevan. Des retours sont également prévus à Gumri, deuxième ville du pays, dans les écoles paratrainées par l'association. Départ le 10 avril en fin de journée par vol direct Paris-Erevan, logement à l'hôtel Ani à Erevan, retour à Paris le jeudi 17 avril au matin, tout compris 6 500 F par personne (en chambre double).

★ SPFA, 58, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 01-45-48-13-50. Télécopie : 01-42-84-29-67. Inscriptions avant le 15 mars.

■ **TEMPLES ET RAGAS.** Choisi dans la programmation de Koré, spécialiste de voyages culturels, un très original circuit « Temples et ragas » en Inde du Nord et à Madras. Occasion de découvrir la musique indienne, qui accorde une part importante à l'improvisation, et la danse. Temps forts : les sites de Mahabalipuram et Kanchipuram. Un itinéraire qui relie les rivages de l'Orissa aux montagnes de l'Himalaya, avec halte à Calcutta, la grande cité bengaline. Du 19 mars au 4 avril, 17 jours, 26 900 F.

★ Koré, 86, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 01-53-42-12-24.

Randonnées à motoneige

La motoneige est aux Québécois ce que la barque de pêche est aux Bretons. Le week-end, rien ne vaut une virée en forêt ou sur les étendues glacées. Fuir la ville, sillonner les grands espaces à coups d'accélérateur sur piste damée est, jusqu'à la fin mars, le loisir favori. « 160 000 motoneiges sont immatriculées dans la province », précise Guy Thiffault de l'Agence gouvernementale Tourisme Québec de Montréal. Cet engouement des « motoneigistes » s'explique par une infrastructure unique : le réseau « routier » parallèle couvre 33 000 km. Ces sentiers, entretenus par les clubs locaux regroupés en fédération, possèdent leur propre signalétique (stops, feux de croisement, etc.) mais aussi des relais-restaurants, motels, auberges de campagne ou gîtes à la ferme,

et des stations-service (Tourisme Québec, numéro vert gratuit : 0800-90-77-77, de 15 à 23 heures, consulter aussi le guide « Motoneige au Québec », éditions Ulysse).

Inventée voilà cinquante ans par le Québécois Joseph-Amand Bombardier, cette machine à mi-chemin entre le scooter et la moto, montée sur patins, et de grosse cylindrée (en général 500 cm³) se conduit aisément. Point de vitesse à passer, juste une poignée pour accélérer. Conduite facile impliquant toutefois vigilance et concentration. Deux contraintes qui, au-delà d'une certaine durée (une heure), transforment le plaisir en épreuve. D'autant que l'équipement antitroid (le mercure descend jusqu'à -25, ou au-delà) habille le motard en cosmonaute. Tous les clubs locaux proposent des



randonnées guidées. Il est déconseillé de s'aventurer seul. S'adresser, par exemple, à Sport Action 2000, qui regroupe 79 centres de

motoneige autour d'une charte de qualité (location avec l'équipement : environ 700 F par jour, ou 4 800 F pour un périple guidé de 4 jours en pension complète, tél. : 514-224-2000). En France, quelques voyageurs proposent une gamme de safaris (compter environ 10 000 F, 4 jours de motoneige, une semaine en pension complète, de Paris) notamment, Jetset, Canadian National, Scanditours (dans les agences), ou Nouvelles Frontières (tél. : 08-03-33-33-33). A titre d'exemple, avec Québec Adventure (tél. : 01-43-29-41-44), circuits vagabonds avec étapes courtes (70 km par jour, 10 250 F) et nuits en auberge, ou raids sportifs (250 km quotidiens, 6 jours à moto, 14 000 F) en

direction des territoires du Nord. En Finlande, on dénombre 100 000 motoneiges principalement utilisées pour les excursions, notamment en Carélie du Nord, dans la région des lacs, autour de Kuusamo et au-delà du Cercle polaire (office du tourisme, tél. : 01-42-66-40-13). En Laponie, c'est un outil de travail pour les éleveurs de rennes (environ 200 000 têtes) et une activité proposée aux visiteurs. Au programme de Scanditours, des circuits sportifs (« Le Choc Lapon » en 4 jours, 7 980 F de Paris), des safaris à rythme lent (5 jours, 10 560 F) et des balades autour d'un chalet en rondins (Luosto, 6 510 F, si on part à quatre, 850 F par jour de motoneige en sus). Interroger aussi Bennett Voyages, Nordista, Alantours. De rares sentiers balisés, et surtout du hors-piste sur les traces d'un guide lapon.

Florence Evim

ICELANDAIR

DÉCOUVREZ L'ISLANDE

Spécial Famille - 5 jours

Prix par personne à partir de

Vol A/R - transferts - hôtel - petits déj.

3 210 F

Enfants moins de 12 ans

900 F

RANDONNÉE Spéciale PÂQUES

Week-end 27 mars au 1^{er} avril 97

Prix par personne à partir de

Vol A/R - transferts - hôtel - petits déj.

5 330 F

Tél : 01 44 51 60 51 - 3815 JETAIR

Directours

SPECIAL SAINT VALENTIN

MARRAKECH : 2 205 F

vol 13-16 février + hôtel *** sup. petit déjeuner.

VACANCES DE PAQUES :

DISPOS SUR LA CALIFORNIE 3 550 F,

LA FLORIDE et la LOUISIANE 3 450 F

vol régulier + voiture + motels au choix. Base 4 personnes en 1 chambre à 2 lits, base 3 = + 200 F, base 2 = + 600 F. Départs quotidiens de Paris et de province (+ 200/300 F)

MARRAKECH ex : 2 575 F

vol + hôtel *** centre ville.

Brochure sur demande au 01 45 62 62 62 à Lyon au 04 72 40 90 40 80 av. des Champs-Élysées Tél. 01 45 62 62 62

HAUTES-ALPES

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

Hautes-Alpes - Station village à 5 km de SAINT-VERAN

HÔTEL LE CHAMOIS **

Logis France

Ski de Fond - Ski de Randonnée

Chânes de traicteur - Déré-pent. 300 F

Tél : 04.92.45.33.71 - Fax : 04.92.45.80.58

CROISIÈRE FLUVIALE

FRANCE BELGIQUE PORTUGAL ITALIE

Location de bateaux Grand Confort de 2 à 12 personnes

599 F la semaine / personne

*Exemple en Bourgogne en période A sur base 6 personnes.

DOCUMENTATION GRATUITE

FPP - B P 89 - 71602 Paray

Tél. 03 85 53 76 70 - Fax 03 85 53 75 71

DU 23 FÉV. AU 13 AVRIL SKI ET SOLEIL EN SUISSE

Vol de la cologne des villas

Tél. : 00 41 27 782 11 22

Fax : 00 41 27 782 10 89

HÔTEL CLUB** pour familles avec enfants et adultes. Copies, Célébrations, Ambiance saine et sportive, repas. Cuisine artisanale. Réception. Ski libre et fond très avantageux. 7 JRS PENSION COMPLETE : FF 2220 (Réduction enfants et séj. Gratuities)

HÔTEL CLUB SUNWAYS (10 places)

1838 CHAMPELVALE Suisse

PAQUES à FLORENCE

du 28/03 au 31/03/1997

Hôtel 3*** à partir de : 2 925 F

Prix par personne :

- Vol charter Paris/Pise/Paris

- Transfert A/R, logt. 3 nuits

- Chambre double et petit déjeuner.

01.44.51.39.27/51

Minitel 3615

Cit Evysson

(1,29 F/min)

cit

Compagnie italienne de Tourisme

3617 INVENTU

Compagnies Aériennes

Tours Operators

08 3668 1688

DÉGRIFTOUR

CIRCUIT TRIANGLE D'OR

7 Nuits - Hôtels 3* et 3* sup.

Pension compl. Visites. Vol rég. A/R

Départ Paris : 5 310 F - 2-880 F

WEEK-END A NEW YORK

2 Nuits - Hôtel 3*

Départ Paris : 4 340 F - 8-200 F

PARIS - VIENNE

Vol rég. A/R : 800 F - 1 480 F

3015 01 46 10 00 2 22 (1 min)

Audiotel : 03 35 63 29 27 (223 F/min)

3615 VACDYN (2,23 F/min)

TUNISIE 1 690 F

Vol A/R + 8j/7n + 1/2 Pension

MAROC 2 890 F

Vol A/R + 8j/7n + 1/2 Pension

DJERBA 2 390 F

Vol A/R + 8j/7n + Pension complète

EGYPTE 3 550 F

Vol A/R + Bazar 8j/7n + Pens. comp. + Excursions

GUADELOUPE .. 4 800 F

Vol A/R + 9j/7n + Petit déjeuner

MARTINIQUE 5 030 F

Vol A/R + 9j/7n + Petit déjeuner

SAINT DOMINGUE . 6 320 F

Vol A/R + 9j/7n

FORMULE TOUT INCLUS

01.40.82.99.11 (L. 07580014)

PROFESSIONNELS DU TOURISME

Invitez nos lecteurs aux voyages

RUBRIQUE "EVASION"

01.44.48.77.30 - Fax : 01.44.48.77.30

OBJECTIF

AUSTRALIE

NOM DE CODE : OBJECTIF AUSTRALIE

CONTACT : CARINE ET CAROLINE

04.78.30.10.24

MESSAGE : Pourquoi ne pas passer vos vacances dans le Pacifique ?

Quelques soient vos goûts, chez Objectif Australie vous trouverez la destination idéale. Australie, Nouvelle Zélande, Nouvelle Calédonie, Samoa, Papouasie, Vanuatu...

Contactez Objectif Australie dès aujourd'hui...

9 rue Gentil, 69002 LYON - Fax : 04.72.10.01.14

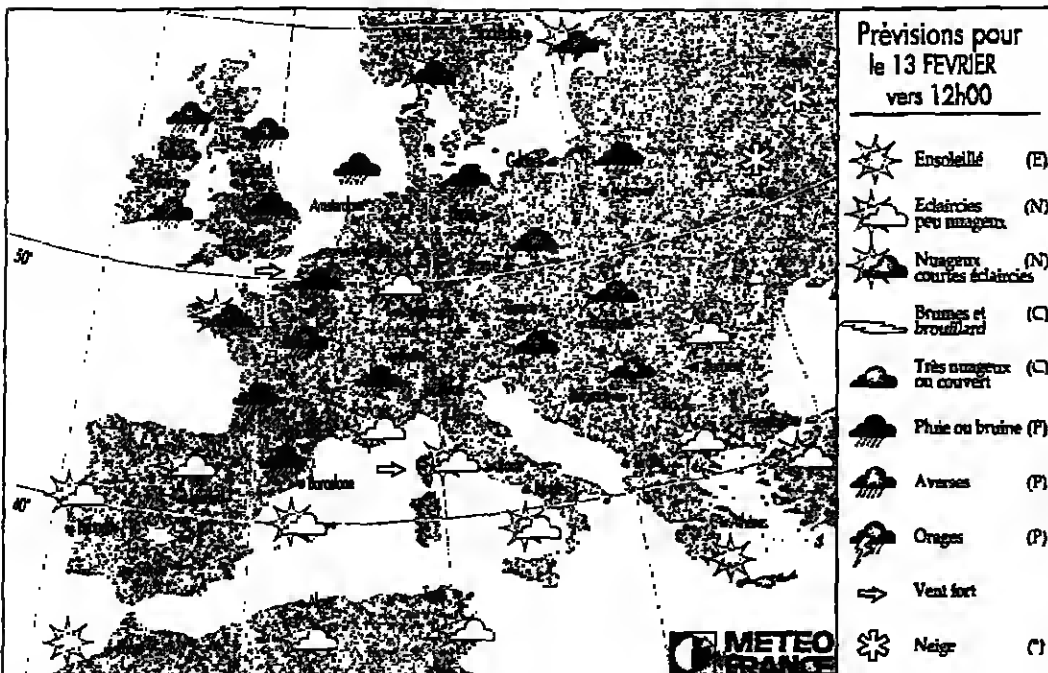
AU DÉPART DE LYON EN FÉVRIER...

- San Francisco 2 590 F (*) + Taxes
- New York 1 955 F (*) + Taxes
- Bangkok 3 450 F (*) + Taxes
- Nairobi 3 220 F (*) + Taxes

(*) prix à partir de

AUX 5 CONTINENTS

2, Quai Gailleton - 69002 Lyon - 04.78.42.84.12



LE 13 FÉVRIER		Prévisions pour le 13 FÉVRIER vers 12h00	
Temps/Températures minima/maxima			
FRANCE			
métropolitaine			
AIACCIO	N/7/17	PARIS	N/11/15
BIARRITZ	P/11/15	POitiers	N/11/15
BORDEAUX	P/9/13	RENNES	N/5/8
BOURGES	N/5/8	STRASBOURG	N/10/13
BREST	N/5/8	TOLOUSE	N/5/8
CAEN	P/5/7		
CHERBOURG	P/3/8		
CLERMONT-F	P/7/11		
DIJON	N/4/6		
GRENOBLE	P/3/9		
LILLE	P/5/7		
LIMOGES	N/8/12		
LYON	P/5/9		
MARSEILLE	N/9/15		
NANCY	P/3/6		
NANTES	N/6/9		
NICE	N/9/16		
PARIS	P/4/8		
PAU	P/7/14		
PERPIGNAN	N/8/15		
RENNES	N/5/9		
ST-ETIENNE	P/7/11		
STRASBOURG	N/10/13		
TOULOUSE	P/10/13		
TOURS	N/5/8		
FRANCE outre-mer			
CAYENNE	P/24/26	MILAN	E/2/9
FORT-DE-FR.	P/26/27	MOSCOU	*/-2/0
NOUMEA	E/24/25	MUNICH	C/-1/7
PAPEETE	E/27/28	NAPLES	N/8/13
POINTE-A-PIT.	P/26/27	OSLO	N/8/-4
ST-DENIS-REU.	E/25/27	PALMA DE M.	E/14/15
		PRAGUE	C/1/7
		ROME	N/9/15
		SEVILLE	E/4/14
		SOPIA	N/-3/6
		ST-PETERS.	*/-3/-1
		STOCKHOLM	N/-3/0
		TENERIFE	E/17/18
		VARSOVIE	P/2/8
		VENISE	N/2/8
		VIENNE	N/0/5
		AMERIQUE	
		BRASILIA	E/17/27
		BUENOS AIRES	E/18/26
		CARACAS	E/22/26
		CHICAGO	N/-10/-8
		LIMA	N/16/21
		LOS ANGELES	E/7/14
		MEXICO	E/10/20
		MONTREAL	*/-16/-9
		SAN FRANC.	E/7/14
		SANTIAGO	E/9/25
		AFRIQUE	
		ALGER	N/9/15
		ASIE-OCEANIE	
		BANGKOK	N/22/32
		BOMBAY	E/16/29
		OSAKA	P/26/27
		DUBAI	E/14/22
		HANOI	P/16/23
		HONGKONG	P/17/19
		JERUSALEM	N/8/15
		NEW DELHI	E/5/19
		PEKIN	E/-19/-5
		SEOUL	E/-9/-3
		SINGAPOUR	E/25/29
		SYDNEY	P/20/23
		TOKYO	E/-3/4
		Ciel couvert	
		E: ensoleillé	
		N: nuageux	
		P: pluie	
		*: neige	

Nuages, éclaircies, températures plus fraîches

LA FAIBLESSE de l'anticyclone des Açores permet aux perturbations qui le contourment par son flanc nord de traverser l'Europe occidentale dans un flux d'ouest rapide. Jeudi, une perturbation s'évacue vers le Massif Central et l'Est, une autre arrive en soirée par la façade atlantique. Entre les deux, le soleil parviendra à percer. Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Un temps très agité sévra sur les côtes de la Manche, avec des averses et du vent d'ouest jusqu'à 100 km/h. Ailleurs, éclaircies et nuages se partageront le ciel. Les nuages s'épaissiront l'après-midi sur la façade atlantique. De 7 à 10 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Une limite pluvieuse instable (averses, voire coups de tonnerre) et très ventueuse (jusqu'à 100 km/h sur l'Ile-de-France, 130 km/h sur le pas de Calais) passera en début de journée. Par la suite, averses et éclaircies alternent. De 6 à 8 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. -

Matinée agitée avec des averses parfois marquées et surtout du vent d'ouest à 100 km/h sur le nord et les hauteurs. L'après-midi, le vent faiblira et les averses seront moins fréquentes. De 5 à 8 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur Poitou-Charentes, des pluies faibles en matinée, suivies d'éclaircies l'après-midi. Sur le Bassin aquitain, ciel couvert avec des pluies faibles, dans la partie nord. Ciel nuageux sur la chaîne pyrénéenne. De 10 à 15 degrés du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages seront dominants et des précipitations faibles intéresseront le relief, notamment savoyard, où la limite pluie-neige s'abaissera de 1500 à 800 mètres. Belles éclaircies en moyenne vallée du Rhône. De 8 à 12 degrés.

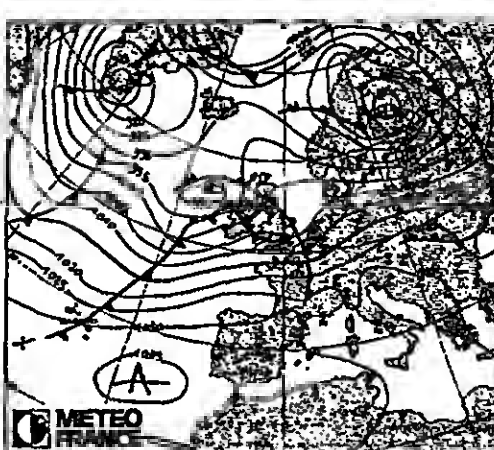
Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Soleil généreux sur la Provence et la Corse, mais vent d'ouest violent sur les côtes exposées. Ciel plus mitigé sur Languedoc-Roussillon, surtout dans l'intérieur. De 15 à 18 degrés, localement 20 degrés à l'est.

LE CARNET DU VOYAGEUR

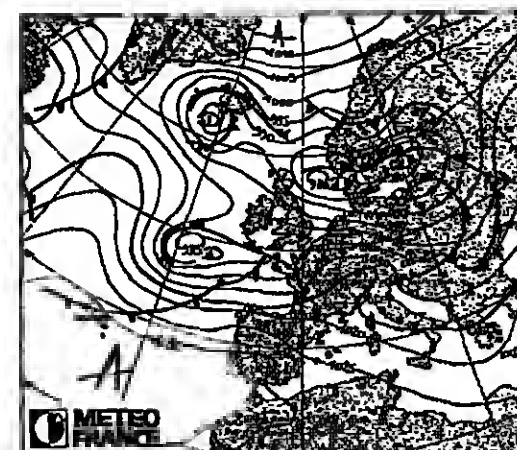
■ FRANCE - Nouvelles Frontières, propriétaire de la compagnie aérienne Corsair, pourrait baser en 1998 trois de ses avions sur l'aéroport de Beauvais-Tillé (Oise) au lieu d'Orly. A 60 km de la capitale, cet aéroport dispose d'une piste de 2 200 m pouvant accueillir les moyens courriers décollant à pleine charge. Les taxes d'aéroport, l'assistance et l'entretien au sol y sont moindres que sur les aéroports gérés par ADP (Aéroports de Paris).

■ ESPAGNE - Une seule des 120 compagnies qui fréquentent le principal aéroport de Madrid, Barajas, a accepté d'atterrir sur le deuxième aéroport de la capitale ibère, Torrejon, qui a été ouvert lundi 10 février. Ancien aéroport militaire converti au civil pour 11 millions de francs, Torrejon ne peut accueillir que cinq vols par heure alors que l'excédent de Barajas est de 60 vols par heure.

■ POLOGNE - Holiday Inn devrait ouvrir d'ici à 2006 en Pologne vingt hôtels d'affaires ou de tourisme qui seront exploités par Global Hotels Development Group Poland SA, un groupe hôtelier polonais.



Situation du 12 février



Prévisions pour le 14 février

JARDINAGE

Eloge de la mauvaise herbe

Les plantes folles, qui poussent sans qu'on les y invite, ont aussi un nom et une histoire. Savoir les repérer pour leur donner leur chance

LE COMPOSITEUR Camille Saint-Saëns, qui dès son plus jeune âge savait tout sur tout (il était correspondant de l'Académie des sciences) au point que Berlioz se gausse de ce « gamin qui manque singulièrement d'expérience », déclara un jour : « L'opéra-rette est une fille de l'opéra qui a mal tourné ».

On en dirait bien autant des mauvaises herbes, pas de toutes bien sûr, mais certaines sont jolies et leur modestie vaut bien quelques regards que les jardiniers sages ne leur accordent pas.

D'autant que « Vérité en deçà

et épanouit ses grappes mauves à l'odeur de miel. Il en pousse même sur certains trottoirs de la capitale, racines coincées entre goudron et bas des murs ».

LES BLEUETS DE MONET

Depuis quelques années, des allantes du Japon et des catalpas croissent entre les rails de sécurité des autoroutes urbaines. Ces trois plantes s'achètent pourtant - aussi - chez les pépiniéristes.

L'imaginaire de l'homme ne trouve aucune limite dans l'érudition de cette végétation qui dérange son penchant pour l'ordre et

seu, tel l'ail, qui signale encore les campements romains dans le sud de la France.

Un guide consacré aux Plantes protégées d'Ile-de-France vient de paraître. Son auteur recense ces modestes, piétinées, arrachées, cernées par l'urbanisation. Et l'on contemple la sagine subulée qui dresse ses fleurs blanches à quelques centimètres du sol (enfin, qui dressait, elle est considérée comme éteinte), l'orpin pubescent, la carviote grasse commune, l'orchidée des marais, l'innule des fleuves, l'œillet magnifique, et l'on se demande pourquoi ces gracieuses n'ont pas été sauvées de la destruction irrémédiable par leur multiplication en pépinière.

Elles auraient fait de magnifiques plantes de jardins. On tourne les pages et le rouge nous monte au front. On a éliminé de son propre jardin, abandonné des années par ses précédents propriétaires, une colonie de benoîte des ruisseaux qui poussait tranquille, le long d'un ruisseau. La lecture du descriptif ôte le moindre doute : la plante ne subsiste plus qu'en de rares stations dont l'une est dans la vallée de l'Epte, à hauteur de Saint-Clair-sur-Epte.

On est sincèrement navré, mais, il y a huit ans, quinze mètres carrés de cette jolie plante prospéraient à dix kilomètres de là. Chez un jardinier repent qui chante aujourd'hui avec Georges Brassens : « Je suis la mauvaise herbe, braves gens, braves gens, c'est pas moi qu'on rumine et c'est pas moi qu'on met en gerbe (...). Je pousse en liberté sur les sentiers mal fréquentés. (...) Et je me demande pourquoi, bon Dieu, ça vous dérange qu'on m'aime un peu. »

Alain Lompech

★ Les Plantes protégées d'Ile-de-France, de Gérard Arnal, Parthenon Collection. 352 p., de nombreux Index. 202 photographies en couleurs : chaque plante fait l'objet d'une description et sa localisation est reportée sur une carte. 230 F. Renseignements tél. : 01-40-92-14-00.

des Pyrénées, mensonge au-delà ». En l'occurrence, franchissons l'Atlantique. La fragile impatiens que l'on plante ici en massifs de couleur pastel pousse au Brésil avec tant de facilité qu'elle envahit les talus et les jardins et recouvre les tas d'ordures. Elle y a tellement mal tourné que les Brésiliens l'ont surnommée « Marie sans vergogne ».

Les mauvaises herbes sont de fait des plantes qui, échappées de leur biotope naturel, partent à l'assaut des jardins, des villes et des campagnes environnantes. Le précieux goyavier menace aujourd'hui dangereusement l'équilibre végétal de l'Ile de la Réunion et une variété d'impatiens a entrepris de quitter les hautes vallées de l'Himalaya pour envahir l'Europe.

En ville, dès qu'un chantier dure un peu, le lilas d'Espagne s'installe

une nature en coupe réglée. On sont passés les coquelicots, les bleuets chers à Monet, que sont devenues les orchidées qui fleurissaient les prés, où règne dorénavant la pensée sauvage ?

Les désherbants sélectifs utilisés par les agriculteurs en sont venus à bout aussi sûrement que de la camomille et de la sauge sauvage qui ornaient les talus enherbés. Mais ces plantes ont des ressources étonnantes. Une route de campagne est élargie, un fossé redessiné : l'été suivant, les graines enfouies depuis des décennies dans les profondeurs du sol donnent naissance à des coulees fleuries d'une beauté suffocante.

Certaines plantes aiment tant l'homme qu'elles le suivent à la trace, telle l'ortie qui s'installe près de ses lieux de vie ; quand elles ne gardent pas la mémoire de sa pré-

PISCICULTURE

L'ide doré, nouvelle vedette des bassins

D'une « robe » éclatante, il est de surcroît très actif. Un animateur idéal pour les aquariums et les pièces d'eau de jardin

L'IDE MÉLANOTE, originaire d'Europe centrale et autochtone jusqu'au bassin du Rhin, ressemble au chevesne et au gardon, avec un dos incurvé bleu-vert, des flancs argentés et un ventre blanc. La variété dorée, jaune à rouge orangé soutenu, a tendance à rosir en vieillissant. Pour le reconnaître à coup sûr, il faut compter les 55 à 61 écailles de la ligne latérale, contre 42 à 46 pour le gardon ou le chevesne.

L'ide doré ne se distingue pas seulement par sa livrée éclatante. Plus allongé, moins massif que le poisson rouge, il fait figure d'hypermorphique par rapport à lui. Il semble même que l'ide doré soit encore plus remuant que l'ide commun, à moins que son existence de poisson d'ornement ne développe cette caractéristique, un poisson sauvage ayant tout intérêt à ne pas trop se faire remarquer par les prédateurs.

De plus, comme il se tient presque toujours en surface, il joue le rôle du bouc-en-train du bassin de jardin. Autre qualité, il ne fouille pas le fond et ne trouble pas l'eau comme les carpes ou les poissons rouges.

En aquarium, à condition de protéger la cuve par un couvercle solide et sans fuite, car il effectue des bonds spectaculaires, il devient vite irrésistible. Tous les poissons nu

presque s'habituent à l'homme... Au bout d'une semaine ou deux, on les accoutume à venir manger au même endroit et à ne pas s'écarter en tous sens quand quelqu'un s'approche de l'aquarium. L'ide doré, lui, fait tout plus vite et plus fort. Il comprend en deux jours d'où vient la nourriture, et, au bout d'une semaine, c'est tout juste s'il ne tape pas au carreau quand quelqu'un passe !

LES IDES DES MARS

En bassin, l'ide, originaire d'eaux froides à très froides, est l'un des premiers à redevenir actif après la léthargie hivernale de la plupart des cyprinidés. Dès la fin des gelées, il vient vous manger, sinon dans la main, au moins au bout des doigts, si vous le lui proposez gentiment, et il reprend allègrement ses cabrioles en surface. Si le bassin n'est pas situé au fond d'une dépression du terrain, il faut s'attendre à des pertes : le plus robuste des poissons ne survit pas très longtemps dans l'herbe !

Ce poisson cocasse peut aussi se maintenir en aquarium, en dépit de sa taille, bien servi par l'étonnant phénomène de croissance qui caractérise beaucoup de poissons. En eau libre, bien alimentés, les ides arrivent à maturité vers l'âge de cinq ans, quand ils mesurent de 30 cm à 40 cm et pèsent 1 kg. Ils

peuvent vivre de quinze à vingt ans et atteindre 60 cm et 4 kg. En fait, ce sont grosso modo les mêmes caractéristiques de taille et de poids que les poissons rouges.

Mais, si ces mêmes poissons sont placés en très petit bassin ou en aquarium, leur croissance se bloque, mais sans que cela devienne irréversible. Bernard Breton, ingénieur hydrobiologiste et grand spécialiste de la pisciculture, a souvent observé ce phénomène...

« De tous les animaux, les poissons sont les seuls à pouvoir repartir en croissance. Si on leur donne à nouveau de l'espace, ils se remettent à grandir, même s'ils sont âgés de cinq ou six ans. Bien sûr, ils ne rattrapent jamais tout leur retard, mais la progression peut être spectaculaire. Cette caractéristique est bien marquée chez l'ide. »

Il faut ajouter que les individualités sont aussi plus marquées qu'on ne le pense. Dans le même groupe de poissons, certains peuvent grandir, d'autres non, quel que soit l'espace disponible...

ÉLEVAGE CONFIDENTIEL

C'est le seul problème de ce poisson. Encore peu connu en France, un peu plus en Belgique, il n'intéresse pas énormément de pisciculteurs, auxquels il pose des problèmes à cause de sa propension à sauter hors des cuves de stockage.

On trouve de plus en plus souvent des ides dorés en animalerie. Son élevage étant encore largement extensif, les souches actuelles paraissent assez saines dans l'ensemble... ce qui n'est pas toujours le cas avec les poissons rouges. L'ide doré est sans doute promis à un très bel avenir. Non seulement grâce à la véritable explosion actuelle du bassin de jardin, mais aussi sans doute parce qu'il est le poisson idéal de ce que l'on pourrait appeler l'aquarium « rustique » : une cuve d'eau du robinet, sans chauffage, beaucoup plus facile à entretenir qu'un aquarium tropical... et souvent plus amusante à regarder, surtout avec ce genre d'exhibitionniste à l'intérieur !

Marcel Donzenac

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997

CINÉMA Deux films musicaux au parfum de comédie, quoique fort différents, dominent les sorties de la semaine tout en manifestant la pérennité et l'authenticité de la dé-



marque de leurs auteurs. ● « EN-CHANTE » et voué au bonheur du spectateur, *Tout le monde dit « I Love You »*, de Woody Allen, est un hommage contemporain aux riches

heures du genre. ● ADAPTÉ de Schönberg par Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, *Du jour au lendemain* invente de nouvelles relations entre musique et cinéma.

Woody et sa troupe sur les ailes de la danse

Tout le monde dit « I Love You ». Cet hommage contemporain à un genre qu'on croyait tombé en désuétude adopte un ton joyeux pour revenir sur les inquiétudes de son auteur

Film américain de Woody Allen. Avec Woody Allen, Goldie Hawn, Alan Alda, Julia Roberts, Drew Barrymore, Tim Roth, Lukas Haas, Natasha Lyonne. (1 h 41.)

The cap on the corner ond le burglar too, le capitaine, le marin et le reste de l'équipage, tout le monde dit... on se souvient ou pas de paroles, ou de l'air, ou on ne les a jamais entendus, cela n'importe guère, il y a comme un parfum de reconnaissance (au double sens du mot) qui émane de l'écran. Ce plaisir, ce cadeau offert, une magie simple et chère à Woody Allen n'est pas le Père Noël, aux premières images de comédie musicale, en forme de choral dans les rues de New York, se mêlent aussitôt l'humour plus distancié qu'inspire l'artifice du genre, la mélancolie de ce qu'il a d'irréductiblement suranné, et le jeu des références – salut à vous, Berkeley, Astaire, Kelly, Minnelli, amis de qui aime le cinéma. « Ben oui, ça n'a pas de sens de faire des trucs pareils, roucouler sous les cascades et entrecroiser sur les trottoirs, semble murmurer le réalisateur. Mais c'est bien, non ? »

C'est bien, incontestablement. *Tout le monde dit « I Love You »* est d'abord, ensuite et définitivement un film qui rend heureux. Un film qui, sans s'y réduire, revendique cette raison d'être comme nécessaire et suffisante. Le bonheur, la recherche du bonheur, est aussi le « sujet » du film, dont la chansonnière n'est pas celle qui lui donne son titre, mais *I'm thru with Love* (« j'en ai fini avec l'amour »), dont le récit va jouer à contredire le triste refrain. Ici opère l'art du cinéaste : les chansons sont des standards, les numéros dansés des démarquages de numéros classiques, la virtuosité personnelle de Woody Allen s'en sert comme d'une

planche d'appel pour déployer ses propres puissances.

Celles du scénario, d'abord, qui construit avec une rapidité, une clarté et une finesse éblouissantes un hallucinant puzzle familial et sentimental. Le récit circule à toute vitesse entre quatre saisons et une dizaine de protagonistes principaux, passant de Manhattan à Venise puis à Paris, de la chronique familiale à la fêre, de la romance au burlesque, de la psychanalyse à la culture, sans jamais se perdre en route. La manière dont le récit tresse les procédés narratifs, le rôle qu'il attribue à la parole – celle de la chorégraphie représentée par la benjamine de la niche familiale américaine libérale autour de laquelle tourne l'affaire, celle des formules toutes faites, des lapsus, des discours surpris, de la manipulation –, fait des mots non la béquille qui se substituerait à la mise en scène, mais l'explosif carburant de celle-ci. Puisque, pour être – volontairement – moins éblouissante que la narration, la mise en scène n'en reste pas moins le cœur de l'invention de son propre film par Woody Allen.

CLICHÉ ET HUMOUR

La comédie musicale se prêtait à toutes les démonstrations d'adresse de réalisateur, c'est à une ambition supérieure qu'il s'attaque : la science du plan-séquence depuis longtemps pratiquée trouve ici, dans la transition d'un dialogue intime à une chorégraphie de groupe et la fusion des tonalités, une capacité de maintenir dans le mouvement les éléments disparates de son histoire – Le Thimoret n'est pas pour rien le peintre cité à plusieurs reprises. Le jeu sur les décors, successions de cartes postales (Central Park, les canaux vénitiens, les quais de la Seine) misant avec humour sur le cliché, rime avec l'artifice de la comédie musicale



DESIGN: JACQUES VALUET

pour fabriquer le contrepoint à la vérité des sentiments.

Il faut aussi compter au crédit de la mise en scène ce qu'on appelle, faute de mieux, la direction d'acteurs, tant se vérifie, chez Woody Allen, la qualité d'interprétation de comédiens pas toujours aussi par-

faits chez d'autres cinéastes. Soit la démonstration qu'avant d'être une batterie d'astuces techniques et psychologiques la direction d'acteurs est un regard, la force d'un regard qui élit en chaque participant ce qu'il a à faire dans le film. Dès lors, les comédiens peuvent

tout faire. Ils font tout : chanter (même Woody ? même Woody !), danser, voler, susciter le rire ou l'émotion, se moquer d'eux-mêmes, se déguiser en Groucho Marx, discuter politique, avaler leur bague de fiançailles, tomber en pâmoison devant un dangereux malfaçon, draguer en faisant du jogging (même Woody !). Et le film lui-même peut tout faire, y compris un réjouissant calypso de macchabées, ou convier le rap sur la bande-son (chez Woody ? chez Woody !).

Mais cette tourbillonnante énergie « en-chanté », comme disait Jacques Demy, n'enferme pas le cinéaste dans la mivèrène d'une romance à l'eau de rose. « Tout le monde », donc le père Alan Alda grand bourgeois libéral, la mère Goldie Hawn qui se consacre aux cas sociaux, les filles à la recherche du Prince Charmant, Woody premier époux de la mère et répétitivement plaqué par ses compagnes, la belle Julia Roberts névrosée qui rêve de bohème européenne... intrigue en faveur de son propre bonheur ou de celui des autres. Use de son argent ou de sa séduction, recourt à des artifices, méditations et thérapies. Autant de manœuvres vouées à autant d'irréductibles échecs : un petit parfum de tragédie flotte autour de cette comédie enjouée, où les humeurs ne font pas leur bonheur mais subissent les décrets du destin – relativement éléments en l'occurrence, encore que la fin reste trop ouverte pour qu'on puisse, au sens classique, parler de happy end.

Le cas plus triste, bien que conté avec humour, est comme il se doit celui de la liaison nouée entre le personnage d'Allen et celui de Julia Roberts. On y retrouve un vieux thème du cinéaste, la puissance mais aussi les limites de la mise en scène : leur romance est bâtie sur

Un amoureux de Venise au secours de La Fenice

Dans la nuit du 29 janvier 1996, l'Opéra de la Fenice à Venise partait en fumée. Apprenant la nouvelle, Woody Allen, qui devait y jouer un mois plus tard en compagnie de son Diddie-land jazz Band, aurait dit : « C'est un amateur de musique qui a fait le coup... Il savait que j'arrivais. » Aujourd'hui, l'origine criminelle de l'incendie est établie, mais l'enquête s'oriente davantage vers la Mafia que vers le gang des mélomanes. Allen, qui fréquente Venise depuis longtemps, ne s'est pas contenté d'en faire l'un des décors de *Tout le monde dit « I Love You »*. Il avait envisagé d'y acquiescer le palais du Ca'Dario sur le Grand Canal – parce que le lieu est « maudit », ses propriétaires y étant morts de chagrin ou suicidés ? L'affaire ne s'est pas faite, mais l'histoire d'amour de Woody Allen avec Venise n'est pas terminée. En mars 1996, il donnait un concert au bénéfice de la reconstruction de l'Opéra. Plus récemment, les sommes recueillies à Venise lors de l'avant-première de son nouveau film ont été versées à la Fenice. Et le directeur, Gianfranco Pontel, aurait demandé à Allen de diriger le premier opéra, lors de la réouverture, prévue pour la saison 1999-2000.

un trucage – Woody connaît les désirs secrets de la belle grâce à sa fille qui espionne les confidences sur le divan du psychanalyste, en un rappel comique d'une des scènes centrales d'*Une autre femme*, et les assouvit l'un après l'autre. Mais, contre toute la rengaine du bonheur par la réalisation de ses rêves, éternelle carotte publicitaire, sempiternelle propagande hétérosexuelle, le film montre que cet accomplissement de la perfection tue le désir. La belle, qui n'est point sotte, retournera vers des amants moins parfaits, un monde plus réel, où le bonheur est un horizon et non un quotidien en contreplaqué.

De même le titre, sous son unanimité sentimentale, cache une pique contre cet abus (particulièrement américain) du *I Love You*, du « je t'aime » galvaudé, servant de mot de passe dévalant entre l'importance qui et n'importe qui, surtout quand ceux qui l'échangent – époux sacrifiant à un rituel usé, parents et enfants sans tendresse, partenaires professionnels qu'opposent de mortelles rivalités ou de brutaux rapports hiérarchiques, participants à un show télévisé – ne s'aiment pas (ou plus) du tout. Ainsi Woody Allen parvient-il avec *Tout le monde dit « I Love You »* à ce qu'il cherche depuis des années : un film en apparence entièrement voué aux délices de la distraction, où il parvient à faufiler son regard mélancolique et critique sur l'existence.

J.-M. F.

Woody Allen, réalisateur

« Pour la comédie musicale, les Américains sont sans rivaux »

« Filmer aujourd'hui une comédie musicale, genre tombé en désuétude, vous apparaissait comme un défi ?

— Non, comme un plaisir. J'ai toujours eu envie de le faire, mais je ne savais pas si j'en étais capable. Même en le réalisant, je n'étais pas sûr que je m'en sortais. Un des problèmes que pose la comédie musicale est que souvent les numéros chantés et dansés interrompent le récit. A la grande époque du genre, on trouvait ça normal, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. J'ai voulu que ces scènes fassent avancer l'intrigue, mais sans être certain que les gens accepteraient cet artifice.

— Un scénario de comédie musicale s'écrit-il comme un scénario ordinaire ?

— Je le croyais, mais je me trompais. Résultat : quand le tournage a été terminé, le film durait trois heures. J'ai dû couper énormément pour que le film avance d'une manière harmonieuse et dynamique. Contrairement à d'habitude, j'avais trop écrit, peut-être par plaisir d'imaginer des scènes, d'inventer des numéros, d'introduire des chansons que j'aime, au-delà de ce que le film pouvait absorber.

— Les chansons sont des classiques de la comédie musicale. Était-il impossible d'en écrire de nouvelles ?

— On peut faire une comédie musicale soit, comme dans *Chantons sous la pluie*, en utilisant des chansons déjà connues, soit, comme dans *My Fair Lady*, en écrivant spécialement pour l'occasion. En tant que débutant comme réalisateur de comédie musicale, j'ai préféré commencer par utiliser des morceaux existants. Mais j'aimerais un jour créer entièrement un film musical, en travaillant avec un compositeur.

— Choisir des acteurs pour une

comédie musicale suppose certaines exigences ?

— Non. Je les ai choisis comme d'habitude, pensant que s'ils convenaient au rôle ils sauraient faire ce qu'il faut dans ces conditions particulières. Et c'est ce qui est arrivé. Pendant le casting, je n'ai même pas dit que ce serait un musical, ils ne l'ont appris qu'après. Certains ont dit alors : mais je ne suis pas chanteur, ni danseur (seule Goldie Hawn avait une expérience en ce domaine). J'ai répondu qu'ils n'avaient qu'à jouer et que, comme il s'agit d'une comédie musicale, à un moment ce serait en chantant ou en dansant, qu'il n'y avait qu'à le faire – bien sûr, il était normal que je sois soumis au même régime, que je chante moi aussi, tant pis pour les oreilles du public. La plupart des numéros musicaux ont été tournés en une seule prise ; le déstabilisant, qui détruit le mouvement et l'atmosphère. Mon habitude de tourner en plan-séquence m'a aidé, mais le fond du problème est que j'ai écrit le scénario, je sais ce que je veux voir : la conception globale du film permet de surmonter les obstacles techniques, les choix de costumes, de décor, de mouvements d'appareils, etc.

— Pourquoi New York, Paris et Venise sont-elles montrées de manière aussi peu réaliste ?

— La comédie musicale appelle la stylisation, ce n'est pas un genre réaliste. De toute façon, mon approche de ces trois villes, que j'adore, n'est pas journalistique, je ne prétends pas montrer la complexe réalité de la cité ou rien de tel. Je veux seulement faire partager au public l'impression que je ressens et qui correspond à ce que j'en connais, et qui est très limité : contrairement à ce qu'on dit, je ne connais pas New York. Je connais

un certain type de familles juives de Brooklyn et je connais les bourgeois de Park Avenue, dont je fais partie.

— Vos personnages apparaissent presque tous à ce milieu favorisé.

— Je le regarde avec bienveillance. Il y a parmi eux des gens formidables et des crapules, comme ailleurs. Certains sont très généreux, très cultivés, ils ont des comportements singuliers qui me semblent souvent comiques : si riches, éduqués et sophistiqués soient-ils, quand il s'agit d'amour ils sont aussi démunis, maladroits et malheureux que n'importe qui. Et à tous les âges. De toute manière, je n'aurais pas situé une comédie musicale dans un univers socialement défavorisé.

— *Tout le monde dit « I Love You »* est votre premier film tourné hors de New York, et même hors des États-Unis.

— Je ne sais faire des films que chez moi, dans mon quartier, dans les rues que je connais, les restaurants que je fréquente. Mais Paris et Venise sont deux villes que je fréquente depuis des années, du moins certains quartiers de ces villes. J'y suis davantage chez moi que dans l'Arkansas. Donc, y tourner ne changeait pas vraiment mes habitudes. Et c'était très agréable. Qu'ils soient réussis ou non, certains films sont plus agréables à réaliser que d'autres ; celui-là a été très agréable. Si un jour me venait à l'esprit un scénario génial mais devant être tourné en Alaska, je le flanquerais à la poubelle : pas question d'aller subir les conditions d'un endroit pareil.

— C'est votre premier film tourné en Europe, et pourtant c'est votre film le moins « européen ».

— Oui, c'est un film typiquement

américain. A mes yeux, les plus beaux films du monde ont été réalisés en Europe, par Bergman, Renoir, Fellini... Mais pour la comédie musicale les Américains sont sans rivaux : dès le début du siècle s'est créé un creuset, sur scène (à Broadway notamment) puis dans les studios, qui a inventé un genre original, fondé une tradition empruntant à des éléments purement américains comme le jazz et nourrie de l'apport des immigrants européens, mais qui se sont coulés dans un moule différent de ce qu'ils avaient fait dans leurs pays d'origine. Il en est sorti un alliage particulier entre le sens du spectacle, l'utilisation d'histoires quotidiennes, une narration construite sur le rythme. L'emploi de l'espace.

— Bien que le ton du film demeure en permanence léger et amusant, on y a affaire à la mort, à la maladie.

— Ça, c'est moi, je n'imaginais pas raconter l'histoire d'une famille durant un an sans que se produisent des décès, des maladies, des accidents et aussi des drames sentimentaux.

— Vos films récents semblent marquer un retour vers la comédie.

— Que mes films soient plus ou moins dans le registre de la comédie est un hasard. Il me vient une idée de scénario : si elle est franchement comique, très bien, si elle est plus sombre, ça me va aussi. Les trois derniers, *Meurtre mystérieux à Manhattan*, *Coups de feu sur Broadway* et *Maudite Aphrodite*, étaient effectivement sur un mode léger. Celui que je suis en train de réaliser, *Deconstructing Harry*, est plus proche de *Maris et femmes*, qui précédait ceux-ci. J'essaie toujours de faire rire, mais la partie sombre, névrotique, y tient davantage de place. J'espère seulement que les

gens ne penseront pas que ce Harry, que j'interprète et qui est assez dingue, c'est moi. D'ailleurs, je l'interprète par défaut. J'avais demandé à De Niro, à Richard Dreyfus, à d'autres encore de jouer le rôle, mais ils n'étaient pas libres.

— Vous n'auriez pas pu attendre qu'un de ces acteurs soit disponible ?

— Non. Je n'ai pas la patience d'attendre, je ne veux pas m'arrêter de travailler ni devenir dépendant de trop de facteurs externes. Personne n'est jamais aussi indispensable à mes yeux que le film lui-même, même l'acteur le plus génial. Si on attend, on perd le rythme et l'élan, et souvent on perd tout simplement les bonnes conditions météorologiques. Et, ensuite, c'est un autre acteur qui ne sera plus disponible, on ne s'en sort plus. J'ai besoin de cette régularité de travail.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Inrockuptible

l'hebdo musique, cinéma, livres, etc.

En kiosque tous les mercredis, 15 F

Le couple Straub-Huillet démontre une nouvelle fois la puissance de ses partis pris de mise en scène

Jean-Michel Frodon

Jean-Michel Frodon

Jacques Mandelbaum

[illegible]

Le court-métrage plébiscité par 115 000 spectateurs à Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND
correspondance
L'humour de cette 19^e édition du Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand n'était pas à la franche rigolade. Sida, chômage, prostitution, morts et maladies, émigrés expulsés et banlieues chaudes, du 31 janvier au 8 février, rien n'a été épargné aux festivaliers. Mais il en aurait fallu davantage pour entamer le moral des 115 000 spectateurs (5 000 de plus que l'an passé), venus des écoles et universités de Clermont-Ferrand, mais aussi de toute la France et du monde, du Chili et du Danemark, d'Iran et de Grande-Bretagne, du Canada et d'Ukraine. Ils sont venus voir les 140 films sélectionnés en compétition française et internationale, dans 8 salles de projection au confort parfois spartiate. Des spectateurs souvent très jeunes, qui ont ainsi pu découvrir, au basard d'un programme de films fan-

tastiques tendance « gore », *La Jette* de Chris Marker, un classique dont le rythme a suscité incompréhension et colère chez certains, surprise et intérêt chez d'autres pour « ce Français qui reprend l'histoire de L'Armée des douze singes de Terry Gilliam » (sic).
Le grand prix de la compétition française a été logiquement attribué à *Tout doit disparaître* (rien à voir avec la comédie de Philippe Muryl). Ce troisième court-métrage très noir de Jean-Marc Moutoux suit la descente aux enfers d'un jeune chômeur recruté par une entreprise d'intérim pour un démenagement, qui se révèle être une expulsion de famille immigrée. Primé en novembre dernier au Festival de Brest, ce sujet, personnellement vu par le réalisateur et sans pathos ni bavardage, est filmé sans pathos ni bavardage.
Chômage et immigration sont aussi au cœur de *One Sunday Mar-*

ning, du Britannique Manu Kuruwa, lauréat de la compétition internationale. Dix-sept minutes de la vie d'une famille nigérienne installée à Londres, qui bascule dans le drame faute d'avoir obtenu le statut de réfugié. Récompense méritée pour un scénario très travaillé, servi par une image superbement cadrée et éclairée. Le public a, lui, préféré *Des majorettes dans l'espace*, de David Fourrier, une comédie de six minutes en forme de clip, jonglant non sans talent avec Jean-Paul II, les majorettes, les cosmonautes, la « Gay Pride » et les préservatifs. Un choc révélateur de son envie de rire, mais aussi d'un goût pour le zapping qui pourrait expliquer en partie l'incroyable succès du festival auprès du jeune public.
Parallèlement à la compétition, dans le cadre du 12^e marché du film court, 1 300 réalisateurs, producteurs, acheteurs ou organisateurs

de festivals ont visionné, acheté, vendu ou pris des options sur quelque 2 000 courts-métrages inscrits au catalogue. Tout ce qui compte dans le monde du court-métrage était disponible. L'effervescence régnait au marché témoignant du dynamisme d'un secteur qui fait désormais figure de vivier pour la production cinématographique à venir.
DURÉE ALLONGÉE
Tous en compétition à Clermont, mais dans des registres très différents. Une vague *Idée de la mer*, d'Anne Sophie Birot, *Eau douce*, de Marie Vermillard, *Il faut d'arriver*, d'Yves Caumont, ou *Au bord de l'autoroute*, d'Olivier Jahan, laissent ainsi fort bien augurer de l'avenir de ces réalisateurs, sur des sujets moins « prise-de-têtes/couples », selon la formule de Georges Bollen, un des fondateurs du festival. Autre caractéristique de ce cru

1996, l'allongement de la durée des films, sensible depuis l'effet Poldydyès, et le succès en salle de *Versailles Rive gauche* (quarante minutes). L'avenir du court-métrage en France sur grand écran est-il moins sombre pour autant ? En 1996, l'exploitation commerciale de six programmes de courts a permis d'espérer que les films de ce format ne seraient plus obligés de s'accrocher aux longs. Patrice Carré, président de la Maison du court, veut croire à l'avenir. Mais en l'absence de Gaumont ou d'UGC, ce sont les acheteurs de Canal Plus et d'Arte que producteurs et réalisateurs attendaient comme le messie.
Annette Vezin
* Du 19 au 23 février, reprise des films primés, au Cinéma des Cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 17^e.

DÉPÊCHES

■ Le prix de la critique au meilleur film français, dit Prix Méliès, a été attribué à Bertrand Tavernier pour *Capitaine Conan*. Le Prix Moussinac du meilleur film étranger honore *Secrets et Mensonges*, de Mike Leigh. Le Prix Novals-Teixeira du meilleur court-métrage français échoit à Loui Tchereenko pour *La Grande Migration*. Les prix des meilleurs livres français de cinéma sont décernés à Noël Burch et Geneviève Sellier pour *La Drôle de guerre des sexes dans le cinéma français* (Nathan) et à Pierre Mailhot pour *Les Fiancés de Marianne* (Cerf), dans la catégorie du meilleur livre français sur le cinéma. Le prix du meilleur livre étranger distingue *Kafka va au cinéma* de Hanns Zischler (Cahiers du cinéma) et celui du meilleur album est attribué au *Cinéma italien* de Jean Gilli (La Martinière).
■ 26,6 millions de francs d'aide à quatre coproductions européennes ont été attribués par Eurimages, organisme du Conseil de l'Europe chargé du cinéma. Parmi les bénéficiaires sont notamment cités *Le Barbier de Sibérie*, de Nikita Mikhalkov (France, Italie, République tchèque, Russie) et *Le Bassu*, de Philippe de Broca (France, Allemagne, Italie). Un soutien a été accordé à onze distributeurs, dont sept d'Europe de l'Est et trois Suisses. Depuis sa création, Eurimages a soutenu la coproduction de 524 longs métrages et documentaires de création pour un montant global de plus de 936 millions de francs.
■ Une pétition contre l'installation de multiplexes dans la région marseillaise a été mise en circulation par les responsables de petites salles de la ville. Trois de ces installations géantes sont en cours de construction dans l'agglomération, et au moins un autre projet est à l'étude, à Vitrolles.
■ Baisse des tournages en janvier par rapport à la période correspondante des années précédentes : cinq films français sont entrés en production (contre neuf en 1996, huit en 1995). Parmi eux figurent *On connaît la chanson*, d'Alain Resnais, et *Les Amoureu-*

La deuxième naissance de la Cinémathèque de Toulouse

TOULOUSE
de notre envoyé spécial
Michel Serrault, qui aime le coq-à-l'âne et le mélange des genres, sera servi en inaugurant, vendredi 14 février, la nouvelle Cinémathèque de Toulouse. La deuxième naissance de cette institution quasi cinquantenaire se situe en effet au croisement de plusieurs histoires : le travail d'archiviste de cet irréligieux bénédictin de la pellicule qu'est son fondateur, Raymond Borde, la politique de « grands travaux » culturels développée par la municipalité de Dominique Baudis, et l'entrée en jeu du très parisien et très international nouveau président, Daniel Toscani du Plantier.
Ce mélange des genres se retrouve dans le bâtiment remis à neuf, rue du Taur, qui représente une notable amélioration par rapport au précédent site du faubourg Bonnetoy, puisqu'il se situe en plein centre. C'est un ancien couvent du XVI^e siècle, ancienne caserne, ancien local syndical, ancien quartier général du Parti socialiste ouvrier espagnol en exil. Dans l'ancienne nef de la chapelle, une fresque religieuse déformée proclame ainsi : « Groupes-nous et démolir l'Internationale sera le genre humain ». Là ont donc été installées deux salles de pro-

jection (de haute qualité technique), la bibliothèque (d'un aménagement), une salle d'exposition et les bureaux.
Des salles de projection, dans une cinémathèque, cela semble la moindre des choses. Voire... A la différence d'Henri Langlois, le père de la Cinémathèque française, avec lequel il rompt plus d'une lance aux heures héroïques de la cinéphilie, Raymond Borde avait fait de la conservation, plutôt que de la programmation, le principe fondateur de sa démarche - il s'en expliquait dans son livre *Les Cinémathèques*, réédité chez Ramsay Poche. Si, grâce à l'installation de nouveaux locaux de stockage près de Toulouse, à Castelnau-d'Estremon, la mission d'archivage n'est nullement abandonnée, c'est vers le public que se tourne désormais cette forteresse que fut la Cinémathèque de Toulouse.
« SORTIR DU GHETTO »
Compagnon de route de Raymond Borde depuis vingt-cinq ans, le directeur de la Cinémathèque, Jean-Paul Gorce, se réjouit de cette « révolution culturelle » : « Nous avons vécu dans un ghetto, que nous avions nous-mêmes construit, et, soyons francs, nous avons adoré cela. Mais, à un moment, il faut en sor-

tir. Grâce aux nouveaux locaux, aux nouveaux moyens financiers et à l'arrivée de nouvelles personnalités, à commencer par Daniel Toscani du Plantier, nous avons enfin la possibilité de mener une véritable action de présentation du patrimoine accumulé depuis plus de quarante ans... »
Daniel Toscani du Plantier, qui, depuis des années, réside par intermittence dans la région, où il a lié une solide amitié avec Alain Bouffarties, responsable de l'association des salles de cinéma du Gers Ciné-32 et vice-président de la Cinémathèque, se doutait que son arrivée risquait de faire des vagues : « Lorsque Dominique Baudis a envisagé que je devienne président, j'ai demandé ce que Raymond Borde lui-même qui me le propose. Ce qui a été le cas. Nous sommes très différents, mais nous sommes vite tombés d'accord pour faire passer la Cinémathèque au statut d'institution vivante... »
Producteur, président d'Unifrance Film, président de l'Académie des Césars, vice-président du conseil de surveillance d'Arte, membre du conseil d'administration du Festival de Cannes, chroniqueur au *Figaro Magazine*, avait-il besoin de cette nouvelle casquette ? « Le seul secteur du cinéma où je n'étais pas encore intervenu était celui de la

diffusion, mais, au fond, je fais toujours le même métier : travailler à faire aimer les films. » Quant au côté « provincial » de ses nouvelles fonctions, Daniel Toscani du Plantier ne veut pas en entendre parler : « La Cinémathèque de Toulouse n'est pas une institution locale, mais un carrefour possible avec les cinémathèques du sud de l'Europe... »
Déclaration qui ne peut que convenir à Dominique Baudis : mettant en avant le vaste programme d'équipements culturels qu'il a lancé dans sa ville (avec le Capitole, puis l'ouverture de l'auditorium Saint-Pierre en juin, la construction du Grand Théâtre, l'installation d'un centre d'art moderne et contemporain aux Abattoirs...), celui-ci revendique en effet une « visibilité européenne », visée par la « charte culturelle » établie en 1987 et à laquelle se sont depuis associés le département et la région. Si la ville est maître d'ouvrage, ces trois entités ont financé la construction de la Cinémathèque, comme elles contribueront à son fonctionnement, bien que le Centre national du cinéma en assume la plus lourde part.
J.-M. F.

REPRODUCTION INTERDITE



APPARTEMENTS

1^{er} arrondissement
PONT-NEUF, stand. rue et jard. 3-4 p. 61 m² à rafraîchir, park. 01-43-35-16-36.

6^e arrondissement
PART. A PART.
CHERCHÉ-MIDI, 140 m² véranda, double living, 3 chambres, original, soleil. 3 600 000 F.
Tél. : 01-42-22-27-82.

LUXEMBOURG, 2 p., duplex, 66 m², élég. imm. XII^e, 4 m. ss plafond, prest. ht de gamme. Esc. chéne. 1 800 000 F. - 01-43-54-46-27.

ODÉON, imm. 19^e, 4 p., an duplex, 105 m² à rén., charges min. Urgt. 01-43-35-16-36.

7^e arrondissement
SOLFÉRINO, pierre de t., ascenseur, beau 6 pièces + serv. 6 300 000 F.
MEL. 01-43-25-32-66.

8^e arrondissement
MIROMESNIL 2 P
41 m², 2^e étage, asc. 870 000 F. 01-42-65-38-53.

11^e arrondissement
PROCHE BASTILLE dans rés. s'jardins cave et parking inclus - 3 P. à partir de : 1 300 000 F. - 4 P. à partir de : 1 550 000 F. GERER / 01-42-65-08-03.

HAUTS-DE-SEINE

92
ILE-DE-LA-JATTE
2 P., 65 m², p., asc., grd séjour, cuis. éq. 1 200 000 F.
01-47-45-55-53.

BOULOGNE
Vue Seine et pl St-Cloud : - 3 p. 75 m², balcon, 9^e ét. 1 350 000 F. - 5 p. 108 m², balcon, 8^e ét. 1 950 000 F.
Cave et parking inclus. GERER 01-42-65-08-03.

LEVALLOIS A. France stand. Rue at jard., 3 p., 70 m², belic., park. 1 290 000 F. 01-43-35-16-36.

CLICHY CENTRE, lot rénové 100 m² + terrasse. 1 400 000 IP 01-48-83-32-88.

VAL-DE-MARNE
94
ST-MANDÉ BOIS, 2 p., da caractère + 20 m² terrasse. 980 000 IP 01-48-83-32-88.

DOMAINE
ESPAINE
Magnifique domaine : 16 ha en terrasses, ensoleillement optimal, tranquillité absolue, vue splendide. Toutes affectations possibles. Permis de construire sur l'ensemble du domaine. Etat actuel : Finca (ferme) avec logement confortable, culture de la vigne (rouseau d'Alicante) et fruitiers. Raccordement aux réseaux d'eau, électricité et tél. Situation : à 70 km de l'aéroport, 10 km d'Elche, 20 km d'Alcantara, 80 km des Baléares, autoroute toutes directions à 10 km. Prix : à débiter. S'adresser à : Publicitas S.A., rue Elzev 4 CH-1000 Lauzanne. Chiffre n° F121151.

IMMEUBLE

PART. A PART.
Vend immeuble pour rapport. T.R. très intéressante. Banlieue bordelaise. Tél. : 05-56-32-09-81.

MAISON
A 1 H. DE PARIS (27)
FOURGES Part. vd maison de maître (2 niv. + combles) Dépendances sans vis-à-vis 250 m² (ter. 2 000 m² + com.). Site classé. Prix : 850 000 F. Tél. : 01-42-42-36-89 ou 01-39-65-97-23.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE
(92) SURESNES
Près mairie et services administratifs 5^e gare école, collège et commerces. Part. vd local 280 m² + garage 68 m² tegade sur rue 21 m + habitation à rénover 74 m² av. cour et jard. 203 m² gaz + force. total 625 m². Prix : 2 900 000 F. Tél. : 01-39-51-96-42.

BAIL A CEDER
BLAUTEUIL
71, boul. Malesherbes - 8^e Sup. env. 48 m² tenu par la même maison depuis plus de 100 ans 800 000 F. - Tél. 01-43-67-36-00.

PAVILLONS

ROZOV-LE-VIEIL (45)
1 HEURE DE PARIS
Part. vend PAVILLON F4 en L. sur vide sanitaire. Entrée, cuisine aménagée, grande salle-à-manger, cheminée insert, salon, 2 chambres, bureau, salle de bains, w.c., chauffage central à gaz, grande terrasse, garage + atelier non attenant sur 2 000 m² terrain. Prix : 590 000 F. Tél. : 02-38-90-99-70 répondeur ou 01-69-44-57-99.

Nogey-le-Grand (93), 700 m du RER, terrain 408 m², hab. 100 m², obs. éd., cuis., 3 ch., bureau, 2 s. de bains, 2 WC, sur sous-sol total 60 m² dépendance hab. 40 m² + grenier. Prix : 1 250 000 F. Tél. : 01-45-82-22-23.

APPARTEMENTS ACHATS

INTER PROJETS ach. SPARIS-EST VOLUMES ATYPIQUES à louer ou à vendre. 01-42-83-46-46.

J. GALA IMMOBILIER
ch. pr client sérieuse en attente rés. stand. ou bel anc. 4^e Marais, R.G. ou bon 9^e du 3 au 8 p. de 50 à 200 m², prix du marché. T. 01-43-35-16-36 même soit.

Chaque semaine retrouvez votre rubrique "IMMOBILIER" Pour vos annonces contactez le

☎ 01 44 43 77 40
Fax 01 44 43 77 27

LOCATIONS

PARIS
RUE LIONS ST-PAUL
2 p. livg SUD, chbre sur hôtel classé. 01-53-01-99-05.

6^e MIROMESNIL
3 p. 100 m² 8 600 F net 2 p. 40 m² 5 300 F net
Tél. : 01-42-06-36-53.

ÉCHANGE
OXFORD maison 6 p. grd jard. contre mais. ou apt. en France, prox. école, pour une année scolaire. Tél. : 00-44-1865-862470.

OFFRES

REGION PARISIENNE
GRAND STUDIO A LOUER
Cuis. amén. + salle d'eau (chauff. gaz). Situé dans centre Enghien (95) près gare. Rens. : FGA M. DURAND. Tél. : 01-39-64-24-81.

Prox. transp. en comm. et centre ville, imm. rés. stand. 3^e asc. gd studio 45 m² env. cuis. équip., cave, box. 3 500 F charges comprises. Tél. : 01-48-83-65-23.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

VOTRE SIEGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services 01-43-55-17-50.

ROND POINT CH.-ELYSEES
Hôtel part. R. + 2, 450 m² + ss-sol 190 m², parkings. Bellemeuse 01-45-04-49-13.

11^e BASTILLE volumes rénovés de caractères. - 100 m² 10 400 F/mois HT - 340 m² 30 500 F/mois HT IP - 01-48-83-32-88.

AUTOMOBILES

Superbe affaire
Vende Sàtane 1994, 9 CV, haut de gamme ABS - Radio - Equipée gaz
Tél. : 02-43-89-07-15
Le soir 20 heures

BIJOUX
Bagues romantiques
GILLET
19, rue d'Arcoi
75004 PARIS
01-43-54-00-83

BIJOUX BRILLANTS
Le plus formidable choix.
- Que des affaires exceptionnelles ! - Tous bijoux or, toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argentierie, ACHAT - ÉCHANGE - BIJOUX
PERRONO OPÉRA
Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée d'Antin
Magasin à l'Étoile
37, avenue Victor-Hugo.
Autre grand choix.

NEGOIRS

BODY LINE
Pour votre forme, votre ligne, votre beauté, venez profiter des cours step, aérobie, stretching, abdos-fessiers, culture physique, musculation, cardio-training, boxe française, sauna, hammam, U.V.
Ouvert tous les jours 25-27, rue de la Croix-d'Eau 974170 LE PERREUX
Tél. : 01-48-72-10-40

RENOVATION
Transformer, rénover votre bien immobilier avec le dossier d'idées, plans et prix que nous établissons pour vous. Tél. : 01-45-35-99-23.

RENOVATION-DECORATION
FRESQUES MURALES
Appartements - Bureaux
AGORA
Tél. : 01-44-15-86-04

SERVICE A DOMICILE

17^e arrondissement
Particulier recherche employée de maison nourne et logée pour s'occuper d'enfants plus diverses tâches ménagères.
Se présenter du lundi au jeudi, de 9 h 30 à 12 h avec rél. au magasin d'antiquités
71, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

VACANCES
SKI DE FOND
JURA
près (Métabief) frontière suisse
3 h de Paris par TGV en pleine zone nordique. Chambre en pension ou demi-pension chez ancien sélectionné olympique, avec salle remise en forme, cours, matériel, etc. Réservation : 03-81-49-00-72

LA SÉLECTION DU « MONDE »

AU LOIN
S'EN VONT LES NUAGES
(finlandais, 1 h 36)
de Aki Kaurismäki.
BRIGANDS, CHAPITRE VII
(franco-géorgien-italien-suisse, 2 h 09)
d'Otar Iosseliani.
CARMIN PROFOND (**)
(franco-mexicain-espagnol, 1 h 54)
d'Arturo Ripstein.
DIEU SAIT QUOI
(français, 1 h 30)
de Jean-Daniel Pollet.
EAU DOUCE
(français, 58 min)
de Marie Vermillard.
FOR EVER MOZART
(franco-suisse-allemand, 1 h 20)
de Jean-Luc Godard.
JOURNAL D'UN VICE
(italien, 1 h 28)
de Marco Ferreri.
LOOKING FOR RICHARD
(américain, 1 h 53)
d'Al Pacino.
NÉNETTE ET BONI
(français, 1 h 43)
de Claire Denis.

NI D'ÈVE NI D'ADAM (*)
(français, 1 h 30)
de Jean-Paul Civeyrac.
NITRATE D'ARGENT
(français, 1 h 27)
de Marco Ferreri.
POUR RIRE
(français, 1 h 40)
de Lucas Belvaux.
ROMAINE
(français, 1 h 22)
d'Agnès Obadia.
LA SERVANTE AIMAINE
(français, 2 h 46)
de Jean Douchet.
THE PILLOW BOOK
(franco-britannique, 2 h 06)
de Peter Greenaway.
LE VIOLON DE ROTHSCHILD
(franco-suisse-finlandais-hongrois, 1 h 41)
d'Edgardo Cozarinsky.
Y AURA-T-IL
DE LA NEIGE À NOËL ?
(français, 1 h 30)
de Sandrine Veysset.
ZINA
(franco-britannique, 1 h 33)
de Ken McMullen.

FESTIVALS

AIX-EN-PROVENCE :
LA GUERRE ET APRÈS
- VIETNAM (1945-1995)
Sur la base de films
fictionnels documentaires-archives,
rencontres, théâtre et musique,
cette manifestation privilégie le
jeu des regards croisés, regards
des Français, des Américains et
des Cubains sur le Vietnam,
regards des Vietnamiens sur
eux-mêmes à travers le cinéma.
Une pièce de théâtre, *Cantes d'exil*,
et trois tables rondes (la
colonisation française, la guerre
américaine et le Vietnam
aujourd'hui) sont également
prévues.

Du 13 février au 2 mars. Cité du
Livres, 8-10, rue des Allumettes,
13095 Aix-en-Provence Cedex 2.
Tél. : 04-47-26-11-22.

**35^{ÈME} ÉDITION DES RENCONTRES
CINÉMATOGRAPHIQUES
DE PÉZENAS (HÉRAULT)**
La Fédération des ciné-clubs de la
Méditerranée, le ciné-club
Jean-Renoir de Pézenas et
l'Institut Jean-Vigo de Perpignan
présentent sur le thème des
« Voyages » vingt-cinq longs
métrages avec, notamment, des
œuvres du réalisateur grec Théo
Angelopoulos et des films de
« Voyages » classiques ou inédits,
originaux de différents pays.
Également au programme, un
débat sur le cinéma
d'Angelopoulos et sur l'acteur
Toto, en présence des cinéastes
Michel Such et Nae Caranfil et de
René Marx, critique et écrivain. Un
homage à Marcello Mastroianni
aura également lieu tout au long
de la journée du 22 février.

Du 18 au 23 février. Cinéma
Le Molière, inpassa Fillement,
34120 Pézenas. Tél. :
04-67-96-99-54.

CARTE BLANCHE
À DAN-MARIE STRAUB
ET JEAN-PIERRE HUILLET
Ou marge de la sortie de leurs
nouveaux films *Lotharinger* et *Du*
Jour au lendemain, le Cinéma
Grand Action propose une « Carte
blanche à Jean-Marie Straub et
Danielle Huillet ». Au programme,
les films du couple de cinéastes
ainsi que des œuvres de Chaplin,
Schrödin, Renoir, Mizoguchi,
Hawks, Bresson, Lang,
Eisenstein... choisies par eux.
Chaque jour, à l'issue de la
dernière séance, un débat est
prévu en présence de
personnalités du cinéma dont trois
avec Straub-Huillet (les 12, 15 et
21 février).

Du 12 au 25 février. Grand Action, 5,
rue des Ecoles, Paris 5°. Tél. :
01-43-29-44-40. Puis du 25 février
au 2 mars à la Cinémathèque
République, tél. : 01-47-04-24-24.

NOUVEAUX FILMS
L'AMOUR EST À REINVENTER (**)
10 films courts français (50 mn).
14-Juillet Beaubourg, 3° (réservation :
01-40-30-20-10).
ON REINVENTE
LA QUÊTE D'ELIE WIESEL
Film franco-hongrois de Judit Elek,
(1 h 45).
VO : Le Quartier Latin, 5° (01-43-26-
84-65) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19° (réservation : 01-40-30-20-10).
OU JOUR AU LENDemain
Film franco-allemand de Jean-Marie
Straub, Danielle Huillet, avec Chris-
tine Whittlesey, Richard Sahler, Clau-
dia Barainsky, Ryszard Karczykowski
(1 h 02).
VO : Studio des Ursulines, 01-43-26-
84-65.

LE JOUR ET LA NUIT
(à partir de vendredi 14 février)

Film français de Bernard-Henri Lévy,
avec Alain Delon, Lauren Bacall, Xa-
vier Beauvois, Marianne Denicourt,
Arielle Dombasle, Julie de Page
(1 h 52).
Gaumont les Halles, dolby, 1° (01-40-
30-20-10) ; réservation : 01-40-30-20-
10 ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6° (01-43-
25-59-83) ; réservation : 01-40-30-20-
10 ; La Pagode, 7° (réservation : 01-40-
30-20-10) ; Saint-Lazare-Pas-
quier, dolby, 8° (01-43-87-35-43) ; ré-
servation : 01-40-30-20-10 ; UGC Nor-
mandie, dolby, 8° ; Gaumont Opéra
Français, 9° (01-47-70-33-88) ; réser-
vation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet Bas-
tille, dolby, 11° (01-43-57-90-81) ; réser-
vation : 01-40-30-20-10 ; Gaumont
Gobelins Fauvettes, dolby, 13° (01-47-
07-55-88) ; réservation : 01-40-30-20-
10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14°
(réservation : 01-40-30-20-10) ; Mis-

tral, dolby, 14° (01-39-17-10-00) ; réser-
vation : 01-40-30-20-10 ; 14-Juillet
Beaugrenelle, dolby, 15° (01-45-75-79-
79) ; Pathé Wexler, dolby, 18° (réservation :
01-40-30-20-10) ; 14-Juillet-
sur-Seine, dolby, 19° (réservation : 01-
40-30-20-10).
NITRATE D'ARGENT
Film français de Sophie Deflandre,
avec Alexandre Arbat, Marthe Keller,
Lola Gans, Matthieu Rozé, Fred
Personne, Julie-Anne Roth (1 h 26).
L'Entreprise, 14° (01-45-43-41-63).

L'OMBRE ET LA PROIE
Film américain de Stephen Hopkins,
avec Michael Douglas, Val Kilmer,
Bernard Hill, John Kani, Tom Wilkinson,
Brian McCann (1 h 50).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby, 6° ; Gaumont
Marignan, dolby, 12° (01-39-17-10-00) ;
01-40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8° ;
Gaumont Opéra Français, dolby, 9° ;
01-47-70-33-88 ; réservation : 01-40-30-20-10 ;
Gaumont Parnasse, dolby, 14° (réservation :
01-40-30-20-10) ; UGC Opéra, dolby, 1° ;
UGC Opéra, dolby,

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 13 FÉVRIER 1997

FINANCEMENT Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture en charge de la communication, a réuni les présidents des différents syndicats de la presse, mardi 11 fé-

vrier, pour évoquer la situation des journaux et réfléchir aux moyens d'améliorer l'efficacité du soutien apporté à la presse. ● **DES GROUPE**s de réflexion devront

rendre leurs conclusions vers la fin du mois de mars. Les arbitrages interministériels devraient être rendus en avril ou mai, afin de décider des principales mesures à la fin du

premier semestre. ● **LA SUCCESSION** difficile de Bernard Porte à la présidence de la Fédération nationale de la presse française (FNPF), mercredi 12 février, illustre les diver-

gences entre les différents syndicats qui composent la FNPF. Un éclatement de l'institution en trois pôles - presse quotidienne, magazine et professionnelle - n'est pas exclue.

M. Douste-Blazy propose la création de groupes de réflexion sur la presse

Le ministre de la culture, en charge de la communication, a reçu les professionnels du secteur, mardi 11 février, pour évoquer la situation des journaux et étudier les moyens d'améliorer l'efficacité du soutien de l'Etat

C'EST à la Bibliothèque de France que le ministre de la culture, en charge de la communication, Philippe Douste-Blazy, a réuni les présidents des différents syndicats de la presse, mardi 11 février, pour évoquer la situation des journaux et réfléchir aux moyens d'améliorer l'efficacité du soutien apporté à la presse. La volonté du président de la République et du premier ministre est de faire évoluer le régime des aides, afin de les rendre moins tributaires des débats budgétaires annuels. Le ministre s'est voulu à l'écoute des préoccupations d'une profession qui n'avait pas ménagé les cri-

tiques à son égard. Afin de poursuivre la réflexion, plusieurs groupes de travail ont été mis en place, autour de six sujets : le soutien aux investissements des entreprises de presse, afin de permettre aux banques de se montrer davantage préteuses (l'hypothèse d'un prêt à taux zéro est évoquée) ; le régime fiscal, et notamment le maintien d'une TVA à 2,1 % ; les modalités d'application de la loi Evin, qui interdit la publicité pour le tabac ; la distribution, qu'il s'agisse de la vente, du portage ou des abonnements ; la place de la presse à l'école et les moyens de renforcer sa présence ;

l'accès aux supports multimédias. Aucun chiffrage n'a été avancé, mais le calendrier est très serré. Ces groupes de réflexion vont devoir rendre leurs conclusions vers la fin du mois de mars. Les arbitrages interministériels devraient être rendus en avril ou mai, afin de décider des principales mesures à la fin du premier semestre.

ENIÈME RENCONTRE

Les débats et les thèmes abordés ont un air de déjà vu pour nombre de participants, pour lesquels il s'agissait de la 4^{ème} rencontre sur les difficultés du secteur et la volonté de réformer le régime

d'aides. « L'expérience conduit au plus grand pessimisme », notait l'un des participants. En 1994, Edouard Balladur, alors premier ministre, avait déjà chargé son ministre de la communication, Alain Carignon, de constituer des groupes de travail sur l'amélioration du régime économique de la presse. Leurs travaux ont donné lieu à quatre rapports dont l'intitulé n'est pas sans rappeler les groupes de réflexion mis en place aujourd'hui.

Des participants reconnaissent que la nouvelle structure est plus légère et que le délai rapide devrait permettre une plus grande

efficacité. Les éditeurs sont satisfaits que l'accent ait été mis sur les aménagements fiscaux et sociaux. L'absence de toute indication chiffrée laisse cependant sceptiques certains représentants de la profession qui redoutent que l'aménagement du dispositif actuel n'aboutisse à une réduction des aides existantes. L'année 1996 a été marquée par la réduction des aides, la suppression de l'abattement fiscal des journalistes et l'augmentation à venir des tarifs postaux. Cette accumulation a suscité un tollé des représentants du secteur, qu'a souhaité calmer le gouvernement.

Pour des raisons historiques, la France s'est dotée, à la Libération, d'un régime d'aides à la presse qui permettait de garantir le pluralisme et d'écarter le danger d'une reprise en main des journaux par les « puissances de l'argent », comme cela était le cas avant-guerre. Le régime d'aides représente plus de 8 milliards de francs sur un chiffre d'affaires de l'ensemble de la presse de 60 milliards. Ces aides sont constituées par des tarifs préférentiels de La Poste, de la SNCF, de l'exonération de la taxe professionnelle, de réductions fiscales, notamment sur la TVA. Des aides sont également destinées aux journaux à faible ressources publicitaires et à l'exportation, tandis que des mesures ont été prises pour encourager le portage et l'investissement dans le multimédia.

Tout le monde est d'accord pour dire que le régime d'aides manque d'efficacité, mais personne n'a vraiment réussi à le réformer en douceur : d'une part, parce que les éditeurs ne voulaient pas remettre en cause leurs avantages ; d'autre part, parce que le gouvernement cherchait par la même occasion à réaliser des économies budgétaires. La crise actuelle rend les réformes urgentes. L'Assemblée nationale a également mis en place une commission parlementaire. Tout le monde s'inquiète du sort de la presse, et surtout de la presse d'information.

La succession à la tête de la FNPF s'annonce difficile

A QUOI SERT la Fédération nationale de la presse française ? C'est l'une des questions à laquelle tenteront de répondre les membres de la Fédération, mercredi 12 février, avant de choisir un président, si elle en trouve. Aucun candidat ne s'était déclaré, avant le début de la réunion. La question est ouvertement posée depuis le départ du groupe Hachette en 1994, qui a débouché sur une scission historique entre la presse magazine et les autres formes de presse, avec la création du Syndicat de la presse magazine et d'information (SPMI). Le nouveau syndicat réunit les principaux groupes intervenant en France : Hachette, Havas-CEP Communication, Prisma Presse (Berlmann), le groupe britannique Emap ou Marie-Claire. La création de ce nouveau syndicat a mis en évidence les failles d'une structure fédérale qui défendait les intérêts

communs au nom d'une « grande famille de la presse », plutôt déclinée.

Depuis le départ à la présidence de l'AFP de Jean Miot, Bernard Porte, président du directoire de Bayard Presse, avait repris, un peu à contrecoeur, la présidence pour réfléchir à la nécessaire adaptation de l'institution, née en 1944, face à l'évolution du paysage de la presse et de la communication. Il a renoncé au début de l'année, en démissionnant de son poste et en dénonçant les dysfonctionnements : « Nos initiatives n'ont pas été étroitement coordonnées. Nous avons mené trop de batailles en ordre dispersé ».

Au menu de l'année 1996 figuraient des dossiers aussi importants pour la profession que les négociations sur la hausse des tarifs postaux, la suppression de l'abattement fiscal des journalistes ou la réduction des aides à la presse.

La Fédération regroupe plusieurs syndicats, dont le poids économique et politique est variable : le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), le Syndicat de la presse parisienne (SPP), la Fédération nationale de la presse spécialisée (FNPS), le syndicat professionnel de la presse magazine et d'opinion (SPPMO), qui regroupe les éditeurs qui n'ont pas voulu rejoindre le SPMI, le Syndicat des quotidiens départementaux (SQD) et le syndicat de la presse hebdomadaire régionale (SPHR).

VERS UNE DIVISION EN TROIS PÔLES ?

La complexité de la structure contraste avec la simplicité du SPMI, qui réunit des groupes qui se livrent à une concurrence acharnée, mais qui savent s'entendre pour défendre leurs intérêts et demander une libéralisation du secteur.

Devant cet éclatement, plusieurs syndicats ont préféré prendre directement en main leur intérêt, comme la presse quotidienne nationale ou régionale. L'idée resurgit chez plusieurs membres du SPP ou du SPQR de la création d'un syndicat de la presse quotidienne qui s'élargirait à la presse hebdomadaire régionale et à une partie de la presse d'actualité qui ne se reconnaît pas dans le discours du SPMI. La presse serait alors divisée en trois pôles : presse quotidienne, presse magazine et presse professionnelle.

D'autres, notamment Bernard Porte et le SPPMO ou la FNPS, sont favorables au maintien du système existant, en estimant que les intérêts communs sont supérieurs aux divergences.

A. S.

Alain Salles

Les syndicats de Radio-France répondent par un préavis de grève au projet d'une radio généraliste à Toulouse

TOULOUSE

Une disparition contre une apparition. L'antenne locale de Radio-France Toulouse est condamnée à disparaître, mais pourrait être remplacée par la tête de réseau de la future radio « jeunes » que prépare le service public. « C'est une progression, pas une régression », estime Gilbert Denoyan, directeur délégué au développement des programmes de Radio-France, venu mardi 11 février à Toulouse pour tenter de calmer les inquiétudes du personnel de la station locale et préparer l'instal-

lation de Radio Alpha, nom de code de la nouvelle radio à vocation nationale préparée par Olivier Nanteau. M. Denoyan avait déjà expliqué téléphoniquement, vendredi 7 février, aux vingt salariés de Radio-France Toulouse réunis en assemblée générale, que la nouvelle station s'installerait vraisemblablement dans la ville et devrait occuper leur fréquence. Le conseiller à la présidence de Radio-France, qui accompagnait M. Denoyan, Daniel Boudet, a expliqué que Radio Alpha devrait employer une cinquantaine

de permanents, prioritairement recrutés parmi le personnel de Radio-France Toulouse. MM. Denoyan et Boudet ont refusé de se prononcer catégoriquement sur la fréquence qui sera dévolue à Radio Alpha, invoquant l'audit national lancé par le ministère de la culture et le CSA. Le contexte de pénurie de fréquences et la faiblesse de l'audience de Radio-France Toulouse (22 000 auditeurs) pourraient néanmoins conduire la nouvelle radio nationale à remplacer la station locale sur 95,2.

Les deux émissaires parisiens ont également visité des locaux plus vastes que ceux actuellement occupés par Radio-France Toulouse, dans la perspective de l'installation de la tête du réseau Radio Alpha « dans une grande ville de province », comme évoqué par le PDG de Radio-France, Michel Boyon (voir *Le Monde* Télé Radio daté 9-10 février). Gilbert Denoyan a précisé que les programmes de la radio « jeunes » seront lancés dès le mois de juin depuis Paris, mais que la tête de réseau ne sera définitivement installée qu'en septembre.

● AU DÉTRIMENT DE L'EXISTANT

Sans s'opposer catégoriquement à ces projets, les vingt salariés de Radio-France Toulouse se déclarent toujours hostiles à la fermeture de la station locale. Les cinq journalistes permanents s'inquiètent notamment de l'absence d'une rédaction autonome à Radio Alpha. Le ton est bien plus ferme à l'échelon national. Un préavis de grève illimité a été déposé pour le 25 février par l'intersyndicale de Radio-France. Dans un communiqué publié le 11 février, les syndicats CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO et SNJ rappellent que Michel Boyon, président de Radio-France, « avait promis que la création de la chaîne nouvelle ne se ferait pas au détriment de l'existant ». Ils dénoncent « la suite du processus d'abandon des grandes villes (...) ou moment où, à Radio-France, seule l'audience des radios locales augmente, y compris à Toulouse ».

Stéphane Thépot

Canal Plus lève 2 milliards de francs en obligations convertibles

CANAL PLUS a annoncé, mardi 11 février, l'émission d'obligations convertibles pour un montant de 2 milliards de francs et pour une durée de cinq ans. Cette levée de capitaux devrait permettre à la chaîne cryptée de financer les 6,6 % de Mediaset, filiale regroupant les activités audiovisuelles de Silvio Berlusconi, acquise par endettement par Net-Hold.

Lors de la finalisation de la fusion Canal Plus/Net-Hold, en mars, la chaîne cryptée devra reprendre les engagements financiers du groupe sud-africain. Cette émission a pour objectif de « conserver cette participation » dans le giron de Canal Plus, qui ainsi n'aura pas à la céder immédiatement en déstabilisant Mediaset, assure Laurent Perrière, directeur général en charge des finances de Canal Plus. Ces obligations convertibles pourront ainsi être échangées contre des actions de Mediaset.

DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : le chiffre d'affaires consolidé provisoire de Canal Plus s'est élevé à 11,585 milliards de francs en 1996, en hausse de 14,1 % par rapport à 1995. Le chiffre d'affaires des abonnements gagne 8,8 % pour s'établir à 8,901 milliards de francs. Il intègre les chiffres d'affaires de la chaîne cryptée et celui de CanalSatellite. Le premier s'est élevé à 8,278 milliards de francs en 1996 contre 7,699 en 1995. Celui du bouquet de programmes s'est établi à 597 millions de francs en 1996 contre 463 en 1995.

■ **PUBLICITÉ** : Havas Advertising, filiale publicitaire du groupe Havas, a « la possibilité de conclure les olivances ou rachats » qui lui permettront de « figurer parmi les cinq premiers groupes mondiaux d'ici à l'an 2000 », selon un communiqué diffusé par le groupe mardi 11 février. « Afin d'éviter toute interprétation erronée », Havas Advertising précise « qu'il n'est pas à vendre ». Cette mise au point fait suite au rapprochement de la Générale des eaux et d'Havas, actionnaire de référence du groupe publicitaire présidé par Alain de Pouzilhac (*Le Monde* du 7 février). « Havas maintient sa volonté de rester l'actionnaire de référence, le socle du nouveau groupe ainsi constitué », dit le communiqué, même si une baisse de participation d'Havas à hauteur de 20 % - il en détient aujourd'hui 37 % - n'est pas à exclure.

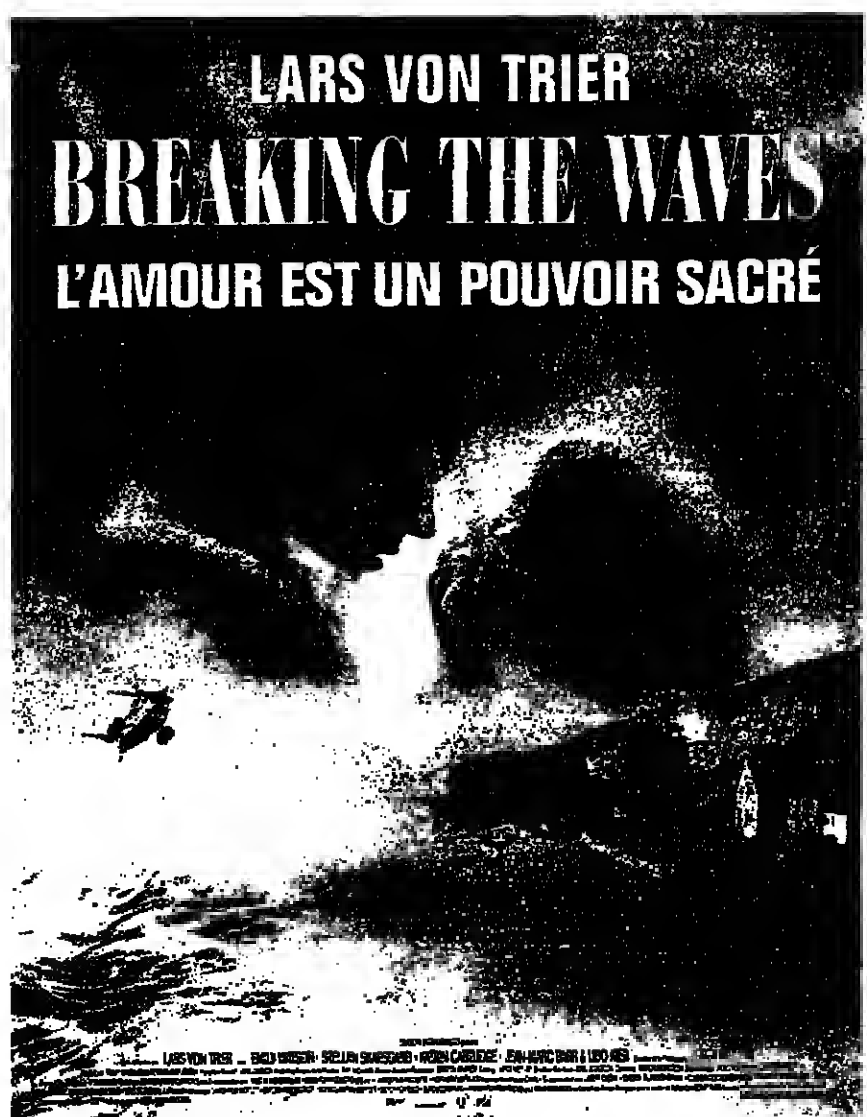
CÉSAR DU MEILLEUR FILM ÉTRANGER

Felix du meilleur film européen

Felix de la meilleure actrice européenne

(prix du Cinéma Européen remis à Berlin le 8 décembre 1996)

Grand Prix du Jury Festival de Cannes 1996



ACTUELLEMENT DANS LES SALLES

DISTRIBUTION LES FILMS DU LUNARE

Couplets d'hier et d'aujourd'hui

Concerts, portraits, documentaires... Paris Première accompagne la quatrième édition des Semaines de la chanson organisées par le ministère de la culture jusqu'à fin février

férence en matière de lutte contre l'exclusion sociale.

de l'éducation de juin 1996).

nalité IDE et où elle vient d'ap-

PANCHO

divers programmes de Paris Pre- le poète : classiques de toute u

Trois émissions, parmi la vingtaine diffusée, illustrent particulière-

Oo oe maquera pas enfin
l'étonnant *Parfum de femmes* à la

Valérie Cadet

* « Soirée Charles Trenet », Paris

France-Culture
20.30 Paroles sans frontière.
20.30 Antipodes.
Images de notre époque.
21.32 Correspondances.
Des nouvelles de la Belgique,
du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté
des radios publiques
de langue française.
La soirée : diverses formes
de la poésie (194).
22.40 Nuits magnétiques.
Vous y dormez petite fille,
dormez-vous très-grand ?
0.05 Du jour au lendemain, Marie
Moscowitz, pour le numéro 5 de la
revue, L'Incaouté, 0.49 Musique : Les
champs, 1.00 Les Nuits de France-Culture
(rediff.).

France-Musique
20.00 Concert.
Saison romatique. Concert
donné le 25 janvier à la salle
Gaveau, par le Quintette à
Vents Murguía, Georges
Friederichs (flûte),
Œuvres de Beethoven.
Schumann.
22.30 Musique pluriel.
Œuvres de Boesmansveld,
Henze.
23.07 Musicales comédies.
Gené Kelly.
0.00 Jazz vivant. L'orchestre régional
de jazz d'Alsace, dir. Bernard Strüber.
1.00 Les Nuits de France-Musique.

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
Franz Schubert: Alfonso et Estrella, opéra en 3 actes O. 752, sur un livret de Franz von Schober. Par le chœur de la Radio de Berlin. Staatskapelle de Berlin.

23.25 Les Soirées de Radio-Classique... (Suite). Œuvres de Schubert. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN
Informations en continu, avec, en soirée: 20.00 et 23.00 World Business Today, 20.25 et 22.00, 1.00 et 2.00 World News, 20.50 Larry King Live, 22.50 Insight, 23.50 World Sport, 0.00 World View, 1.30 Moneyline (30 min).

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 19.45 et 21.15, 0.15 Perspective, 20.10 Sport, 20.15 1.00 Comment, 20.25 et 22.20, 1.40 Europe, 20.45 et 23.05 Label Europe, 21.40 et 22.50, 1.20 International, 23.45 Océano, 21.40 et 23.50 View, 23.15 et 0.10 Analyse, 23.30 L'heure, 0.20 Perspective (20 min).

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée: 19.16 et 23.15 Tati Duzand, 19.50 et 20.30 Le Grand Journal, 19.55 et 21.55, 1.12 Bourso, 20.15 et 20.45 Le 11-21, 21.30 Le Journal du monde, 21.17 et 23.30 Le Journal de l'économie, 21.36 Média, 21.42 Talk culturel, 22.10 Talk Média, 22.50 L'avis de l'économie 23.40 Sports (30 min).

Source: _____

La confession d'un bouc émissaire

Dans l'édition asiatique du magazine « Time », un courtier japonais, incarcéré aux Etats-Unis, accuse à nouveau la banque Daiwa d'avoir encouragé ses malversations

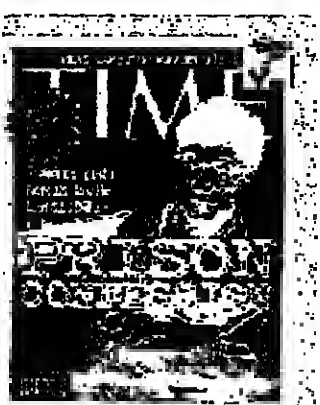
SOUS LE TITRE « White collar confession » (la confession d'un col blanc), l'hebdomadaire *Time* publie, dans le numéro du 10 février de son édition asiatique, les premiers extraits en anglais d'un livre qui obtient au Japon un certain succès *Kakuhoku* (Confession) ainsi qu'une interview de son auteur, Toshihiko Iguchi.

Celui-ci est le courtier de la filiale de la banque Daiwa à New York qui s'est livré pendant onze ans à des opérations irrégulières sur le marché des bons du Trésor américain, à l'origine de pertes records se chiffrant à 1,1 milliard de dollars.

Cette affaire, qui a éclaté en septembre 1995, a valu à Daiwa une amende de 340 millions de dollars et la révocation de sa licence d'exercice aux Etats-Unis. Elle est surtout révélatrice du laxisme du contrôle de la direction de la banque et de celui du ministère des finances japonais,

qui s'est gardé d'informer les autorités américaines, qui, au début, n'ont guère été diligentes. Iguchi, condamné à quatre ans de prison et à une amende de 200 000 dollars, vient d'être transféré à la prison d'Allenwood, en Pennsylvanie, après avoir passé quinze mois en isolement dans la maison d'arrêt de Manhattan. C'est là qu'il a écrit sa confession, qui est aussi une revanche contre Daiwa, qu'il accuse de lui avoir fait jouer le rôle du bouc émissaire. Tiré à 90 000 exemplaires, *La Confession*, publiée à la mi-janvier, est un succès de librairie, mais la grande presse japonaise ne lui a consacré que des articles factuels. Pour personnelle qu'elle soit, la version des faits du « golden boy » n'en est pas moins embarrassante pour Daiwa et les autorités financières japonaises.

Iguchi, qui cherche à apparaître comme un homme pris dans un



engrenage, est plus convaincant lorsqu'il montre comment ses supérieurs l'ont encouragé à continuer à cacher ses irrégularités pour ensuite l'abandonner aux mains du FBI. « La direction de Daiwa a présenté au cours de conférences de presse ce qui était

censé être le résultat de ses investigations internes, écrit-il. En fait, elle ne faisait que répéter ce que j'avais avoué. Dans n'importe quelle autre banque, les irrégularités auxquelles je me livrais auraient été découvertes en mains d'un mois. »

Dans l'interview réalisée par *Time* lors de son transfert à la prison d'Allenwood, Iguchi explique la motivation de sa confession : « Pourquoi le public devrait-il tout ignorer ? La banque ne veut pas révéler la vérité. Le ministère des finances non plus. Si je n'avais pas écrit ce livre, personne n'aurait jamais su ce qui s'est passé. » La confession d'Iguchi est révélatrice de l'irresponsabilité collective qui prévaut dans les grandes entreprises nipponnes. Une personne explique pour les autres : « On coupe la queue du lézard », dit-on, et tout rentre dans l'ordre.

Philippe Pons

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la colère des tramontans de province et le refus du gouvernement de les entendre sont peut-être le symptôme d'une amélioration du climat économique et social à Toulouse, à Nice, à Clermont-Ferrand et dans les autres villes où ils se sont mis en grève, les

conducteurs de bus maintiennent leur exigence d'une retraite à cinquante-cinq ans et d'une réduction du temps de travail, insensibles aux arguments financiers qui peuvent leur être opposés. Au moment où la situation économique générale paraît s'améliorer, mais où rien n'est assuré, le gouvernement se refuse à ouvrir les vannes en faveur des tramontans comme il s'y refuse, par ailleurs, en faveur des fonctionnaires. Mais si Alain Juppé peut ainsi supporter cette épreuve de

force avec les tramontans sans trop risquer un dérapage ou une explosion, c'est bien sûr parce que ceux-ci ne disposent pas de la même force de dissuasion que les routiers. C'est surtout parce que le premier ministre est politiquement moins fragile qu'il ne l'était il y a deux mois !

LE FIGARO

Charles Lambroschini

■ Que faire contre des enragés ?

Après l'assassinat par les terroristes basques d'un juge du Tri-

bunal suprême, les Espagnols sont de nouveau confrontés à cette question sans réponse. Les tueurs se montrent d'autant plus impitoyables que leur action échappe à toute logique politique. En effet, ils ont perdu l'essentiel de leur légitimité depuis que le Pays basque s'est vu reconnaître, en 1980, l'autonomie la plus large jamais consentie à une province espagnole. Confirmé par référendum, ce « statut de Guernica » équivalait, en fait, à celui d'un Etat fédéré.

EN VUE

■ La ville de Bruges, qui a estimé que Jean-Luc Debaene résidant à Vilvoorde, non loin de Bruxelles, n'était pas forcément au courant de la nouvelle réglementation locale interdisant de nourrir les petits oiseaux, ne poursuivra pas le premier ministre belge. Récemment, une équipe de télévision avait pris M. Debaene « la main dans le sac » alors qu'il donnait du pain à des moineaux. Après quoi, un conseiller municipal du Parti libéral flamand (VLD), lui-même ami des bêtes, avait exigé des poursuites contre le chef du gouvernement en vertu de l'égalité de tous devant la loi.

■ A l'occasion du huitième anniversaire de la fatwa de l'ayatollah Khomeiny condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie pour ses *Versets sataniques*, Hassan Sane'i, dirigeant de Khordad-15, une fondation religieuse iranienne d'Etat, a augmenté de 500 000 dollars la prime offerte pour l'assassinat du « blasphémateur ». La récompense fixée au départ à un million de dollars, a déjà été doublée depuis. M. Sane'i a précisé que sa fondation paierait à l'exécuteur de la fatwa les intérêts cumulés depuis le jour où elle a été lancée.

■ Bernard Tapie incarcéré, depuis le 3 février, à la prison de la Santé à Paris, reçoit un abondant courrier. Les supporters de l'ancien directeur de l'OM lui adressent

une centaine de lettres par jour. Hürmülis la lecture de sa correspondance, le célèbre prisonnier passe son temps à préparer sa défense et à lire un ouvrage de Paul Morand, « Nicolas Fouquet au salet affusqué ».

■ En traitant, le 2 février à Los Angeles, un vigile de son hôtel de « sale nègre » et en ajoutant : « Hitler avait raison, quelque chose comme ça aurait été gasé dans le passé », Harald Juhnke, avait déclenché une telle tempête d'indignation que les chaînes de télévision ARD et NDR avaient annoncé leur intention de mettre en terme à leur collaboration avec l'acteur, très populaire en Allemagne, aussi longtemps qu'il n'aurait pas fait amende honorable. Depuis, Harald Juhnke a adressé par l'intermédiaire de son avocat une lettre d'excuses au vigile Robert Ferrell. « J'étais bien égaré de valoir vous offenser », lui a-t-il assuré.

■ Dans sa profession de foi pour les élections législatives prévues le 23 février, la formation hindoue Bharatiya Janata Party (BJP) s'engage à mener « trois fois par an une campagne de propreté à New Delhi ». La ville qui compte onze millions d'habitants est classée au quatrième rang des agglomérations les plus polluées du monde. Pour mener à bien leur vaste programme, les nationalistes hindous ont l'intention de commencer par interdire formellement de cracher dans les rues.

TF 1

15.20 Côte Ouest. Feuilletton. 16.15 L'Homme qui tombe à pic. Série. 17.10 Métrouze. Série. 17.15 Feuilletton. Pas de trois. 18.05 K 2000. Série. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.40 Métrouze. 20.00 Journal. L'image du jour. Téléclé.

20.45

JULIE LESCAUT

Rumeurs. Série de Marion Sarraute, avec Miroslav Gerasimovic. 100 min. 7389418

22.25

TOUT EST POSSIBLE

Magazine. La 50e. Invité : Herbert Léonard. Le groupe 2 B 3. Bernard Laurent ; Karimé ; Le tout des stars. 100 min. 7389418

0.05 Les Rendez-vous de Pentecoste.

Invité : Gérard Brémont

président de Pierre et Vacances. 25 min. 78978

0.30 et 1.10, 1.45, 2.55, 3.55

TF 1 nuit.

0.40 et 1.20, 3.05, 4.05, 5.10

Histoires naturelles.

(rediff., 30 min.). 23.00.008

1.30 La Vignoble des paquets. Série.

105 (rediff., 5.30 min.).

TV 5

20.00 Libéra me ■■

Film d'Alain Cavalier.

(1995, 100 min.). 44483418

21.40 30 millions d'amis.

21.55 Métrouze

des cinq continents.

22.00 Journal (France 2).

22.35 C'est à suivre

(France 2 de 19.57).

0.00 Alice (RTSF du 26/01/97).

Planète

20.35 ► Hemi

Cartier-Bresson, point d'interrogation.

21.15 Le Grand Shpounz.

22.05 Ramona, quand les compteurs s'arrêtent.

23.00 La Vie secrète des machines.

(TV4) L'annuaire.

23.30 Missions aériennes au Vietnam. (46).

0.25 L'Epreuve des faits. Les candidats de Saint-Amour (35 min.).

Animaux

20.00 et 2.00

Les Rhinos de l'Assam.

21.00 Monde sauvage.

Changement.

21.30 La Vie des zoots.

22.00 In the Wild.

23.00 Le Parc Yellowstone.

23.30 La Mer dans l'âme.

0.00 Monde sauvage.

France 2

16.50 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.15 Le Prince de Bel Air. 17.40 Kirk. Série. 18.10 Madison. Série. 18.50 Quel est qui ? Jeu. 19.25 et 1.55 Studio Gabriel. Invité : Roch Voisine. 20.00 Journal. A cheval ! Métrouze. 20.50 Tirage spécial du Loto.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL

Magazine présenté par Bernard Benjamin. Cafés : l'histoire ; Le Temps des bricoleurs ; Rock-jeu ; parole de juge (25 min.). 7737961

23.05

TARATATA

Diversité. Invités : Neneh Cherry, Carole Fredericks, Avelle Red, C. Russell, R. Young (70 min.). 23.05.771

0.15 SKI. Championnat du monde.

0.30 Journal.

Bourse, Métrouze.

0.45 ► Le Cercle de minuit.

La famille, une douce violence (70 min.). 7418530

2.25 Unit. Ton pas la porte. 3.20 24

heures d'info. 3.30 Métrouze. 3.35 Les

2 heures (rediff.). 4.00 Pyramide (re-

diff.). 4.35 L'histoire des îles (re-

diff.). 4.50 La Compagnie. 5.15

Club et Charity. L'histoire d'Or

(30 min.).

Paris Première

20.00 et 0.20, 2.15

20 h Paris Première.

Invité : Daniel Hennein.

21.00 Le Prix Coudré ■■

Film d'Alfred Hitchcock (1957,

N.V., 105 min.). 23.05.061

22.45 et 1.50 Le J.T.S.

23.15 Le Requiem de Mozart.

Concert donné par le Scottish

Philharmonic Singers et le

Scottish Chamber Orchestra,

dir. James Conlon. Enregistré au

Stair Hall de l'université de

Chicago en 1982. 8778228

France

Supervision

20.30 Le Filmgeur ■■

Film de Michael Winner

(1973, 95 min.). 5931845

22.05 Marie-Chantal

contre le Dr Jha ■■

Film de Claude Chabrol

(1964, 115 min.). 5919041

0.00 A la recherche de la

7e merveille du monde.

Ciné Cinéma

20.30 La Princesse

d'Éboli ■■

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. 17.40 Kirk. Série. 18.10 Madison. Série. 18.50 Quel est qui ? Jeu. 19.25 et 1.55 Studio Gabriel. Invité : Roch Voisine. 20.00 Journal. A cheval ! Métrouze. 20.50 Tirage spécial du Loto.

20.50

LA CAGE AUX FOLLES ■■

Film d'Edouard Molinaro, avec Michel Serrault, Ugo Tognazzi (1978, 95 min.). 314618

23.00

QU'EST-CE QU'ELLE

DIT ZAZIE ? Magazine littéraire. Parcours d'un roman : Anne-Sylvie Salomon (Au bord d'un lac). Les nouvelles : Les Indes ; Nelly Deland (L'ennemi rouge) et Sherman Alexie (Indian Blue) ; Éric : Jean Vautrin (Le Roi des enfants) ; René : Jules Laforgue (L'opéra de Massenet), Nikita Leskov (Chernomir), Gena Clatch (En se contentant d'attendre de l'autre) (50 min.). 41084

23.30 Sage-Cha. Magazine (rediff.).

0.15 Espace francophone. Magazine.

Cité d'histoire : les nouveaux crânes.

0.30 Capitaine Furio. Série. Erreur de

numéro. 1.35 Musique graffiti.

Concert en la mineur, de Jean-Sébastien

Rach, par l'Orchestre symphonique

de la RAI (55 min.).

Festival

20.30 Bombardier ■■

Film de François Labonté

(1992, 135 min.). 5406394

23.05 Une journée

au Luxembourg.

Téfilm de Jean Béraud,

avec France Bouclet.

Le Drame (55 min.). 1438822

Téva

20.30 Télévision.

20.45 Des voix dans la nuit.

Téfilm d'Arthur Allan

Seldman, avec Nancy

Mattson (60 min.). 500531110

22.15 Murphy Brown.

Murphy achète une ferme.

22.45 Système Téva.

Py : l'arrivée de bébé

(55 min.).

Voyage

19.55 et 23.25

Chronique de Macha Béranger.

Les clés du lieu.

20.00 Suivez le guide.

Invités : Bill Tuitte.

22.05 En parcourant

le monde.

22.35 L'Heure de partir.

Dubé.

23.35 Suivez

le guide (120 min.).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Le goéland qui voulait voir le monde. 18.50 Le Journal du temps.

Arte

19.00 La Panthère rose. Dessin animé.

19.30 7/12.

20.00 Palettes : Francisco de Goya (1746-1828).

Documentaire d'Alain Jaubert.

Les Jeunes et Les Vieilles (30 min.). 3400

20.30 8/12 Journal.

20.40

SOIRÉE THÉMATIQUE :

L'AMOUR EN TÊTE

20.45 Biochimie du coup de foudre ou fragments scientifiques d'un discours amoureux.

Documentaire de Thierry Nolin

(60 min.). 790752

Qui de la biochimie ou de la passion

influence l'autre ? Une analyse scientifique

illustrée par le jeu de deux comédiens en

couple témoin.

21.45 Eloge du coup de foudre.

Documentaire de Beban Kidron

(75 min.). 8082226

A travers les États-Unis, une dizaine de

couplets témoignent sur le grand amour qui

a changé leur vie. Des récits entrecoupés

d'images d'archives, d'extraits de films, de

textes poétiques et d'explications

scientifiques.

23.00 Quoi de neuf Pussycat ? ■■

Film de Clive Donner, avec Peter Sellers, Peter

Orford, Ronny Schneider

(1965, v.o., 105 min.). 3657855

0.45 Rébus Roméo.

Téfilm de Philippe Le Guay, avec Isabelle Pasco

(rediff., 100 min.). 158101

2.25 La Panthère rose. Le super héros ; Orde de

ferme (rediff., 35 min.).

M 6

18.05 Central Park West. Série. Plaisirs d'amour.

19.00 Lois et Clark.

Série. Une pierre de

صوتنا من الامل

32

Le Monde

JEUDI 13 FÉVRIER 1997

Les médecins libéraux pourront partir en « préretraite » dès 56 ans

Un projet de décret gouvernemental est soumis à la Caisse nationale d'assurance maladie

LE CABINET du ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, devait transmettre, mercredi 12 février, à Jean-Marie Spaeth, président de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), le projet de décret (treize articles) sur la cessation anticipée d'activité de prescription des médecins libéraux, à partir de cinquante-six ans. Cette disposition, qui a été ouverte par l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la médecine libérale, prévoyait des incitations financières à cette « retraite prescriptive » dès cinquante-six ans jusqu'au 31 décembre 1997 et à cinquante-sept ans avant la fin 1999 (Le Monde du 11 octobre 1996). Les médecins partent normalement à la retraite à l'âge de soixante-cinq ans.

Selon le projet de décret, qui

pourrait être examiné par le conseil d'administration de la CNAMTS, le 18 février, les médecins âgés de cinquante-six ans à cinquante-neuf ans, qui « décident de cesser toute activité médicale non salariée », d'ici à la fin 1997, percevra une allocation annuelle - calculée sur les revenus moyens des trois dernières années - d'un montant maximum de 240 000 francs, qui sera majorée du montant des cotisations forfaitaires aux régimes d'assurance vieillesse et décès dans la limite de 18 000 francs par an. Le plafond de l'allocation sera fixé à 188 493 francs pour les médecins cessant leurs prescriptions entre soixante ans et soixante-quatre ans. Ces sommes seront majorées chaque année. Le revenu de remplacement sera versé chaque tri-

mestre civil, à terme échu. Actuellement, les médecins qui cessent leur activité entre soixante ans et soixante-cinq ans bénéficient d'une allocation de remplacement d'un montant de 189 000 francs. Selon le texte soumis à la CNAMTS, le médecin, qui met un terme définitif à son activité médicale non salariée, peut « continuer à exercer une activité médicale salariée » étant entendu que cette dernière ne peut avoir un caractère prescriptif puisque c'est précisément la diminution du nombre de médecins prescripteurs et la baisse des dépenses d'assurance-maladie qui sont visées par le gouvernement. L'article 4 du projet précise que « le plafond annuel des salaires nets imposables liés de l'activité médicale salariée (...) est égal à 120 000 francs ». La

dénonciation de la convention médicale après l'échec des négociations entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats de médecins avait stoppé le processus d'élaboration de ce système de « préretraite ». La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) de Claude Maffioli refusait, selon M. Spaeth, toute participation du corps médical au financement de ce dispositif. On assure, dans l'entourage de M. Barrot, que ce projet de décret a été rédigé « en bonne intelligence » avec les services du président de la CNAMTS. De même, les médecins qui auraient déposé un dossier, avant le 1^{er} janvier 1997, pour bénéficier de ce système verront leur cas examiné.

Olivier Biffaud

Grève « à la française » des camionneurs espagnols

Les blocages des postes-frontières se multiplient

MADRID

de notre correspondante

Les camionneurs français font école : après avoir admiré, à la fin de l'année dernière, la ténacité de leurs collègues d'outre-Pyrénées, ce qui leur avait parfois valu d'être victimes de « bouchons » et de longs retards, les camionneurs espagnols se sont mis, à leur tour, en grève illimitée. Ils réclament la retraite à 60 ans, la prise en compte par les services de santé de certaines « maladies professionnelles », et du carburant meilleur marché.

Entrée, ce mercredi 12 février, dans son septième jour, la grève, si l'on en croit la Fédération des associations de transporteurs (Fedetrans), mobiliserait quelque 200 000 camionneurs. Un chiffre très contesté par les organisations patronales, car cela voudrait dire que 80 % de la profession suit le mouvement, ce qu'elles estiment un peu excessif. Seule certitude, en tout cas, les effets économiques de la grève se font sentir avec de plus en plus d'acuité, notamment dans les villes-frontières avec le Portugal et la France, où se sont produites des files d'attente de plusieurs kilomètres, mardi à La Jonquera, à la suite d'un barrage effectué par 500 camions.

Même phénomène à l'entrée de grands ports comme Bilbao, Santander, Vigo et même Barcelone, bico que le mouvement soit plus sensible au Pays basque et dans le centre. L'Aragon, la Navarre et les provinces de Castille et Léon ont été également très touchées par la grève.

Résultat : de peur de se trouver

coincés en Espagne, des centaines de camions se sont arrêtés, mardi matin, côté français à la frontière. C'était le cas notamment à Hendaye. Le fait que des véhicules immatriculés à l'étranger, qui voulaient poursuivre leur route, aient été endommagés et leurs pneus crevés par des piquets de grève, lundi en Biscaye, n'est pas, il est vrai, très encourageant.

AUCUN INCIDENT GRAVE

Et des exemples comme celui de Santander, où les grévistes empêchent de passer non seulement les camions des non-grévistes, mais aussi ceux des camionneurs étrangers - dont une bonne trentaine de français - ont tendance à se multiplier, même si aucun incident grave ne s'est produit jusqu'ici.

En attendant, dans la région de Saragosse, plusieurs denrées alimentaires sont déjà venues à manquer, notamment le poisson. En Cantabrie, pour alimenter les stations-service dont beaucoup étaient sur le point de fermer faute d'approvisionnement, un convoi de carburant encadré par la police a été acheminé dans la journée de mardi.

Quant aux entreprises, elles commencent à accuser le coup : mercredi, à défaut d'avoir reçu les pièces et le matériel nécessaires, Michelin devait décider de ralentir ou d'arrêter la production dans ses ateliers de Valladolid, Burgos, et Vitoria y Lasarte, en Guipuzcoa. De son côté, Fasa-Renault pourrait être amené à prendre lui aussi des mesures de ce type.

Marie-Claude Decamps

Une France en déconfiture, selon le « New York Times »

NEW YORK

de notre correspondante

Bien sûr, il reste le vin, les fromages et le parfum, l'arme nucléaire et un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais lorsque le président du pays qui a inventé le Minitel avoue n'avoir jamais vu une souris d'ordinateur, lorsqu'un tiers des Français déclarent sympathiser avec au moins quelques-unes des idées du Front national, alors le moment est venu de s'inquiéter. C'est le constat dressé, mardi 11 février, par le New York Times dans un article d'une page entière, qui débute en première page sous le titre « La déconfiture de l'image et de l'esprit de la France ».

Cette enquête sur le désarroi économique, social et politique d'un pays réputé pour ses rêves de grandeur se veut aussi le bilan de crise d'un modèle de société, jugée à l'aune des critères de la réussite américaine, au moment où les Etats-Unis affichent d'impressionnantes indicateurs de bonne santé économique.

« Alors que d'autres pays se sont mis à l'heure de l'esprit d'entreprise et de la mondialisation, la France voit son économie et son identité même menacées par l'innovation », écrit Roger Cohen, grand reporter basé à Paris pour le quotidien américain, notant que l'ambiance ainsi créée « fournit un terreau parfait pour les marchands de xénophobie comme le Front national. La France d'aujourd'hui est minée par le doute et l'insécurité. L'innovation technologique, les tournants stratégiques, l'Internet et la mondialisation du marché ont rendu l'optimisme aux Américains, comme en atteste la hausse de la Bourse, l'amélioration de l'emploi et les sondages. Mais ici, ces forces sont perçues comme une ombre menaçante ».

Pour le New York Times, le dilemme se pose à peu près en ces

termes : « Comment faire le saut dans l'ère de l'Internet tout en restant français ? La crise est une crise d'identité politique et culturelle. Les réformes de marché, la panacée mondiale laissent les Français froids. Un appétit de grandeur, sorte de réconciliation de la poésie et de la politique, persiste. Dans le débat qui s'amarce entre les partisans d'un marché global sans entraves et ceux qui estiment qu'il aggrave l'in-

francs, qui ont planifié et géré la remarquable reconstruction du pays après la guerre, semblent dépassés par la mondialisation de l'économie, mal préparés à ses défis par une formation étroite. Les syndicats, parés des armoiries d'un rêve socialiste éteint, paraissent sauter tout aussi fossilisés ». Quant à la classe politique française, elle est « largement perçue comme un groupe de farts en thème

grands penseurs conceptuels et nos piètres réalisateurs, nos brillants ingénieurs et nos pauvres marketeers, notre culture algébrique au risque, qui fait que, quand on a échoué une fois, tout est fini, et je me demande si on n'est pas simplement en train de rater l'avenir ».

Le RMI, estime Roger Cohen, interviewé de RMIste à l'appui, incite les gens à ne pas travailler. En haut de l'échelle, « l'enrichissement personnel est toujours considéré comme une mesure d'auto-évaluation du succès ». « La France n'a plus les moyens de l'Etat-providence, mais elle n'est pas disposée à l'abandonner. Elle s'est révélée incapable de créer des emplois quand les Etats-Unis en créaient dix millions. Mais elle n'imaginerait pas de baisser les cotisations sociales obligatoires qui placent l'embauche à des prix prohibitifs ».

Tandis que « ses problèmes intérieurs s'aggravent, la politique étrangère de la France s'est faite plus agressive », en particulier à l'égard des Etats-Unis. « La France est à la croisée des chemins. Intégration dans l'OTAN ou maintien d'un statut français unique ? Véritable réforme de marché ou préservation du modèle centralisé et étatique ? L'Amérique est-elle un allié solide ou le pourvoyeur menaçant d'une culture globale uniformisante ? Une manœuvre européenne et un réel engagement à construire les Etats-Unis d'Europe, ou bien les tentations du nationalisme du Front national ? En hésitant entre ces choix, la France s'affaïsse. Aller à Londres ou à Berlin aujourd'hui, c'est sentir à quel point Paris est à plat, sans énergie. L'impression de vivre dans un musée est de plus en plus tangible. Le vrai problème, conclut le grand quotidien américain, « c'est que la spécificité de la France ne rencontre plus d'écho à l'étranger ».

S. K.

M. Mégret voudrait taxer les travailleurs étrangers

Interrogé par le New York Times à l'occasion de l'article consacré à la France, le député général du Front national, Bruno Mégret, assure que si son parti veut « renvoyer les Arabes, les Africains et les Asiatiques chez eux, ce n'est pas par haine, mais c'est parce qu'ils souillent notre identité nationale et parce qu'ils prennent nos emplois ». « Lorsque nous serons au pouvoir, poursuit M. Mégret, nous organiserons leur retour. Nous supprimerons le renouvellement de leurs cartes de séjour, et nous obligerons les entreprises à payer une taxe sur les travailleurs étrangers. » « Cela provoquera peut-être la perte de leur emploi », espère le député général du Front national.

Le New York Times estime que de telles déclarations ont un grand impact en France. « Plus d'un tiers des Français avaient partagé certaines idées du Front national », précise le New York Times, pour qui le FN reflète la « frustration d'un pays qui a perdu sa voie ».

justice sociale, la France a tendance à s'identifier aux critiques de la mondialisation. De plus en plus, elle associe l'Etat-providence à sa propre identité. »

Certes, la France reste un pays riche, aux infrastructures soignées, où le savoir-vivre et l'art de la table contribuent à donner une impression « d'opulence et de tradition ». « Mais son éminente beauté masque un jans de désespoir. »

FORTS EN THÈME

Ce désespoir, on le trouve d'abord dans les banlieues où « le modèle de l'intégration par l'éducation paraît sérieusement fissuré ». Le malaise est en outre « lié à la rigidité d'un système hautement centralisé. Les superbes technocrates

issus de la même école d'élite qui ont perdu le contact avec la population », pour un pays « traditionnellement plus passionné de politique que d'économie ». « L'absence de débat idéologique est particulièrement douloureuse ».

Economiquement, « le sentiment d'avoir perdu ses repères se traduit par la résistance à la nouveauté » : le New York Times s'étonne tout particulièrement de la passivité française face aux bouleversements liés à Internet et cite à ce propos deux jeunes entrepreneurs français formés aux Etats-Unis déçus par le négativisme de leurs compatriotes. « Ce que j'ai réalisé aux Etats-Unis, dit l'un d'eux, Denis Payre, c'est qu'une révolution technologique est en marche. Aujourd'hui, je regarde la France, nos

Carême : le pape insiste sur l'accueil des mal-logés

LES CATHOLIQUES (976 millions) et les protestants (environ 400 millions) sont entrés, mercredi 12 février, dans la période des 40 jours de carême, qui est pour eux un temps de jeûne et de préparation à Pâques (30 mars). Pour les orthodoxes (200 millions), qui fêtent Pâques le 27 avril, le carême commencera le 9 mars. Dans son message annuel, publié le 12 (mercredi des Cendres), le pape a insisté sur la solidarité à l'égard des personnes privées de logement, citant « les réfugiés, les déplacés, les familles expulsées, les victimes des guerres, des catastrophes naturelles et les personnes soumises à l'émigration ». A Paris, les conférences de carême à Notre-Dame seront à nouveau prêchées, chaque dimanche (de 16 h 30 à 17 h 15), par le Père Jean-Louis Bruguès. Elles seront retransmises sur France-Culture à 17 h 45. Et les 6 prédications du carême protestant seront assurées par le pasteur Michel Bertrand et seront retransmises, chaque samedi, du 15 février au 22 mars, sur France Culture (18 heures).

■ CINÉMA : aux Oscars américains, Le Patient anglais, d'Anthony Minghella (le 12 mars en France), a obtenu, mardi 11 février, douze nominations, dont celle du meilleur second rôle féminin (Juliette Binoche). Toujours pour le meilleur film, ont été sélectionnés Fargo, de Joel Coen, Shine, de Scott Hicks (sortie en France le 12 mars), Secret and Lies, de Like Leigh, et Jerry Maguire (en France le 5 mars) dans lequel Tom Cruise est nommé pour l'Oscar du meilleur acteur. Ridicule, de Patrice Leconte, a été choisi dans la catégorie « Meilleur film étran-

Dans les « Dossiers et documents » du « Monde » de février

LE PREMIER dossier fait un point complet sur la situation de l'islam aujourd'hui dans le monde, qui compte un milliard de fidèles soit implantés, et en France, où il constitue la deuxième religion du pays. A lire également les événements importants de 1996, dans le deuxième dossier, et la flexibilité du travail dans les CIE de l'info. En « une », la prise d'otages au Pérou (« Le « quérisme » est de retour ») et « Comprendre la Corse ».

* En vente chez votre marchand de journaux, 20 pages, 18 F.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 15 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 12 février, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei	Cours au 11/02
Hong Kong Hang Seng	Var. en %
13454,20	1002
-1,39	fin %
+0,02	
Tokyo Nikkei sur 3 mois	
2716,30	Paris CAC 40
20380,00	2582,09
79901	-0,51
15822,35	+11,30
12365,70	Londres FT 100
	1102
	-5,91
	Zurich
	1311
	-5,83
	Milan MIB 30
	3185,08
	+0,02
	+10,26
	Bruxelles
	1242
	-7,02
	Suisse SIB
	1692
	+6,92
	Madrid IBER 35
	1866
	+8,66
	Amsterdam CBS

MAC

Spécial Apple-Next

LE GRAND TOURNANT

Tous les détails du Mac OS de demain

Next : Les atouts clés pour Apple

Les paris qu'Apple doit gagner

Et aussi :

- Pratique : Votre CV interactif avec Apple Media Tool
- Dossier exceptionnel : Les tendances fortes de la PAO en 97

+ LE CD-ROM N°22

SVM MAC, LE MAGAZINE PRÉFÉRÉ DES MAC.

Requiem en Corée

La Guerre des canaux

La privatisation de Thomson

Football : retour en Argentine

L'identité de l'armée nippone

Téléphoner ou conduire

LA FRANCE VA-T-ELLE DISPARAÎTRE